

Les documents suivants traduisent la situation actuelle des prisonniers de la RAF et autres prisonniers appelés 'terroristes' par l'État, qui ont lutté ou luttent encore en prison : les ailes de haute sécurité à Lfbeck, Berlin, Celle, le traitement spécial à l'encontre de Irmgard Möller et Günter Sonnenberg, et autres exemples couvrant l'ensemble des conditions de détention des prisonniers politiques en RFA. Additionnellement, des documents sur la résistance des prisonniers et leurs familles et une annexe d'un matériel global.

Prisonniers politiques en RFA au 1er janvier 1981 :

à Lfbeck : Irmgard Möller  
Inga Hochstein  
Christa Hokes  
Anne Reiche  
Christine Kuby  
( JVA, Marlring 41, 24 Lfbeck )

à Berlin-Moabit: Monika Berberich  
Gudrun Stürmer  
Gabi Rollnick  
Angelika Goder  
Karin Kamp-Muenichow  
Karola Mack  
Regina Nicolai  
Andreas Vogel  
Bill Meyer  
( JVA, Alt Moabit 12a, 1 Berlin 21 )

à Stuttgart-Stammheim : Siegfried Haag  
Sieglinde Hoffmann  
Roland Maier  
Arndt Müller  
Armin Newerla  
Knut Folkerts  
( JVA, Asperger Str. 60, 7 Stuttgart 40 )

à Cologne-Ossendorf : Hanna Krabbe  
Angelika Speitel  
Gerd Schneider  
( JVA, Rochusstr. 350, 5 Köln 1 )

à Celle : Karl-Heinz Dellwo  
Heinz Herlitz  
( JVA, Trift 14, 31 Celle )

à Bruchsal : Günter Sonnenberg  
( JVA, Schönbornstr. 32, 7520 Bruchsal )

à Straubing : Rolf Heissler  
Bernd Rössner  
( JVA, Aussere Passauerstr. 90, Straubing )

à Munich-Stadelheim : Christof Wackernagel  
à Werl : Ali Jansen  
à Diez : Klaus Jünschke  
Manfred Grashof  
à Schwalmstadt : Lutz Taufer  
( JVA, Paradeplatz 5, 3578 Schwalmstadt 2 )  
à Freungesheim : Verena Becker  
( JVA, Homburger Landstr. 112, 6 Frankfurt/M 50 )  
à Bielefeld : Brigitte Asdonk  
à Aichach : Ingrid Barabass  
à Hamburg : Sigurd Debus (probablement)  
à Düsseldorf : Stefan Wisniewski  
à Francfort : Jürgen Taurus (probablement)  
Klaus Dorff (probablement)

( et une vingtaine de détenus de la gauche légale et autres militants )

Les prisonniers maintenus en détention dans le même contexte

en Suisse : Rolf-Clemenz Wagner (à Winterthur)  
Gabi Kröcher-Tiedemann (à Bern)  
Christian Müller (à Regensburg)

en Autriche : Waltraud Boock (à Vienne)

Les prisonniers politiques - actuellement au nombre approximatif de 80 - ont été, depuis 10 ans, soumis à la torture par isolation. Bienqu'ils aient factuellement un statut spécial et soient traités en tant qu'otages, le gouvernement nie l'existence de prisonniers politiques et les déclare - conformément aux directives du rapport de l'ISC (en annexe) - purement criminels.

De 1972 à 1975, 5 prisonniers ont été détenus en isolation totale dans les ailes de la mort, et depuis 1977 la moitié des prisonniers nommés ci-dessus ont été transférés dans des quartiers de haute sécurité spéciaux nouvellement construits, où ils sont soumis à la déprivation sensorielle.

Lors d'actions de la guérilla les prisonniers sont soumis à une interdiction de contacts totale ( 'kontaktsperre' ), dans laquelle le minimum même leur est soustrait - ni journaux, ni courrier, ni radio, ni avocat de leur choix; le vide total.

La plupart des prisonniers de la RAF qui ont déjà été jugés, ont été condamnés soit à des peines de 15 ans, soit à la réclusion à vie. En l'espace de 3 ans (de 1974 à 1977), 8 prisonniers ont été assassinés : Holger Meins, Siegfried Hausner, Katharina Hammerschmidt, Ulrike Meinhof, Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan Raspe, Ingrid Schubert. Lors de ces 10 dernières années, 9 combattants ont été tués en rue.

table

1. le quartier de haute sécurité de Mübeck
  - description de l'aile de Mübeck par les prisonnières
  - rapports des 23 et 24 janvier 1980 sur l'attaque physique
2. les ailes spéciales à Hambourg
  - rapports de Werner Röppe et de Helmut Pohl
3. le QMS de Celle
  - description faite par Karl-Heinz Dellwo
4. la situation à Berlin
  - compte-rendu de visite par Me. Maesschalk
  - description des QMS de Mübeck, Berlin et Celle, résistance, revendications etc
5. les QMS de Stammheim et Ossendorf / Irmgard Möller
  - lettres d'Ulrike Meinhof
  - compte-rendu par Ingrid Schubert de l'attaque du 8 août 1977
  - témoignage d'Irmgard Möller sur les assassinats du 13 oct. 1977
  - déclaration au procès de Verena Becker sur les assassinats 1977
  - compte-rendu de visite de Karl-Heinz Dellwo
  - lettre de Armin Neuerla
  - communiqué de presse de Me. Funke
  - déclaration de presse de Wolfgang Beer
6. Günter Sonnenberg
  - communiqué de presse de l'IVK
  - appel international des médecins
  - extraits de l'arrêt du tribunal
  - conférence de presse
7. décision type
  - décision contre Angelika Speitel
8. exemples significatifs des conditions de détention
  - extrait de lettre de Siegfried Haag
  - 2 extraits de lettre et rapport de visite par Lutz Maufer
  - description par Knut Folkerts
  - extraits d'expertises médicales
9. rapports sur la nutrition forcée
  - Holger Meins 1974
  - Hanna Krabbe 1978
  - les femmes à Hambourg, 1977
10. actions et déclarations des familles
  - déclarations sur la grève de la faim des parents en 1974
  - déclaration de presse du 22 sept. 1974
  - appel au CICR, Genève, avril 1977
  - lettre ouverte du 6 août 1977
  - lettre ouverte des parents au Tribunal Russell III, sept. 1978
  - télex, communiqué, photo sur l'occupation du CICR, Bruxelles 1979

(suite table)

- lettre ouverte aux parents de Mohammed Youssouf, 1979
  - déclaration du 20 mai 1980
  - lettre, juin 1980
  - article du Bulletin du EPLP, octobre 1980
11. la lutte des prisonniers
- lettres des prisonniers
  - déclarations des grèves de la faim 1973 et 1974/75
  - déclaration mars 1977 et de Gudrun Ensslin 30 avril 1977
  - déclarations d'Irmgard Möller et de Gudrun Ensslin, août 1977
  - déclaration de Hanna Krabbe, 28 novembre 1978
  - déclaration des femmes à Berlin, 20 avril 1979
  - déclaration et lettre de Ron Augustin, mai 1979
  - déclaration d'Irmgard Möller, 11 juin 1979
12. annexes
- communiqués de la RAF 1972
  - communiqué du Commando Ulrike Meinhof, avril 1977
  - communiqué de la RAF du 3 septembre 1977
  - communiqué du Commando Andreas Baader, juin 1979
  - communiqué de dissolution du Mouvement du 2 Juin, juin 1980
  - lettre de la RAF sur Wolfgang Beer et Juliane Plambeck, juillet 1980
  - exposé de l'IVK sur la guerre psychologique contre les prisonnières de la RAF, 18 mai 1977
  - témoignage de la prison de Marion (USA), programme de destruction
  - extrait du rapport spécial contre-révolutionnaire de l'ISC
  - texte de base de la Commission Internationale de Protection, oct. 1980

le QHS de Ilbeck :

- description de l'aile, qui est actuellement la réalité de 5 prisonnières
- rapports des 23 et 24 janvier 1980, sur l'attaque physique contre les femmes (en anglais)

(8/79)  
texte des prisonniers de la raf à lubeck ~~(maintenant à lubeck)~~  
~~bourg~~ : anne-rose reiche, christa eckes et inga hochstein

### 1. conditions de détention à lubeck

l'aile à lubeck:

l'aile est un bâtiment bas avec 10 cellules qui est séparé totalement du reste de la prison. de cette manière nous ne savons rien ni acoustiquement ni optiquement quelque chose des autres prisonniers. de même que les autres savent aussi peu qu'il y a quelqu'un qui est dans l'aile. sauf que nous nous savons qu'il n'y a pas d'autres prisonniers ici. personne n'utilise le saut nous - la cours devant les cellules ici. dans l'ensemble 5 caméras surveillent de l'intérieur et de l'extérieur le bâtiment et la cours. au moins celle du couloir est doublée d'une installation d'alarme qui sonne quand quelqu'un entre dans l'aile. pendant la nuit il y a encore surveillance par des escottes avec mitrallettes et ils peuvent regarder les cellules ainsi que la cours des maisons qui se trouvent directement derrière le mur et dans lesquelles habitent les gardiens. ils ouvrent seulement la porte de la cellule avec au moins trois personnes - toujours avec un flic masculin - et les heures de loisir dans la cours se passent aussi encadrées.

large et 10 cm de haut) les traits larges ont l'effet d'ocillères et morcellent la vue à l'extérieur: en pièces détachées. pendant la nuit, le mur blanc (peinture et caméras depuis novembre 77) est illuminé par des tubes de néon très clairs. des restrictions supplémentaires de possibilités de mouvement par la construction des cellules, - les cellules sont basses et étroites - sont renforcées par le fait que le lit et les étagères sont fixés au mur par rapport au sol. une seule petite table et une armoire sont mobiles. la construction est faite de façon à rendre la gymnastique impossible (par ex. tournement de bras). seulement par 2 clapets de la grandeur livre de poche on peut prendre l'air, c-à-d qu'il y a toujours de l'air vicié. en même temps il y fait froid à cause de courant d'air et du dallage non isolé par une cave. le lit court et étroit avec des matelas de varech encore plus étroits, vraiment comme un gîte dur. les portes de la cellule sont bloquées à côté de la serrure par deux verrous, comme des portes d'un coffre-trésor ou d'entrepôts frigorifiques. toute la construction provoque une atmosphère artificielle et inhumaine. face à cela il y a un antagonisme ouvert entre la monopolisation des perceptions, les restrictions de mouvement, dans la privation sensorielle dans la section silencieuse et l'image extérieure de la section. (du côté des couloirs les portes des "coffres" cellules sont vertes.) des fleurs et peintures cachent la réalité de la section silencieuse et se voient de l'extérieur, pas pour les prisonniers de l'aile. (par ex. plantations d'arbres d'ornement directement devant l'aile et construction en briques rouges de l'extérieur.)

### règlement

les portes sont ouvertes seulement pour les heures de loisirs dans la cours, la distribution des repas et, si on annonce, pour les heures de rencontre, et seulement en présence d'un flic masculin. les conditions sont fixées jusqu'à chaque détail - par ex. l'ordonnance que maintenant seulement 10 journaux (les magazines inclus), 20 livres et 10 dossiers doivent être dans la cellule, que seulement crayon et papier sont permis à prendre pour le temps de rencontre, l'ordonnance quand les heures de rencontre sont fixées, jusqu'à l'instruction de porter tel ou tel vêtement, ou comment les meubles de la cellule sont à disposer. les vêtements d'établissement prescrits ne sont ni pratiques ni ne protègent du froid.

à intervalles irréguliers, environ toutes les deux semaines, ils perquisitionnent pendant que nous sommes dans la cours tout ce que nous avons et après ils le jettent dans une autre cellule et prennent aussi des journaux et des livres. après ils nous fouillent jusqu'à la peau.

toutes les règles et instructions qui devaient être imposées aux prisonniers, pour eux il est rien dont ils tiennent compte. c-à-d que des changements soudains ne sont ni annoncés ni expliqués et les questions n'ont jamais de réponse par principe. quelques fois des demandes ne sont pas adoptées des semaines entières, quelques fois tout de suite.

les engagements ne sont pas observés; parfois les journaux et le courrier sont retenus jusqu'à un mois et puis on nous les donne tous ensemble.

ils démontrent non seulement le contrôle vaste, mais aussi le pouvoir de disposition du système d'exécution sur les prisonniers. avec ça ils empêchent que nous puissions lire et travailler, continuellement depuis notre arrivée.

ils nous répondent à chaque forme de résistance contre ça avec une masse de flics ou l'interdiction des heures de rencontre ou de tv ensemble.

de plus ils construisent une situation qui n'est pas claire et nette par des informations fausses.

par ex. on ne nous informe pas régulièrement des lettres, journaux et livres, même pas quand nous le demandons.

quand les avocats annoncent leur visite en téléphonant, parfois on nous en informe parfois pas. c-à-d nous sommes toujours dans l'incertitude.

ça va jusqu'à des scènes où ils vont chercher annerose reiche pendant la grève de la faim en octobre 77 dans sa cellule sous le prétexte de lui donner quelque chose pour la traîner à hambourg.

ils racontaient à b. asdonk, qui était à ce moment-là aussi dans l'aile, que a. reiche dormait et ne se sentait pas bien: a. reiche était transportée de hambourg (hh) à l'aile pendant la "kontaktsperre" en sept. 77 (b. asdonk après 4 semaines avec des conditions de détention normales à lübeck), isolée totalement.

en octobre a. reiche se trouvait après la fin de sa grève de la faim deux semaines dans une isolation totale dans l'hôpital central de la prison en hh, avant qu'elle soit retransférée dans l'aile à lübeck, après le lever officiel de la "kontaktsperre" et là de nouveau isolation sauf pour la cours avec b. asdonk. c'est seulement après une grève de la faim et de la soif de deux jours qu'elles recevaient deux heures par jour de rencontre.

dès octobre, ici, comme chez tous les prisonniers politiques, il y avait de nouveaux renforcements d'isolation: conditions psychiatriques lumière permanente, observation, la nuit une lumière bleue et en partie on était réveillé par des contrôles une fois chaque quart d'heure.

en outre pendant les perquisitions les matériaux de travail les livres, les journaux et les dossiers étaient emmenés de la cellule - et jusqu'aujourd'hui très peu de choses ont été restituées. enfin après le transfert de christa eckes le 22.12.77 de hh à l'aile de lübeck, et après une grève de la faim de a. reiche, inga hochstein (hh) et ch. eckes au milieu de janvier 78, la lumière permanente et les observations étaient abolis et la rencontre était augmentée de 2 à 4 heures par jour. ces changements ne se passaient pas sans des renforcements aux autres points concernant les conditions de détention: par décret de janv. 78 seulement 10 journaux (magazines inclus) sont permis, pendant la rencontre on ne doit pas emmener des livres ou journaux.

en novembre 77 le soir un flic avec mitraillette était dans l'aile pendant la tv ensemble.  
également les visites des parents et amis qui sont permises une fois par mois se passent dans l'aile. seulement pour prendre un bain nous pouvons quitter chacun à la fois seule, l'aile, une fois par semaine, pour une demi-heure. durant ce moment tous les prisonniers sont enfermés et les couloirs sont comme morts. nos cellules ne sont pas à côté l'une de l'autre mais sont séparées chacune par une cellule vide.

### l'isolation acoustique

nous n'entendons rien de la taule "normale". de même il n'y a pas un bruit de l'extérieur. le fond sonore ici, c'est le bruit du système de surveillance.

il y a trois signaux d'alarme:

1. une sirène d'alarme:

haute et stridente; en intervalles irréguliers qui sont parfois courts, parfois plus longs. de temps en temps les flics se font une joie en faisant fonctionner et couper la sirène pendant la nuit pour le temps d'une heure ou plus.

2. un son comme la sonnerie d'une porte de maison, perçant et permanent et monotone. d'abord on ne le perçoit pas mais en durant il pénètre jusqu'à la perception consciente. il sonne irrégulièrement jour et nuit.

3. une sonnerie d'alarme claire qui dépasse le grincement et le sifflement des appareils radiophoniques, particulièrement pendant la nuit.

de plus il y a encore les bruits que nous faisons nous-mêmes; tout, même nos voix résonnent innaturellement hautes et déformées métalliquement.

les cris par la fenêtre par exemple deviennent forcés et déformés d'une telle façon (par des vibrations) qu'ils résonnent dans les oreilles sans qu'on soit capable de les comprendre et de savoir d'où ils viennent. ici dans l'aile on ne peut pas reconnaître les voix qu'on connaît depuis des années. chaque bruit est dur et fort et l'isolation est renforcée par ça, c-à-d que chaque tentative de relativiser cette situation en criant et parlant a l'effet contraire dans cette acoustique artificielle.

cela ensemble avec le système des signaux d'alarme et leur manière de fonctionner bruyamment a pour but de provoquer une tension comme on la construit dans des pièces radiophoniques policières.

### isolation optique

trois murs de cellule, le plafond et le mur de l'extérieur que nous voyons directement par la fenêtre sont d'un blanc fulgurant. le mur de la cellule auquel un tube de néon est accroché est de couleur ocre, cette combinaison de couleurs provoque - avec et sans la lumière du néon - une lumière de gris pâle. les fenêtres sont constituées de 24 carreaux en forme de livre de poche. ils sont séparés par des traits de béton (5cm de ..

les conditions sont renforcées aux points où ils veulent nous empêcher de travailler ou apprendre ensemble. en outre tous les journaux de gauche sont confisqués, sauf quelques exemplaires sans contenu qui ne servent qu'à leur légitimation. les contacts avec l'extérieur qui étaient encore possibles par lettres ou visites une fois par mois, sont réduits depuis février 78 par des interdictions de visite sans raison; de même interdictions d'écrire.

depuis le 13.2.78 transfert de i. hochstein de hh dans l'aile cours à 4 - rencontre à 2 ou 3 seulement: cela signifie destruction du groupe minimal.

dans l'aile à lübeck des prisonniers politiques sont isolés depuis 1974:

en février 74 m. schiller était transférée à l'aile de lübeck et était isolée dans la section silencieuse pour 7 mois août/septembre: isolation à deux avec christa eckes, jusqu'au transfert à hh pendant la grève de la faim 74.

en fév. 75 de nouveau transfert de m. schiller à l'aile de lübeck - 5 mois d'isolation solitaire jusqu'en juillet 75 transfert de c. eckes de hh à lübeck. jusqu'en septembre 75 elles sont ensemble dans l'aile, puis transfert à hh à cause du commencement du procès.

en août 75 transfert de a. reiche et b. asdonk de berlin à lübeck

(au cours de la mise en marche de la nouvelle conception d'exécution pénale à berlin depuis que baumann était ministre de la justice, abolition de l'intégration lehrterstrasse, isolation d'une part des prisonniers politiques à moabit / section silencieuse (turm) et transfert de plusieurs prisonniers en allemande de l'ouest).

isolation à deux jusqu'au transfert de i. hochstein, i. möller et c. eckes de hh à la section silencieuse. la destruction du groupe minimal pendant la cours et les trois soirs de tv où b. asdonk et a. reiche sont ensemble, i. möller, i. hochstein et c. eckes sont ensemble pendant la cours. les heures de rencontre quotidiennes sont deux. après, des restrictions plus fortes: pas de radio pour tous, pas de tv pour a. reiche, le 24.12.76 grève de la faim des prisonniers à hh et lübeck contre l'isolation. au début janvier transfert de i. möller à stammheim, les autres à hambourg.

la section silencieuse est une des 3 catégories diverses d'exécution pénale à lübeck:

pour les femmes:

1. l'exécution normale pour des prévenus et détenus, distinction entre jeunes et adultes, mais dans le même bâtiment. conditions: cours ensemble; heures de rencontre ensemble, tv, travail en partie ensemble et instruction (machine à écrire etc)
2. une section de thérapie sociale séparée, pour des prisonniers choisis de l'exécution normale. là, il y a de la thérapie en groupe avec un psychologue et un psychiatre, des portes ouvertes, promenades libres, des vêtements propres et des essais psychologiques concernant des effets de couleurs.
3. section silencieuse pour les prisonniers politiques.

On the silent wing in Lübeck  
of the 5 women political prisoners

Report, 23. 1. 80

I.H. (Inga Hechstein)

Shortly after 12.00 h we were tricked into coming out of our cells: told to come into the hallway as Hensch (security inspector responsible for us,) wanted to tell us something. Hardly in the hallway my cell door was immediately shut and bolted behind me, guarded by a warden, ~~xxx~~ the same happened to the others. In front of each cell stood a warden (female) and in the hallway the usual screw (male) Riemann. No sign of Hensch. Then one of the warden called out: You can come, Frau Hensch. We felt ambushed as became suspicious, asked what was happening. Hensch told us that we were going to go into the other wing. (since 28 November 79, when the state security forces staged the last action, we have been in the old wing, previous to that in the new one\*). We were told it would not take long, 10 minutes, you will have 3 newspapers which are already there (Hensch) you'll also get your stuff from your cells.

As we were going off a 'rollkommando' (special group of wardens) emerges, having been previously hidden in the corner of the l-shaped wing between the barred doors. We became apprehensive, wanted to know what was happening, obviously something different from the usual 'so-called normal change of cells'. When we opened our mouths we were immediately grabbed, by our hair, our heads, arms twisted, legs jammed or angehebelt (?) dragged across and thrown into cells.

At the same time as the kommando appeared other screws arrive and as we discover by and by, it must be a double shift, (the shift from the morning stayed on) in other words about 16 screws.

Once in the cells they demand that we strip naked. We still do not know what is happening it is like a sudden attack with waiting screws in the wings etc., we say that we do not want to undress, whereupon they undress us by force.

The cell is full of screws, impossible to count, they fall all over me, one climbs onto the bed (virschau) tears my head back by my hair, twist arms and legs completely, press, hit, I lose my breath, tear my clothes off meso that they are in shreds, press on my eyes so that I cannot see that there are male screws while they take my trousers off, hold my mouth so that I do not scream in pain, the whole thing lasts a few minutes. Then I have pains on my liver, nosebleed, hair falls out in bundles.

There are some clothes in the cell which do not fit apart from underpants and a tee shirt, until the afternoon I am half naked, there are no blankets. It's similar with the others. Christine was thrown on the floor, strangled, one of her glasses broken. Brigitte lost her glasses, she is very short-sighted, does not get her glasses later. Marista has the 'rollkommando' as I had, she is thrown about and the tap in her cell got twisted, Anne has difficulty in getting up. (We call out to each other as soon as they have finished with one of us in order to keep some sort of control <sup>over</sup> what is happening.

uring the afternoon we call and ring the bell but there is no response, we do not get clothes or glasses or anything and have no association.

Shortly before 5 pm, i.e., shortly before lock-up the door is opened by 1 female warden and 3 male screws so that we can take into our cells from the gangway what they have let us have from our other cells (Löchern). So that I can go outside they give me some trousers, nothing else.

We all miss half of our files, all newspapers are gone, instead we get 3 new ones and are told that we could exchange them. This was the new ruling.

Noone has any of the material they had been working on just then. Lose leaves are forbidden, i.e., what's been left of the files we cannot use, what we take out is taken away. I am missing all addresses, letters to publishers, notes for my lawyer, empty folders, books, stuff from the files which I had taken out to read, etc. The others also miss part of the lawyer's files etc., they are writing reports and you have to get those.

We all have pains in our joints and pulled ligaments, some blood effusion (Bluterguss) loss of hair.

The reason (Frau) Hensch gave (were): 'normal', this is like 1977, you remember 77'. This is true. the next step we can now think of is kontaktsperre. In other words, the silent wings and highsecurity wings are a kind of institutionalised 'kontaktsperre'. In 77 they used the action of the raf as a pretext, now they create their own basis through provocation. In our case the action by the state security forces on 28.11.79 and the 'completely normal change of cells' which in fact meant rollkommando and open force.

Meyer's talk (Senator of Justice, Berlin, Trans.) in his attempt to still somehow cover up torture and annihilation - 'open doors inside' - which never existed here anyway - is rubbish. What is happening here is terror inside:

They try to create a situation which reduces the prisoner totally to being pre-occupied with staying alive, wedged in between a system of rules and strategies in which you are to vegetate as cretin.

'this is like 1977' is the announcement of a situation which is completely beyond the control of prisoners, lawyers, families, and friends.

The history which led up to the statesecurity action in November you know.

This is what happened here since then:

We were only allowed one contact outside, Anne had none, everybody else was excluded from contact through post and visit, in my case with Annelies most recently a fictitious prevention: she could answer my letter and this would be dangerous.. .

We have not had left newspapers for a long time apart from the TAZ and now and then one AK. (?) The last TAZ editions were 1-2 weeks old. At night increased MP patrols, almost hourly. As the windows in the old wing were higher than in the concrete wing in which we are now, the screws had to stand at some distance in the yard in order to gain a good view into the cells, which are lit, at night.

24. 1. 80

The cell doors are only being opened in the presence of several male screws, the numbers differ, but never fewer than two males and 1-2 females.

During exercise also 2 screws now (formerly 2 female wardens and 1 male screw, see previous report)

No newspapers from today, anne had a fax <sup>from</sup> yesterday and Brigitte some old papers.

We only get the daily news through our radios. The radios have been tampered with a few days ago. There is a marked bit of plastik stuck inside, a square, whose function we do not know. When we asked for our old radios which had been through the security check and were now in the cellar, we were told that they would have to be sent to the state security office first.

We do not know how long we shall have our periods of association. Anyway, whether it exists or not is not a criteria as the difference between five people being terrorised together or singly is purely technical as far as they are concerned and can be immediately enforced. It is part of the programme.

Since January 24th we are on hungerstrike. What we want first of all is to get out of the 'trakt' and that they stop terrorising us.

It is no coincidence that they are trying here to start the terror while they drag prisoners into the highsecurity wing in Berlin and plan to get monika here - the 'varied colours' the so-called 'improvements' is only to begin with, and Meyer's news spread pure cynicism. Only those talk of 'improvements' who contemplate contact-sperre, that is various escalations of torture.

The necessity for larger groups is now not the question, only a collective strike action can achieve that.

24.1.

names as far as known, of the screws:

- missura          nurses who started hitting first
- saga
- virchau
- fockenrock
- müller
- stain
- 2 new ones, unknown
- rudolf

Males:

- riemann
- meyer

Hollkommando we only know partially

**les ailes spéciales à Hambourg :**

**( depuis des années, plusieurs prisonniers politiques ont été maintenus en détention ici - tel les femmes qui sont actuellement à Illbeck )**

**- rapports de Werner Hoppe et de Helmut Pohl, qui ont tous deux été relâchés entre-temps, sur l'interdiction de contacts**

Communication d'un des prisonniers de la RAF

---

(Werner Hoppe)

Hamburg, 25-11-77

Après avoir terminé la grève de la faim et de la soif le vendredi 2-9, la détention commune - promenade commune - et le bain étaient de nouveau permis ici à Hamburg, le matin du jour suivant, sous la forme qui était en vigueur jusqu'à notre transfert en juillet à Stammheim, et qui avaient été promis par le sénateur Meyer au cours de la grève. A propos des mesures médicales nécessaires pour le rétablissement après la grève, nous avons pu le samedi et le dimanche parler en détail avec le Dr. Görlach, qui avait provoqué ces mesures. Nous avons été retirés des cellules de surveillance le 3-9 et transférés dans les anciennes cellules, c.à.d. dans les 4 cellules normales juxtaposées.

Le lundi 5-9, j'ai appris par la radio entre 18<sup>h</sup>30 et 19<sup>h</sup> que Schleyer avait été enlevé et cela a été confirmé dans les informations suivantes. A 23<sup>h</sup>20, l'inspecteur de service apparut, accompagné de 6 gardiens en uniforme, et explique que, sur ordre du directeur de la prison, la radio était reprise. Il n'y eut plus d'autres mesures cette nuit-là.

Le 6-9 au matin, je voulus partager la cellule de Wolfgang Beer: "Interdiction de détention commune" fut la pauvre réponse du fonctionnaire de service. Wolfgang était également seul. Je n'étais pas encore allé en promenade. Je venais juste de parler avec un médecin au sujet de l'alimentation, quand à 9<sup>h</sup>15 une bande immense de gardiens de la prison surgit dans la cellule; divers chefs de département les entouraient - des hauts grades de l'administration de la prison et des civils - dont l'identité et la fonction restaient dans l'ombre. Je fus exhorté à les accompagner, je fus emmené violemment de la cellule sans même avoir la possibilité de mettre mes chaussures et je fus emmené dans la cellule no 5 du département de la sûreté qui se trouve à proximité immédiate de la centrale. 2 fonctionnaires exécutifs et l'un des civils entrèrent dans la cellule - les fonctionnaires m'exhortèrent de me déshabiller. L'homme en civil ne prononça aucun mot au cours de toute la procédure de la fouille - même pas quand je lui demandai de montrer ses papiers et s'il était du BKA: il ne fit que me regarder fixement - comme s'il voulait m'apprendre à avoir peur.

Après que la procédure soit finie, les trois (...) partirent, je pus entendre le bruit dans le couloir de la fouille de nos anciennes cellules. Après plus de 2 heures et l'exhortation répétée de m'expliquer combien de temps je devrais geler dans le cachot vide et sale, sans chaussures et habillé seulement d'une chemise et d'un pantalon, en état de santé réduit par la grève de la faim et de la soif, on me dit finalement à 11<sup>h</sup>30 que je resterais là. Je recus mes affaires peu après, les notes écrites seulement en partie: un communiqué que j'avais écrit au sujet de l'alimentation forcée fut saisi, soi-disant pour "mensonge". La cellule dans laquelle j'étais enfermé est constamment surveillée à cause de sa proximité de la centrale. Les cellules latérales étaient vides, en-dessous et au-dessus, rien sauf les gardiens. La partie de la cour située en-dessous de la fenêtre avait été fermée pour empêcher les contacts. Effectivement il n'y avait plus aucune possibilité pour moi. - Je ne pouvais plus parler à personne: à l'exception du personnel de la prison.

La même nuit déjà, le terrorisme commença, auquel participèrent une série de gardiens déterminés: coups et coups de pied dans la porte, conversations à voix haute au sujet de ce que l'on devait faire de nous - les genres de mort varient, la fusillade et la pendaison plus souvent - de manière que je puisse l'entendre ou par des menaces directement à travers la porte: "Toi, le porc, nous venons tout de suite et nous en finissons avec toi" etc. La direction de la prison s'était donné de la peine fanatiquement pour empêcher tout contact, pour me couper de toute information: Quand un prisonnier se montrait à la fenêtre pendant la promenade, le poste de contrôle appelait immédiatement la station pour l'emmenner de là. Les journaux qui se trouvaient dans la centrale pour la distribution furent repris; quand j'étais emmené en promenade, les radios étaient immédiatement baissées, même quand il était impossible de les entendre dans les corridors. Après être resté un peu plus longtemps en promenade, le chef de département me menaça de m'interdire tout à fait la promenade la prochaine fois que cela arriverait. Le curé, auquel j'avais souhaité parler, n'a plus pu venir me rendre visite fin septembre, après deux conversations. L'isolation totale depuis le 6-9 - par laquelle il faut se rendre à l'évidence qu'après la coupure de "tout contact avec le monde extérieur", l'interdiction de la radio et du journal, la séparation des autres prisonniers de la guérilla ne sont rationnelles qu'en tant que bestialité supplémentaire - a pour but de nous anéantir. C'est mon expérience de ces dernières semaines et il est clair que le but a été atteint si l'on ne se bat pas contre cela. C'est une tactique policière, en considération de l'échange possible - la tentative d'encore anéantir les prisonniers: sans les conséquences qu'aurait l'exécution publique dans cette situation.

A l'exception des menaces et des insultes par (certains) des gardiens durant les semaines d'interdiction de contact, aucune agression n'a été portée contre moi/nous, et cela vient simplement du fait que cela aurait eu également des conséquences pour Schleyer, si quelque chose s'était passé.

Le renforcement de l'isolation fut tenté par une surveillance irrégulière effectuée par les pions de cellules - parfois seulement toutes les heures, parfois toutes les dix minutes - et en allumant la lumière pendant la nuit. De plus, le 2-10, les mesures médicales suite à la grève: médicaments et nourriture supplémentaire - furent arrêtées tout à coup. A partir de ce moment-là, nous n'avons reçu que les "rations" normales - en quantité très insuffisante, bien que mon sous-poids était évident (ce n'est qu'après 2 semaines que j'ai pu obtenir une soupe supplémentaire) et les médicaments que nous recevions auparavant sans être examinés par les médecins de prisonniers, - vitamines, etc. -, nous ne pouvions dorénavant les recevoir qu'après la visite du médecin: ce que je refuse parce qu'elle apporte des informations à la sûreté de l'état. Il m'est interdit de faire des achats.

Officiellement, voici ce que j'ai seulement appris du 6-9 au 18-10:

Le 13-9, par un flic du BKA, j'ai appris dans le cadre de la demande des prisonniers, de savoir si j'appartenais aux 11 prisonniers qui seraient libérés - et le 18-10 après-midi par le chef exécutif à cause duquel j'avais été isolé dans une cellule sous surveillance, que "après la libération des otages, Andreas, Jan et Gudrun s'étaient suicidés et qu'Irmgard avait tenté de se suicider et que la surveillance empêcherait dorénavant d'autres suicides. L'analogie avec Brigitte Schulz dans une prison israélienne est évidente: la seule information qu'elle reçut en un an était: Ulrike s'était suicidée.

Au cours de la nuit du 16-10, j'avais appris qu'un ultimatum avait expiré - les menaces contre ma vie escaladèrent; j'ai toujours compté sur mon exécution pendant l'action, - pas par les bruyants gardiens, mais par les services secrets, au cas où le gouvernement refuserait les revendications. Cette nuit-là, j'ai également cru qu'il était possible que l'un de ceux qui me repetaient toujours en criant que l'on devait me pendre etc. arrive. La nuit du 18-10 fut par contre plus calme. Ce qui se passa cette nuit-là, je l'appris par briches le matin suivant lors de la promenade.

Pendant la nuit du 18-10, je fus - à partir d'environ 19<sup>h</sup> - surveillé encore plus intensivement qu'auparavant. Il ne se passait pas une minute sans qu'il vienne ouvrir ou fermer: aucun mot n'était alors prononcé devant la porte, à la différence des insultes si fréquentes ou des remarques imbéciles d'auparavant. Qui m'a surveillé, je l'ignore. Même dans la centrale, dans laquelle plusieurs gardiens se trouvaient en permanence pendant la nuit et dont je pouvais entendre les conversations de ma cellule, c'était anormalement calme cette nuit-là. A cause de ces événements qui se déroulaient dans l'ombre et parce que je savais qu'une décision devait bientôt être prise pour ou contre l'accomplissement des revendications du commando, je me suis préparé cette nuit-là à une attaque contre moi: Il était clair que la situation, l'atmosphère devaient être ressenties et comprises comme une menace.

Le 18-10 à 10<sup>h</sup>, un chef de département précipita avec plusieurs gardiens dans la cellule et m'ordonna d'aller dans la cellule voisine parce qu'une fouille devait avoir lieu très courte, jusque midi seulement. Je réussis avec difficulté à emporter un livre et du tabac. Je ne pus même pas toucher mes autres affaires. La cellule dans laquelle je fus emmené était aménagée comme une cellule de surveillance: la trappe ouverte d'environ 25 x 25 cm dans la porte, par la trappe je pouvais voir ce qui se passait dans le couloir - tous les fonctionnaires des plus hauts grades de la prison s'activaient. Le chef de l'établissement et le directeur médical entrèrent dans mon ancienne cellule, dans laquelle une demi-douzaine de gardiens fouillaient ouvertement; une explication au sujet de cette action ne me fut pas donnée et quand finalement je vis que la literie, le matelas, les couvertures et les essuies étaient sortis de la cellule et échangés contre d'autres, je ne pus trouver aucune explication non plus. Je considérais comme possible/réaliste après l'assassinat à Stammheim, dans cette situation d'isolation totale, que l'arrangement pour d'autres exécutions était là mis au point. Pendant tout ce temps, 2 gardiens patrouillaient dans le couloir en faisant les 100 pas et dont la seule mission consistait à regarder d'un oeil hagard par la trappe de ma cellule, pratiquement toutes les minutes. La nourriture était dans un pot en plastique; avec cela, des couverts en plastique.

Quand je demandai combien de temps cela durerait, on me répondit d'abord: jusqu'au soir. Vers 16<sup>h</sup>, le chef exécutif et un fonctionnaire des autorités judiciaires apparurent; le premier cracha comme explication et comme s'il l'avait apprise par coeur, la phrase: "Après la libération des otages, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe se sont suicidés aujourd'hui soir, et Irmgard Möller a fait une tentative de suicide. Pour empêcher d'autres suicides, les autorités judiciaires ont ordonné de prendre les mesures nécessaires." Je comprendrais cela "non pas comme une chicane" ... A la question, combien de temps, aucun renseignement.

Je reçus une partie de mes affaires après plusieurs jours: des documents et les quelques livres - mais rien de ce qui était en verre, pas de rasoir, pas de vaisselle - cela resta ainsi pendant les 3 semaines et demies suivantes, jusqu'au 10-11 - tout comme la trappe ouverte, la surveillance constante et l'éclairage de la cellule pendant toute la nuit.

La disparition de toute individualité était exploitée par certains gardiens pour laisser libre cours à leur haine contre nous. Ils restaient pendant des minutes devant la trappe - regardaient chaque mouvement que je faisais et faisaient brutalement de bêtes commentaires ou des menaces. Les menaces allaient de "casser les os" jusqu'à l'assassinat et à cette occasion, différents genres de mort m'étaient de nouveau donnés en détail.

Au cours de la nuit du 21 au 22-10 ou la nuit suivante, j'entendis un léger bruit à la porte auquel je ne prêtai pas attention. Peu après, je regardai à la porte et je vis qu'un lacet était suspendu de l'autre côté de la porte, devant la trappe: de la façon dont une corde destinée à se pendre est nouée. Je ne sais pas qui l'avait suspendue là. Après environ 2 heures elle n'était plus là. Là non plus, je n'ai pas pu voir qui l'avait enlevée.

La phrase qui me venait le plus souvent fut pendant ces semaines: "Pends-toi finalement" et en plus: "tout seul, il ne le fera pas, il faut l'aider" ou des phrases semblables. En même temps que ces mesures, des restrictions furent ordonnées pour les livres, journaux, périodiques, visites et le courrier. Le but de ces restrictions était d'empêcher tout travail, toute pensée, toute interaction et de réduire l'existence à manger et dormir: par la surveillance constante, ou autrement: prisonnier en cage de tigre.

Il nous est interdit à tous:

d'avoir plus de 10 livres, 10 périodiques et 10 journaux dans la cellule; jusqu'au 25-11 il était interdit de rassembler des coupures de journaux - même pas celles qui me concernent directement et qui sont importantes pour ma défense. Les livres qui m'étaient envoyés étaient retournés à l'expéditeur. Les visites sont limitées aux parents - il n'y a aucun membre de ma famille qui me rend visite. L'échange de courrier est interdit avec toutes les personnes - sauf avec un vieil ami - avec lesquelles j'ai des contacts, à cause de leurs "idées politiques". Bien qu'immédiatement après la suppression de l'"interdiction de contact", j'aie essayé de trouver un nouvel avocat - mes anciens sont tous eux-mêmes emprisonnés - cela a duré jusqu'au 17-11 avant que je puisse parler avec Raromeikat - sans la surveillance d'un gardien et d'un flic de la sûreté de l'état. Ce n'est qu'après 5 semaines, le 24-11 que j'ai pu avoir la libre conversation de défense - pour laquelle il faut encore ajouter que les lois d'exception contre la défense politique ne m'ont pas concerné jusqu'à présent; il n'y a pas d'accords du tribunal correspondants.

Après que la surveillance constante ait été supprimée le 10-11 et que j'aie reçu les affaires restants, vaisselle normale, etc., l'inspecteur apparut dans la nuit du 12-11 à 22<sup>h</sup>: de nouveau surveillance - pas de motif - 15 minutes plus tard il revint avec une femme-médecin: parce que Ingrid Schubert "avait commis un suicide". Bien que la vaisselle fut immédiatement reprise, personne ne s'intéressa aux lames de rasoir dans mon armoire - elles restèrent là jusqu'au matin suivant quand la cellule fut fouillée: cette surveillance dura une semaine; ensuite, quand j'annonçai une grève de la faim et de la soif et que quatre prisonniers de la RAF

l'avaient déjà commencée ici, elle fut supprimée - jusqu'au coup d'oeil fréquent et irrégulier du pion -. Depuis le 24-11, c'est de nouveau toutes les minutes et les lames de rasoir furent de nouveau reprises parce qu'il y a soi-disant des "indications concrets" que l'un de nous a des "perspectives de suicide". C'est-ce que m'a dit le chef du département le 25-11. Ce que sont ces indications, il ne le dit pas. Il est important de noter que ces mesures pour "empêcher le suicide" n'ont jamais été expliquées pendant toute cette période par des raisons que je puisse fournir et qui n'existent pas, et c'est pourquoi elles n'ont jamais été contrôlées médicalement - en tout cas je n'ai rien reçu à ce sujet. C'est plutôt comme prétexte que servaient les 3 prisonniers morts à Stammheim et ensuite Ingrid: "Nous ne savons pas si ce n'est pas votre tactique de vous tuer actuellement les uns après les autres" m'a expliqué le chef exécutif le 17-11 - et auparavant déjà: nous nous serions toujours orientés vers les prisonniers de Stammheim, et ils escomptaient donc que nous pourrions également faire la même chose, etc. - cette merde, qui affirme le "suicide" à Stammheim comme un fait alors qu'ils savent - ils le disent aussi, comme par exemple le chef exécutif - que personne d'entre nous ne doute que les quatre prisonniers de la RAF ont été exécutés les 18-10 et 12-11.

Tout l'arrangement - d'une part la surveillance totale, d'autre part les déclarations des ministres de la justice et des hauts fonctionnaires, qui ne pourraient d'ailleurs pas empêcher une personne décidée à se suicider, sous surveillance continuelle inhumaine - signifie forcément pour moi que d'autres exécutions de prisonniers de la RAF camouflées en suicides sont possibles. Le "climat politique" actuel en RFA, l'escalade de la guerre psychologique contre nous - comme les menaces lancées par le service secret de faire sauter des avions de la Lufthansa en plein vol, qui furent attribuées à la RAF - permettent les exécutions sans difficulté; seule la critique de l'étranger s'y oppose et constitue une sûreté pour nous.

Fait partie de cet arrangement le fait que j'avais découvert dans la poche arrière d'un pantalon de pilote - à ma demande, j'en avais reçu un de la prison - une pointe de quelque 10 cm de long taillée et affilée comme une lame de rasoir, comme une lame de couteau cassée, fin octobre, 2 ou 3 jours après que le pantalon me fut donné par un employé. Je ne peux pas dire avec certitude si la lame s'y trouvait déjà avant ou si elle fut placée après, quand j'étais de nouveau dans la cellule et que je ne portais pas le pantalon - en tout cas, j'exclus le fait qu'elle y était "accidentellement par mégarde": car tout ce que je reçois est vérifié jusqu'à la couture. (J'ai jeté la lame par la fenêtre parce que je n'avais aucun contact avec un avocat ou avec des prisonniers, par lesquels j'aurais pu faire une communication aux flics).

En vue du complètement du terrorisme de la surveillance, des fouilles continuelles de la cellule ont lieu - auxquelles on ne peut pas être présent et donc on ne voit pas s'ils emportent quelque chose ni s'ils introduisent quelque chose - les cellules sont ravagées après leur passage - ainsi que des fouilles corporelles, c.à.d. des "strip-searches" comme les prisonniers de l'IRA les décrivent précisément - et ici, où, depuis le 18-10, chaque lambeau de nos vêtements, livres est fouillé 10 fois, même les carreaux, le crépi, la forme du plancher sont éliminés dans les cellules.

le 25-11-77

Werner Hoppe

Après le début de la grève de la faim et de la soif le 16-11 ou bien de la menace, la promenade à deux fut de nouveau autorisée le 18-11; le 25-11, emprisonnement à deux dans une cellule d'une manière telle que l'interaction, le travail collectif étaient empêchés: limité à 2 heures et sans que l'on puisse apporter quelque chose ou emporter quelque chose de la cellule de l'autre. Aucune note, rien à l'exception d'un paquet de tabac ou de cigarettes. Fouille avant et après.

Je réécris ici les faits relatifs à notre situation depuis que nous sommes à Hambourg. Il est faux de limiter la présentation de nos conditions de détentions seulement au "blocage de contacts". Ce n'est pas la réalité, cela exclut le véritable contexte des attaques contre nous, la logique du conflit et ainsi la notion de notre situation : otages.

Le "blocage des contacts" était une des étapes de l'escalade, et pour <sup>en</sup>traiter, dans un processus qui a débuté immédiatement après notre transfert à Stammheim - en réaction à la réussite de notre grève de la faim et de la soif en avril - se déroulant sur la provocation de l'attaque du 8/8, la dispersion du groupe en formation, ici le 12/8, un processus qui a atteint son but principal avec l'exécution de Gudrun, Andréas et Jan, et qui n'est pas encore achevé : cela en rapport avec la poussée propagandiste et politique du pouvoir (à travers le secrétaire d'état Erkel du ministère de la justice) selon laquelle notre "tactique" actuelle serait le suicide: la route est libre pour les coups dans les prisons, dont la marche et le camouflage est déjà assuré; il faut que cela soit clair pour tout le monde.

Il y a encore d'autres faits/signaux en juillet-août; nous l'écrirons en détail dans le conte de l'évolution politique internationale: l'élargissement de la Convention de Genève, d'une part ( et en même temps notre succès de grève en avril), et d'autre part, pour les cadres de la "counter-insurgency", les contours de plus en plus nets d'une ligne d'action internationale des commandos.

Et bien sûr, le "tempo furioso" et ses conséquences meurtrières quand est venu un processus plus long qui s'est allié aux conséquences directes sur Ponto, Schleyer, et le détournement d'avion.

RAPPORT DE HELMUT POHL: 7.12.77.

Notre situation depuis août:

Isolation:

Totale du 8/8 au 26/II, à part trois jours début septembre; à partir du 26/II, nous pouvons faire un tour de 40 mn à deux et être enfermés à deux 2heures par jour. Pour cela nous ne pouvons emporter aucun matériel, nous sommes fouillés avant et après. Ce règlement est à chaque fois valable pour quelques jours seulement mais est jusqu'à présent toujours renouvelé.

L'histoire:

Le 12/8, étant en grève de la faim et de la soif depuis l'isolation et l'attaque de Stammheim du 8/8, nous sommes déportés à Hambourg avec seulement les vêtements que nous avons sur le dos. Pour le déroulement et les méthodes: le rapport de Werner du 16/8.

L'alimentation forcée - perfusions intraveineuses et sous-cutanées- c'était une torture vulgaire. Le supplice des aiguilles, les crampes des perfusions, jusqu'à 9 heures enchaînés au lit, les brutalités lors du transport vers l'alimentation forcée et lors du bouclage au lit.

De fait, certains d'entre nous abandonnent sous la torture. ("Je ne pouvais que crier, crier".)

J'ai eu une côte cassée, les planches radiographiques doivent trainer ici au zkh (hôpital de la prison).

Cellules d'observations:

Du 12/8 au 2/9 et du 18/10 à maintenant: c'est une <sup>des</sup> méthodes les plus fortes de répression. Ce n'est pas seulement l'isolation, mais c'est aussi l'isolation: les flics sans cesse sur le dos, il n'y a d'espace que dans toi-même. Il n'y a rien de pire, éxépté être bouclé au lit, dans une telle cellule, sans possibilité de bouger. On ne peut dans cette situation ni lire ni travailler..

Ces cellules d'observations font parties de ce "quartier de sécurité", dans les portes desquelles les dits judas à nourriture sont supprimés, sont installées à la place des vitres protégées par une grille en métal. Au milieu du mur, de la longueur, dans une cavité, derrière une grille, il y a la "grande lumière". C'est à mi-hauteur, une ampoule avec un réflecteur, aux rayons obliques. Ça aveugle dans tous les coins de la cellule. Au-dessus de la porte: la lumière de nuit, avec une ampoule un peu plus faible, également dans le mur et sous grillage.

A partir de 23 h, seule la lumière de nuit doit être allumée - sans interruption. Les cellules sont les plus décrépies de toute la prison, justement parce qu'elles sont avec les "mitards", destinées à une répression plus dure. Les murs et les sols sont maculés, le crépi tombe, les matelas dégueulasses ect...

Le judas d'observation était jusqu'au 8/II toujours ouvert et l'observation faite tous les quart d'heure, toutes les 5 mn ou à intervalles d'une seconde, alternativement, c'est à dire que deux ont fait les cent pas constamment devant notre cellule.

Depuis le 13/II, l'observation se fait à travers un judas, les intervalles varrient toutes les 5 mn, tous les quart d'heure, ou à intervalles irréguliers. La surveillance est parfois réduite, puis de nouveau renforcée, puis de nouveau réduite... sans qu'on puisse connaître la raison d'un nouveau renforcement. Bien sûr, nous n'obtenons aucune justification non plus, ainsi ils annoncent parfois une chose et en font une autre. Par exemple, ils annoncent que l'observation va être suspendue, mais le jour et la nuit suivante, ils nous terrorisent d'une façon encore plus extrême.

#### Privation de sommeil:

Il y en a de toute façon avec la lumière et les allées et venues incessantes devant la cellule. Mais ils en rajoutent encore brutalement: quand le guichet dans la porte était ouvert, quand parfois nous étions endormis, ils frappaient sur la porte ou contre la vitre jusqu'à ce qu'on se réveille. Durant des nuits entières, puis de nouveau, après deux ou trois jours de répit. A présent, à intervalles de 3 ou 4 jours, ils allument la "grande lumière" toutes les demi-heures jusqu'à ce qu'on lève la tête du lit. Mon état varie entre complètement brisé et mort de fatigue, et ce qui est encore pire, complètement retourné.

#### Menaces et insultes:

Surtout la nuit, après qu'ils nous aient réveillé, ils crient par exemple à travers la porte: "genickschuss, genickschuss" (coup de pistolet dans la nuque) ou répondant à un autre: "ils ne vont pas se pendre tous seuls", ou encore: "porcs", ect...

Chez Werner, après le 18/IO, ils ont pendu un noeud coulant pendant plusieurs heures dans le guichet de la porte.

Une autre sorte de menace, et celle-là est en parrallèle avec Ingrid Schubert, le 17/II, ils m'informent qu'il y aurait eu un coup de téléphone de "l'extérieur"- j'aurais dit quelque chose par quoi on pourrait conclure des intentions de suicide-; le 18/II, comme je l'apprends plus tard- ce pistolet là est "trouvé" dans la cellule que j'occupais avant à Stammheim.

#### Des cellules hermétiques:

D'abord, en vertu du paragraphe 34 sur l'état d'urgence du 6/9 au 1/IO; puis après l'état d'urgence a été légalisé par le "kontaktsperregesetz" (loi sur le blocage des contacts) du 2/IO au 20/IO- pas de journaux, pas de visite d'avocat, pas de visite privée, pas de courrier, personne n'a le droit de nous parler.

C'est la période pendant laquelle nous ne sommes pas en "cellule d'observation". En fait, nous sommes également sous surveillance permanente: à intervalles de quelques minutes ils en vient un au judas pour voir si nous ne parlons pas à la fenêtre avec un prisonnier. Si je me tiens seulement à la fenêtre, les flics frappent immédiatement à la porte, ou rentrent et menacent de me retirer violemment de la fenêtre. Si quelqu'un m'appelle par la fenêtre pendant la promenade, ils veulent interrompre la promenade et assaillent la cellule d'où ils pensent qu'on a appelé. Menaces, comme dans les "cellules d'observation" et en plus, idées géniales comme: ils se tiennent devant la porte et mènent une pseudo conversation que je suis censé entendre, à propos d'arrestation et de mort.

#### Empêchement de la défense:

Après la fin du "kontaktsperre", nous ne pouvions apporter aucune note pour la visite de l'avocat, rien qu'un crayon et une feuille vierge. Fin novembre, nous avons obtenus "une à deux feuille". Depuis décembre, les conversations avec la défense doivent avoir lieu dans une cage de verre (le parloir).

Werner est le seul à être allé là-bas, il dit qu'on ne peut se comprendre qu'en hurlant. x)

#### Aucune possibilité de travailler:

Sans parler de l'isolation et des attaques ininterrompues, nous n'avons depuis le 12/8 jusqu'à aujourd'hui rien de nos livres, travaux, coupures de journaux, décisions juridiques.

Tout notre "avoir" était jusqu'à ces jours derniers à Stammheim, et jusqu'à présent, nous n'avons eu accès à rien.

x) Ce qu'il adviendra des documents de la défense, nous ne le savons pas encore.

Nous n'avions dans notre cellule rien d'autre que les livres de la prison, pendant presque trois mois, - pour passer le temps.

Mise sous clé du matériel de travail et de lecture:

Après la levée du blocage de contacts, ils ont fait tellement de décrets que tout travail cohérent n'est plus possible.

A présent, nous pouvons avoir dans la cellule: 10 livres, 10 journaux ( que nous n'avons jamais eu de toute façon), un petit cahier avec des coupures de journaux. De plus ils ont fait une liste d'interdiction de 12 journaux et magazines, qui va de la "Rote Fahne" à "Extra-Dienst", tous les journaux et magazines étrangers sont interdits. Pour les livres que nous voulons commander, nous devons faire la demande par écrit. Si quelqu'un nous envoie un livre de sa propre initiative, il est renvoyé.

Chicanes, petits règlements appliqués par force:

Après la levée du blocage de contacts, - c'est clair - qu'ils cherchent toutes les possibilités qu'offrent les règles de la prison et de la machine pénitentiaire pour intercepter toutes les informations sur nous ou de notre provenance et de bloquer le matériel de travail aussi longtemps que possible.

Quelques exemples: cela dure depuis deux semaines, à cause de quelques prétextes variés, jusqu'à ce que je reçoive une radio du magasin de la prison, trois semaines pour recevoir les "dix livres" qui ont entre temps été renvoyés; de plus, ils me font d'abord incire les titres des livres, puis ils me jettent dans la cellule des livres choisis arbitrairement.

Les exemplaires des journaux auxquels je suis abonné, qui traînent dans le débarras et que j'ai demandé 5 ou 6 fois depuis le 20/10, c'est à dire, depuis un moi et demi, je ne les ai toujours pas.

Les demandes ne sont simplement pas examinées, ou alors au bout de plusieurs semaines. Puis ils nous font écrire ces demandes deux ou trois fois. Cause invoquée, par exemple: "incompréhensible", bien que nous les ayons plusieurs fois écrites de la même façon ( c'était au sujet des 10 journaux, c'est à dire, ceux, qu'ils avaient empilés pendant le blocage des contacts et que nous devions recommander à chaque fois), ou bien: une lettre au juge ( en ce temps j'étais encore détenu en préventive) ils ne la passent pas, ils la laissent traîner pendant plusieurs jours. Elle revient, je dois la mettre dans une "enveloppe de sécurité" ; pendant quatre ans, j'ai envoyé des lettres au juge dans des enveloppes ordinaires, ect... pour chaque petite chose, c'est un dur combat de plusieurs semaines contre les blocages. Le courrier disparaît, est renvoyé plusieurs fois ou retardé; en ce qui concerne le courrier des avocats, les avocats peuvent raconter leurs expériences personnelles. Piontsk par exemple, dont le courrier pour des motifs variés, tirés par les cheveux, ne fut pas communiqué. Personne ici, sauf moi, ne peut écrire à ma mère. Des lettres de moi sont censurées, particulièrement celles où j'écris au sujet de notre situation. Des lettres pour moi disparaissent, pour cela, il n'existe pas de décret, elles sont perdues.

Interdictions de visites:

Pour tous, sauf les plus proches parents, - celui qui, comme Werner, n'a personne pour lui rendre visite, peut-être - recevoir la visite d'une "personne de confiance"; celui qui convient à la prison, c'est à dire à la police de la sécurité de l'état.

Razzias dans les cellules:

Tous les deux ou trois jours, on nous emmène dans une cellule vide, on nous déshabille et on nous fouille. Nous restons 1h, 1h et demi dans cette cellule pendant qu'ils fouillent la notre. Ils démontent tout, y compris le dentifrice qu'ils ouvrent par le bas pour passer un truc à travers et laissent par terre un gros tas de choses contrôlées. Après chaque fouille, il faut nettoyer la cellule: ( de nouveau, du crepi arraché, jetté par terre, mégos écrasés sur le sol, ect...) et trier nos affaires et ranger de nouveau.

Tous les jours a lieu une petite razzia pendant que nous sommes dans la cour. Tout se joue dans la "station de sécurité" de la prison. Nous y sommes depuis 3, 4 ou plus de six ans. C'est la station près de la centrale, au coeur de la machine pénitentiaire, c'est à dire, toute la journée, du bruit en coulisse, à intervalles de quelques minutes, ça bouge devant la cellule ( pareil pour les "cellules normales"), bruits de clés, paroles, cris ect... Ça veut dire que l'on ne sait jamais s'ils vont rentrer dans la minute qui suit, ou non, et c'est ainsi à longueur de temps, sur le qui vive.

C'est le couloir en direction de l'hôpital de prison, de là, le piétinement et les cris du commando permanent.

A intervalles réguliers, c'est l'alarme, un prisonnier est traîné dans sa cellule par le commando de choc. Bien sûr ils frappent et le prisonnier crie. De 7h du matin à 7h du soir, une soufflerie fait du bruit, avec les années, nous n'entendons déjà plus rien, mais le soir nous le sentons quand le bruit dans les oreilles s'arrête, la tension dans le corps se relâche.

le QHS de Celle :

- description faite par Karl-Heinz Bellwo

C'est plus particulièrement de Karl-Heinz Dellwo dont il sera question, de sa situation présentée par les autorités, comme améliorée.

Dans un communiqué de presse du 18 décembre, ses défenseurs disent :

Le 7/11/78, Karl-Heinz Dellwo a stoppé une grève de la faim et de la soif de 47 jours après qu'on lui ait fait la promesse d'être transféré dans les 4 à 5 semaines à venir, vers une autre prison, d'y être intégré dans le système pénitentiaire normal.

Le 8/12/78, il était transféré de la prison de Cologne-Ossendorf à la prison de Celle qui auparavant avait été, avec l'aide de plusieurs millions, "construite comme une des plus sûres de la Rfa"(Frankfurter Rundschau du 13.12).

Ensemble avec Karl-Heinz Dellwo, on a transféré de Berlin à Celle, Harry Stürmer et Heinz Herlitz.

De cette promesse donnée le 7/11/78, il ne reste néanmoins que l'isolation totale.

Karl-Heinz Dellwo écrit à ce propos dans une lettre du 10.12 (dont nous ne publions que quelques extraits : ndlr) :

on ne peut pas correctement décrire la dimension de ce qui règne ici. en effet, l'isolation est une situation qu'on ne peut imaginer que dans la façon dont elle est construite. j'ai lu il y a peu "les hommes de l'aube" de Chotjewitz. il a essayé de décrire notre isolation et il a réussi à la faire comprendre. mais tout qui est isolé peut voir dans la description qu'il en fait, qu'elle ne correspond pas le moins du monde à la réalité.

ce bâtiment dans lequel nous sommes, est un carré ouvert. donc un bâtiment central avec des ailes à sa droite et à sa gauche. en face de ce bâtiment, une construction qui pourrait bien être l'administration. entre : une cour. les bâtiments ont 4 étages et sont construits à l'ancienne mode. le trakt se trouve au premier, il est construit perpendiculairement à l'aile droite et au bâtiment central.

dans l'angle formé, il y a, derrière une vitre blindée, une pièce de contrôle. dans la partie du trakt imbriquée dans l'aile, il y a d'après ce que j'ai pu comprendre jusqu'à présent: 6 cellules, une douche, un wc et encore une pièce qui éventuellement pourrait être le parloir des avocats. en tous les cas, ce n'est pas une cellule pour prisonniers.

dans le reste du trakt, il y aurait donc les 4 cellules restantes (il y en a 10 en tout disent les journaux).

7. tout le trakt est surveillé par tv et tout à fait équipé électriquement. il est hermétiquement isolé du reste de la prison. les deux de Berlin et moi-même nous trouvons dans la partie imbriquée dans l'aile où il y a les 4 cellules les unes à côté des autres.

de la cour, qui est entre l'angle semi-ouvert et l'administration, on ne peut voir à l'intérieur parce que on a tiré à 4-5 mètres des fenêtres de nos cellules, une palissade en bois de 3 mètres de haut.

de notre cellule, nous pouvons voir la partie supérieure de l'administration, la toiture de l'aile en face et un morceau du bâtiment du milieu. (...)

il y a en outre la sortie pour notre "cour de temps libre". cette appellation est d'ailleurs un euphémisme irresponsable. (...)

la cour est aussi surveillée par deux caméras tv. la promenade par deux gardiens. si on enlève la place que prend l'escalier qui amène au trakt et qu'occupent les deux gardiens, il reste pour la promenade : 20 pas le long du mur du bâtiment à 4 étages, ensuite 3 à 4 pas jusqu'au mur de béton en face puis encore 20 pas pour le retour le long du mur qui encercle le trakt (...).

nous n'avons ici que l'alternative de combattre ou mourir.

L'avocat Rainer Koch a pu se rendre compte lors d'une visite effectuée le 14.12, de la justesse de la description faite. La seule promesse que l'administration pénitentiaire était prête à tenir dans un avenir imprévisible, était la promenade éventuellement autorisée en commun et une heure libre en commun avec les deux autres à l'intérieur du trakt.

Cependant, cela signifie pour notre mandant, même si c'est une isolation à trois : isolation. Ce moyen terme a été démontré par différents experts médicaux (notamment les professeurs Rasch et Fu de Berlin) comme suit : une isolation de longue durée peut conduire à de très sérieux préjudices pour la santé.

Pourtant, il a été communiqué à mon mandant par la direction de l'établissement :

- qu'il n'y aurait aucun changement prévisible, cela est maintenant bien décidé

- qu'ici "c'est pour longtemps sa station finale".

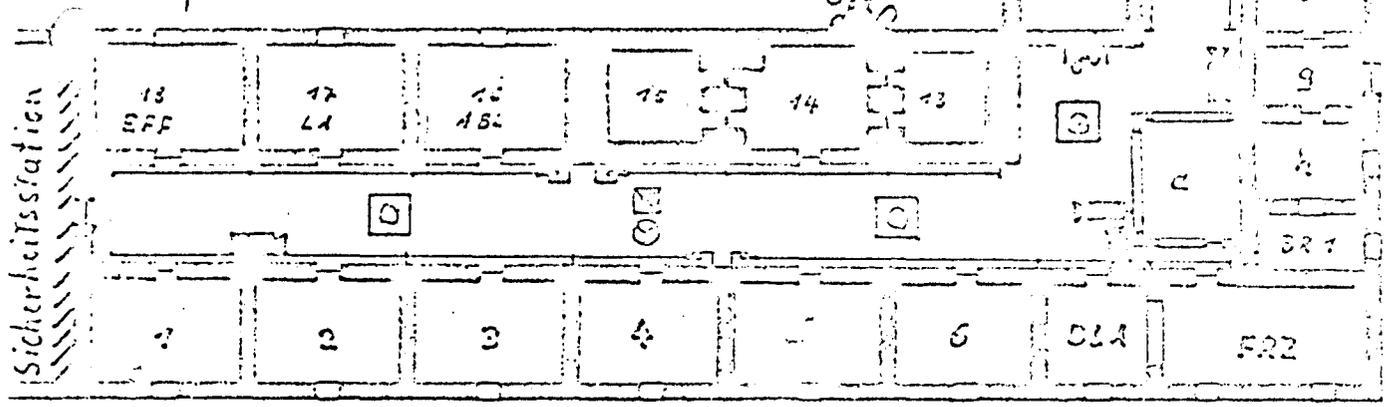
Knastbetrieb

Freistundenhof nicht für Traktgef.

- 1-12 = Gefängniszellen
- 13 = Besprechungszelle
- 14 = Durchsuchungsraum
- 16 = Büro
- 17 = Loyer
- 18 = Effekten
- BL 1 = Beobachtungsraum zum FRZ
- FRZ = Freizeitraum
- BR 1 = Besuchsraum für Gefangene
- BR 2 = Besuchsraum für Gefangene
- DR = Duschraum
- B/loc = Bedienstellen Toilette
- LB = Lazarettlabor
- LK = Lazarettküche
- c = Schloßzentrale mit 10 Monitoren
- b = Lautsprecher und Mikrofonen in der Decke
- c = Alarmsirene
- d = Alarmsirene
- e = Elektronische Zusatz- für Verriegelung
- f = Durchgang zum Traktloft
- g = Ein-Durchgang für Besucher
- h = Beschränkter für Besucher
- k = Aufgang zu oberen Etagen

Hofgang der sonstigen Gefangenen

Palisadenwand beidseitig Holzdielen

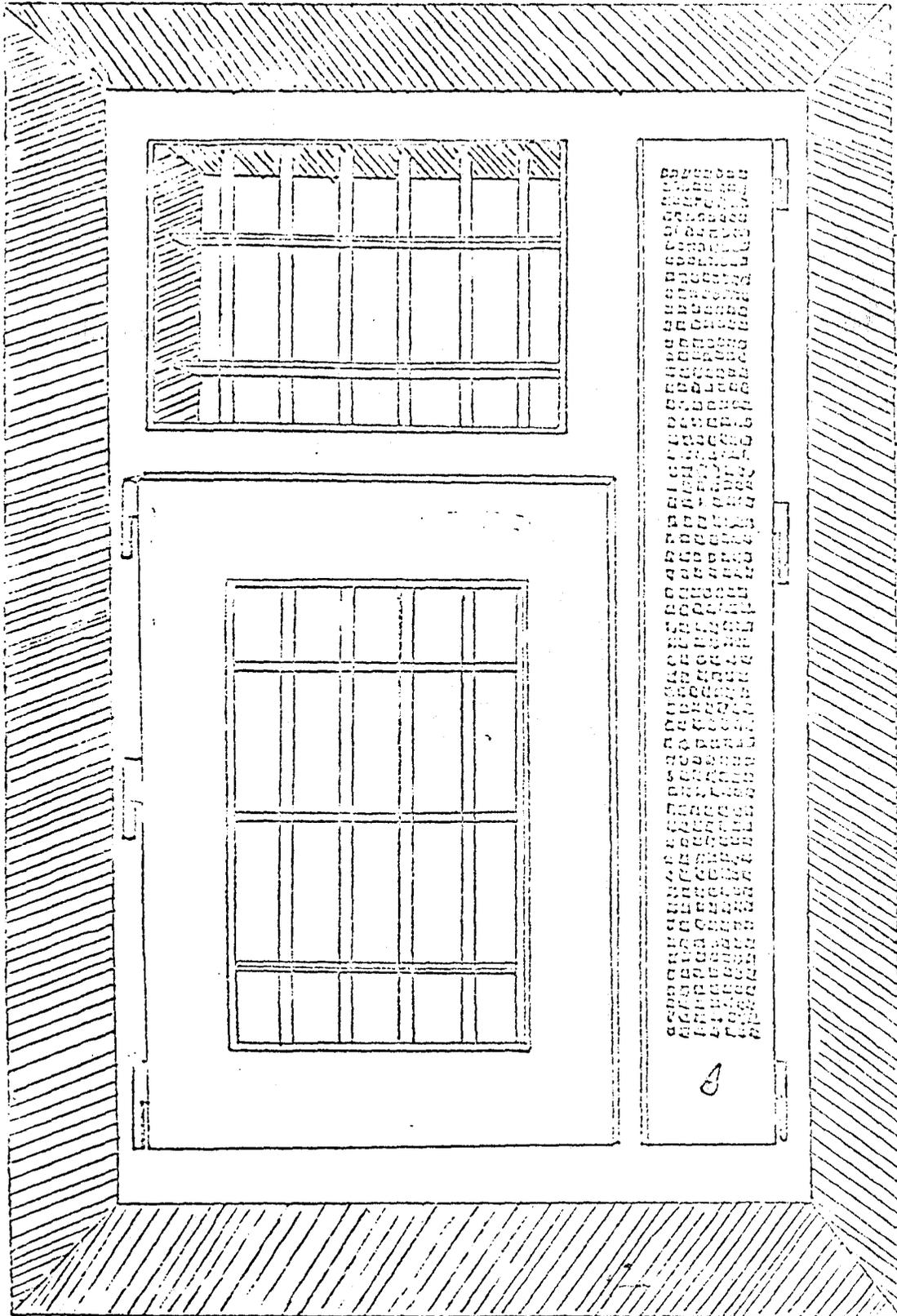


Knastbetrieb = Schlosserei

ferngesteuerte Kamera drehbar

geschlossen. weiter mit zwei elektromagnetische, im kontrol-  
center überwachte schließvorrichtungen gesichert. von  
außen unter kamera-beobachtung. glas marke "allstop-glas-  
glas", der firma "raschglas ag", ca 1,5 cm stark. rest  
des ganzen aus stahlrahmen, bis zu 2 cm dicke stahlplatten.

- 110 cm -



erhebungs-konstruktion: siehe beiliegende zeichnung  
- 175 cm -

geräuchsdurchlässigkeit: von außen dringen ganz laute geräusche  
schwach rein, meistens nicht näher identifizierbar. von innen  
nach außen dringt so gut wie gar nichts durch. wir haben das aus-  
probiert bei den zellen, die zum hochsicherheitshof liegen: wenn  
man ganz laut brüllt, vorausgesetzt, man ist 2 m vom fenster weg,  
und draussen ist es still, kann man ganz verzerrt die stimme hören.

1.) lufteinlaß aus halbiertem alu-  
vierkant. luft tritt ein  
durch zwei jeweils  
0,5 cm breite,  
zwischen alu-rohr  
und kasten gelasse-  
ne spalten, so-  
wie durch jeweils  
3 qcm große flächen  
am oberen bzw  
unterem ende des  
alu-rohrs

2.) ganzteillemente, ver-  
mutlich zum schall-  
schlucken

3.) gitterrost, aus  
streichhölzer an  
nicht mehr durch-  
ließe

4.) lamellenkontrakt-  
tion mit 33 über-  
drehknopf an 33-  
nende oder zu  
schließende öff-  
nungen, die ca  
1,8 cm breit und  
6,5 cm lang sind  
- alles aus stahl.

5.) 8 mm dicke stahl-  
platte mit einge-  
stanzten, acht-  
reihigen 5 mm x  
5 mm großen luft-  
austrittslöchern.

6.) drei scharniere,  
von außen mit bks-  
schlössern zuge-  
schlossen.

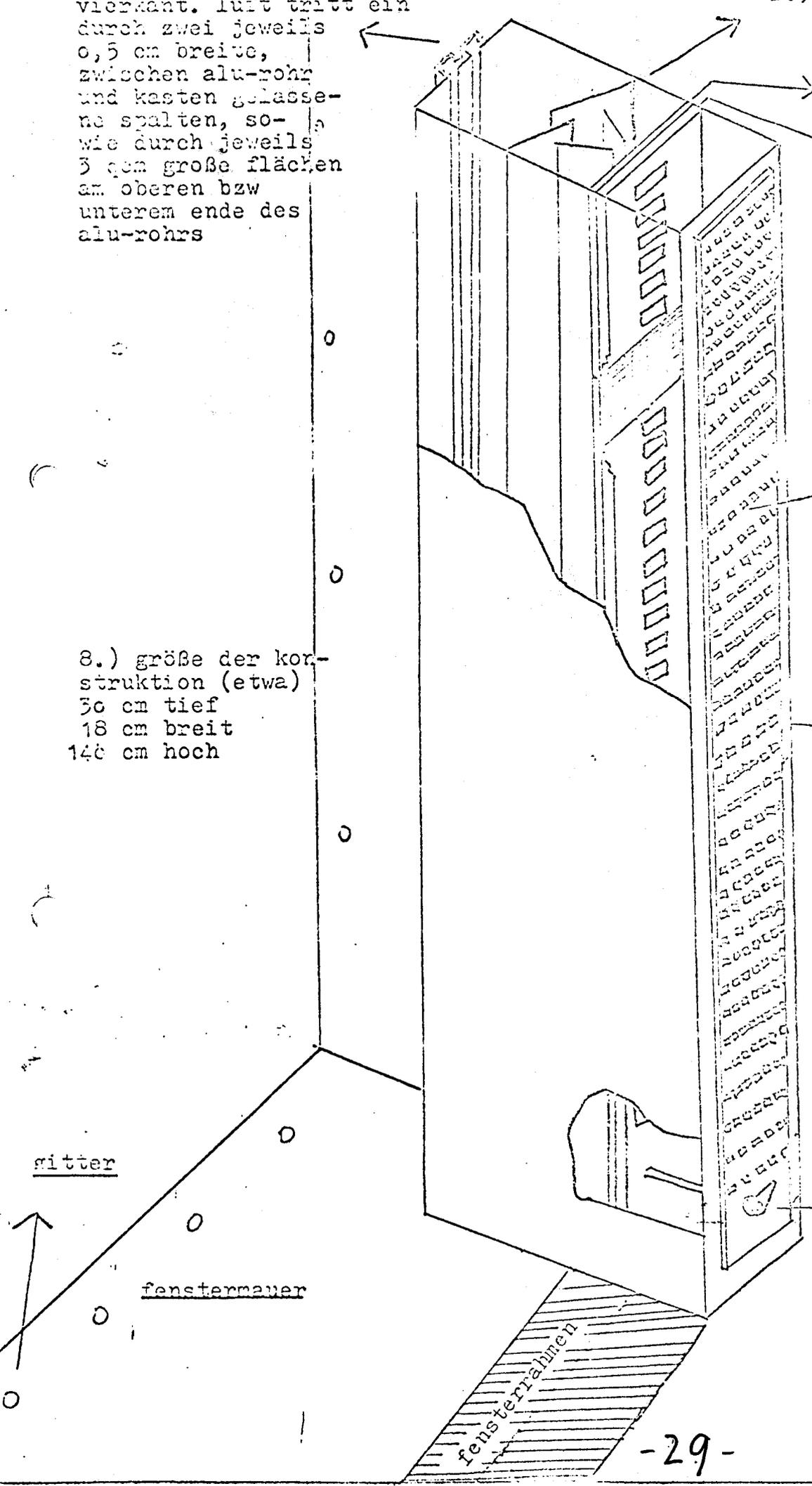
7.) drehknopf für die  
stahllamelle

8.) größe der kor-  
struktion (etwa)  
30 cm tief  
18 cm breit  
140 cm hoch

gitter

fenstermauer

fensterrahmen



la situation à Berlin avant la construction du nouveau QHS :

- compte-rendu de visite de l'avocate A.Maesschalk

les QHS de Ifbeck, Berlin et Celle :

- description des QHS et compte-rendu de la résistance des  
prisonniers contre leurs conditions de détention et pour leurs  
revendications (en anglais)

Compte-rendu de la visite d'Anne Maesschalk, avocate au barreau de Bruxelles, à Monika Berberich, prisonnière de la RAF, détenue à la prison de Berlin-Moabit, le 13 septembre 1978.

Prison dans une ville prison.

Une prison à l'image de sa ville. Un mur, des grilles, des barbelés, des fusils mitrailleurs, la police partout, à cheval dans la prison; à pied, à cheval, en voiture, autour.

Après avoir été contrôlée par le "détecteur d'armes", un tourniquet m'introduit à l'intérieur; j'attendrai une heure et demi avant de rencontrer Monika Berberich.

L'entretien se déroulera sans interprète et uniquement en allemand. Monika parle parfaitement le français mais il nous sera interdit de prononcer un seul mot dans cette langue. Nécessité oblige, pendant une heure, j'ai compris l'allemand.

Monika m'attend derrière la vitre de séparation. Elle est seule. Derrière moi, dans une pièce cimentée où les bruits résonnent, s'asseyent deux policiers en civils et deux membres du personnel de la prison, un homme et une femme.

Monika parle:

Alt-Moabit est une prison d'hommes, nous sommes quatre femmes, détenues politiques, isolées dans un quartier de haute surveillance qui comporte deux étages. Gabriele Rollnik est maintenant en isolation totale depuis son arrestation (le 22 juin 78) à l'étage supérieur. Ilse Jandt, Waltraut Siepert et moi-même, nous sommes à l'étage inférieur. Notre groupe de trois est complètement isolé de la vie de la prison. Cette forme d'isolement d'un petit groupe est particulièrement raffinée, elle procède de la même intention de destruction que l'isolement individuel.

Pendant 26 jours, nous avons fait une grève de la faim contre l'isolement et les conditions de détention et pour la suppression de la vitre de séparation. Sans résultat.

Les conditions de détention sont très dures. C'est peu dire que nos droits ne sont pas respectés: NOUS SOMMES EN DANGER DE MORT. C'est la différence entre nous et les interdictionnaires professionnelles. Il y a dans la prison un danger direct pour notre vie.

La RFA est un exemple pour l'Europe, il suffit de voir ce qui se passe dans les prisons en Suisse, en Hollande et en Italie. C'est un danger pour toute l'Europe. Nous pensons que l'influence de la RFA est si forte que les autres pays agissent comme elle. L'institution des Droits de l'Homme ne sert plus à rien, ce qu'il faut, c'est mobiliser les organisations ouvrières, de juristes, etc., pour que cela change. Nous pensons que la RFA n'est plus un état de droit qui se durcirait à cause de la crise. Elle est devenue le gendarme de l'Europe pour les USA.

A partir du 18 octobre 77, l'état n'a plus essayé de cacher que les prisonniers étaient tués et traités de la façon que l'on sait, il a dit seulement que cela était nécessaire pour sa sécurité. D'ailleurs, dans les journaux et à la TV, il n'y a plus aucune critique de sa politique.

Il se passe la même chose lors des procès, l'état ne sait plus se donner une image d'état de droit mais apparaît comme un état militaire. Le jugement est fait d'avance. Ainsi en ce qui me concerne, j'ai été condamnée lors de mon premier procès sur base d'un témoignage payé par la police alors qu'il n'existait aucune preuve matérielle contre moi. J'ai eu la peine la plus haute possible, deux ans en plus que les autres parce que j'étais juriste (1).

Je prépare actuellement une demande de réouverture de ce procès sur base de faits nouveaux.

Lors de mon second procès, j'ai été condamnée à 7 ans et demi de prison. Je suis détenue depuis 8 ans dont 5 ans et demi en isolation totale.

Le contrôle de notre vie, dans la prison, est permanent, toutes les deux heures, la cellule est entièrement fouillée et passée au "détecteur d'armes". Dans les couloirs, un réseau de TV interne nous surveille également. Nous n'avons droit à aucun livre venant de l'extérieur car prétendent-ils, des informations cachées pourraient ainsi être transises. La prison n'a soi-disant pas assez de personnel pour acheter les livres elle-même.

Nous entendons la radio de la prison et nous pouvons regarder la TV dans une petite pièce, de deux heure à dix heure du soir. La visite de la famille et des amis se déroule en présence de policiers et, avec une vitre de séparation, depuis juin '78. Nous avons droit à une visite d'une demi-heure tous les 14 jours.

Les entretiens avec mon avocat ont lieu sans limite de temps et en dehors de la présence des policiers, mais toujours avec la vitre de séparation : ce qui ne permet pas de passer des documents et les dossiers utiles à la défense. (2)

Mon avocat ne peut d'ailleurs pas avoir accès à l'entièreté du dossier, certaines pièces sont gardées secrètes. (3) Les procès ne sont pas publics. (4)

A propos du Tribunal Russel, nous demandons que des membres du jury viennent nous visiter en prison pour constater eux-mêmes dans quelles conditions nous sommes maintenues. Je vais envoyer des documents et des éléments de preuves de la situation dans laquelle nous vivons, par exemple des refus d'autorisation de visite.

Les deux autres femmes qui sont détenues avec moi sont jugées pour le moment, l'une maintenant, l'autre en octobre. La presse fait le plus grand silence sur ces procès.

L'entretien est terminé. Un des policiers me le crie aimablement dans le dos. Il aura duré une heure, de 11 h. à 12 h.. Je suis vivement priée de sortir de la pièce. Derrière la vitre, Monika tient les mains serrées en signe d'aurevoir.

Huit ans. Cinq ans et demi en isolation totale. Danger de mort. Monika Berberich, Ilse Jandt, Waltrand et Gabriele Rollnik sont en danger de mort, cela se voit dans le regard des gardiens, cela s'entend aux cris haineux des policiers, c'est écrit sur les fusils mitrailleurs, c'est accrochés aux barbellés, c'est peint sur le mur d'Alt Moabit.

Et ils ne sont que les instruments. Ne soyons pas complices.

(1) Monika Berberich était avocat et travaillait dans le cabinet de Horst Mahler. Elle a été arrêtée dans un "appartement conspiratif" et inculpée pour attaque de banque, association criminelle et détention d'armes. Elle a été condamnée à subir une peine de 12

ans de prison, en application de la théorie de "non-distanciation".

- (2) L'avocat de Monika Berberich était Me Stroebeler, qui n'a pu continuer d'assurer sa défense parce qu'il est tombé sous le coup d'une interdiction professionnelle. Actuellement, c'est Me A. Goy qui assure la défense de Monika. Elle m'a expliqué que pour transmettre un document à sa cliente, elle devait préalablement le soumettre à un juge d'instruction. Celui-ci peut refuser la transmission, la démarche dure de huit à dix jours.
- (3) Lors du second procès, Me Goy a dû plaider sans avoir vu l'ensemble du dossier, de plus elle s'est vu interdire de continuer sa plaidoirie : on lui reprochait que ce qu'elle disait était en dehors de la défense et même empreint de sympathie pour les idées de sa cliente. Comme Me Goy avait quitté l'audience, en signe de protestation, la sentence du procès a été lue en son absence, mais en présence d'un avocat désigné d'office et ce, afin que la légalité soit respectée.
- (4) Selon le docteur Rasch, la présence des détenus à l'audience n'est supportable physiquement que pendant trois heures. Monika avait demandé à être examinée par lui, mais cela lui a été refusé.

Anne Maesschalk.



The struggle for a political identity being waged in West Germany's isolation wings.

There have been political prisoners in West Germany since 1970, and from the beginning the state's policy has been to attempt to crush their political identity through isolation-torture & the use of sophisticated sensory deprivation techniques. The state has acknowledged the political content of their struggle by the methods it employs to try to crush it.

Isolation torture was applied most brutally against Ulrike Meinhof, Gudrun Ensslin & Astrid Proll in the silent wing of Cologne-Ossendorf prison in 1971, but since then more subtle but equally destructive techniques have been developed, culminating in the construction of the new isolation blocks - "high security wings" where the authorities intend to move all the political prisoners now scattered in different prisons. The political prisoners inside have fought consistently against these conditions and for their right to a political identity. Their only weapon in their struggle is the hungerstrike & in the last resort thirst-strike to force the authorities to end the repression against them.

#### The new isolation wings.

These are situated in Berlin, Luebeck near Hamburg, Celle and on the 7th floor of Stammheim, completely rebuilt since the murders in 1977. In August 1979 5 women political prisoners were moved to the Luebeck isolation wing from the remand prison in Hamburg. They describe their conditions like this:

" In the silent wing there are 10 cells. Each has 3 white concrete walls, 1 pastel coloured, with a grey steel door, concrete floor with PVC coating. Washbasin & lavatory moulded in one piece, bookshelf & pin board screwed in. In the steel door bullet-proof glass the size of a brick which can't be opened - above it a wide-angle spy. Over the bed a blue control light for night, on the ceiling a neon tube.

Out of the window we see a white-washed wall in a surrounding which doesn't change, where never any other prisoners have exercised, move, talk. What you here registers itself as something special - you can count it on 5 fingers. The points which distinguish yesterday from the day before don't exist here.

Optical & acoustical surveillance has been systematised & perfected. In the silent wing itself a camera is installed while in the yard where nobody enters except us there are 7 cameras which cover the whole area. On the outside wall of the silent wing is a double loudspeaker. It gives the command for the end of the exercise period & probably records what we are saying. Inside every sound by us is signalled electronically, indicated by different coloured lights. Lights indicate that the microphones are on. During exercise we are guarded by 2-3 female screws & 1 male guard carrying walkie-talkies. The connection through these walkie-talkies guards every contact with us from giving out food to having showers.

Work materials: 10 newspapers/magazines, 25 books, 10 files. It is not possible to describe the monotony in this social & sensory vacuum which crushes any spontaneity. We can only confirm & count up what is not. "

On January 23rd 1980 an attack took place against the 5 women - Christina Kuby, Christa Eckes, Annerose Raiche, Brigitte Asdonk & Inga Hochstein, in which they were brutally beaten by an organised squad of specially trained screws (rollkommando as they are called in West Germany) forcibly stripped by male screws & left naked in their cells for 5 hours. The attack is described here by one of the prisoners :

we were tracked into coming out of our cells....we were hardly in the hallway when our cell doors were smut & bolted behind us. The rollkommando suddenly emerged and immediately were hit by our hair, our heads, arms twisted, dragged across & thrown into cells. Christa arrived, making a double snuff of 16.

Once in the cells they demand that we strip naked. We refuse... they undress us by force. The cell is full of male screws. They tear off my clothes so that they are in shorts, covering my eyes so I can't see while they take my trousers off & holding my mouth so I can't scream in pain. The attack lasts a few minutes. I have pains in my liver, nose bleed, hair torn out in bundles.

Christine was thrown on the floor, strangled, & one of her glasses broken. Brigitte has her glasses taken away, Christa has the rollkommando & was thrown around the cell. Anne has difficulty getting up. We all have pains in our joints, torn ligaments, bruising & loss of hair. We are left naked in our cells for 5 hours."

The prisoners were told "this is normal - like 1977" This refers to the beating up of the prisoners in Stammheim before their murder a few weeks later.

#### cell raid.

Two months earlier the cells of the 5 women had been raided by the political police & defence papers & other material which had already passed the prison censorship several times was taken away. On the basis of this material they were charged with "forming a terrorist organisation" inside the isolation wing. The new charges are an attempt to extend their sentences indefinitely, because although Christina has double life & will therefore never be freed by the state, Christa & Anne are due for release in 1981, Brigitte in 1982 and Inga in 1985. The escalation of repression against the prisoners is a response to the political resistance & solidarity that the 5 had developed together despite the appalling conditions of isolation.

They have been active in publicising the conditions of isolation that they are subjected to, and have resisted all attempts by the state to crush them & deny the political content of their struggle. They have consistently refused to renounce their political identity in return for "normal" prison conditions, and they have worked to support the setting up of an International Commission to protect political prisoners not only in West Germany but throughout Western Europe. In response to this escalation they reached the decision to make a collective action aimed at resistance to the state's attack.

#### Thirst strike

On January 28th 1980 the five began a hungerstrike & thirst strike & developed the demand that their conditions of isolation should be ended and for the right to their political identity. From this grew more specific demands relating to the specific situation of various prisoners, once the possibilities became clearer in the confrontation with the state. They demanded the transfer of certain prisoners in severe isolation - Ingrid Moeller, Verena Becker, Hanna Krabbe & Angelika Speitel and the abolition of their own conditions of isolation through the enlarging of their political group. A further demand was the transfer of Brigitte Asdonk from Luebeck to an interaction group compatible with her own political identity.

Their action achieved the transfer of Ingrid Moeller who had been in total isolation since the murders in Stammheim in 1977. She is now part of the political group in Luebeck. Also won was the transfer demanded by Brigitte Asdonk to Bielefeld prison. The Luebeck prisoners also secured for themselves long periods of association for the development of their political interaction group.

In solidarity with their struggle there was a huge demonstration in Hamburg of over 1500 people in support of their demands, and after the thirst strike had continued for 9 days, the authorities agreed to begin negotiating their demands.

Their victories have been a turning-point for the political resistance inside the prisons in West Germany and for the solidarity movement outside. The long-term aim remains the total abolition of "high security wing" isolation torture.

### Berlin isolation wing.

The new isolation wing in Berlin was first put into use January 18th 1980 when 11 political prisoners were moved into the wing some by force because they had barricaded themselves into their cells - the rest carried in on stretchers because they refused to walk there voluntarily.

The Berlin wing consists of 27 cells split up into smaller units, so-called "living areas" - one of 7 cells, four units of 4 cells & two of 2 cells. This combination is variable by a system of moveable walls designed to disappear into the floor. The whole wing is electronically supervised with microphones in each cell & cameras and intercepting devices in each "communication area" where association takes place. Trained personnel keep all the prisoners under constant supervision in this way, like rats in an experiment, in order to put into effect a carefully worked out programme of psychological control :

\* The artificiality of the surroundings and the stress of isolation are the means by which tensions are created between the prisoners. These tensions are noted by the control and increased through manipulation. Programmes of privileges & punishments are devised to fit each individual prisoner, noting every nuance of the prisoners' behaviour.

This is an attempt to gain an influence where they have so far failed : our mind, our will to resist, our consciousness - to destroy it all. Therefore we say "brainwash wing" Andreas Vogel & Til Meyer presently imprisoned in the Berlin wing.

This is a system of double & variable isolation - a prison within a prison - where the results of the control are put into effect through the moveable walls, cutting off prisoners where viable groups appear to be forming, putting prisoners together where it is possible to increase tensions - a technologically, psychologically & architecturally perfected system of annihilation.

### Celle.

After two days in the new isolation wing in Celle, Karl Heinz Dellwo wrote this about the monotony of his surroundings:

" I have been here for 48 hours. Apart from the bath & visits I have nothing new to look forward to. There is only the repetition of what has gone before. The cell is silent - but not totally silent. Although I have tried strenuously to hear the wardens on the corridor I have so far not been able to hear a single word. The only identifiable noise is the food trolley, when they bring hot water in a jug 3 times a day. You hear a bit of scratching and then the flap in the door is opened. You do not hear any approaching steps or when the doors of the other cells are opened. Yesterday it rained. I could see that but I couldn't hear it.

The experience of two dozen different institutions practising isolation has been evaluated here - this represents everything that has been gathered in previous experiences during 9 years of differing isolation. The authorities no longer try to justify this type of imprisonment by stating that such security measures are needed for the type of prisoners for whom they are intended - excuses like these are no longer attempted and the strategy which aims at their destruction is no longer denied. There is no defence attempted for such measures, not even that these are exceptional times or exceptional types of prisoners. The public thinks that such treatment for a minority opposition is normal & acceptable. We have no alternative but to fight or die. "

Ingrid Koeller & Guenther Sonnenberg.

There are no lengths to which the state will not go in their attempts to physically & mentally destroy the political prisoners. The extent of the state's brutality is demonstrated by its treatment of the two seriously ill prisoners Ingrid Koeller & Guenther Sonnenberg. The prisoners have replied with tremendous courage & resistance to this repression, and through actions of support from other prisoners have won

change in their conditions.

Ingrid had been subjected to varying degrees of sensory deprivation for the total of 8 years she has been a political prisoner in West Germany until the thirteenth strike by the women in Luebeck resulted in her transfer from isolation in Stammheim to enlarge their political group. The occasional periods of association with other prisoners she had always had to fight for by going on hungerstrike, and then were subject to the slightest whim of the administration.

In Stammheim there was a period of association with Gudrun Ennslein, Ingrid Schubert, Jan Carl Raspe & Andreas Baader. On the 18th of October 1977 they were murdered by the authorities. Ingrid survived the attack.

She was then held in a prison hospital for 1 month in total isolation and from there removed back to Stammheim. She described her time there like this:

" Exercise is daily for an hour in the cage on the roof which is completely blank, covered in wire to ward off helicopters, crowned with NATO barbed wire, supervised by two screws. Apart from tobacco I am not allowed to take anything and have to undress completely before & after. My area of movement is reduced to a system of security which includes the visiting room & its reinforced glass partition and the cage on the roof. I never put a foot on a piece of real ground. Not a blade of grass could survive between these concrete slabs. "

In March 1978 Ingrid suffered a circulatory collapse and was rushed to hospital. She was pale, covered in sweat and breathing heavily. She was very agitated & unable to give clear facts. In May her dosage of stamine & pills to stabilise her thyroid condition was stopped. This medicine is needed to counteract softening of the bones & other direct effects of isolation torture. It was withdrawn knowing her health would deteriorate rapidly.

Guenther was arrested in 1977 and during the arrest he was shot in the head. He sustained a severe head injury which from that time onwards has not received proper medical treatment.

In September 1979 the justice ministry gave an assurance that he would receive "normal" prison conditions - but the reality of his situation remains unrelieved:

Here are some extracts from a press statement issued by his lawyer in March 1980:

The cells next to my client are not occupied & he has no association periods with other prisoners. There is only church on Sundays, possibly sometimes a film show but here also he is not able to speak to other prisoners. There are no possibilities for work - only solitary work in the cell has been offered. There are daily cell raids, several times a day. No exercise in the yard with the prisoners from his wing, but with 5 to 10 selected prisoners who are not allowed to talk to my client. The prison conditions for my client mean that the prison authorities will not or cannot create such conditions that the rehabilitation of my client from brain damage is made possible. The consequence of this is that Guenther Sonnenberg must be released from prison because he is not fit to stay inside.

Already a hungerstrike has been started by a number of prisoners demanding an immediate change in his conditions, and the general demand by all of the prisoners remains the immediate release of both prisoners.

It should come as no surprise that similar types of prison constructions are coming into use throughout the western hemisphere. The H blocks of Long Kesh were built on the Stammheim model, while new "high security wings" are making their appearance in other bastions of social democracy like Canada & Australia, while the control units inrixton, Wormwood Scrubs & Wakefield in England are still available for use. Sensory deprivation techniques have been the subject of research for most "democratic" countries since the end of the second world war, and developed & refined initially in West German prisons against its political prisoners they are already finding wide

application as the crisis of "democracy" grows & it provides the very instrument of its continued survival.

#### Research into sensory deprivation isolation torture.

Both the CIA and NATO have long been interested in the isolation & deprivation of prisoners. Research was carried out in the 1950's with grants from the office of the surgeon general of the army, and in Canada from the defence research board who subsidised programmes at Mc Gill university under the scottish psychiatrist Dr Ewan Cameron. A co-ordinated programme of research into sensory deprivation techniques was carried out by Britain, America & Canada funded by CIA front organisations into the late 1960's. The work included investigations to find chemical agents which produce the same effects as isolation torture.

In West Germany such experiments were carried out at the university of Hamburg by Professor Jan Gross. At his Eppendorf clinic he developed the "camera silens" experiment. A room in which all sensory stimulation - sound, vision - had been eliminated and replaced by an acoustical vacuum or the controlled input of "white" and "pink" noise. Co-researchers Gross, Kempe & Meyer have a direct contact to the Federal army, and soldiers from many different units have been used for the experiments in the camera silens.

Before 1968 Gross worked at the military investigation centre, and with his staff was present at NATO consultative meetings held in conjunction with the US army. In 1973 Meyer attended a NATO meeting in Monte Carlo on the theme "conditions & origins of aggressive behaviour." His trip was financed by the SFB 115 ( the Eppendorf sensory deprivation research programme)

Scientists & military were present from the US, Canada & England ( countries which have worked on sensory deprivation techniques for over 20 years ) met with personnel from Holland, Belgium, France, Italy, Greece, Denmark, Sweden & Poland. Topics included "aggressive behaviour in children, youths & adults. The influence of colour on behaviour, & the training of people to become more or less aggressive.

In 1971 after the introduction of internment in the 6 counties, sensory deprivation techniques were used by the British army to torture internees for the purpose of extracting forced confessions. Prisoners were kept hooded for periods of up to a week spreadeagled against walls in complete silence except for a low droning noise.

Following the rebellion & massacre of prisoners in Attica jail in 1971 the "Adirondac correctional evaluation & treatment centre" was set-up. The unit was devised to "achieve an adjustment of attitude & behaviour" among "disruptive" prisoners through a system of graded levels. The bottom level puts the prisoner in total isolation & sensory deprivation - the "non-participant idle" phase. "Good behaviour" gradually leads to more "privileges" until the prisoner reaches the top level - ordinary prison life.

The special control units in English prisons were introduced after consultations in 1972 with Home Office psychiatric advisers and first put into use in 1974. The original control unit regime was divided into 2 phases each of 90 days. In the first phase the prisoner was held in complete isolation for 23 hours per day in specially prepared white cells. Prisoners were forced to work in their cells and if they infringed any rule, immediately returned to day 1 of the regime.

The main target of repression using isolation torture in West Germany was from 1970 onwards consistently applied against the armed anti imperialist resistance groups Red Army Faction, 2nd of June Movement & the Revolutionary Cells. It is clear why the state seeks to try to destroy them if their political analysis is examined: The RAF, for instance, works to create a revolutionary consciousness by attacking the foundation of West German society as agent of US imperialism in Europe against the third world, that the US are using West Germany as a strategic & military base for the attack & penetration of the third world.

#### Policeman of Europe.

As the policeman of Europe, West Germany takes care of the co-ordination of "inner security". Its central "criminal" computer at Wiesbaden is linked to similar ones from Portugal to Dublin, creating a "security net" which can give a read-out in seconds on "suspects" in any of these countries. West Germany's security police - the BKA - can also be found all over Europe, and have recently materialised in Ireland, France, Greece & Bulgaria.

West Germany takes the leading role in the development & export of surveillance technology from computers to phone tapping devices while Britain contributes its long colonial experience of riot control through mass brutality & counter insurgency techniques. This sort of co-operation is intended to make possible the high technology control of any kind of political resistance within Western Europe in whatever form it appears. The most extreme application of this strategy is the way political prisoners are treated in the prisons of different European states, and who is defined as a political prisoner by each country. Whether in the living tombs of West Germany's silent wings or in the filthy hell holes of Long Kesh, the aim of the state is the same to crush & deny the prisoners' right to a political identity in the name of "inner security".

#### 10 Years resistance against isolation torture and for their political identity.

The political prisoners in West Germany have fought consistently against these conditions of isolation and for a political identity as a collective interaction group able to exchange & develop their politics together. This was achieved in Stammheim where there developed a political interaction group of 6-10 prisoners able to exercise their political identity through interaction. The existence of this group proved too great a threat to the state, and so it was destroyed. In 1976 Ulrike Meinhof was murdered, later Gudrun Ensslin, Jan Carl Raspe & Andreas Baader and finally Ingrid Schubert in November 1977.

#### 1974, the demand for integration.

In 1974/75 the prisoners had demanded integration into the normal prison system and association with social prisoners by a 5 month long hungerstrike. Holger Meins died for this demand when the authorities preferred to let him die while force-feeding him rather than concede to this demand. During this hungerstrike it became clear that the legal left in West Germany was incapable of a real resistance which would protect the political prisoners from the systematic destruction by the state. It was clear that the state would never allow the political prisoners to develop a contact with social prisoners unless they renounce their politics, and so the fight developed for a political identity against the conditions of isolation. Since then a demand for integration has resulted in political prisoners being put with informers, fascists, or where pressure has been put on the social prisoners not to get involved.

#### Geneva Convention.

The demands for the application of the basic principles of the Geneva Convention and the United Nations Declaration of Human Rights so that the prisoners are treated in the same way as prisoners of war was developed as a recognition of the special situation of the political prisoners in West Germany. That is, they have no rights, either during their trials or as regards their prison conditions. Normal law does not exist for them. The prisoners also demand the application of the additional protocols of the Geneva Convention recognising the armed anti-imperialist resistance in the third world as being in a state of war. The prisoners demand the extension of these provisions to the anti imperialist resistance in the metropolises.

The absence of protection for political prisoners in West Germany was made clear in 1977 with the application of the Contact Ban law specially passed to isolate the political prisoners from all contact with the outside world and during which time the murders in Stammheim were carried out.

International control.

The need for some form of international control - not ~~ly~~ for West Germany but the whole of Western Europe - grew out of this experience and since the death of Holger Meins and in 1979 a hunger strike was started for this demand. The hungerstrike involved a total of 70 prisoners, both social & political in several prisons and lasted for 2 months. The strike was a further protest against the new isolation units being brought in to use and for the setting up of an International Commission. The prisoners issued the following demands:

- Prison conditions for prisoners belonging to anti imperialist resistance groups which correspond to the basic guarantees of the Geneva Convention and the UN declaration of Human Rights.
- The transfer of such prisoners to viable groups of at least 15 prisoners as recommended by medical experts.
- Abolition of the special isolation units.
- Release of the seriously ill prisoners Guenther Sonnenberg & Irmgard Koeller.
- Supervision of prison conditions by an international body of observers.

The prisoners ended their hungerstrike in response to an intervention by Amnesty International, by the formation of an International Commission for the protection of prisoners, and because Irmgard Koeller, who was taking part in the hungerstrike was in danger of dying.

It would be a mistake to suppose that the development of such techniques of repression are the results of isolated actions or decisions taken separately in different European states. Research programmes show conclusively that they are the result of prolonged planning, as was admitted by Genscher, Federal Minister of the Interior ( Home Secretary ) in a speech to the Bundestag ( West German parliament ) in 1972:

" The global conception of internal security has not been dictated by the anxiety felt in the face of recent acts of terrorism. They are the result of a long series of very extensive, objective & sober consultations. "

The European Convention on the Suppression of Terrorism, and the creation of a European legal zone, have been designed to make a trial with a political content impossible within Western Europe, and to make it easier to extradite or even try a "suspect" wanted in any other European country - as a criminal not as a political prisoner. The result of this co-operation is the creation of an inter-European network intended to secure "inner peace" at home. The joint training of specialist assassination forces like the SAS & West Germany's GSG9 is another sinister aspect of this programme.

-37-

les QHS de Stammheim et Ossendorf / Ingrid Müller

- lettres d'Ulrike Meinhof
- compte-rendu par Ingrid Schubert de l'attaque du 8 août 1977
- témoignage d'Ingrid Müller sur les assassinats du 18 octobre 1977
- déclaration au procès de Verena Becker sur les assassinats de 1977

( à propos des conditions de détention : )

- compte-rendu de visite de Karl-Heinz Dellwo
- lettre de Armin Newerla
- communiqué de presse de Mo. Funke
- déclaration de presse de Wolfgang Beer

parce que stroebele pense que la torture dans l'aile morte n'est plus, quand on est à deux, à caractériser comme une "isolation acoustique" - ça fait le même effet ici que ce que dit passer - cad : cela ignore les faits réels. au bout de trois semaines là-dedans à deux, depuis une semaine ensemble : cour plus deux heures ensemble par jour, le fait réel est ce qu'est l'aile. calme, "tranquillité absolue", torture en tant qu'isolation acoustique, c'est le hachoir, c'est l'enfer - ce l'est aussi quand on est à deux. les électrochocs ont lieu. et ce que nous essayons - produire nous même des bruits, avec des robinets, la radio - aussi insupportable que soit le programme - toute la journée aller et venir pour entendre les pas, pendant des heures pousser des objets de-ci de-là - tout ça ne casse pas l'aile morte. donc pas la série de cochonneries qu'a croissant dans son exposé. l'électrification du sujet. la torture.

alors en clair : nous devons sortir d'ici ! vite. tout de suite. plutôt hier qu'aujourd'hui. biensûr dans une prison habitée où l'on entend quelque chose. que peut-on faire encore sur le plan juridique ? en tout cas : quelque chose de rapide. et faire comprendre aux médecins de cologne qu'ils font quelque chose ici, il faut qu'il leur soit clair que la chose est actuelle - et comment ! par exemple il y a la différence que je suis là pour la troisième fois et pour gudrun c'est nouveau - chez moi donc des batteries entières de sûretés ont déjà sauté, qu'elle a encore. seulement : rendre la chose maintenant aussi urgente, encore plus urgente que jusqu'à présent - ce n'est pas une question d'atmosphère ou quoique ce soit, les décharges électriques qui passent complètement chez moi, elle les reçoit tout autant. le silence est un fait du domaines de la physique.

si le burreau fédéral, le flic en chef ici et le groupe de sécurité ne sont pas vraiment décidés à nous tuer dès av ant le procès, notre transfert doit être faisable - et s'ils le sont tous : d'autant plus. - encore une fois contre le flic en chef ici (bücker) il serait indiqué de porter plainte pour coups et blessures - car du fait qu'il a réduit à deux heures nos rencontres, plus exactement les garde réduites par pur libre-arbitre - tout en sachant exactement ce qu'est l'aile morte - même à deux - il est clair et net qu'il a pour but de nous harasser jusqu'aux os - avec le silence de l'aile morte. il sait ce qu'il en est advenu d'astrid ici, alors qu'elle avait une prisonnière à côté et il sait qu'astrid et moi avions déclaré en février - je le lui ai donné aussi par écrit à l'époque - que notre transfert à deux dans cette aile se heurterait à notre résistance la plus extrême et la plus amère. parce que c'était comme ça en février 73.

alors vraiment - mobilisez en vous et dans les comités tout ce qu'il y a là de colère d'indignation et de conscience antiimpérialiste - les médecins, les psychiatres, tout, contre l'aile morte en tant qu'aile morte - bâtiment silencieux, isolation acoustique - en tant qu'exemple et aussi uniquement la pointe de l'iceberg de la brutalité démesurée à laquelle sont soumis les révolutionnaires dans les prisons ouest-allemandes et ouest-berlinoises, quel genre d'horreurs c'est - mobilisez tout contre la torture par isolation.

la situation d'ulrich luther à rastatt entre exactement dans le même contexte.

ulrike, 28.2

une chose encore - à propos d'une lettre de stroebele - concernant les avocats, commençait par une citation de lénine. le groupe de sécurité l'a emportée. dedans il y avait quelque chose comme çc : les avocats ne peuvent pas être les porte-paroles des détenus à l'extérieur dans le sens d'agitateurs pour la lutte armée - d'accord, et personne ne l'exige ; plus important : il y avait là une phrase du genre "... ne pourraient pas être les porte-paroles de détenus en particuliers," - tu te rappelleras.

que signifie vis-à-vis de nous "détenus particuliers" ?

après qu'il ait été dit clairement : chacun de nous est NOUS, aucun de ceux en tous cas qui étaient organisés dans la raf et qui sont en prison pour ça, n'est un "particulier" - chacun de nous réfléchit à ce qu'il réfléchit par rapport au contexte collectif. et nous ne sommes naturellement pas un tas parlementaire - qui prend des décisions par voie de vote, mais par compréhension de la situation. ce que tu - excuses-moi - dénonces là comme "détenus particuliers", ne peut être - si la remarque doit avoir un sens - que la position de certains détenus. à toi de comprendre, parce que je ne veux pas écrire de nom ici. en tout cas nous refusons cela parce qu'aucun de nous n'est un prisonnier en particulier. c'est-à-dire : faire de nous des "particuliers" aboutirait à de l'intrigance et à jouer les uns contre les autres, ce qui de toute façon ne marche pas.

---

ceci : d'après ce qu'on lit dans la badische zeitung sur l'hébergement d'ulrich luther à rastatt, il ressort assez clairement qu'il se trouve dans une aile morte - "division des femmes sans occupantes" - dans les prisons modernes les "divisions sans occupants"(preungesheim : "infirmerie sans occupants") ici : "psychiatrie des femmes sans occupantes" d'après tout ce qu'on peut trouver - toujours des "divisions silencieuses". c'est caractéristique en outre dans la description des parents, que le peu que l'on entend, se trouve énuméré - une chose qui ne vous vient à l'idée que quand la dominante est "le silence", produit par le vide du bâtiment.

que faire ? porter plainte - pour coups et blessures, c'est clair.

donc, ce que j'ai déjà dit x-fois : que des psychiatres - et entre temps j'ai pensé aussi des ORL (à cause des oreilles), expliquent d'une façon technique que l'effet du "silence" est le même que celui d'électro-chocs. produit donc la même sorte de lésions, de saccages, dans l'organe de l'équilibre et dans le cerveau. entre-temps, il n'y a plus de doute que c'est comme ça. c'est pour qu'on ait enfin quelque chose entre les mains - par exemple contre ce salaud à rastatt, qui ne nie même pas que luther n'a rien à entendre. ce chef d'établissement hermann.

ainsi, plainte plus expertise - tout ce dont on aura tout simplement besoin pour le problème "aile silencieuse" tout entier.

25.2

ps il est possible de toute façon que les ORL ont quelque chose à dire sur toute cette merde de l'isolation. puisqu'il existe aussi cette cloche à bruits dans laquelle se trouve jan actuellement, si vous avez besoin d'arguments, l'enfer de bruit où se trouvait carmen à rastatt. en chine - c'était dans le FR récemment - on exécutait autrefois des condamnés à mort par le bruit. et maintenant : l'irlande. où cette saloperie est systématique.

encore à propos de l'aile silencieuse.

tout d'abord - vraiment tout de suite ! - faites une déclaration de presse. sh. aujourd'hui - 26.2 - FAZ p. 8 l'information de karlsruhe que gudrun et moi nous passons ensemble une "partie de notre temps libre", en allègement de détention pour prisonniers de la raf.

c'est là que vous pouvez commencer et dire : qu'en réalité nous avons été transférées dans l'aile silencieuse etc - une aile isolée totalement du reste de la prison, et à part nous complètement vide - et dites cela : que l'effet de l'isolement acoustique, du silence, silence de mort (vu le vide du bâtiment) est le même que celui d'électro-chocs - que l'isolation acoustique absolue provoque dès au bout de trois jours d'irréparables dommages - que des plaintes sont en cours - que vous venez de (si c'est bien le cas - cf. preuss) demander une disposition - et si vous voulez argumenter de façon encore plus précise - vous pouvez dire : que des 148 heures qu'a la semaine, nous nous retrouvons ensemble 10 heures exactement - 6 heures de cours - le reste du temps silence de mort.

que passer aille donc énumérer les mouvements de chaises et les chasses d'eau que nous entendons l'une de l'autre.

dites que j'y suis maintenant pour la troisième fois et qu'il y a aussi gudrun ensslin dans cette installation d'anéantissement.

énumérez les types et les femmes qui sont isolés depuis deux, trois, trois ans et demi - mahler, hoppe, jansen, braun, raspe, müller, meins, andreas, jünke, grundmann - méditez donc là-dessus et ATTAQUEZ-LES !

merde - puisque vous avez vraisemblablement des difficultés à comprendre ce que nous disons de l'aile silencieuse : ce que nous en disons, sont des informations.

nous avons été les premières à penser que quand on est à deux ça ne peut plus être si terrible. mais c'était une erreur. biensûr il y a une différence si on est seul ou à deux, comme il y en a une entre 800 et 1000 électro-chocs. c'est pour ça que nous voulons/DEVONS sortir - pour pas que ça en fasse 1000.

ce qui vaut pour toute la merde de l'isolation - pour tous - qu'il faut que nous sortions, pour pas que ça en fasse 1000. en fin de compte l'aile silencieuse n'est que le multiplicateur de ce qui se passe dans l'isolation.

vraiment : ATTAQUEZ-LES !

tu trouves stupide/risible en quelque sorte une argumentation politique vis-à-vis des singes du tribunal fédéral. eux ne le trouvent pas. ça les emmerde. et si maintenant en plus les avocats se politisent, ne se "limitent" pas... - parce que merde - pour eux aussi c'est une perte d'autorité, un éffritement de leur base de légitimité etc. tu ne veux pas d'argumentation politique articulée - mais ça c'est ton problème, que la politisation n'aille pas très profond chez toi.

réfléchis plutôt encore un peu à toute cette merde. que trop souvent les argumentations politiques ne sont pas assez bonnes - c'est vrai. mais ça ne le change pas en le laissant comme c'est, mais en apprenant.

26.2

à propos de : argumentation politique dans les articles juridiques.

là nous sommes d'un avis différent - même la merde juridique bourgeoise n'est pas, pas seulement, n'est plus exactement rien moins que dégagée de toute notion de valeur - la justice de classe, mais aussi l'idéologie des moeurs en général, les droits fondamentaux, les valeurs fondamentales, le bon sens, la vision du monde. comme si ça existait : des arguments juridiques purs - c'est de l'idéologie, de la fausse conscience.

"limitation à des arguments juridiques", cela ne peut signifier dans son contenu que : limitation à ce qui fait partie du bon sens de la justice, cad : de la justice de classe, cad : de son idéologie de la domination. justement parce que ce que tu appelles "arguments juridiques" dégoutte d'idéologie de la domination, d'idéologie de la société marchande, du capitalisme. ça, c'est une chose.

la deuxième chose, c'est : si une défense avec des arguments juridiques réussit, cela dépend aussi - mais toujours en deuxième ou troisième ligne plutôt - du niveau juridique des arguments. si on peut faire quelque chose de cette façon là, c'est d'abord en vertu d'une question de pouvoir.

cela veut dire : pouvoir transmis par ce qui se passe dans les procès par rapport à l'opinion publique.

et là, notre ligne est tout à fait claire : tout ce que nous faisons, nous le faisons par rapport à l'opinion publique antiimpérialiste prolétaire et internationale. tout. parce que le problème de notre force et de notre impuissance, à savoir avec quelle intensité, combien de temps nous serons torturés, à moitié morts ou tout à fait - dépend finalement d'elle et de rien d'autre.

tu dis : "un texte qui est publié, agit toujours mieux en se limitant à des arguments juridiques". agit toujours mieux sur qui ?

sur des non-juristes une argumentation juridique produit l'ennui, l'erreur, elle semble couper les cheveux en quatre, être apolitique - ce n'est la plupart du temps, rien d'autre que de l'explication, c'est la plupart du temps plutôt un engrillagement du problème. c'est vraiment vrai - tandis que nous autres nous explosons et que nous ne voudrions plus dire que : cochons que vous êtes, criminels, fascistes - pendant ce temps, vous vous restez cool, tout à fait objectifs dans une langue figée etc. - ce qui, si tant est que cela impressionne des tiers, les démobilise plutôt. merde. c'est votre job. d'accord. mais - ta "limitation" est un abandon de toi-même, politique - plus exactement, une illusion d'état de droit. là, tu veux t'en tenir à des règles du jeu auxquelles eux ne se tiennent plus depuis longtemps. mais où le noyau - disons : ta timidité à empoigner des arguments politiques - est finalement celui-ci, à savoir que tu n'en as pas, et que tu ne crois pas vraiment à ceux que tu utilises - en d'autres termes ton rapport - n'est pas l'opinion publique antiimpérialiste, mais - que sais-je - des journalistes bourgeois ou similaires.

nous sommes là d'un avis différent, parce que nous pensons que toute action révolutionnaire représente la cause de tout le prolétariat et que la cause du prolétariat plus exactement des mouvements révolutionnaires du tiers-monde représente la cause de l'humanité - qu'il n'y a donc pas, tout simplement pas de raison de ne pas présenter une argumentation politique qui représente cela, de la passer sous silence, de la mettre entre parenthèses - rien que parce que le destinataire est un idiot, un fasciste, un martin, un maul ou un autre du même genre.

personne n'exige que quelqu'un argumente comme une crécelle, selon des schémas - les moulins à prière et les slogans des organisations d'édification - c'est justement ce qu'il ne faut pas. mais le renoncement à l'analyse politique, à l'argumentation politique, au démasquage politique de la justice politique signifie : abandonner le terrain aux fascistes - c'est ça le point où l'on fait partie soi-même du décor, de la figuration.

---

à propos du texte : "argumentation".

1. + 2. : il est dit que nous avons "jour et nuit" de la lumière. ni l'un ni l'autre ne sont le cas.

(de la lumière la nuit j'en avais - comme les hommes à l'époque aussi - ici pendant les 8 mois de 72/73 - justement : "éclairage permanent", depuis plus. "éclairage permanent" n'est pas et ne fut jamais spécifique à l'aile morte, mais une mesure de terreur spéciale.)

(la situation en ce qui concerne la lumière du jour est ici plutôt bonne que mauvaise, fenêtres relativement grandes, après-midi soleil quand il brille. les cellules sont claires. le grillage enlève à peine la lumière comme on le suppose/prétend, il enlève de la vision, cad : en regardant par la fenêtre on dirait qu'une brume presque épaisse voile l'extérieur, qu'il y a un mur de brume devant la fenêtre. c'est manifestement un instrument de déprivation. mais la situation en ce qui concerne la clarté est bonne.)

3. : nous n'avons pas d'interdiction d'affiches. c'était ce qu'astrid et moi avions. nous l'avions pendant ces 8 mois, cad , que on vous arrachait et on vous enlevait tout du mur ou de l'armoire. après plus.

ensuite : puisque klug tient à prétendre comme passer qu'il n'y a pas "d'aile morte/ de section silencieuse", sans parler du fait que dans sa déclaration passer indique exactement les critères de camera silens pour la chose ("ne dérangent pas...ne sont pas dérangés") : la désignation de "division silencieuse" pour ce bâtiment provient de götte lui-même, le psychiatre de la prison ici. dans sa déposition sur la possibilité d'assister à l'audience d'astrid, lors du procès mahler, il y a eu la phrase : astrid a été retransférée dans la "division silencieuse" le tant et le tant pour telle et telle raisons, pour telle et telle période - cela justement pour votre information.

ensuite : ces cochons de secours rouge - inscrits-au-régistre-de-commerce ont comme nouveau truc d'ajouter aux gens véritablement malades - kat, astrid, monika - encore un tas d'autres malades. avec leur inexactitude programmatique et comme ils amènent ça comme ça : j'aurais de graves dommages de santé et comme "tous les prisonniers à l'isolation", des troubles de circulation, des vapeurs, plus de contrôle sur mon propre comportement. dans l'ID, on lit qu'ils ont sorti ça à leur teach-in de berlin. où ont-ils trouvé ça ? je te le demande à toi, christian, c'est un mensonge.

ce que les flics n'arrivent pas à faire et ce que witter n'est pas arrivé à faire, c'est eux qui le font maintenant : nous déclarer foutus, représenter comme absolue la puissance des fascistes. alors que justement c'est ça, la lutte dans nos trous : ne pas tomber malade, garder le contrôle de la situation, ne pas "s'écrouler", justement pas. les malades prouvent combien dure est la situation - mais inventer des malades là où il n'y en a pas, cela s'appelle faire de la propagande pour l'ennemi, décourager, inventer des défaites, chanter la chanson du pouvoir de l'ennemi. ah, il y a naturellement là-dedans leur saloperie de biologisme/racisme -

avec cette vision du monde, avec cette merde dans la tête jamais naturellement la bataille de dien-bien-phu n'aurait été gagnée.

c'est de la diffamation réactionnaire, ce qu'ils font là, car toute la théorie de la guerre populaire, selon les notions de la société bourgeoise, se base sur le fait que les hommes qui luttent pour le communisme peuvent mobiliser en eux des forces surhumaines.

d'accord - je n'arrive pas à formuler avec autant de précision et d'impact qu'on devrait le faire - mais quand il est question de torture, il faut aussi qu'il soit question de résistance - d'énergie révolutionnaire - les flics vont jusqu'au bout - mais nous aussi, et c'est le dilemme des fascistes, qu'ils ne peuvent pas nous tuer et que sans nous tuer il ne peuvent pas faire le silence sur nous. que, parce qu'ils n'ont pas de pouvoir sur notre conscience, même leur pouvoir sur notre corps est limité. enfin disons.

en tout cas dis-leur ça : qu'ils mentent - qu'ils mentent aux lecteurs de leur journal merdique - en prétendant des choses pareilles - que ce ne sont que des mensonges dans le but de faire peur aux gens et de les écarter de la lutte.

puis encore - je ne sais pas si c'est utile, mais à cause de klug (parce qu'on finit par en avoir marre d'argumenter sur l'aile silencieuse) : l'isolation acoustique ici n'est naturellement pas absolue. pas si absolue que dans la camera silens d'ependorf. si l'on n'entendait pas le bruit lointain de l'autoroute, parfois des gazouillements d'oiseaux et la radio, alors astrid et gudrun et moi serions mortes depuis longtemps.

"aujourd'hui la torture brûlante est au zénith de tous les pays, et il n'est pas de rire qui sonne faux à cette lumière."

25.3

ulrike.

---

EXTRAIT DE LETTRE

« Notre volonté de ne pas crever, de ne pas nous laisser vriser, est notre volonté de rendre l'impossible possible. Que nous soyons torturées, combien de temps, avec quelle intensité, avec ou sans chance de survie, cela ne dépend en aucune manière des mots que nous utilisons pour décrire ces saloperies. Cela est objet de consommation. Mais cela dépend par contre de la force organisée, de la puissance des protestations. Cela dépend de ce que nous sommes (vous êtes) capables de polariser l'opinion publique à propos de la torture, en un mot d'amener les gens à protester. »

(Extrait-Lettre d'une prisonnière politique de la section silencieuse.)

Le sentiment que la tête explose, le sentiment qu'en fait la boîte crânienne va se casser, exploser.

Le sentiment qu'on te rentre de force la moelle épinière dans le cerveau.

Le sentiment que le cerveau se rotatine comme un pruneau.

Le sentiment que tu es sans cesse sous tension sans que cela se voie et que tu es téléguidé.

Le sentiment qu'on te démolit les associations d'idées.

Le sentiment de pisser ton âme comme quand on ne peut pas se retenir.

Le sentiment que la cellule bouge — tu te réveilles, tu ouvres les yeux — la cellule bouge, l'après-midi quand le soleil brille, elle s'arrête tout d'un coup. Tu ne peux pas te débarrasser de ce sentiment que tu bouges.

Tu ne peux savoir pourquoi tu trembles : de fièvre ou de froid.

Tu ne peux pas expliquer pourquoi tu trembles, tu gèles.

Pour parler à voix normale, il faut des efforts comme pour parler très fort, il faut presque gueuler.

Le sentiment de devenir muet.

Tu ne peux plus identifier le sens des mots — tu ne peux que deviner — l'usage des sifflantes — s, ss, tz, sch — est absolument insupportable.

Les gardiens, la visite, la cour semblent de celluloid — maux de tête — flashes.

On ne peut plus contrôler la syntaxe, la grammaire.

Quand tu écris deux lignes, et à la fin de la deuxième ligne, tu ne peux pas te rappeler le début de la première.

Le sentiment qu'on se consume de l'intérieur, le sentiment qui si tu disais ce qui se passe, si tu lâchais cela, cela sifflerait comme de l'eau bouillante à la figure de l'autre comme par exemple l'eau bouillante qui le brûle pour la vie, le défigure.

Une agressivité démente, pour laquelle il n'y a pas de soupape.

C'est le plus grave, la conscience claire qu'on n'a aucune chance de survivre, l'échec total, pour faire passer cela, le faire comprendre à d'autres.

Après les visites, c'est le vide. Une demi-heure après, tu peux seulement reconstituer mécaniquement si la visite a eu lieu le jour même ou la semaine précédente.

Se baigner une fois par semaine, cela signifie, au contraire, se détendre pour un moment, se reposer, cela ne dure aussi que quelques heures.

*Le sentiment que le temps et l'espace sont imbriqués l'un dans l'autre.*

*Le sentiment de se trouver au milieu de miroirs déformants, de tituber.*

*Après : une épouvantable euphorie, parce que tu entends quelque chose, à cause de la différence acoustique entre le jour et la nuit. Le sentiment que le temps coule maintenant, que le cerveau se dilate à nouveau, que la moëlle épinière redescend — pendant des semaines.*

*Le sentiment qu'on t'a arraché la peau.*

- 46 -

## Compte rendu par Ingrid Schubert de l'attaque-surprise du 8 août 1977

La brutalité non dissimulée de l'attaque de ce matin est le signal que le Conseil de Sécurité de l'Etat, le ministère de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg et Bender<sup>1</sup> visent la solution finale ici à Stammheim dans les jours prochains. L'attaque physique directe (de Gudrun, d'Andreas et de Jan au bout de six ans de détention préventive) n'est certainement pas le sommet de l'offensive qui, depuis la semaine passée, commence à se renforcer de façon systématique à Stammheim, et cela parallèlement à l'escalade à tous les niveaux.

La campagne contre le bureau des avocats ici, à Stuttgart, les falsifications, la tentative d'associer Croissant à la mort de Ponto<sup>2</sup>, l'image fasciste que l'ennemi donne des « mégères de la terreur », — tout cela ne vise pas seulement à renforcer la chasse à l'homme à l'extérieur, mais également à préparer l'opinion publique à la liquidation planifiée des prisonniers. C'est un modèle de procédé dans la guerre psychologique, c'est-à-dire de la tactique qui emploie tous les moyens militaires, psychologiques et économiques, pour liquider un mouvement d'opposition.

La raison cachée qui rend l'affaire si urgente, c'est que très probablement la Conférence de Belgrade pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que — au plus tard après le renvoi de la révision de notre procès, — la Commission des Droits de l'Homme à Strasbourg et l'O.N.U., vont s'occuper de la dramaturgie de la parodie de procès de Stammheim dans laquelle Rebmann<sup>3</sup>, devenu entre-temps le premier

1. Ministre de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg.

2. Président de la Dresdner Bank, exécuté par la « R.A.F. » le 30 juillet 1977.

3. Procureur général fédéral, en remplacement de Buback exécuté par la « R.A.F. » le 7 avril 1977.

accusateur de la R.F.A., a tenu la responsabilité essentielle en tant que Secrétaire d'Etat au ministère de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg — sans même parler de l'affaire des micros dans le cabinet des avocats, ni de la mort d'Ulrike et de Siegfried à Stammheim.

Il est clair que ce Souabe, qui, dans le vrai sens du mot, a fait carrière sur des cadavres — ceux des prisonniers et celui de son prédécesseur —, veut se débarrasser des ennuis qui vont lui tomber dessus, en combinant la provocation et le meurtre. Ce qui était déjà clair après la mort de Buback — que nous sommes des otages de l'Accusation fédérale —, il le rend maintenant évident, après la fin de Ponto, avec une dimension nouvelle.

Les différentes phases de l'escalade.

Après la « promesse ferme » de Rebmann — à l'époque encore responsable au ministère de la Justice —, de nous regrouper, nous interrompons la grève de la faim. Rien ne se passe pendant sept semaines.

Tout ce qu'ils ont fait, c'est de construire une machine perfectionnée qui peut contrôler et enregistrer chacun de nos mouvements — une architecture à mi-chemin entre un guichet de banque anti-balles (derrière lequel les flics nous guettent et ne nous quittent pas une minute des yeux) et une cage à fauves — dans laquelle nous serions en train de rédiger notre douze millième message clandestin, et — la justice et les hommes politiques ne mentent quand même pas ! — de tramer de nouveaux crimes sensationnels. Architecture bourrée de dispositifs de surveillance électroniques et de systèmes d'alarme, au point que les gardiens eux-mêmes s'embrouillent, se trompent de bouton, et déclenchent les sonnettes d'alarme. La nuit, nous sommes surveillés par deux caméras de télévision munies d'un système électronique qui réagit à chaque mouche, à chaque bruissement de papier, et lance l'alerte générale.

Les travaux de construction ont traîné pendant sept semaines. Ensuite trois prisonniers ont été transférés de Hambourg, et nous sommes ici huit au lieu de six précédemment. Verena<sup>4</sup>, malgré une grève de la faim de six semaines et la promesse faite par Nusser<sup>5</sup>, ne viendra pas dans les sections spéciales. Günther<sup>6</sup> est transféré de Stammheim en isolement total

4. Verena Becker.

5. Responsable de l'administration pénitentiaire à Stammheim.

6. Günther Sonnenberg.

à l'hôpital psychiatrique de Weissenau et, de là, dans la tristement célèbre section psychiatrique de la prison de Hohenasperg. Il devient évident à travers Nusser et Schreitmüller<sup>7</sup> que le ministère de la Justice, en coordination avec l'Accusation fédérale, poursuit une tactique de retardement. Au niveau des Länder on ne sait soudain plus rien d'un accord et on refuse les transferts. Depuis la mi-juillet, il est de plus en plus clair que les promesses de regroupement ne seront pas tenues.

L'Accusation fédérale porte l'accusation absurde de tentative de meurtre contre les avocats Newerla et Müller sous prétexte qu'ils n'auraient pas empêché la grève de la faim de Verena et de Sabine<sup>8</sup>, afin d'éliminer les deux derniers avocats — car Heldmann et Schily se sont défilés depuis longtemps — qui visitent encore régulièrement les prisonniers, — et avec eux tout contrôle.

Naturellement, à l'extérieur aussi, on mobilise maintenant l'assaut populaire idéologique. Les jeunes idoles du mouvement étudiant, qui sont devenus aussi gras que faux-jetons, et les vieilles croûtes de la marche de Pâques 1966, se rencontrent sur le front anti-terroriste du S.P.D. Là, tout d'un coup, ils découvrent, contre ceux qui ne possèdent rien — les illégaux et les prisonniers —, ce qui ne leur est jamais venu à l'esprit à propos de la violence de l'Etat — et elle n'est rien d'autre que la violence de la propriété — : une véritable haine de classe. Depuis que Carter est intervenu pour Cohn-Bendit auprès du département d'Etat, Cohn-Bendit intervient pour Carter : il colporte dans le *Spiegel* un ragot débile digne du Conseil de sécurité de l'Etat, de J. Klein<sup>9</sup>, et vend, comme s'ils n'étaient pas tous connus, les derniers militants de Francfort au Conseil de sécurité. Gollwitzer<sup>10</sup> qui n'a pas trouvé à Stammheim de compréhension pour son social-démocratie étalé ici de façon honteuse, fait son apprentissage de journaliste pour le Conseil de sécurité. Dans le même temps, il publie dans les organes de presse de gauche : *E.D.*, *Informationsdienst*, *Links*, un pamphlet ordurier de spécialiste contre la « R.A.F. », dans lequel il s'élève contre l'auto-reproduction des opposants, sans doute parce qu'ils se sont rendus indépendants — de façon plus populaire que lui à sa

7. Responsable de l'administration pénitentiaire à Stammheim.

8. Sabine Schmitz.

9. Ancien membre de la « R.A.F. ». L'a quittée et la dénonce maintenant.

10. Professeur de théologie.

meilleure époque — et ne versent ni les deniers du culte, ni d'impôts à l'Etat. Finalement, Albertz<sup>11</sup> entre en scène à la télévision avec cette sorte d'humanitarisme qui l'avait obligé à la quitter en 1968. Ils ont pour job de neutraliser les réflexes de la gauche (là où ils existent encore) contre le meurtre planifié des prisonniers.

Personne ne sait si ça marche. Mais la façon dont on les utilise dans l'« *affrontement intellectuel*<sup>12</sup> »,

— à propos duquel on peut dire qu'il s'agit d'une censure totale, — dirigée, du centre et imposée de manière terroriste —, non seulement de nos arguments, mais de tous les faits qui expliquent notre position,

— dépeint bien la nouvelle dimension de la guerre psychologique.

Dans le rapport de l'I.S.C.<sup>13</sup> de l'O.T.A.N., cette méthode qui consiste à procurer un public aux vieux mégaphones des mouvements de protestation, dans le but de les retourner et de les utiliser, est appelée « *cooptation* » — « *noyer la révolution dans son lait maternel* ».

Mais la façon éhontée dont ça marche ici, confirme aussi ce que nous disons depuis toujours. Qu'à partir de la première action armée, la phase de la protestation est terminée. Que nous ne sommes plus des révoltés, mais des ennemis du système. Que le rapport harmonique de l'homme à l'impérialisme — comme Andreas l'a dit là-bas —, c'est la guerre. Que ce n'est pas le fait de notre haine, qui crispe les visages — parce qu'elle est humaine —, mais l'ignorance, le mépris et le crétinisme nécessaires à la reproduction de l'hostilité du système parmi les exclus, aussi longtemps qu'ils s'accrochent de leur ghetto au lieu de combattre dans sa dialectique.

Rebmann, depuis à peine un jour sur le trône de Buback, entreprend une offensive de propagande contre les prisonniers et les avocats, spécialement contre le bureau de Stuttgart. Dans le *Spiegel*, fin juillet, un article dicté par la Sûreté de l'Etat est publié, du premier au dernier mot, est une construction de la police et des services secrets. Ainsi l'article présente une nouvelle qualité du journalisme à la botte du

11. Professeur de théologie.

12. Expression du ministre de l'Intérieur Maihofer : « *Le citoyen actif est celui qui dans l'affrontement intellectuel entre les terroristes et l'Etat s'engage pour l'Etat.* »

13. Abréviation pour Institute for the Study of Conflicts (Londres), chargé d'étudier les moyens de la « counter-insurgency ». Travaille pour le F.B.I. et le B.K.A.

Conseil de sécurité, dans la mesure où il reprend en fait presque tous les mensonges de celui-ci contre les avocats dans les neuf derniers mois.

Fin juillet — deux jours avant que la « Dresdner Bank » ne perde son collaborateur qui en a fait la banque monopoliste la plus agressive en Europe occidentale — Rebmann déclare finalement, tout crûment, qu'en tant que procureur général fédéral, il ne tiendra pas la promesse (d'élargir le groupe) qu'il avait faite en tant que Secrétaire d'Etat au ministère de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg.

Pour finir, une heure après le décès de Buback, la campagne de diffamation la plus massive jamais connue jusque-là est lancée et, au cours de la semaine, se concentre de plus en plus sur Gudrun et Andreas.

Le dimanche, c'est le tour du bureau d'avocats de Stuttgart. Zeis qui se pose en représentant de l'Accusation fédérale, organise une razzia — armé jusqu'aux dents — sur le bureau, et lance ensuite l'abjecte fausse information qu'on y aurait trouvé l'original de la déclaration du *commando Ulrike Meinhof*, et que l'on aurait identifié Gudrun comme son auteur. Dans la liste de perquisition on peut lire : « une enveloppe avec le texte des partisans » ; c'était évidemment le tract que le commando avait fait circuler partout.

C'est à Stammheim — comme d'habitude — que l'affaire a atteint son point culminant. Comme toujours, quand ils préparent quelque chose, on change le personnel. Grossmann, le flic qui avait ouvert la cellule d'Ulrike le matin de sa mort, est à nouveau là, malgré son congé. Les flics en vert se montrent provocateurs et agressifs : une ambiance qui, à tous les niveaux, signale que nous devons nous attendre à une attaque.

Vendredi soir, alors que Gudrun est encore chez l'avocat, Andreas se rend, pendant la distribution du dîner, dans la cellule de Gudrun pour y chercher quelque chose, comme cela arrive plusieurs fois par jour. Cela, pratiquement tous les flics doivent l'avoir vu. Peu après arrive Gudrun, elle va dans sa cellule ; un peu plus tard arrive Irmgard<sup>14</sup>, qui revenait de la cellule où on distribuait le dîner, et à ce moment-là l'impensable arrive. Andreas se trouve avec « *deux meurtrières bien entraînées, froides calculatrices* » — selon l'article

14. Irmgard Möller.

du *Zehm* — dans une seule cellule. Les flics qui l'ont remarqué, me ferment brusquement la porte au nez, — ce que nous avons trouvé assez bizarre, vu les histoires qu'ils font toujours quand deux d'entre nous ne sont plus visibles. Je me trouve juste devant la porte, et il était parfaitement clair qu'ils savaient où était Andreas. J'ai remarqué qu'ils étaient tous nerveux et qu'ils grommelaient derrière les vitres de leur guichet. Les trois dans la cellule étaient manifestement aussi étonnés, parce que tout de suite après, la lumière d'appel s'est allumée, et la porte a été réouverte. Irmgard sort, va dans sa cellule et y prend quelque chose. Münzing, l'administrateur principal, qui est de service ici depuis une semaine, passe devant moi, entre dans la cellule, la traverse, et frappe aux barreaux des deux fenêtres, se retourne ensuite, et repasse à côté d'Andreas — qui fouillait ouvertement dans des dossiers devant la bibliothèque, mangeait une pomme et l'observait, c'est-à-dire qu'il ne se cachait absolument pas — et ressort devant moi. Je dis brièvement à Irmgard que je passerai la nuit chez Verena qui se trouve dans une autre partie de l'étage, isolée de nous, mais que nous pouvons voir à midi et pendant la nuit. Ensuite je sors et me dirige vers la table qui est au milieu du corridor. Münzing, sans dire un mot, referme immédiatement la porte à clef derrière moi. Pendant que le « *scandale de mœurs* » se déroulait, il y avait au moins six gardiens dans la section spéciale.

Nous nous sommes rendu compte plus tard qu'à ce moment-là, aucun de nous ne savait ce que tout cela signifiait. Je n'ai aucune envie d'expliquer pourquoi, après six ans d'isolement, nous avons envie d'être ensemble — même si c'est dans une violence qui rend chaque sentiment, chaque pensée et chaque mouvement irréels, ou les transforme en souffrance réelle que nous appelons torture, parce qu'elle est consciente, intentionnée, scientifiquement programmée.

Nous étions ébahis, mais trouvions finalement la situation assez drôle, parce que ce n'est pas notre affaire si on impose, par un calcul sordide, d'épier et d'enregistrer chacun de nos mouvements. Car effectivement, depuis un an et demi que nous sommes ensemble ici, le gardien chargé de nous observer sans interruption — il est relevé toutes les vingt minutes ; et au début ils étaient trois, assis sur leur chaise l'un à côté de l'autre, à nous fixer — commençait à faire du bruit lorsque deux d'entre nous de sexe différent n'étaient tout d'un coup plus visibles, et envoyait simultanément trois autres gardiens dans la section, qui se tenaient derrière le rideau, prêts

à « intervenir immédiatement ». De plus, ils ont une liste sur laquelle ils notent — chaque fois qu'un seul prisonnier n'est pas visible et que deux cellules sont ouvertes — dans laquelle des deux il se trouve. C'est un système abject et perfectionné de contrôle total, aucun signe de vie dans cette partie de la prison ne leur échappe.

Ce que signifiait tout cela, les autres le comprirent une heure plus tard, lorsqu'Andreas a été sorti de la cellule, et ensuite le lendemain, samedi. Les provocations et l'agressivité dont ils font preuve depuis la mort de Ponto sont maintenant accompagnées de ricanements gras. Ils veulent désormais faire monter les choses d'un cran. Ils annoncent que lundi « ça va continuer », que les deux portes qui jusque-là étaient ouvertes resteront fermées, ou qu'alors les flics en vert resteront dans la section spéciale aussi longtemps que les portes seront ouvertes. Le résultat, c'est que, samedi et dimanche, pendant tout le temps où on peut se rencontrer, il y avait toujours à l'étage trois ou quatre flics à l'attitude menaçante, sans compter celui qui est assis derrière les vitres anti-balles. Quand on leur demanda pourquoi ils étaient de mauvaise humeur, et pourquoi ils avaient commencé tout ce manège vendredi, ils réagirent de façon agressive et menaçante : « Vous verrez bien. » — « Ici, ça va changer ! » (Emil.)

Il devient clair que, portés par la vague de chauvinisme lancée par la guerre psychologique, ils s'imaginent pouvoir se permettre de nous taper sur les nerfs avec leurs émissions de porcs et leurs obscénités. Ils veulent nous montrer que ce n'est pas seulement en tant que flics, qu'ils se sentent dans leur droit, mais aussi tout particulièrement en tant que mâles.

Et ceci, bien que pour le plus demeuré des gardiens qui nous observe sans interruption depuis un an et demi, il doit être clair que l'intimité telle qu'elle existe dans les relations du groupe (et certainement dans toute prison), se développe sur un plan dans lequel la sexualité — ce qui ne veut pas dire la tendresse, ou si l'on veut la sensualité — ne peut pratiquement jouer aucun rôle. Les trois qui se trouvaient là vendredi soir dans la cellule, avaient sûrement d'autres problèmes, et, à quatre heures et à cinq heures, quand ils sont venus sortir Andreas de la cellule, la situation était sur ce point fort claire.

Depuis, ils ne parlent — si on peut appeler cela parler — que de baise. Grossmann finalement a dit textuellement : « Je n'aurais jamais cru ça de vous, que vous fassiez l'amour, que vous baisiez... », si bien que la moutarde serait montée au nez d'Andreas, qui lui aurait répondu : « Si tu n'arrêtes pas,

je te fous une beigne ». C'est la seule menace qui aurait été proférée. Mais ça se voit au seul jargon, ce que rapporte Grossmann dans sa déposition est de l'invention pure et simple.

Lundi matin, tout est arrangé pour la confrontation générale. A partir de neuf heures et demie les flics en vert sont présents dans la section spéciale, ils épient chacun de nos mouvements. Pendant la demi-heure de discussion pour que les flics se retirent, Nusser, Schreitmüller<sup>15</sup>, Haug, Bubak, etc. se tiennent derrière le rideau et écoutent. Parmi eux se trouve également le museau de furet vérolé de celui qui, dans la cantine, s'est vanté ouvertement qu'il allait monter dans la cellule d'Andreas pour le descendre.

Vers dix heures le commando de choc donne l'assaut. Je crois qu'ils étaient en tout quarante à cinquante flics : Nusser et sa grande gueule à leur tête, Schreitmüller à ses côtés, gras et ricanant, et Haug naturellement, aussi haut que large, qui est le flic le plus détesté de toute la prison. Rien que l'état-major de cette armée pèse déjà trois cents kilos. La majorité de ces flics, nous ne les avons jamais vus. Ceux qui sont normalement de service ici, comme Misterfeld, sont absents, comme d'habitude quand quelque chose se prépare. Toute la troupe se presse immédiatement vers nous et vers les portes ouvertes. Nusser — sans essayer même d'écouter un mot — ordonne : « Fermez les portes, pas de discussion ». Andreas lui dit, encore une fois calmement, qu'il cherche ouvertement l'escalade. Nous nous mettons devant la porte de la cellule d'Andreas, sur quoi Haug s'en prend immédiatement à Wolfgang<sup>16</sup>. Jan engueule Haug, lui demande de lâcher Wolfgang et d'expliquer une bonne fois ce qu'ils veulent. Un flic énorme qui pue la bière et qui est entré derrière Nusser, frappe Helmut<sup>17</sup> à coups de poing. Andreas qui, jusque-là, se tenait debout avec une tasse de café à la main, jette celle-ci contre la grille. Dans la version de Schreitmüller, cela donnera : « Il l'a visé à la tête. » (Il ne faut pas oublier qu'il est l'auteur déjà, en 1974, de la falsification de certains appels d'autres détenus de Stammheim, qu'il soussignait « R.A.F. », ce qui a été découvert parce que leurs auteurs se sont adressés à la presse après la publication de ces faux par Schreitmüller). La

15. Directeur de la prison de Stuttgart-Stammheim.

16. Wolfgang Beer.

17. Helmut Pohl.

tasse s'est écrasée à un mètre, un mètre et demi du flic, alors qu'Andreas ne se trouvait qu'à deux mètres de lui.

Schreitmüller (il était lui-même procureur avant de se mettre au service du Conseil de sécurité de l'Etat ; il était le fonctionnaire responsable, lorsque Ulrike et Siegfried ont été trouvés morts ici) ment avec l'air le plus naturel et le plus assuré du monde, et il le peut naturellement avec la certitude que sa contribution à la sécurité intérieure — lâcher cinquante flics brutaux sur les prisonniers — recevra les applaudissements et l'assentiment de toutes les instances du corps judiciaire.

C'est alors que tout se déclenche.

Six flics en vert se jettent sur Werner, qui leur avait seulement crié de lâcher Wolfgang, et le tabassent ; en même temps six autres flics se jettent sur Andreas et le rouent de coups ; les deux sont ensuite jetés dans la première cellule qui se présente sans qu'on leur demande leur avis. Ensuite c'est au tour de Wolfgang et de Helmut, et toujours de façon à ce que chaque fois leur tête ou leur dos viennent se heurter contre les tables et les étagères. Devant la cellule d'Andreas, ils tabassent Jan. Je gueule et Haug m'écarte violemment. A côté de moi, contre le radiateur, je vois Gudrun qui gît par terre. J'ai l'impression que Haug représente le comble de la bestialité. Un des flics tient le visage de Gudrun entre les mains et le lui écrase, deux autres la tirent de toutes leurs forces par les jambes, un quatrième lui a tordu et écrasé les bras derrière le dos et essaie de lui enfoncer brutalement ses genoux dans les côtes. Toute cette scène ressemble à un véritable meurtre. J'essaie d'aller jusqu'à elle, mais, au même moment, je suis attrapée par six flics — j'ai juste le temps de voir encore Irmgard qui, elle aussi, a été jetée par terre — et ils me balancent de droite et de gauche pour ensuite me précipiter par terre.

Ma tête heurte durement le sol.

Alors que j'essaie de me protéger contre les coups de pieds dans les côtes et dans les reins, Haug se met à genoux, presse de tout son poids ma tête contre le sol, puis il me la relève et la fait cogner cinq ou six fois contre le sol. Cela dure longtemps, au moins cinq minutes, jusqu'à ce qu'ils me traînent sur les trente mètres qui me séparent de l'autre extrémité de l'étage. M'attrapant par les pieds et par les mains, ils me jettent alors dans la cellule de Helmut, et à nouveau de façon à ce que je me cogne la nuque et le dos. Tout ce dont je me souviens ensuite, c'est que, lorsque je suis revenue à moi, j'étais étendue par terre. Je ne sais pas si j'ai perdu

conscience quelques secondes ou quelques minutes. Mais j'ai eu envie de vomir et j'étais complètement épuisée.

Vers deux heures se produit la deuxième descente de flics. Ils nous sortent un par un des cellules où ils nous avaient balancés et nous jettent dans une autre. Dix flics en vert, dirigés par Haug, Grossmann et le soiffard. Ils essaient en vain de faire sortir Andreas, mais ne le touchent pas. Ils arrachent Werner de ma cellule et le jettent dans un autre trou vide. J'entends les coups pleuvoir. En passant devant moi, Haug me lance : « Toi aussi tu vas avoir ton tour, salope ! »

Quand finalement ils ouvrent la porte de ma cellule et y font irruption, je me précipite dans le couloir, j'appelle Jan, puis Andreas. Je n'avais pas encore essayé de me diriger vers sa cellule, quand le saouillard m'attrape par les cheveux, me les tord à toute volée et me les arrache par poignées. Les autres gardiens m'attrapent à leur tour et me frappent. Les coups sont précis, sadiques, ils m'atteignent par derrière, à la nuque, dans le dos, et dans les côtes, et ils me lancent : « Voilà pour toi, salope ! » — « On va te montrer ! » Ils me tirent brutalement devant ma cellule, et à ce moment Haug me donne un tel coup de pied dans l'entrejambe que je suis projetée contre le mur, à l'autre bout de la cellule. Il me gueule alors : « Crève, salope ! »

J'ai des hématomes sur tout le corps, j'ai mal aux reins et à toutes les articulations. J'ai surtout derrière la tête, à droite, juste derrière l'oreille, un renflement très douloureux. Mon oreille elle-même est boursouflée. Deux heures après j'ai de violents maux de tête, mes yeux me font mal, j'ai froid, j'ai envie de vomir, mon sang circule mal. Maintenant cela fait quarante-huit heures que tout cela s'est passé, et j'ai toujours des douleurs aiguës à la tête, malgré les puissants analgésiques que l'on trouve ici.

Depuis le passage à tabac nous sommes complètement isolés. Nous ne pouvons plus nous voir ni nous parler. Les heures de promenade ont sauté, et le moindre pas dans le couloir ne peut être fait qu'en présence de trois flics.

Nous avons pu nous comprendre à travers la fente de la porte. Nous commençons une grève de la faim<sup>18</sup> et avons déclaré que nous ferons la grève de la soif si, dans un délai de quelques heures, les anciennes conditions ne sont pas intégralement rétablies.

18. A duré du 8 août au 2 septembre sans résultat.

Je suis sûre que les brutalités et les humiliations d'une telle détention, qui ont rendu désormais Stammheim célèbre dans le monde entier, vont prendre fin — ou alors c'est morts qu'ils nous sortiront d'ici l'un après l'autre.

*« Nous ne pouvons être opprimés que si nous cessons de penser et cessons de combattre. Les hommes et les femmes qui refusent d'arrêter le combat, ne peuvent être opprimés — ou bien ils sortent vainqueurs, ou bien ils se font tuer, au lieu de perdre et de mourir »,* disait Ulrike.

*Documents*

Au moment où le tirage de ce livre se termine, nous apprenons que l'un des derniers témoins de l'incident du 8 août 1977, Ingrid Schubert, a été « suicidée » à la prison de Munich, le 12 novembre 1977.

témoignage d'Irmgard Moeller devant la commission d'enquête du Landtag du Baden-Württemberg, le 16 janvier 1978.

Des députés ont participé à la séance, présidée par le Docteur Schieler.

A 15 h 30, Irmgard Moeller a été présentée, menottes aux poings, entourée de deux gardiens.

" Dans la nuit du 16 au 17 je n'ai pas dormi, j'ai attendu les nouvelles. Dans ma cellule se trouvait l'installation de la radio interne que nous avions

fait mettre hors de service. Nous l'avions fait mettre hors de service l'été dernier, puisque nous ne pouvions exclure d'être écouté à l'aide de cette ligne, par qui que ce soit : RG ou le Bundeskriminalamt (BKA). La ligne avait été coupée par l'électricien de la prison. J'ai été transférée dans cette cellule le 13 septembre. Le matin j'ai écouté les nouvelles. La première chose que j'ai remarqué : le gardien m'apportait un morceau de pain. Depuis le 15 nous ne recevions plus que les repas de la prison. Entre 9 et 10 h environ fut retiré l'isolation acoustique de la porte de ma cellule. Cette construction avait été installée les 13/14 septembre. Il y avait deux personnes en civil devant ma porte qui s'avéraient être des prêtres, un catholique et un protestant. Je leur expliquais comment on se servait des mesures prises contre nous, par exemple l'isolement complet, pour nous enlever l'espace vital. Je leur disais que s'ils pensaient — comme je le présume — que leur institution (l'église) n'est pas encore entièrement sous l'emprise de l'état, alors ils devaient rendre ceci public. Après avoir voulu rentrer dans la cellule de Gudrun pour chercher des livres. J'ai parlé avec elle et Jan. Ensuite on a apporté le déjeuner vers 12 h. C'est seulement à ce moment qu'Andréas s'est réveillé. J'étais inquiète, parce qu'il se réveillait si tard. Il était clair quel repas il allait avoir. La prison avait entière disposition sur la distribution des repas. C'était clair. L'après-midi personne n'est allé sur le toit. Je me demandais si j'allais prendre un bain ou non. A 13 h 40 environ il y avait des flics à la porte d'Andréas. La porte a été ouverte. J'ai entendu des murmures. J'ai pensé qu'il allait prendre un bain. A 15 h 30 je me demandais où il était passé. Il arriva et alla à la porte de Gudrun : quelqu'un du BK A était là, pas Schüller, mais un homme qui prétendait avoir accès chez Schüler tous les jours. Il rapportait un peu le contenu de cet entretien.

Le 29.9. Andréas avait pris l'initiative de faire venir quelqu'un du BKA. Le 29.9 Andréas disait à Jan, qu'il avait mis en route ce truc avec le BKA. Le BKA n'arrivait pas à saisir (le problème ?) de cette affaire. Il n'était pas clair que le BKA se rendait compte des implications politiques dans le cas d'une libération. C'était la condition pour que quelqu'un du Bundeskanzleramt (chancellerie) vienne qu'il soit prêt à nous échanger. Le lundi après-midi un homme de la chancellerie vint. Andréas disait qu'il lui avait demandé, si (Andréas) connaissait personnellement les gens du commando dans la Landshut. Il a dit non. Dans le contexte c'était apparu clairement qu'il n'était venu que pour savoir si nous connaissions le commando, afin que le truc du GSG 9 soit OK. Le plus important pour eux, c'était de créer les conditions préalables pour l'action du GSG 9. Andreas a parlé en outre du rôle du SPD dans la guerre du Viet-nam et du rôle du gouvernement là-dedans. Il a parlé de la stratégie de la RAF. Alors il s'est avéré que l'homme de la chancellerie faisait la même analyse de la situation de la SPD que nous, mais qu'il n'avait pas la moindre idée de ce que nous, on pensait (nous ne serions pas revenus). Le terrorisme n'est jamais l'affaire de la RAF - jamais. Mais plutôt des actions stratégiques, qui véhiculent la lutte des classes. Andreas a expliqué les modalités de l'échan-

ge. Qu'ils n'insisteraient pas sur une conférence de presse internationale. Il a essayé de tirer tout au clair autant que possible. BKA Klaus a également assisté à cet entretien. Andreas expliquait que la seule possibilité d'échapper au conflit («escalade de la guerre») c'était l'échange des prisonniers. Sinon, cela signifierait une escalade de la guerre, une brutalisation de la guerre, Andreas disait comme nous comptions avec la possibilité d'être tués, c'est-à-dire mourir lors d'une grève de la faim. La SPD serait alors forcée de participer ouvertement en tant que parti de guerre, au lieu de son actuelle tactique de guerre cachée. La participation en tant que parti en guerre détruirait son rôle actuel de SPD. Le bonhomme pouvait comprendre cela\*

Vers 16 h j'ai entendu la voix de Gudrun, mais je ne suis pas sûre, l'isolation de ma porte n'était pas encore installée à 16 h. J'avais pensé que la porte serait ouverte encore une fois. Tous les deux (Jan et moi) on a appelé Gudrun à haute voix. Nous entendions Andreas sonner. A 16 h 45 Gudrun revenait de son entretien avec le pasteur. Alors on a bouclé l'isolation de ma porte. J'ai lu. Je n'ai rien entendu jusqu'à 11 h. Je n'ai rien entendu du côté de chez Gudrun. A 23 h la lumière fut éteinte. J'avais l'espoir qu'ils oublierait d'éteindre la lumière. C'est pourquoi je l'ai éteinte moi-même. J'ai entendu que le volet de judas avait été ouvert chez Andreas. J'ai entendu des voix, mais pas bien distinctement. On disait, mais Monsieur Baader, attendez-donc, mais tout de suite, etc. Alors ils sont allés chez Jan : là tout s'est passé sans le moindre bruit. Après j'ai entendu les nouvelles jusqu'à 0 h, entre autres le dialogue Schmidt-Baar. J'ai continué à lire. La lumière venait à manquer. J'ai entendu de la musique avec mes écouteurs. Après j'ai réparé le fil de raccordement, puisqu'il était tombé dans la bougie. La bougie a baissé. Ensuite j'ai essayé de construire une lampe d'après le principe de la lampe à pétrole. Pour avoir une protection de la bougie, j'ai essayé de séparer le fond d'un verre en le chauffant et en le refroidissant subitement. Ça n'a pas marché. Jusqu'à 4 h 30, 5 h la bougie a brûlé. Je ne savais pas très bien quoi faire. J'avais très envie d'entendre les nouvelles de 7 h et d'un autre côté j'étais fatiguée. Je me suis couchée le long de la fente de ma porte (en-dessous il y avait la fente de l'isolation) et j'ai appelé, Jan, es-tu encore réveillé ? J'ai appelé deux ou trois fois, alors Jan a répondu, Oui. Il était tout à fait réveillé, Jan dormait peu, et ne s'endormait que tard. Je lui ai demandé, Qu'est-ce que tu fais ? Il m'a répondu, je lis encore. Je me suis couchée toute habillée et je me suis mise sous les couvertures. J'ai somnolé. Juste après 5 h, j'ai entendu deux claquements faibles — étouffés — maintenant je pense que c'était des coups de pistolet et un grincement sourd. J'ai levé la tête, et je me suis recouchée. Je n'ai pas cherché à en savoir davantage. Je me suis endormie. La dernière chose consciemment perçue, et dont je me souviens encore maintenant, c'était un fort bruissement dans ma tête. Je n'ai rien vu, je me suis réveillée, lorsqu'on m'a ouvert les paupières. J'étais couchée sur une civière, j'ai eu terriblement froid et j'avais mal. Un homme a dit, Baader et Ensslin sont déjà froids, et j'ai refermé les yeux, et je me suis à nouveau éva-

A propos du "complot de suicide" : il y a les choses suivantes à dire.

Après le meurtre d'Ulrike nous avons discuté du suicide. Que c'est bien une méthode de la CIA que de présenter des meurtres comme des suicides. Personne n'avait l'intention de se suicider. C'est contraire à notre ligne politique. Le 26 septembre au début de la grève de la faim nous avons parlé une dernière fois de suicide. Nous avons commencé la grève de la faim bien que nous nous rendions compte qu'elle ne pourrait être rendue publique rapidement. Nous voulions signaler à l'état-major de crise : nous sommes décidés à lutter!

Nous voulions obtenir un changement des conditions de détention. Depuis le 15 septembre des mesures ont été prises pour nous pousser au suicide, ou pour fournir une motivation à un suicide simulé. Pour nous c'était clair, ce n'est pas notre affaire. Nous sommes décidés à combattre. Personne ne menaçait de se suicider. Tout ce qui nous est attribué maintenant est indubitablement une contrefaçon, les citations, etc.

Nous n'avions pas de communication entre nous par les cellules. Nous partions toujours de l'idée que nous étions écoutés. Dans cette aile de la prison il y avait une double structure : les Renseignements

Généraux et les flics, c'est à dire le BKA, sans que les uns soient au courant des agissements des autres. A cause des écoutes dans les cellules nous n'avions, de toute façon, aucune intention d'établir le contact. En plus nous n'en avions pas les possibilités. Les affirmations du BKA sont fausses. Le BKA devrait le savoir, puisque c'est dans les rapports d'écoutes. Nous n'avions pas de relations entre nous. Nous n'avions pas de dynamite, pas d'armes, pas de radio.

En ce qui concerne les investigations et les affirmations de Rebmann : je sais d'après ma propre expérience comment les avocats sont fouillés avant et après. On nous emmenait séparément dans des pièces spéciales (sallo de bain, ou autre) et nous devions tout laisser. Moi-même je n'ai jamais été dans le bâtiment du procès, sauf une fois venant de Hambourg comme témoin.

Les jours de procès j'étais enfermée avec Nina (Ingrid Schubert) dans la cellule d'Andreas pendant le déjeuner. En général les autres revenaient à 13h30. Alors on les ramenait un à un, Gudrun et les mecs. On nous faisait alors sortir de la cellule d'Andreas. Quand on nous ramenait à la cellule de Gudrun, je voyais comment on fouillait les mecs. Gudrun avait été fouillée avant. Et si on ne fouillait pas régulièrement, il fallait toujours compter avec cette éventualité. Mon expérience est qu'il fallait poser tout, les dossiers, le tabac, etc. Nous n'avions ni la possibilité d'apporter quelque chose et personne n'aurait pu nous apporter quelque chose. Nous n'avions ni

radio, ni dynamite, ni armes.

Les travaux dans l'aile de la prison elle-même ne sont pas encore terminés. Elle reste toujours ouverte, tout comme avant, au BKA pour y caser des mitrailletes, etc. ....

Rebmann est pressé par le temps. Il avait annoncé qu'il apporterait un éclaircissement dans les trois mois. Le 5 décembre je devais déposer à huis clos. Maintenant, pleinement conscient de son pouvoir, il utilise cette possibilité devant la commission d'enquête : la multiplication de ses théories. Maintenant il a mis une casserole sur le feu, dont lui et la protection de l'état pourront se nourrir encore longtemps - lui de toute façon jusqu'à la fin de sa vie.

Ce qui frappe c'est le timing. Rebmann a avancé sa déposition à une séance spéciale le jeudi. Le même jour le BKA lance dans des journeaux français la nouvelle que la RAF aurait tué des camarades, cette information est reprise en RFA. Le même jour a lieu la discussion concernant le retardement de nouvelles loi anti-terroristes. L'intention est claire : tout ce qui s'est fait en tant que mesure de destruction contre nous, contre les avocats, et aussi le meurtre, doit être légitimé. E-t avant tout : la neutralisation de la résistance anti-fasciste à

l'étranger. Et préventivement il s'agit de la négation de la continuité de la politique de la RAF, par l'affirmation que tout est dirigé à partir de Stammheim. C'est la vieille spéculation de la CIA, de détruire les cadres puisqu'à leur avis la fin de la lutte serait là.

Rien ne prouve que quelqu'un qui a travaillé dans le bureau de Croissant ait dit une telle chose, comme Robmann l'affirme. Plus une telle chose est expliquée en détail, plus elle doit apparaître crédible. Mais si un détenu s'est fait le porte-voix de l'appareil policier, le but de l'isolement total serait évident : la fonction militaire du chantage pour obtenir des informations. La torture à court terme pour obtenir des informations, face à la torture à long terme, qui a servi jusque là, correspondant au développement de la guerre guérilla de l'état.

Sch: Je voudrais maintenant poser des questions. Vous dites que vous n'avez pas de contact entre vous. Comment est-il alors possible que vous ayez pris connaissance de l'entretien entre Klaus, Hegelau et Baader le 17 octobre?

I.M.: Nous étions très sensibilisés par le fait de l'isolement complet. Nous faisons très attention. Nous étions toujours en alerte. On se collait toute de suite contre la porte dès que nous entendions quelque chose à l'extérieur. Andreas est allé à la porte de Gudrun et il lui a fait le compte-rendu d'une voix si forte que nous ( Jan et moi ) pouvions l'entendre.

Nous avons très peu utilisé cette possibilité de communication. Notre dernière protection c'était nous-même après l'exclusion des avocats. Nous avons pré-supposé que de toute façon nous ne pouvions nous protéger que mutuellement. Nous ne voulions donc pas provoquer une séparation encore plus grande.

Sch: Est-il exact que vous avez entendu les nouvelles le 17 octobre?

I.M.: J'avais caché les écouteurs. Je ne voulais pas que les gardiens se souviennent de la prise pour les écouteurs. Le lundi 5 septembre le BKA avait tout pris dans nos cellules ( télé, tourne-disque, radio, etc. ). Le mardi 6 septembre on nous avait tout rendu. Le mercredi 7 septembre on reprenait tout aux autres. Andreas s'est plaint d'endommagements au moment de la restitution mardi à midi. C'est ce jour là qu'on m'avait rendu les écouteurs. Je ne voulais pas que l'on se rappelle que c'était dans la cellule où je me trouvais qu'il y avait l'installation de radio coupée. Je m'en suis servie. Je m'y connaissais. L'électricien avait coupé deux fils, j'ai mis des pièces de raccordement et je pouvais m'en servir comme avant. J'ai écouté les émissions de la radio de la prison régulièrement du 13 septembre au 17 octobre.

Sch: Est-ce que c'est ainsi que vous avez appris l'affaire Schleyer et que vous l'avez transmis aux autres prisonniers?

I.M.: J'ai crié à haute voix de temps en temps.

Sch: Pourquoi de temps en temps? C'était des choses importantes.

I.M.: Ce qui était important c'est que le contact reste établi pour nous protéger. J'ai crié dans la nuit du 15 septembre après la déclaration gouvernementale de Schmidt dans laquelle il laissait entendre une solution par la police. Il ne préférait pas de menace de meurtre mais il disait que le gouvernement restait circonspect, etc. La suite immédiate a été la mise en place de cette mousse d'isolation sur la porte de la cellule. Ensuite j'aurais dû gueuler terriblement fort. C'était possible pendant la journée, mais ça n'avait pas de sens.

Sch: Est-ce que vous saviez que l'affaire allait vers un dénouement à Mogadiscio?

I.M.: Je n'en savais rien. J'étais réveillée tout en étant couchée, mais à 22 ou 23 h la radio de la prison s'arrêtait. Vers 22h je l'ai écoutée pour la dernière fois.

Sch: Est-ce que vous avez eu encore un contact avec Jan cette nuit-là?

I.M.: Je sais que Jan n'avait pas de radio.

Sch: Le 17 octobre il y a eu une visite des prêtres. Vous n'aviez pas demandé de visite. Quand est-ce que l'on a enfermé Gudrun Ensslin à nouveau?

I.M.: A 17h.

Sch: Est-ce que vous avez entendu que Ensslin revenait vers 17h?

I.M.: Andreas la demandait, j'en ai conclu qu'elle était là. Après coup j'en conclus qu'à ce moment-là elle était avec les prêtres.

Sch: A 18h - gardiens chez Andreas - médicaments ?

I.M.: Oui, chaque soir Andreas recevait des médicaments.

Sch: demande une description des "coup de feu".

I.M.: C'est difficile à dire. C'était comme une sorte d'explosion étouffée, 2 fois rapidement l'une après l'autre. Je n'ai pas fait d'association avec un coup de feu. Je n'ai absolument pas pensé à des armes.

Juste avant la grève de la faim j'avais le cou enflé. J'avais mis le médecin de la prison, Henck, au courant et lui avais demandé d'en informer le Dr Schröder afin que ce dernier m'examine. Andreas se plaignait de maux de tête terribles. Quand je lui ai dit: "Demain Schröder va venir" il m'a dit: "Prends soin qu'il vienne me voir aussi". Et ce qui est frappant, c'est que ces douleurs se sont arrêtées trois ou quatre jours après le début de la grève de la faim.

Toutes les mesures prises depuis le 5 septembre sur ordre de Nüsser: plus d'achats collectifs, plus de bain ensemble, interdiction d'avoir accès aux objets qui nous appartenaient à nous tous, interdiction d'acheter des fruits, interdiction de suppléments, tout cela signifiait que nous étions entièrement tributaires de la prison pour les repas. On nous forçait à manger les plats de la prison. Alors nous avons pensé aux empoisonnements. Depuis le 15 j'avais accepté les repas mais je n'y touchais pas et je pense que les autres ont fait pareil.

Sch: pose la question des réflexions sur le suicide. Vous savez qu'il y a eu des déclarations là-dessus. Des personnes extérieures avec qui vous avez été en contact ont déclaré que vous voyiez un tel danger.

I.M.: Quand nous parlions de prisonniers morts, c'était suite à une grève de la faim. Il est absurde d'affirmer que nous aurions menacé de nous suicider.

Sch: On peut aussi se tuer avec une grève de la faim.

I.M.: C'est une provocation. Il n'y avait pas d'accord entre nous. Après la mort d'Holger Meins c'était clair. Nous avions arrêté la grève de la faim en août, c.a.d. interrompu, parce qu'Amnesty nous avait fait savoir que l'appareil policier et le gouvernement avaient notre mort en tête. La chasse aux terroristes depuis Ponto, l'escalade depuis plus de 6 mois, donc depuis que nous étions traités après Duback en tant qu'otages, tout cela montre que les représsailles allaient empirer. En octobre nous n'imaginions point ce qui pouvait encore venir.

Sch: Est-ce que vous avez espéré être échangés le 17 octobre ?

I.M.: Oui. Klaus était là le samedi 15, et comme j'avais entendu la radio et que je savais que le commando avait mis des explosifs dans l'avion, je pensais que le gouvernement ne prendrait pas le risque de tuer 80 personnes. C'est ainsi que je l'imaginais. Mais pour moi les deux choses étaient possibles: l'échange et l'assaut comme c'est arrivé après.

Sch: Avez-vous pris connaissance seulement après avoir quitté votre cellule? N'aviez-vous pas conscience de vos blessures?

I.M.: Non, je ne me suis pas fait mes blessures moi-même. Je ne sais pas comment cela s'est fait. Je n'ai que des souvenirs confus du transport. A Tübingen, le procureur est venu à mon chevet. Je ne savais pas comment les médecins étaient venus dans ma cellule. Je ne savais pas non plus comment j'étais arrivée sur cette civière, ni comment j'étais sortie de la cellule.

Lorsque le président Schiler veut poser d'autres questions, Irmgard Möller dit: Depuis six mois je suis en isolement, séparée de tous les autres prisonniers. Je demande un quart d'heure d'interruption. Ceci est accordé.

I.M.: Les couverts, les ciseaux, des lames à rasoir, tout était là. Les lames des rasoir servaient par exemple à découper des choses, aussi à réparer le fil, à gratter l'isolation. Je sens toujours les séquelles de mes blessures. Quand je cours vite, je sens mon cœur. Je n'ai pas de dossier médical. Vous êtes mieux renseignés sur mes blessures que moi. Le cœur a été blessé et le muscle du cœur s'est cicatrisé.

Sch: Supposez qu'après une grève de la faim, la mort s'ensuive, est-ce que vous diriez alors que c'est un suicide?

I.M.: Non, c'est un meurtre, comme pour Holger Meins, une manipulation par parquet fédéral du moment du transport.

Sch: Est-ce que vous appelleriez cela suicide si un détenu se tuait par balles après des années d'isolement?

I.M.: Cette question est une provocation. C'est une question hypothétique. Le but de cette question est clair. J'ai dit clairement ce que c'est qu'un meurtre.

Jamais n'avait pas de radio, comme nous tous, nous n'en avions pas. Je savais très bien quel genre de radio nous avions, je connaissais chaque radio individuellement, on les a toutes enlevées le 5 septembre.

Sch: Vous avez donné une description détaillée de l'entretien entre Klaus et Baader, comment était-ce possible?

I.M.: Andreas en donnait un compte-rendu à Gudrun à sa porte. On pouvait tout l'entendre. La durée maximum de cet entretien à la porte de Gudrun a été de 10 minutes. Les gardiens étaient présents et ils écoutaient. D'habitude on ramenait tout de suite tous les détenus dans leurs cellules. Mais autant que possible et nécessaire nous saisissons l'occasion de parler devant la porte avec les autres prisonniers. Andreas a bien sûr dû se défendre, les gardiens s'en mêlaient: "ramène-toi", etc. Mais ils avaient un certain intérêt à écouter ce qu'on se disait. C'est pourquoi ceci se passait sans grandes difficultés. On devait lutter dans cet espace.

Je sais juste quand Gudrun est revenue. Nous n'avions pas d'accord en ce qui concerne le suicide. En plus techniquement ce n'était pas et surtout nous ne le voulions pas.

Sch: Mais vous aviez pu avoir un entretien de plus de 10 minutes, et sans l'isolation en mousse des appels étaient possibles. Pourquoi cette possibilité là n'existait-elle pas alors?

I.M.: Des gens seraient venus immédiatement pour nous en empêcher. Une concertation entre nous aurait eu des conséquences immédiates.

Je ne savais pas que Klaus avait été chez Andreas le 8 octobre. Le 9 octobre Gudrun voulait parler à Klaus, j'ai entendu les gardiens dire: "mais il était là hier". Je n'ai pas eu connaissance du contenu de l'entretien entre Klaus et Andreas qui a eu lieu le 8 octobre.

Sch: Qu'est-ce que vous pensez de cette phrase de Baader: "si le gouvernement n'agit pas rapidement, il devra voyager vite..."

I.M.: Tout ce que l'on me donne à lire est soumis à la censure. Je n'ai même pas reçu la documentation du gouvernement. Vous me confrontez là à des choses que je ne connais pas, et la raison en est claire.

Je me suis réveillée le 18 octobre au matin sur une civière.

Je n'ai pas de souvenir de ce qui s'est passé auparavant. Je me souviens du néon, pas à l'intérieur de la cellule, mais dans le couloir.

Sch: Des témoins ont déclaré devant la commission que l'on vous avait trouvée dans votre cellule, gémissante et consciente.

I.M.: Je ne peux dire que ce dont je me souviens, je n'ai pas de souvenir de la cellule.

Les jours où les autres allaient au procès je restais enfermée toujours dans la cellule d'Andreas avec Ingrid Schubert. Depuis janvier 77 je suis à Stammheim. Nous étions toujours enfermées dans la

cellule d'Andreas quand il était parti. Lorsqu'on le ramenait j'ai vu comment Andreas était fouillé. On emmenait Gudrun dans une autre cellule pour la fouiller. Avant de franchir la grille pour arriver à notre aile, Andreas était palpé de haut en bas ainsi que ses affaires. Je ne peux pas dire combien de fois, je n'ai pas fait de petites croix sur une liste. C'était comme ça la plupart du temps, et si ce n'était pas le cas, il fallait toujours y compter.

Sch: Des témoins ont déclaré devant la commission que l'on renonçait au contrôle des prisonniers quand ils étaient ramenés à la prison.

I.M: J'ai vu cela au moins une fois

J'avais un tourne-disque, des baffles et des écouteurs. J'écoutais de la musique jusqu'à environ 2 h du matin. Depuis le 6 octobre avec des piles puisque l'électricité était coupée la nuit depuis le 4 octobre. Le couteau dans la cellule était chromé.

(on montre à I.M le couteau avec lequel les blessures auraient été faites). Elle dit qu'elle a eu un tel couteau dans sa cellule. Après qu'on lui ait montré une photo des lames de rasoir trouvées dans sa cellule, elle dit : "je n'avais pas de telles lames. Je n'en avais que

des moitiés. Ce ne sont pas mes lames de rasoir. Les ciseaux que j'avais dans ma cellule étaient pointus au bout.

J'étais habillée d'un Nicki, d'un pantalon de velours gris.

J'ai extrêmement rarement transmis les nouvelles que j'avais entendues. La chose la plus importante c'était la protection mutuelle et la volonté de ne pas provoquer une séparation encore plus grande; donc nous avons très peu parlé. Je n'ai pas reçu d'indications sur ce qui se passait en-dehors de Stammheim par les autres prisonniers, jamais.

Mon dernier souvenir c'est un bruissement dans ma tête. Je n'ai pas senti d'odeurs. Je n'ai rien remarqué près de la porte.

Lorsque le président veut clore la séance, I.M. demande la parole.

I.M: Je voudrais dire encore une chose :

Si cette torture, c.a.d les conditions de détention, restent telles qu'elles sont actuellement, si on maintient l'isolement je ferai très bientôt une grève de la faim, et je suis sûre que tous les autres de la RAF et des autres groupes social-révolutionnaires suivront afin que nous soyons réunis en groupes de 15 personnes. Et ce qui est important c'est la convention de Genève.

Il faut arriver à ce que le pouvoir de disposition absolu de l'état des détenus reçoive une faille. C'est une question de jours.

BND : Equivalent du SDECE français ( services secrets )

EKA : Police criminelle fédérale

Rebmann : Procureur fédéral. Il a remplacé Buback.

GSG 9 : Commando ' anti-terroriste ', qui est intervenu à Mogadiscio

SPD : Parti social-démocrate allemand d' Helmut Schmidt

Tübingen : Hôpital où fut transportée Irmgard Möller le 18 octobre

1977.

FRACTION ARMEE ROUGE : déclaration au

procès de Verena Becker

23/12/77

Verena Becker, membre de la Fraction Armée Rouge, est actuellement détenue à Preungesheim.

Arrêtée une première fois et condamnée en 74 pour "appartenance à une association criminelle" à 6 ans de réclusion, elle, ainsi que 4 autres prisonniers politiques de RFA, fut libérée et conduite au Yémen du Sud en échange de Peter Lorenz, président du parti chrétien démocrate de Berlin-Ouest, enlevé par le mouvement du 2 Juin.

Depuis, elle était sous le coup d'un mandat d'arrêt international.

Le 3 mai 1977, elle est arrêtée à la frontière germano-suisse, en compagnie de Günter Sonnenberg. Fidèles à leur consigne "tuer", les commandos de la police ouest-allemande atteignent très gravement celui-ci de balles au cerveau. Verena est blessée à la jambe.

Son procès se déroulait à Stammheim, en décembre 77. Elle est condamnée à perpétuité.



"nous - les prisonniers de la raf - voulons développer à présent le fait des exécutions, du point de vue politique, et par là nous le rendrons évident.

après l'escalade de la campagne menée contre les prisonniers de la guérilla urbaine depuis ponto, ceci particulièrement contre les prisonniers de Stammheim, il était clair que le projet de la sécurité de l'état était psychologiquement mûr pour la liquidation, et au moins celle d'andreas et gudrun, dans un avenir proche.

le projet fut mis en exécution le 8/8/77 avec la provocation mise en scène dans le trakt de stammheim (1). après que rebmann, en tant que procureur général fédéral, ait repris, donc cassé, définitivement sa promesse du 30/4/77 qu'il avait formulée alors qu'il était directeur au ministère de la justice du baden-würtemberg. et ce, dans le but de liquider les prisonniers en grève de la faim et de la soif, maintenus en isolation totale.

toutes les prisons de rfa pratiquent la nutrition par sonde, sauf stammheim.

alors - pendant l'opération de guérilla - l'exécution directe a été décidée.

pour les assassinats de stammheim et de stadelheim, la même méthode se présente, tout comme pour ceux de holger, siegfried hausner et ulrike :

les organes de la sûreté de l'état exécutent des prisonniers cadres quand la discussion critique entre les prisonniers atteint un point

fort.

- c'est ainsi que holger fut assassiné durant sa grève de la faim.
- siegfried hausner, qui mourut suite à des blessures causées par des coups de crosse, avait une fracture du crâne d'après l'autopsie effectuée par le même médecin qui avait également pratiqué celle d'ulrike, andreas, gudrun et jan. la sûreté de l'état propagea le bruit qu'il était mort suite à l'explosion (2).
- ulrike fut assassinée avant qu'elle ne puisse intervenir de manière décisive au procès, ce qui risquait de retourner et d'appliquer contre le gouvernement toute la conception du procès, et ceci, immédiatement avant une action de libération que les services secrets de renseignements connaissaient (3).

en février 72, posser (4) disait déjà dans le "spiegel" :

"aucun des membres emprisonnés du groupe n'a jusqu'à présent été "abattu lors d'une fuite", comme pour camoufler la liquidation des détenus sans procès, dans les régimes autoritaires. l'Allemagne n'est pas un pays de "lynchage"."

cette formule de "camouflage" - comme l'appelle posser - signifie : suicide ou mort par sa faute.

l'on peut également rapprocher cela des propos des régimes racistes en Afrique du Sud. c'est ainsi que les assassins de steve biko ont tenté de justifier la torture, en se référant à stammheim. (faz 22/11/77). ainsi, à propos de la mort de steve biko, on prétendit d'abord qu'il était mort suite à une grève de la faim et de la soif de 8 jours, ensuite, qu'il avait eu des blessures mortelles lors d'une bagarre avec ses gardiens. c'est-à-dire : mort par sa propre faute. comme ce fut aussi le cas pour holger et siegfried hausner.

non seulement le gouvernement sud-africain reconnaît l'unité de la lutte anti-impérialiste en Afrique du Sud et de celle en RFA, mais il voit aussi l'identité des méthodes brutales contre celle-ci.

ce qui naturellement est extrêmement pénible pour le SPD : le régime raciste d'Afrique du Sud a déclaré aux représentants hypocrites de RFA : "nous ne dictons pas non plus au gouvernement ouest-allemand comment la subversion devrait être combattue, et nous ne faisons aucun reproche à ce gouvernement quand il prend certaines mesures énergiques à cet égard" (faz 31/11/77).

l'interdiction de contact - donc la législation du statut d'otages des prisonniers - avait en premier lieu la fonction de poursuivre sans dérangement l'exécution, c'est-à-dire sans contrôle de l'extérieur, ni des défenseurs, ni des parents.

et par exemple aussi l'escalade de la campagne contre les défenseurs. ceci dans le but suivant : destruction du bureau d'avocats de stuttgart et également pour criminaliser et intimider les quelques défenseurs qui ont encore le courage de défendre en RFA des prisonniers de la RAF contre la politique de l'assassinat et de la torture.

pendant l'interdiction de contact, notre exécution fut ensuite discutée et exigée ouvertement :

- c'est ainsi que golo mann exigea le 17/10/77 (dans l'émission "panorama") d'assassiner des terroristes prisonniers, en tant qu'otages.
- lors d'un état major de crise, strauss a émis dans la discussion la possibilité d'appliquer des représailles contre les prisonniers de

la raf lors d'un danger que les otages des terroristes provoqueraient. ("stern")

et il a ensuite constaté au chili : "si monsieur allende a été assassiné, je dois alors constater que baader, ensslin, raspe et schubert ont été tués". (sz 25/11/77)

- et kurt, président fédéral du syndicat socialiste allemand (dsu) exigea : si schleyer n'est pas libéré, des terroristes emprisonnés devront être abattus toutes les 2 heures.

ces exigences ne nous étonnent pas du tout. nous avons eu connaissance d'un plan qui existait déjà fin 74 - début 75 selon lequel andreas au moins serait exécuté lors d'une action de libération et nous avons également appris qu'à cette époque des dispositions personnelles étaient déjà prises.

il est clair que cette opération, dans sa forme finale qu'elle a trouvée dans les assassinats de stammheim et de stadelheim, jusque dans les moindres détails, caractérise très certainement le modèle classique d'une intervention des services secrets.

cela signifie que :

l'escalade de la campagne contre les prisonniers, entamée depuis pontc, correspond précisément aux lignes de conduite fixées dans le rapport isc (5) de mai 75. ce sont des lignes de conduite valables pour le domaine de l'otan, lignes de conduites de la guerre anti-subversive.

"désolidarisation, isolation et élimination" est compris dans la phrase "élimination de la direction" :

"éliminer les chefs. sans chef, les petits groupes sont enclins à se décomposer ou à se désagréger par des querelles internes, ce qui est utiles aux organes de sécurité..."

c'est le concept dans toutes les guerres anti-guérilla : éliminer les cadres !

la cia a poursuivi et tué ceux qui représentaient un danger potentiel pour la ligne prescrite par le gouvernement américain. ainsi par exemple : che guevara, carlos marighela, lumumba, cabral, allende.

il est clair que la raf est un danger potentiel pour la ligne politique des usa, car la rfa, en tant que colonie us et état central stratégique, ne réussira pas à s'imposer comme modèle en europe et donc à prendre sa direction aussi longtemps qu'il y aura une résistance armée et organisée dans cet état.

dans un article du newsweek au sujet de la raf (74/75) il est évident que la raf est un danger potentiel pour la ligne politique des usa et que le concept est : éliminer les cadres - dans cet article, il y a une citation de gert müller (6) : "le terrorisme ne s'arrêtera que quand baader sera mort".

il y a aussi le fait que la cia analyse les déclarations stratégiques de la raf et établit des plans de données au sujet des individus.

herold a expliqué en 75 les critères selon lesquels les prisonniers cadres ont été et sont choisis, de la manière suivante : "on doit isoler le ganglion de l'adversaire, prendre ensuite des mesures déterminées à son égard, le paralyser, le neutraliser".

(forum de hessen 27/1/72)

pour les prisonniers, cela ne pouvait que signifier : suicide simulé.

dans sa déclaration gouvernementale du 15/9/77, schmidt a parlé de "répression" contre la vie des prisonniers de la raf - "on ne peut

mettre en marche que ce que l'on veut exécuter et ce que l'on peut aussi exécuter réellement ". il ne nous a pas fait assassiner parce que ce cela aurait naturellement signifier la fin du spd.

mais il l'a fait. dans la même déclaration gouvernementale, il prétend qu'il n'y a pas de guerre de guérilla/état et que le gouvernement ne veut pas de dénouement militaire. ceci est précisément la ligne du spd : contre-insurrection, guerre camouflée. ainsi : policisation de la guerre c'est-à-dire militarisation de la police. le spd voulait la perte tactique de la police et pensait échapper à la catastrophe politique par le camouflage de l'assassinat des prisonniers en suicide. peut-être le spd a-t-il calculé qu'il n'y aurait plus d'actions de libération.

ces assassinats avaient tous pour objectif l'extermination physique, et ce qui est important : morale de la raf. andreas, ulrike, gudrun, holger et jan - les 5 inculpés à l'origine au procès de stammheim - figuraient dans le courant international pour la médiation, la dimension et l'importance qu'a la politique prolétarienne, déterminant l'attaque de petits groupes illégaux, leur stratégie contre le capital us et l'état impérialiste, par la liaison internationale avec les luttes de libération anti-impérialiste, dans cette phase de la défensive stratégique de l'impérialisme. c'est-à-dire dans la praxis -pour l'action de la raf en tant qu'expression légitime de la résistance contre le génocide au vietnam à partir du territoire allemand - contre l'ordinateur du quartier général européen des forces armées us à heidelberg et contre la centrale cia à francfort, par laquelle les attaques à la bombe B52 furent dirigées contre le vietnam du nord et du sud, au point culminant de la guerre du vietnam.

la guerre psychologique a deux fonctions :

- elle personnalise la politique révolutionnaire, pour empêcher qu'elle soit comprise comme politique de classe,
- et elle est le terrain de propagande de la liquidation physique des cadres.

dans la campagne de la sûreté de l'état, menée particulièrement contre andreas au début, le problème qu'ils ont avec notre politique est toujours représenté de cette manière : comme s'il n'avaient qu'à liquider andreas et qu'alors "le terrorisme tout entier s'arrêterait de lui-même". c'est pourquoi la cia et la sûreté de l'état pensent que par ces assassinats, ils auraient tout à fait supprimé le problème que constitue la guérilla urbaine pour cet état. nous en doutons.

et cela, parce que les fonctions de direction ont été et sont développées en collectif - avec la tendance de les résoudre au cours du processus d'apprentissage collectif, c'est-à-dire que chacun soit direction, doit être capable d'être direction.

c'est ainsi qu'ulrike pouvait dire au procès de libération d'andreas, le 13/9/74, : "nous ne pouvons être opprimés que si nous arrêtons de penser et de lutter. les gens qui refusent d'arrêter le combat, ne peuvent être opprimés - ils gagnent ou ils meurent au lieu de perdre et de mourir".

★

lui auraient échappés à la longue, pour chaque point séparé.  
il savait bien-sûr que nous ne mentionnons pas.

andreas voulait surtout expliquer à schüller à quoi ressemblerait la perspective du gouvernement spd - quelle que soit la décision qu'il prendrait pour se libérer de son état de contrainte - et qu'il n'avait qu'une possibilité d'éviter une escalade, c'est-à-dire une brutalisation du conflit.

parce que c'est clair : le spd, en tant que fonction du capital international ne pouvait réaliser son projet stratégique : l'intégration de l'europe sous sa conduite (comme relais pour la guerre sur le front du tiers-monde) que s'il réussissait à s'imposer en tant que modèle, en tant qu'état dans lequel n'existe pas de résistance, un état qui mène non ouvertement la guerre à l'intérieur, mais qui nie le sens de la guerre camouflée.

dans la conversation, il s'est avéré que le gouvernement avait mal compris la phrase "il peut se baser sur le fait que les prisonniers libérés ne reviendraient pas en rfa", ce qui signifierait que nous aurions l'intention de faire du terrorisme international. alors que cela est précisément nier tout à fait l'existence, l'histoire, les buts de la raf.

le fonctionnaire de l'administration du chancelier ménageait andreas en lui disant que le gouvernement avait clairement conscience de son état de contrainte et que sa compréhension à lui de la situation se rapprochait fort de la nôtre, et ce, alors qu'en réalité ils marchaient à tâtons vers notre manière de penser et d'agir.

andreas lui a encore dit quelques phrases au sujet de la ligne de la raf :

son développement à partir du mouvement des étudiants, la résistance contre la guerre du vietnam, le rôle particulier qu'a joué la rfa, et spécialement le spd, (rôle qu'elle joue d'ailleurs encore aujourd'hui contre les pays du tiers-monde); rôle par lequel la rfa a non seulement accordé à l'époque son soutien moral aux impérialistes us (ciabrandt depuis 65), mais par lequel la rfa a aussi mis à disposition le territoire de la rfa comme base stratégique pour la guerre des troupes us et sa machine toute entière.

quand leber dit aujourd'hui qu'il dépend de la décision souveraine du gouvernement us si la bombe à neutrons doit être stationnée en rfa ou pas, bien que ce soit de toute manière la population de la rfa qui serait exterminée, cela exprime une fois de plus, très clairement, ce qu'est la rfa :

une colonie us en tant qu'état central stratégique dans le conflit nord/sud et est/ouest, et la fonction du spd consiste à organiser les conditions politiques par la stratégie du fascisme institutionnel pour le capital international, c'est-à-dire intégrer l'europe dans un bloc fasciste et être ainsi immunisé contre toute résistance, en tant qu'arrière-pays pour la guerre contre les pays du tiers-monde.

nous avons déjà souvent expliqué cela :

le concept politique de la guérilla urbaine n'a rien à voir avec celui du terrorisme; et pour cela, la raf n'a rien à voir avec cela et ne le peut pas. ce, parce que le terrorisme n'isole pas l'ennemi, ne neutralise pas ses centres, et ne mobilise pas les milieux de la guérilla ni ne la développe.

notre effet, notre voie sont des actions aux objectifs précis, transportant le contenu des classes, et dans la tactique, la stratégie :

"laisse toujours une porte ouverte afin que ton ennemi puisse fuir".

pourquoi klaus du bka est-il en outre venu le 17/10 après-midi, un peu avant 14h30 à stammheim, pour parler avec andreas? alors que la dernière décision : "perte tactique de la police" était déjà prise à ce moment-là.

d'après tout ce que nous avons appris jusqu'à présent, le but de cette conversation était de savoir si andreas ou nous-mêmes connaissons personnellement le commando (7) - comme condition pour la liste de victoire du gsg9, notamment donner des illusions aux prisonniers - tandis que dans la réalité, des commandos-tueurs liquidaient les prisonniers.

la condition/ le sens de la conversation était dès le début, la déclaration d'andreas (le 29/9, pendant notre grève de la faim), que le gouvernement fédéral pense à l'accomplissement de l'exigence. il insistait sur une personne de l'administration du chancelier, capable de mesurer la dimension politique et la conséquence de notre libération, ou de notre maintien en prison, parce qu'une cervelle de flic comme klaus du bka ne l'aurait pu en aucune manière, et qu'il n'aurait transmis à l'état-major de crise qu'un colportage merdeux.

il était naturellement clair pour andreas qu'un type comme schüller avait clairement compris que le gouvernement spd n'a qu'un rôle de transactions commerciales infime.

et ce, depuis que le spd lui-même a aidé le bka à la prise du pouvoir, depuis qu'il est au gouvernement. naturellement, le bka tenait l'initiative en main pendant toute la durée de l'enlèvement, et il la garde aussi au niveau gouvernemental.

le bka est devenu une machine gigantesque qui non seulement dirige et domine la politique des médias toute entière - poursuite, guerre psychologique - mais qui a pris aussi, tout à fait ouvertement, le pouvoir politique.

donc, andreas voulait quand même encore essayer d'intervenir.

il existe un proverbe chinois d'après lequel ho tchi minh a négocié avec les américains : "laisse toujours une porte ouverte, afin que ton ennemi puisse fuir", c'est-à-dire naturellement pas fuir au sens propre, mais traiter la possibilité tout en gardant la face. cette initiative ne pouvait provenir que de nous, les prisonniers, parce que le commando, qui certes a l'initiative et le pouvoir, peut tout exiger.

naturellement, tout ce que ce petit rat de l'administration du chancelier a colporté au sujet de la conversation, a servi dans le cadre de la guerre psychologique, afin de démontrer qu'andreas avait attaqué le commando par derrière et qu'ainsi une libération n'aurait pas été valable.

cela ne vaut pas la peine de prendre chacun des éléments séparément. dans son aveuglement furieux, cette figure de l'administration du chancelier est seulement bête, parce que de cette manière, il rend évident que tous les arguments contre notre échange :

- pas de garantie pour la vie de schleyer
- pas de pays d'accueil
- notre retour, etc...

construire l'internationalisme prolétarien, la liberté, la libération. et par des actions qui reflètent notre conscience des conditions objectives et subjectives - ainsi, la guérilla métropolitaine dans l'état central stratégique de l'impérialisme us -, et qui sont un exemple de la possibilité et de la nécessité d'organiser la résistance armée au niveau européen, afin que la ligne de démarcation entre le capital et le travail dans les métropoles devienne unique, et ce, par le front entre les luttes de libération des peuples du tiers-monde et des métropoles. afin que le monstre impérialiste soit/puisse être finalement anéanti.

nous savions que le gouvernement n'avait que les 2 possibilités :  
- nous libérer  
- ou nous tuer, du moins les cadres.

à ce sujet, l'état-major de crise avait imaginé plusieurs plans. dans le spiegel (N° 44), il était écrit à ce sujet : "un petit groupe de hauts fonctionnaires aurait réellement discuté de chaque possibilité, sans considération de complications de politique extérieure, ni même de la constitution. ainsi, ils projetèrent de kidnapper ou de liquider les prisonniers libérés à leur venue dans le pays choisi, et même contre la volonté du gouvernement de ce pays."

dans le stern (N° 49), il y avait un texte similaire : "à bonn, des groupes de planification travaillaient à l'étude de cas dans le ministère de l'intérieur, le ministère de la justice et l'administration du chancelier. ainsi par exemple, les détenus pourraient être libérés, comme le souhaitaient les ravisseurs; mais finalement, des services secrets amis (on pense au mossad des israéliens et à la cia) les suivraient sur les talons, pour soit les arrêter à nouveau, soit pour les supprimer."

c'était l'objet de la visite-éclair de dajan (8).

andreas voulait, et a expliqué au fonctionnaire de l'administration du chancelier que la perspective d'une perte tactique de la police - c'est-à-dire la mort des prisonniers - signifierait la fin pour le spd, parce qu'il serait contraint, par la brutalisation du conflit, de se montrer ouvertement fasciste, qu'il serait par conséquent identifié et isolé par l'étranger, dans la dialectique de ce processus s'il était jugé disfonctionnel pour la stratégie américaine.

l'action du commando siegfried hausner était exemplaire. elle est l'exemple d'une action révolutionnaire et ceci surtout parce qu'il s'agit de la libération de prisonniers dans le cadre de la lutte anti-impérialiste. elle a opéré précisément dans la contradiction capital national/international (schleyer, en tant que représentant du capital national), et économie/état; et elle a ainsi étranglé le spd dans sa fonction de devoir considérer le capital international en tant que parti d'état en même temps que le capital national.

après le signal de l'armée rouge japonaise, elle eut lieu, suivie de l'action des frères et secours de tel el zataar, comme deuxième bras dans l'offensive. et cela, même si c'est du terrorisme, est un moyen légitime pour libérer les prisonniers.

le spd pouvait obtenir la libération des 11 reines de beauté et des vacanciers de mallorca, et pouvait avoir une occasion positive de jouer le jeu de parti par rapport au peuple et à ses alliés principaux à l'intérieur de la rfa. au lieu de cela, il a liquidé les prisonniers

...sous la pression des usa devant le public mondial et il a montré que même les 87 vacanciers de mallorca lui importaient peu.

la rfa tente à présent de régionaliser la dimension et la responsabilité du massacre de stammheim, et ce, par la commission d'enquête parlementaire du "landtag" de baden-würtemberg. c'est-à-dire qu'il se décharge de ses responsabilités sur un gouvernement de land cdu, et de ce fait, remplace des figures insignifiantes dans l'appareil ( le gouvernement se sert de cela comme instrument de l'"action offensive" de la guerre psychologique) contre des figures centrales de la contre-insurrection, comme klaus du bka, en faisant une propagande la plus large possible de fausses citations et de leurs mensonges à propos de l'intention probable de suicide des prisonniers.

parce que l'existence de la guérilla est l'unité politico-militaire, une défaite militaire ne signifie pas pour elle une défaite totale; pour elle, cette action reste une victoire de très grande dimension.

les conditions de détention sont "humaines et légales" (rebmann)

quel est le but que veut atteindre la sûreté de l'état par la prophylaxie du suicide?

là où même les responsables de ce renforcement de la torture doivent admettre qu'un suicide ne pourrait pas être empêché et que ces conditions de détention sont de la torture.

la prophylaxie du suicide signifie:- contrôle toutes les 5 minutes,  
- lumière permanente, même la nuit,  
- déshabillage complet à chaque sortie de la cellule, etc....

cela se poursuit déjà depuis 2 mois et demi, et ça ne signifie pas simplement un renforcement de la torture contre nous, mais d'une part, une mesure supplémentaire pour assurer les assassinats de stammheim et de stadelheim par la propagande, et d'autre part c'est déjà une des situations qui sont la supposition qu'un assassinat peut se produire.

parce que cette prophylaxie du suicide justifie pratiquement déjà maintenant les assassinats futurs, "en suicides", et que évidemment chaque nouvel assassinat de cette sorte rendra plus plausible la version des flics de stammheim.

c'est aussi la raison pour laquelle ils veulent s'attacher à ce programme le plus longtemps possible.

maihofer s'attend à de nouvelles actions prochainement et chaque fois böden en dit quelques mots.

c'est pourquoi, on peut s'attendre à une répétition du massacre de stammheim, de quelque nature et façon que ce soit, pendant l'interdiction de contact.

palm, le ministre de la justice de baden-würtemberg, a déjà rendu évident ce qui devra/devrait se dérouler lors de la prochaine interdiction de contact, et comment, à ce propos, il avait déjà pris différentes mesures, ainsi, la formation d'un nouveau groupe de sécurité comprenant 20 hommes pour l'exécutif pénal.

ces spécialistes, provenant de différentes branches, seraient chargés de la surveillance en période de crise. (journal de baden, 2/12/77)

à ce sujet, il faut savoir que la police fédérale des frontières fait former ses unités par des spécialistes américains en matière de torture.

par une publication de documents du syndicat de la police "en matière de la sûreté des frontières fédérales", la formation de la police fédérale des frontières est particulièrement connue pour la "lutte contre

les bandes".

dans ces documents, il est inscrit que dans le centre d'interrogatoire us de lenggries/oberbayern, des ressortissants de la police fédérale des frontières doivent se soumettre à une formation d'endurcissement contrôlé. les formateurs font partie des forces armées us.

le but de ces exercices est de "préparer" les prisonniers à faire des dépositions, par des mesures qui visent à l'humiliation, l'épuisement, l'insécurité psychique de ceux-ci.

le fait de battre les prisonniers et toute autre forme de douleur physique ont été exclus de ces lignes de conduite américaines.

cette pratique a déjà eu lieu en 1964.

il est clair que pour cette forme de torture, les fonctionnaires normaux de l'exécutif ne sont absolument pas aptes.

d'où ces groupes de spécialistes.

la ligne INTEGRATION est la ligne du spd : pas de guerre.

pendant que l'europe conservatrice exige une sainte-hélène pour les terroristes européens (sz 17/11/77) et que lothar. (cdu baden-württemberg) demande une prison pour tous.

la ligne intégration correspond aussi aux lignes de conduite du rapport spécial isc : "chaque fois que c'est possible (c'est-à-dire quand les terroristes sont jugés pour une accusation criminelle normale), les terroristes devraient être emprisonnés comme des prisonniers criminels normaux. une autre précaution spéciale doit être prise, afin qu'aucune école pour terroristes ne se forme dans les prisons, quand le nombre des prisonniers augmente."

la condition de ce concept était bien entendu d'assassiner andreas, gudrun et jan, parce qu'ils n'auraient jamais pu ni voulu s'intégrer. le but immédiat de l'intégration - outre l'affirmation de la situation normale - est :

- remédier au statut de prisonnier de guerre;
- contrer la critique de l'étranger à propos des conditions de détention;
- l'éclatement du groupe et de sa structure de collectivité;
- la séparation;
- la désorientation et la dépolitisation;
- évidemment la tentative de diriger/retourner certains prisonniers
- et l'extermination physique de ceux qui n'arrêtent pas de penser et qui n'arrêtent pas de lutter.

naturellement, c'est également insensé de croire,

- sur base de 6 années de guerre psychologique, de contre-insurrection + stratégie d'extermination contre la raf + l'histoire de notre combat contre cela -

que le spd et la sûreté de l'état pourraient prendre en considération une assimilation réelle des conditions de détention des prisonniers politiques avec celles des autres prisonniers.

pour parler de cela encore, brièvement: nous avons lutté 4 fois par une grève de la faim collective, contre le traitement d'exception et d'extermination.

à la 3ème grève de la faim (mai/juin), la sûreté de l'état a tenté d'assassiner andreas en lui retirant l'eau pendant 9 jours.

nous avons mené notre 4ème grève de la faim (74/75) pendant 5 mois, en exigeant l'intégration, l'assimilation des prisonniers. c'est pendant cette grève qu'ils ont assassiné holger meins. et ce n'est qu'après cette grève que nous avons lutté pour la concentration.

la 5ème grève de la faim se termina après que l'exigence principale fut accomplie. c'est-à-dire la déclaration obligatoire du ministère de la justice d'ordonner immédiatement une concentration de prisonniers politiques à stammheim.

mais 3 mois après, rebmann cassa définitivement cette promesse.

ce que devraient signifier dans la praxis l'intégration, l'assimilation vaste, l'exécutif normal, les ministres de la justice n'en ont laissé aucun doute à leur conférence. ils veulent construire un trakt de sécurité dans chaque établissement. cela se présente comme suit : espionnage, surveillance, tracasseries et fouilles continuelles, transferts constants; ceci devrait provoquer la colère des autres prisonniers et représenterait donc une menace permanente.

dans ces trakts de sécurité, des prisonniers choisis - s'il en existe, et non des flics du bka - serait chargé du rôle de lavage de cerveau; comme ils l'écrivent : "la confrontation avec la réalité"!

des attaques contre la vie des prisonniers sont également préparées par des campagnes de "haine aux terroristes".

c'est une manoeuvre de duperie vis-à-vis de l'extérieur, et un renforcement de la torture vis-à-vis de l'intérieur.

cet allègement simulé des conditions de détention est une manipulation dans le but de s'opposer aux protestations de l'étranger contre l'extermination, contre la torture par isolation, contre l'assassinat des prisonniers de la raf.

mais dans la réalité, profondément et pratiquement, cela signifie un renforcement extrême de la torture.

cette procédure-ci ne s'est produite que contre moi, parce que l'administration du procureur fédéral ne peut présenter publiquement günter, sans mettre en évidence les conditions inhumaines dans lesquelles il est emprisonné et torturé. ceci, malgré sa blessure irréversible au cerveau, et l'estimation des médecins (pourtant placés directement sous la responsabilité de la justice) : günter n'est plus apte à la société ni aux discussions. ce qui signifie qu'il doit être soustrait à la justice, et qu'il ne peut avoir de peine de prison.

la mesure que l'administration du procureur fédéral a imaginé, et pour laquelle ce tribunal est responsable, est bien plus inhumaine que toute peine, y compris la peine de mort : elle veut le crétiniser, par le fait qu'elle empêche tout traitement (comme l'a également constaté le prof. rasch (9) dans son expertise du 14/11/77); par ce traitement, il ne pourrait d'ailleurs plus recouvrer la santé, mais il pourrait réapprendre à se faire comprendre et à lire à nouveau. mais günter est totalement isolé.

le trakt d'isolation - dans la psychiâtrie mal fâmée de la prison de hohenasperg - dans lequel rebmann fait ainsi interner günter, ne diffère en rien du trakt de la mort, dans lequel martin et buback (10) firent interner ulrike pendant 237 jours.

de ce fait, ce que l'administration du procureur veut faire de lui est clair : elle veut faire de lui l'objet de son "information offensive", comme ulrike.

résistance cassée, ce qui est identique à la santé.

casser la résistance signifie par conséquent : tuer.

ils peuvent nous exterminer, comme ils détruisent tout,  
mais ils ne nous vaincront jamais!

VERENA BECKER

pour les prisonniers de la raf,  
stammheim, le 23 décembre 1977

- (1) : l'attaque du 8 août : incident provoqué par les gardiens de la prison de Stammheim contre les 8 prisonniers de la raf, prétexte pour les isoler à nouveau totalement.
- (2) : explosion provoquée par le commando mobile d'intervention ouest-allemand durant la prise de l'ambassade de RFA à Stockholm par le commando Holger Meins-RAF, pour la libération de prisonniers politiques en RFA. Ceci, le 14 avril 1975.
- (3) : Ulrike avait activement travaillé pour ce procès, dans le cadre de production de preuves mettant clairement en cause l'état RFA et des interventions des services secrets.
- (4) : Posser : ministre de la justice du land de Nordrhein-Westphalie, membre du SPD.
- (5) : ISC : institute for the study of conflicts (Londres), chargé d'étudier des moyens de la contre-insurrection; travaille pour le FBI et le BKA.
- (6) : Gert Müller : ex-membre de la RAF, arrêté en 72; après 2 ans de détention-isolation, il s'effondre et les autorités s'en servent dans le cadre de la guerre psychologique, à travers des déclarations diffamant la RAF.
- (8) : voyage de Moshe Dayan en Europe occidentale durant l'affaire Schleyer, dans un secret total.
- (7) : commando Siegfried Hausner : nom du commando qui enleva Schleyer.
- (9) : prof. Rasch : expert médical de l'institut de psychiatrie judiciaire de Berlin.
- (10) : Martin : procureur général fédéral qui précéda Buback. Actuellement c'est Rebmann qui occupe cette fonction.



Aujourd'hui, c'était le jour de la visite de Thierry Van der Linden.

Cela n'a pas duré 5mn durant lesquelles cela n'a été qu'un incident sur incident avec Loth (directeur de la prison) qui a coupé alors la visite.

Avant la visite, j'ai lu une note écrite, comme quoi:

- 1) j'avais le droit de serrer la main pour saluer,
- 2) je n'avais pas le droit de parler de la "scène terroriste",
- 3) je n'avais pas le droit de parler des grèves de la faim et de la soif.

L'interprète était une femme âgée (environ 55 ans), désignée par l'établissement pénitenciaire, qui demandait toujours d'abord à Loth si elle pouvait traduire ou non.

A côté de Loth, il y avait le traditionnel flic du BKA.

Loth a précisé que c'était une visite privée et non d'avocat. J'avais pourtant demandé, explicitement, une visite en tant que visite d'entretien pour clarifier la défense et le gars a reçu, de moi, un mandat pour cela.

Il a environ mon âge, 28 ans aussi peut-être. Il demande, au début, si j'avais des plaintes à formuler sur ma situation/détention (il n'a évidemment pas formulé cela comme ça) et je le laisse continuer dire que je l'avais appelé. Je poursuis alors en lui demandant s'il savait que j'étais en grève de la faim et de la soif depuis vendredi.

L'interprète questionne Loth qui interdit la traduction là-dessus je le dis en anglais. Loth veut alors interrompre immédiatement la visite.

Van der Linden demande ce qu'il se passe. Sur ce, je lui demande s'il est au courant que le contenu est censuré, ce à quoi il répond affirmativement et ajoute que c'est très déplorable.

J'ai voulu alors lui faire traduire qu'il devait, entre autre, introduire une plainte auprès de la Commission des Droits de l'Homme. C'est justement à cause de cela qu'on ne peut pas renoncer au contenu interdit.

La vieille interroge Loth qui dit qu'elle pouvait traduire cela, "ça va encore", mais plus à propos des conditions de détention. Avec cela, il veut glisser sur le fait que ce n'est pas une visite d'avocat et je lui dis qu'il doit la fermer parce que ses crasses ne nous intéressent pas. Alors il s'est levé et a dit que la visite était finie parce que je l'avais insulté, que ce qui précédait soit traduit ou non.

J'ai pu juste encore dire à Van der Linden "fascisme allemand" sur quoi il a répondu "évidemment" puis encore rapidement que je lui écrive.

K.H. Dellwo, Köln le 9/5/78

## 06/46 A propos des conditions de détention de Me Newerla, avocat du bureau de défense de Stuttgart, arrêté le 30.8.77

---

Armin Newerla était un des avocats du bureau de défense à Stuttgart Croissant/Müller/Newerla qui jusqu'au 30 août 1977, jour de son arrestation, assurait la défense des prisonniers de la R.A.F.

Il était avec Arndt Müller - arrêté le 30 septembre 77 juste quelques heures après l'arrestation de Klaus Croissant à Paris - un des derniers défenseurs qui tentait encore de protéger la vie des prisonniers.

Peu avant leur arrestation, tous deux avaient déjà été inculpés de "tentative d'assassinat" sur leurs clientes Sabine Schmitz et Verena Becker, alors en grève de la faim et de la soif, car ils n'avaient pu les empêcher de continuer leur grève contre des conditions de détention inhumaines.

Le motif invoqué pour arrêter Armin Newerla était "soutien à association criminelle" et "diffusion et possession de textes appelant à la violence". La justification de ces motifs était apportée peu après par le procureur général fédéral, Kurt Rebmann, qui déclarait : "Avoir un débat idéologique sur le terrorisme, c'est soutenir une organisation terroriste".

Les premiers mois de détention, Armin Newerla les passa dans l'isolement le plus complet et est maintenant détenu à la prison de Stuttgart-Stammheim.

Les arrestations des avocats et des membres de la section ouest-allemande du comité international de défense des prisonniers politiques en Europe de l'ouest (ivk) dont le secrétariat était assuré par le bureau de Stuttgart, était le point final de l'offensive menée depuis 72 contre la défense des prisonniers de la R.A.F., offensive qui avait déjà amené Klaus Croissant menacé d'arrestation à demander, le 11 juillet 77, l'asile politique en France.

Depuis juin-juillet 77, l'arrestation des trois avocats et des membres de l'ivk était systématiquement préparée à travers les mass-médias : "La bande à Croissant succède à la bande à Baader".

"Le bureau de Stuttgart organise les attaques de la R.A.F.". Une campagne de diffamation tentait de faire passer l'hypothèse selon laquelle le bureau de défense à Stuttgart était "la centrale d'informations de la R.A.F." et "Klaus Croissant, le cerveau de la scène terroriste allemande".

Ces arrestations visaient avant tout à liquider la seule protection, le seul contrôle sur la vie des prisonniers afin de les livrer inconditionnellement aux autorités, à l'isolement total de l'extérieur. Le 18 octobre 77, trois prisonniers détenus à Stammheim, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, étaient assassinés.

Il n'y a aucune légitimation à quelque mesure de torture, de traitement inhumain, d'oppression que ce soit, même pas de la part de la victime de ces mesures; en plus, il n'y a rien à dire à ce sujet. (Mouvement des étudiants)

Mes conditions de détention actuelles ici, après les changements par rapport à la situation qui précédait le 18 août, sont les suivantes :

la cellule est équipée d'après la nouvelle situation des données de sécurité; il manque même une cellule-parloir. En ce qui concerne le raccordement à la radio, elle correspond à l'équipement de ma cellule à Heidenheim, y compris la toile de moustiquaire devant la grille de la fenêtre. Les pieds de l'armoire, de la table et du lit sont soudés au sol, ce qui signifie qu'il n'y a pas de possibilité de se cacher.

A la place de la trappe pour la nourriture, se trouvent des dispositifs qui permettent d'ouvrir (la porte) et de regarder de l'extérieur, sans que je ne puisse l'empêcher de l'intérieur, de sorte qu'il est impossible de guetter le gardien.

La dimension de la cellule et de la fenêtre correspond aux prescriptions légales.

Le matin, le déjeuner est à 6h30. La promenade (1heure) à 7h30 avec les prisonniers du 6ème étage, où je me trouvais avant, en-dessous du toit. Uwe fait la promenade avec ceux du 5ème étage, Klaus avec ceux du 4ème étage. Nous ne parvenons donc jamais à nous voir.

A 11h30, il y a le diner, à 16h30 le repas du soir. Cela se présente de telle manière que deux gardiens distribuent toujours la nourriture.

Ensuite, deux fois par semaine, douche seul et une fois l'après-midi, deux heures de TV commune par vidéo au 6ème étage. Le dimanche, la promenade a lieu à dix heures. Les achats se déroulent de nouveau par bons de commande ou par achats individuels ici au magasin, je ne sais pas encore.

Auparavant, c'était assez différent. Ma cellule n'avait pas de grille/moustiquaire et en direction du nord, j'avais une vue sur Ludwisburg; actuellement, je ne peux le voir que pendant la promenade. Là, il y avait aussi un parloir. Il était réglementé de telle manière que jamais personne ne pénétrait dans la cellule. Il y avait aussi des haut-parleurs, pour le programme radio de la prison.

Quand la porte de la cellule était ouverte, j'étais en promenade et je pouvais m'entretenir avec les autres détenus et régler certaines choses: les repas, le nettoyage des cellules, etc.

Il y avait alors pour les prisonniers qui étaient en cellule individuelle, deux fois deux heures de cellule-commune par semaine, le mardi et le dimanche, de sorte que je pouvais aller dans les cellules des autres prisonniers pendant ce temps.

Naturellement j'entendais toujours quand il se passait quelque chose à l'étage et quand c'était assez bruyant, j'entendais même ce qui se passait aux deux étages en-dessous, étages qui sont reliés entre eux par une ouverture commune -une technique de construction du siècle dernier-.

Je faisais des achats communs avec les autres prisonniers. L'importance des possibilités de contact était également très différente. Je ne suis donc pas isolé, bien que les conditions soient actuellement à la limite en-dessous de laquelle on ne peut plus parler d'intégration, où le nombre des règlements d'exception est plus important que ces points de vue qui rétablissent l'égalité. Ensuite, avant et après chaque réunion commune, je dois me déshabiller complètement.

Depuis que la Cour Suprême du Land est compétente, un renforcement de la censure est appliqué. Alors que jusqu'à présent certaines pages de l'ID (Infodienst) ou de l'AK (Atomkraft) par exemple étaient enlevées, actuellement c'est le journal tout entier qui est supprimé. Les journaux des 23 et 24 août ne me furent remis que le 25 août; je ne reçus le Spiegel du 7 août que le 24 août. Le Welt du 12 Août fut exclu de la livraison par décision, parce que dans un article trop détaillé, il était pris position au sujet de notre procédure : on doit se rendre compte de l'intensification dans la structure du pré-jugement, que donc les journaux bourgeois publient de telles informations détaillées, que nous, "accusés" ne devrions pas connaître.

.....

Armin NEWERLA

*Armin*

Communiqué de presse de Me Funke de Francfort, pour la conférence de presse organisée par le C.D.P.P.R.F.A. le 4 septembre à Bruxelles.

Au matin du 22/8/78, la police armée a fouillé pendant plusieurs heures plusieurs cellules de prison de RFA et, en même temps, des bureaux d'avocats à Cologne, Francfort, Berlin et Essen. Les agents de l'administration du procureur fédéral et de l'office fédéral criminel (BKA) ont participé à cette action, qui visait surtout les défenseurs des prisonniers Karl-Heinz Dellwö, Lutz Taufer, Bernd Rössner et Hanna Krabbe (cf bulletins précédents).

On reproche à ces détenus de rester fidèles à leurs idées politiques et ensuite, d'avoir reformé une organisation "terroriste", en prison. On reproche aux défenseurs d'avoir soutenu cette association en ayant diffusé ces idées des prisonniers à l'extérieur.

A cause de cela, les défenseurs font l'objet de poursuites judiciaires ce qui signifie: à n'importe quel moment ils peuvent être exclus de la défense. Ces accusations servent aussi comme prétextes pour contourner la loi, càd pour pouvoir ouvrir le courrier et le photocopier, et écouter le téléphone des avocats.

Moi-même, j'ai été arrêté après cette perquisition, mais le mandat d'arrêt a été rejeté le lendemain par le juge d'instruction.

Chez moi, comme chez les autres avocats, plusieurs dossiers ont été fouillés et les plus importants saisis. Par exemple pour le dossier de mon client K-H Dellwö, il ne reste plus qu'une seule page.

Nous refusons les accusations qui sont portées contre nous. Ces faits

sont une nouvelle tentative d'éliminer le peu de droits qu'il reste aux prisonniers politiques, et de criminaliser la défense.

Cette action contre les avocats a servi pour distraire l'attention, alors que la police qui cherchait d'autres gens avait échoué.

Je regrette de ne pas participer à la conférence de presse. Je suis en liberté surveillée. Je ne peux pas travailler concrètement à cause des documents qui me manquent, et parce que je suis constamment sous la menace de nouvelles actions contre moi (contre les autres défenseurs également).

Les médias (presse, radio, TV) ont répandu de telles calomnies sur ma personne que, après ma libération, ma famille et moi recevons des coups de téléphone anonymes, des injures et des menaces de mort.

Au moment où l'on continue de détruire les prisonniers politiques, par leurs conditions de détention, de graves problèmes se posent pour les défendre.

Hans-Heinz Funke, avocat

3 septembre 1978

Déclaration de presse de Wolfgang Beer.

Un an après les assassinats de Stammheim, la situation des prisonniers de la Fraction Armée Rouge est telle que l'on doit s'attendre à ce que bientôt, à nouveau, des prisonniers meurent dans les prisons de la RFA.

Cela veut dire clairement que seule une mobilisation importante, et surtout à l'étranger, peut empêcher ces nouveaux assassinats.

- Werner Hoppe est gravement malade : après 7 années d'isolation, il ne pèse plus que 48 kgs pour une taille de 1m 78 - ou peut être encore moins entretemps - et continue de s'affaiblir. Toute aide médicale lui a été refusée pendant plusieurs mois et à présent, on peut s'attendre chaque jour à une réaction de déséquilibre physiologique qui le mettrait immédiatement en danger de mort : une situation que la sûreté d'état a causée consciemment.

- Günter Sonnenberg qui fut gravement blessé par une balle reçue à la tête lors de son arrestation est détenu consciemment et contre l'avis des experts médicaux dans des conditions qui le détruisent physiquement.

- Irmgard Möller, détenue en isolation totale, doit en tant que seule survivante du massacre de Stammheim s'attendre à ce que le commando tueur de l'état achève son travail sanglant. Irmgard aurait déjà du être libérée au printemps 77. Dans les faits, elle est maintenue en détention grâce à la mesure appelée "gardée pour raison de sécurité" - mesure qui sous les nazis s'appelait "sous protection".

Dans les formes, cette mesure est couverte par les constructions du témoin de la sûreté de l'Etat, Müller, dont les dépositions furent achetées - en échange une accusation pour meurtre retenue contre lui était abandonnée - après qu'on l'ait cassé moralement par plusieurs années de torture par isolation.

- Contre Stefan Wisniewski et Karl-Heinz Dellwö, une campagne de guerre psychologique est menée à travers les médias depuis des semaines, suivant la même trame et avec la même intensité que celle qui précéda tous les assassinats de prisonniers.

L'écrivain Hannelies Taschau se demanda au cours de son séjour en Norvège après les assassinats de Stammheim, comment il était possible qu'en RFA des prisonniers aient pu être assassinés sans coups internes et comment on n'en a pas vu des signaux avant. Nous lui disons à présent, comme cela fut dit également avant que les assassinats ne soient exécutés, pour autant que nous en ayons eu la possibilité : il y a à nouveau de tels signaux.

Je veux à présent vous parler brièvement des conditions de détention. Il y a, dans l'extermination des prisonniers de la guérilla anti-impérialiste, un nouveau concept sur lequel la conférence des ministres des landers s'est mise d'accord. L'origine de ce projet est déjà claire : il repose sur les assassinats de Stammheim. C'est le projet de la soi-disant "commission d'enquête" du "landtag" de Bad-Württemberg. Il est l'expression institutionnelle directe de l'escalade que le gouvernement fédéral a mis en oeuvre par les massacres de Mogadiscio et Stammheim.

Ce système tel qu'il se construit actuellement, ou tel qu'il existe déjà, comprend en détail les étapes suivantes :

1) La construction, dans les prisons, d'ailes spéciales (trakts) qui sont des "quartiers de haute sécurité" : il s'agit d'ailes (trakts) comprenant de 10 à 20 cellules, aux murs d'acier, complètement isolées au point de vue acoustique et de par leur construction, du reste de la prison : une monotonie sanctionnée architecturalement. Les objets d'ameublement sont fixés, l'espace minimal d'auto-formation, un mot qui pour ce cas-ci a de la peine à sortir de mes lèvres, est exclu. La domination de la machine doit être établie de manière totale et absolue. Les prisonniers sont soumis à une surveillance électronique visuelle et acoustique totale.

2) La formation de commandos spéciaux maintenant connus sous le nom de "gsg9 des prisons" qui interrogent, gardent, surveillent et démoralisent les prisonniers. Ces unités spéciales sont rassemblées par la police de la sûreté de l'Etat et entraînées à des cours spéciaux. Par exemple, ils sont formés à la "psychologie" en tant qu'instrument qui doit être employé dans cette situation extrême pour briser la volonté de lutte des prisonniers. Des études et des analyses psychologiques sont faites sur chaque prisonnier, ce qui permet l'exécution de contre-programmes différenciés, exécutés individuellement.

3) L'exclusion de la justice dans le contrôle de la réglementation des conditions de détention. A ce propos, une nouvelle loi d'exécution pénale est en préparation. En vérité, les juges de la sûreté de

l'Etat sont actuellement déjà alignés sur la police de la sûreté de l'Etat - bien sûr, il y a de temps à autre des frictions mais elles seront ainsi tout à fait écartées.

4) Les procès militaires accélérés qui peuvent se dérouler ainsi grâce à un emploi illimité de la situation d'exception légalisée.

5) L'institutionnalisation de la garde pour raison de sécurité, dont l'application légale est encore controversée pour le moment pour des motifs politiques. Ce serait la réintroduction de l'ancienne mesure nazie : "sous protection".

Ici, le gouvernement fédéral plaide avant tout en faveur de l'introduction cachée d'une mesure qui, dans les faits, criminaliserait tout mouvement de vie des prisonniers et par laquelle de nouvelles procédures et de nouveaux jugements pourraient toujours être introduits et exécutés -

que ce soit la criminalisation des grèves de la faim ou des expressions politiques des prisonniers ou

que ce soit les provocations qui les visent.

6) Liquidation de la défense :

par la suppression totale des droits des prisonniers, par la transformation du droit en droit d'exception, par les exclusions et la criminalisation des avocats, par des interdictions de toute nature, etc. Ce point est bien le seul pour lequel quelques voix critiques se sont levées de temps en temps; sans doute uniquement parce que les privilèges des avocats étaient remis en cause.

7) L'isolation des prisonniers est la base du programme d'extermination dans lequel ces mesures sont développées. L'isolation à l'intérieur du trakt continue à être maintenue. Vis-à-vis de l'extérieur, elle est à présent presque complète:

- par l'indimidation exercée sur les plus proches parents lors de leurs visites;
- par l'impossibilité de toute conversation dans des buts de censure, c-à-d qu'il y a une série de thèmes dont on ne peut pas parler et qui sont si vastes et importants que pratiquement toute discussion politique en arrive à être exclue. Par exemple les mots "scène terroriste", "grève de la faim", "tribunal russell", etc. sont interdits pendant les visites;
- terrorisation des visiteurs avant, après et pendant la visite par des fouilles corporelles excessives, des insultes, des perquisitions, des ouvertures de procédures pénales, des interdictions professionnelles etc.;
- par des saisies continuelles du courrier, ou des retards;
- les expéditeurs de lettres sont terrorisés et criminalisés;
- interdiction de s'abonner à un matériel de travail politique, et aussi à des journaux et périodiques;
- etc...

Le fait nouveau n'est pas que ce sont seulement les étapes de la répression qui ont été durcies contre les prisonniers, mais bien que celles-ci sont menées à la façon d'un système bien accordé: composé et formé sous le couvert (ou directement par) un soi-disant "état-major de sécurité" de la police de sûreté de l'Etat, coordonné au maximum au niveau fédéral.

En réaction à l'offensive anti-impérialiste de la RAF cette dernière année, le gouvernement fédéral a décidé, dans la tradition du fascisme nazi, l'exécution des otages avec les moyens que tout criminel de guerre a.

L'introduction de ce système d'extermination est l'institutionnalisation du statut d'otage des prisonniers des groupes de lutte combattants armés anti-fascistes et anti-impérialistes.

Toute personne qui a suivi consciemment la politique et le développement de la RFA ces 10 dernières années, sait que l'introduction d'un règlement de police incontrôlable contre les prisonniers de la RAF - par la création d'un appareil en vue d'extermination - est établi dans de nouvelles structures et normes d'Etat par lesquelles le processus de fascisation est poursuivi constamment dans la totalité de l'état de RFA.

Le projet de "sécurité intérieure", le réarmement de l'état sous le couvert d'"anti-terrorisme" a toujours servi - par la liquidation immédiate ou comme dit Schmidt: "extermination" de la pointe de la lutte anti-fasciste et anti-impérialiste - à la militarisation importante à l'intérieur de l'état et à l'intégration et la mise au pas surtout des états européens sous l'hégémonie de la RFA.

C'est pourquoi la lutte contre l'extermination des prisonniers de la RAF restera un point central du combat anti-fasciste.

Wolfgang Beer.

Winter Sonnenberg

- communiqué de presse du comité international de défense
- appel international des médecins
- extraits de l'arrêt du tribunal
- conférence de presse

## Communiqué de presse

Le 21 mai 77, à 16 h, Günter Sonnenberg a été transféré du service neurologique de l'université de Tübingen à l'infirmerie de la prison de Stuttgart-Stammheim.

Le 18 mai 77, le juge d'instruction auprès de la Cour fédérale, lui a notifié le mandat d'arrêt. Il n'est pas évident que G.S. ait été en mesure de comprendre le contenu du mandat d'arrêt et sa situation en général, ne serait-ce qu'à cause de l'amnésie résultant de sa blessure à la tête. Chez un blessé grave inconscient, ou qui, reprenant conscience, a des pertes ponctuelles de mémoire, on doit, d'après des principes médicaux établis, se baser sur la "volonté supposée" du patient. Il est certain que cette volonté, vu l'histoire politique de G.S., est d'être représenté, dans toutes les questions médicales et juridiques, par un avocat qui dispose d'expériences suffisantes dans la lutte pour la protection de la santé et de la vie des prisonniers de la RAF.

Passant outre ce droit élémentaire, le juge d'instruction auprès de la Cour fédérale, sur requête de l'Accusation fédérale, a nommé, contre la volonté de G.S., un avocat de Singen commis d'office pour sa défense. Une sorte d'alibi, en cas de mort de l'accusé.

Les parents de Günter Sonnenberg intimidés par les fonctionnaires de l'Office fédéral de la Police criminelle, ont refusé tout défenseur qui pourrait avoir la confiance de leur fils. Ceci, alors qu'une semaine avant l'arrestation de leur fils, ils avaient demandé à maître Croissant d'assurer sa défense.

Maître Croissant ayant instamment demandé à l'Accusation fédérale et au juge d'instruction auprès de la Cour fédérale de respecter la "volonté supposée" du blessé, s'est vu de ce fait interdire la défense, mais également toutes démarches auprès des spécialistes du corps médical en vue d'assurer un traitement médical optimal.

Günter Sonnenberg a été déclaré "cliniquement mort", "pour toujours inconscient ou aveugle", par des informations que l'Office fédéral de la Police criminelle a transmis à la presse Springer (Bild, Welt), afin de repousser toute tentative de visite par des personnes susceptibles de déranger le pouvoir arbitraire des services de la Sûreté de l'Etat sur le blessé.

Le 3 mai 77, jour de l'arrestation de G.S., Uwe Folkerts et Johannes Thimme ont été arrêtés au moment de leur tentative d'aller voir le blessé à Singen.

Une infirmière de Karlsruhe qui a essayé de trouver un spécialiste pour contrôler le traitement de G.S., a été arrêtée le 12 mai 77 à son lieu de travail par un fonctionnaire de l'Office fédéral de la Police criminelle, pour être entendu comme témoin. On lui a dit: "Si vous tentez de fuir, on vous tire une balle dans le dos." C'est la réaction de la Sûreté de l'Etat aux démarches de l'infirmière au moment où elle informait que l'état de Günter Sonnenberg n'était pas aussi désespéré que ne le laissaient supposer les communications de presse de l'Office fédéral de la Police criminelle affirmant sa "mort clinique".

Comité International de défense des prisonniers politiques en Europe de l'Ouest (CIDPPEO), Section RFA, Klaus Croissant, contact; 22 mai 77.

## APPEL INTERNATIONAL

Après la vaste campagne de chasse à l'homme menée à l'aide de la T.V. et des autres mass media, au cours de laquelle Günther Sonnenberg a été présenté comme l'auteur présumé de l'attentat contre le procureur fédéral Buback, un échange de coups de feu a eu lieu à Singen (Bade-Wurtemberg), après lequel Günther Sonnenberg et Verena Becker ont été arrêtés. Lors de cette fusillade, Günther Sonnenberg a été blessé à la tête par la police allemande, qui l'a atteint par derrière. (Les munitions employées par la police - nommées 'manstop power' - sont des projectiles spéciaux qui éclatent après la pénétration dans le corps et qui de ce fait provoquent immédiatement des blessures graves.)

Il a été transporté à l'hôpital de Singen, où les chirurgiens l'ont traité d'urgence. Néanmoins, cinq jours après, déjà déclaré transportable, il a été transféré dans la section de neurochirurgie de la clinique universitaire de Tübingue. Deux spécialistes supplémentaires appelés ont déclaré encore le 9 mai que d'autres interventions chirurgicales n'étaient certainement pas indiquées pour le moment, et que vraisemblablement elles ne seraient pas nécessaires à l'avenir.

Malgré cela, il a été opéré une deuxième fois le 12 mai. Six jours après, le mandat d'arrêt a été lancé contre lui. Pour le placement sous mandat d'arrêt, la loi exige que le prévenu garde ses facultés de comprendre nettement le texte du mandat et sa signification. Günther Sonnenberg, par suite de l'amnésie constatée ultérieurement par les médecins, ne possédait pas cette capacité. Le mandat d'arrêt a quand même été exécuté avec la collaboration d'un défenseur désigné spécialement à cet effet. Le 21 mai, Günther Sonnenberg, grièvement blessé, a été transporté à la prison de Stuttgart-Stammheim, où il a été isolé à l'infirmerie, ce n'est que par la suite qu'un défenseur de son choix (l'avocat Weidenhammer) a été admis. Après que le médecin des prisons, le docteur Henck, eût constaté à plusieurs reprises que Günther Sonnenberg est inapte à la détention, à l'interrogatoire et à l'audition, qu'il est incapable de négocier et de rester en prison, le juge d'instruction Kuhn de la Cour fédérale a fait transférer Günther Sonnenberg à l'hôpital psychiatrique du Land, à Weissenau, sur la demande de l'Accusation fédérale, le 13 juin.

Sous prétexte d'un meilleur traitement neurologique, il n'a pas été relâché, mais soumis à un emprisonnement spécial sous le contrôle de l'Accusation fédérale et de la police. Depuis lors on l'a mis dans un pavillon isolé, où il se trouvait seul. Celui-ci était entouré de barbelés de 3 m de haut et éclairé la nuit par des projecteurs. Le bâtiment était gardé par des unités de la Sûreté de l'Etat et de la police avec des armes lourdes. Bien que le corps médical ait plusieurs fois reconnu l'incapacité de Günther Sonnenberg d'être interrogé, la police essayait, à intervalles irréguliers, de nuit comme de jour, de lui faire subir des interrogatoires. Il était constamment confronté à des surveillants qui laissaient, la plupart du temps, la porte de sa cellule ouverte et le menaçaient parfois, l'arme dirigée sur lui. La pièce dans laquelle se trouvait le détenu était blanche; la fenêtre était munie de barreaux, et on ne pouvait que l'entr'ouvrir.

En dehors de son défenseur et de sa mère, Günther Sonnenberg ne reçoit aucune visite, et toutes les demandes de ses amis et connaissances sont refusées par le juge d'instruction Kuhn. Il n'obtient ni courrier de la défense, ni journaux, ni autres moyens d'information. Pas de radio non plus. Tout ceci malgré l'autorisation de recevoir des journaux, des livres, des émissions

de radio et de sortir étroitement surveillé par des gardiens armés, donnée par le juge d'instruction Kuhn le 27 mai sur la demande de la défense. Son défenseur a rendu public ces faits le 21 juin au cours d'une conférence de presse à Stuttgart.

D'après les résultats des examens faits par les médecins qui avaient été appelés jusqu'ici, il s'agit dans le cas des blessures de Günther Sonnenberg d'une encéphalopathie posttraumatique avec aboulie, apragmatisme, impossibilité de concentration tant soit peu prolongée, troubles aphasiques du type amnésique (lecture, calcul, élocution), désorientation dans le temps et l'espace, d'un psychosyndrome posttraumatique et de perturbations de la mémoire immédiate et ancienne. Tel est le diagnostic formulé dans les certificats médicaux établis jusqu'ici.

Etant donnés les résultats des examens faits et les conditions d'internement de Günther Sonnenberg, l'annulation immédiate des mesures d'isolement est la condition absolue pour la réacquisition des fonctions cérébrales compromises par les blessures. Nous sommes donc d'autant plus alarmés d'apprendre que Günther Sonnenberg a été transféré, le 13 juillet, à la prison de Hohenasperg où une cellule d'isolement située dans une section complètement vide a été spécialement préparée pour lui, internement qui menace de prolonger infiniment l'état d'isolement si préjudiciable pour la récupération de ses facultés cérébrales.

Il est un fait que des prisonniers politiques sont torturés en RFA, par l'isolement dans les prisons. Cet isolement qui comporte la privation sensorielle est utilisé pour briser toute volonté de résistance des prisonniers; on sait qu'il entraîne des troubles psychiques graves allant jusqu'à l'anéantissement de toute la personnalité de l'individu. Le fait de la torture est prouvé:

- par les certificats médicaux de différents procès contre les détenus de la RAF,
- par les constatations faites par la Commission internationale d'enquête pour l'explication des circonstances de la mort d'Ulrike Meinhof,
- par un télégramme du secrétaire général d'Amnesty International à l'issue de la cinquième grève de la faim des prisonniers politiques, adressé au gouvernement fédéral allemand et aux autorités compétentes, dans lequel on se réfère aux atteintes portées aux droits de l'homme dans les prisons de la RFA.

Il est un fait que des prisonniers politiques sont morts dans des prisons de la RFA :  
Holger Meins, Siegfried Hausner, Ulrike Meinhof.

En face des atteintes portées aux droits de l'homme les plus élémentaires et du transfert récent de Günter Sonnenberg à la prison de Hohenasperg, la protection immédiate contre le danger de son extermination est indispensable. Les soussignés, quelle que soit leur opinion sur l'analyse politique, les modalités d'action et les objectifs des emprisonnés, exigent une ENQUETE IMMEDIATE SUR GUNTER SONNENBERG ET LES CONDITIONS DE SON INTERNEMENT PAR UNE DELEGATION INTERNATIONALE DE MEDECINS.

Sjef Teuns, spécialiste de psychiatrie (Utrecht, Pays Bas)

Jorge Sacksioni, médecin (Loenen, Pays Bas)

Karl-Heinrich Adzersen, médecin (Heidelberg, RFA)

G. Tomkiewicz, psychiatre (Paris, France)

Arrêt du tribunal de la Cinquième Chambre du tribunal de  
Stuttgart, le 18 juillet 77 (extraits)

Les conditions de détention du prévenu seront les suivantes :

1. Le prévenu doit être maintenu en isolement.
2. L'accès à la cellule du prévenu, dans la mesure où cela n'a pas été fait, doit présenter des mesures de sécurité supplémentaires.
3. La fenêtre de la cellule doit être munie d'un dispositif de sécurité pour éviter les prises de contact non contrôlées.
4. La participation aux réunions dans la prison est interdite pour le moment.
5. Le prévenu, lors de sa présentation à l'administration de la prison, au médecin, aux bains etc., doit être maintenu séparé des autres prisonniers.
6. Les repas seront donnés par deux gardiens en dehors de toute présence d'autres prisonniers.
7. La promenade se fera seul, elle sera interrompue immédiatement, si le prévenu prend contact avec d'autres prisonniers.
8. Le prévenu, sa cellule (y compris fenêtres, barreaux, porte et verroux) et les objets qui s'y trouvent, seront fouillés tous les jours.
9. Le prévenu sera observé par intermittance. Cette observation sera effectuée par intervalles irréguliers. La nuit, la cellule pourra être éclairée par intermittance.
10. Les visiteurs du prévenu doivent être fouillés, ainsi que leurs affaires personnelles. L'utilisation d'un détecteur magnétique est autorisée. Les hommes doivent enlever leur veste, les manteaux ne sont pas autorisés.
11. Le prévenu, avant et après chaque visite, doit être fouillé (entièrement déshabillé) et doit changer de vêtements après la visite.
12. Les avocats pourront être fouillés, ainsi que leur porte-documents.
13. Les avocats doivent présenter au juge les documents ou objets destinés au prévenu.
14. Pour des raisons médicales, c'est-à-dire pour aider le prévenu à retrouver ses fonctions mentales, le prévenu est autorisé à utiliser un appareil de télévision; cette autorisation est révo- cable à tout moment.
15. La direction de la prison peut interdire à tout moment l'utili- cation de la télévision, si cela est nécessaire pour des raisons de sécurité ou à cause d'événements à l'intérieur ou à l'extérieur de la prison.

de sécurité ou à cause d'événements à l'intérieur ou à l'extérieur de la prison. Le poste de télévision doit être examiné par des fonctionnaires de l'Office de la police criminelle, à intervalles irréguliers, au cas où des objets y seraient cachés.

Stuttgart, le 21.6.1977

Conférence de presse de Me Weidenhammer, défenseur de Günter  
Sonnenberg.

Lors de la précédente (dernière) conférence de presse, quand nous nous sommes vu la dernière fois, Günter Sonnenberg se trouvait encore à la prison de Stammheim. Sa défense n'avait pas encore pu prendre connaissance du dossier médical ; ceci s'est fait le 11.6.77.

On nous a envoyé le dossier incomplet, auquel manque entre autres une expertise détaillée du professeur Müller. Tous les médecins traitants, y compris celui de la prison, ont constaté que Günter Sonnenberg n'est pas en état d'être interrogé, ni de subir sa peine. Je vous donnerai quelques détails à ce sujet en me référant à une lettre du médecin de la prison, datée du 2.6.77.

Dans cette lettre, il est fait état d'une "encéphalopathie post-traumatique" avec fonction anormale des impulsions, une modification de la personnalité, l'impossibilité de soutenir la concentration intellectuelle à cause d'une fatigue rapide et une désorientation dans le temps et dans l'espace.

Ces constatations coïncident avec celles du professeur Müller, dont nous n'avons pas pu voir l'expertise, bien que nous l'ayons demandée.

Sur la demande de la défense, le professeur Wulff a eu l'amabilité de se déclarer d'accord pour avoir un entretien avec Günter Sonnenberg. Lors de sa visite, il a constaté des troubles appelés "amnésiques", c'est à dire des troubles "amnésiques aphasiques" assez prononcés, ainsi qu'une diminution des impulsions et un ralentissement général des fonctions.

Tous les médecins ayant pris position à son sujet ont recommandé de prescrire la gymnastique thérapeutique, de faire avec lui des exercices de parole et de plus, de lui trouver des contacts qui garantissent qu'il puisse à nouveau rentrer en possession de tous ses moyens, de sorte que la soi-disante amnésie soit éliminée.

Après avoir pris connaissance de ce diagnostic, le juge d'instruction Kuhn de la Cour fédérale décida que "l'accusé doit être emmené dans un hôpital en dehors de la prison, c'est pourquoi il faut demander son déplacement dans l'institut psychiatrique de Weissenau où il est possible d'effectuer le traitement" - Weissenau se trouve près de Ravenburg qui est connu comme service intérieur de l'ancienne kommandanture de Dachau.

Günter Sonnenberg a donc été transféré à l'hôpital psychiatrique de l'université d'Ulm. Je l'ai visité le dimanche 19 juin.

Dans un ensemble "paisible" de diverses sections pour malades, de centres de réhabilitation et de fontaines, se trouve un pavillon d'un seul étage, dont les fenêtres ont été obturées, entouré sur initiative du ministère public d'une clôture de fil de fer barbelé de trois mètres de haut ; à l'intérieur de cet enclos sont placés des projecteurs et une patrouille de trois ou quatre policiers armés de mitraillettes y circulent constamment. Quand j'ai demandé le sens de tout cela, on m'a prié de présenter d'abord ma permission de visite et mes papiers d'identité. Ensuite, après que l'on ait reconnu la validité de mes documents, la porte de ce bâtiment s'est ouverte pour laisser sortir deux policiers en civil qui portaient ostensiblement leurs armes. Ils m'ont emmené au premier étage, où l'on m'a fouillé avec soin (j'ai même dû enlever mes chaussures). Arrivé dans une espèce d'antichambre, où se trouvaient à nouveau deux agents en civils portant ouvertement leurs armes, un infirmier en blouse blanche m'indiqua le chemin. Dans cette antichambre, qui ressemble plutôt à la salle de garde d'un commissariat de police, se trouve une porte munie d'un judas, qui fût ouverte par un policier en civil et, je pus enfin voir la chambre de soins de Günter Sonnenberg.

D'une surface approximative de vingt mètres carré, elle est aménagée comme toute chambre d'hôpital, d'un lit, de deux chaises, d'une table et d'une penderie, sauf que la fenêtre est munie d'une vitre en verre épais, grillagée, hermétiquement close, ce qui est plutôt étranger aux centres hospitaliers en général.

Dans l'antichambre, les policiers surveillent Günter Sonnenberg jour et nuit.

J'ai eu une conversation avec Günter Sonnenberg qui a duré trois heures, conversation durant laquelle il m'a raconté sa vie dans cette solitaire section pour malades, dans ce camp de concentration.

Il m'a dit que l'on ouvre sa porte pendant la nuit, qu'on l'interroge - "Quand as-tu donné un coup de revolver" - et on le menace à l'aide de mitraillettes, ou un policier braque son pistolet sur lui pour l'effrayer. La porte refermée, on entend encore le rire bruyant des gardiens.

Ce jour là, la température extérieure était de plus ou moins 30 ° et Günter Sonnenberg demanda d'ouvrir la fenêtre pour avoir un peu d'air; il était assis, affaisé à la table et portait toujours les vêtements de prison, ceci malgré le fait qu'il soit considéré comme malade. Il ne demandait rien d'autre que d'ouvrir un peu la fenêtre, mais celle-ci, munie d'un verre épais, ne fut pas ouverte, son mécanisme étant oté pour raisons de sécurité.

Pendant son séjour, Günter Sonnenberg a demandé à maintes reprises à voir son avocat. Non seulement on ne lui a pas répondu, mais les gardiens lui affirmaient qu'il n'aurait jamais plus de visites. Toutes les demandes de visites d'amis ou de simples connaissances lui furent refusées.

Mes demandes visant à emmener le prisonnier dans un endroit plus aéré du camp de concentration, n'aboutirent pas pour "raisons de sécurité" toujours. Quand j'ai demandé pourquoi il était impossible d'effectuer une promenade avec le détenu, le garde m'a répondu que c'était "à cause de la population"... Chacun se rappelant un peu la période pré-constitutionnelle, peut constater que la justification des brimades est du même type qu'à cette époque. De plus, on n'a pas mis à la disposition du prisonnier les journaux, une radio, des livres ou revues, la correspondance de la défense, tout comme on ne l'a pas informé des décisions du juge. A mes réclamations, on a toujours répondu par les éternelles "raisons de sécurité".

Bien que je sois incompetent en "affaires" de camp de concentration, je me suis permis de faire état d'une décision du juge Kuhn, décision selon laquelle Günter Sonnenberg a le droit de recevoir des revues et autres lectures, de posséder une radio.

(question d'un journaliste demandant de préciser la date de la décision du magistrat)

La réponse à cette question, je la donnerai par la suite, la date se trouvant dans ce dossier. Ce que je voulais simplement, c'était vous fournir quelques exemples de l'isolation totale imposée au prisonnier et aussi vous montrer la façon dont le ministère public respecte les décisions du juge d'instruction.

Par ailleurs, toutes les demandes de visite émanant de connaissances et d'amis de Günter Sonnenberg ont été refusées avec les justifications les plus bizarres. Pour un des visiteurs, on prétendait qu'il fréquentait des milieux anarchistes, des conspirateurs ; pour un autre, on affirmait qu'il payait régulièrement son loyer, mais qu'il était suspect qu'il change assez souvent de résidence. Ce fait seul pouvait déjà éveiller des soupçons. Je ne vais pas donner d'autres détails quant à l'absurdité des excuses invoquées, excuses qui ont pour but le maintien de l'isolation.

La date de la décision du juge est le 27 mai 1977 et dit ceci "Ci-joint vous trouverez une copie d'une décision de ce jour, selon laquelle, l'achat de journaux et de revues est permis à votre client. Il n'y a pas d'objection de principe au sujet de l'achat de livres. Toutefois, je dois autoriser l'achat de chaque livre séparément. Pour accélérer cette procédure, je vous propose de les faire parvenir à votre client directement par le second juge d'instruction."

Donc, il n'y a pas d'objection, mais les fonctionnaires du ministère public déclarent à la défense que ces décisions ne les intéressent pas.

Lors de cet entretien, j'ai eu l'occasion d'entretenir Günter Sonnenberg de ce soi-disant ordre d'arrêt du 18 mai 1977, dont la défense a reçu entretemps la copie. Il est évident que Günter Sonnenberg ne s'en rappelait pas. A ce moment là, les médecins traitants, Henck de la prison et le professeur Müller, considéraient que le prisonnier était inapte à l'instruction ; le professeur Driessen, médecin conseil, qui se considérait surtout comme un "fonctionnaire", déclara tout le contraire, impliquant de ce fait la poursuite de la procédure judiciaire.

Günter Sonnenberg m'a dit qu'il avait repris conscience pour la première fois à Stammheim et qu'il avait remarqué où il se trouvait. Pour vous l'expliquer de façon plus vivante, je vais vous lire quelques passages du rapport d'instruction, instruction menée avec un inculpé non conscient de sa situation, avec l'aide d'un avocat provisoire, commis d'office.

On y dit notamment... (un journaliste demande la date du rapport et il lui est répondu "le 2 juin") ... et maintenant, lecture de ce passage.

- Le juge : "votre prénom ?"
- G.S. : "Günter"
- le J. : "et votre nom de famille ?"
- G.S. : "Sonnenberg"
- le J. : "Votre date de naissance ?"

L'accusé ne répond plus, il fait un petit mouvement de la main, de sorte qu'il donne l'impression qu'il ne veut plus rien dire.

Chacun, ayant lu l'expertise médicale de ce moment, doit se demander quel est le rapport entre pareille procédure et une instruction ?

On maltraite un malade inapte à l'instruction, et, celui qui connaît la réglementation sur les méthodes non admises d'instruction peut former son propre jugement ; quant au fait de collaborer à pareille procédure, il est déjà répréhensible en soi.

Donc Günter Sonnenberg ne reçoit aucune information, pas de courrier, pas de visite, est interné en isolation totale, alors qu'il est inapte à l'instruction (m'a dit lui-même le juge) et qu'il est sorti de la prison de Stammheim pour être placé à l'hôpital psychiatrique de Weissenau. Mais il y a une chose qu'a omis de dire le juge d'instruction, je le dis maintenant : l'inculpé est inapte, par la même occasion, à subir une peine normale, sauf si l'on s'en réfère à des "règlements spéciaux, extraordinaires". Le juge aurait du le signaler dans ses décisions, pour que chacun comprenne ce qui arrive aux prisonniers politiques: ils ne subiront pas une peine réglementaire, mais une "peine spéciale".

Dans le cadre de ce que je viens de vous expliquer, je demanderai le plus rapidement possible la révision de la procédure, un nouvel examen des circonstances de son arrestation et, à cette occasion, je développerai encore une fois mon point de vue.

(propos complémentaires de Me Weidenhammer)

J'insiste pour que vous compreniez clairement la portée des faits décrits, car lors de cette révision des circonstances et de la procédure de l'arrestation, nous demanderons la mise en liberté. C'est là le point important. Günter Sonnenberg ne peut pas rester plus longtemps en prison.

décision type - pré-formulée et appliquée identiquement à chaque  
prisonnier

- décision de la court fédérale contre Angelika Speitel

75 Karlsruhe, 28 septembre 1978

DECISION

instruction contre Angelika Speitel, adresses.....

incarcérée pour  
entre autres: meurtres  
la demande du Procureur général fédéral sera exécutée par le Bundesgerichtshof  
selon le § 119 StPO:

1. La maison d'arrêt de Bochum est désignée comme Maison d'arrêt compétente.  
La détention préventive sera exécutée dans l'hôpital "Bergmannsheil" à Bochum.
2. Le placement de la prévenue avec les autres prévenus (momentanément en traitement dans le même hôpital) dans la même pièce est exclu.
3. Les fenêtres de la chambre d'hôpital dans laquelle se trouve la prévenue doivent être (note: dans le sens de "donner l'ordre de ") assurée contre les évasions et les communications vers l'intérieur.
4. La chambre qui se trouve au-dessus de l'accusée (étage supérieur) doit être évacuée.
5. Devant la chambre d'hôpital, un contrôle doit être exécuté pour les entrées et les sorties par le moyen d'un sas ou quelque chose de semblable.
6. La sécurité de la chambre d'hôpital à l'intérieur du bâtiment doit être assurée par un commando spécial sous la protection des polizeipräsidenten de Dortmund, lesquels sont soumis aux ordres des polizeipräsidenten de Bochum.
7. Le polizeipräsident de Bochum décide avec l'accord de la direction de l'hôpital, de permettre quels membres du personnel médical est habilité à entrer dans la chambre de l'accusée.
8. Les forces de sécurité ont le droit de fouiller la chambre de l'accusée à n'importe quel moment.
9. L'accusée ne peut pas porter ses propres vêtements.
10. L'accusée peut avoir jusqu'à 20 livres dans sa chambre.
11. L'accusée peut avoir jusqu'à 4 journaux en langue allemande et 2 journaux en langue étrangère et 4 revues en langue allemande par mois, il est entendu qu'il s'agit là de journaux qui sont en vente courante dans le commerce. Cela par l'intermédiaire de la Maison d'arrêt.  
Pour d'autres imprimés, il faut d'abord l'accord et le contrôle du tribunal compétent.
12. L'accusée peut écouter la radio par la distribution commune à tout l'hôpital. En dehors de cela, elle peut employer sa propre radio, à l'exception des ondes courtes. Si cet appareil n'est pas fourni par la Maison d'arrêt, il doit être vérifié par un employé de l'Office des Affaires criminelles du Land de Nord-Rhein-Westphalie, et ce pour que cet appareil corresponde exactement aux normes établies par nous.

13. Les paquets contenant d'autres matières que des imprimés doivent être transférés immédiatement au Directeur de la Maison d'arrêt qui décidera s'il peut être délivré à la prévenue.
14. L'accusée peut recevoir des visites individuelles sur autorisation officielle. La visite de plusieurs personnes est exceptionnellement accordée si elle est groupée. Le temps de visite est généralement de 30 minutes et ne peut être autorisé uniquement que sur autorisation exceptionnelle. La visite est immédiatement interrompue si l'accusée ou le visiteur en abuse (c'est-à-dire fournit des informations troubles, refus de se soumettre aux contrôles des employés, au dépôt de ses affaires, discute des activités criminelles de la scène terroriste ou dans les groupes de soutien, discussion sur la guérilla, y compris grève de la faim dans les prisons, ou le comportement général des autres accusés pendant leur instruction).
15. Il n'est pas permis aux visiteurs de ramener de l'alimentation, des sucreries ainsi que d'autres objets à l'accusée.
16. Le visiteur doit être fouillé et palpé, ses vêtements ainsi que ses objets, avant chaque visite.
17. Pour l'exécution des visites, des dispositions doivent être prévues, et il est exclu que des documents écrits puissent lui parvenir et d'autres affaires (comme par exemple: vitre de séparation transportable pendant son hospitalisation). Les visites des proches de la famille peuvent avoir lieu, s'ils le demandent, sans être touchés par ces mesures (note: tant qu'elle reste à l'hôpital). Si l'état de l'accusée le permet, après chaque visite (faite en dehors de ces mesures de sécurité), elle doit être complètement déshabillée et fouillée.
18. Les défenseurs doivent être, avant chaque visite, être palpés -eux, les vêtements et les affaires personnelles - et soumis au détecteur de métaux. Les défenseurs ne sont pas autorisés à emporter dans la chambre d'hôpital (ou cellule médicale) des dictaphone, enregistreur, etc. Les documents et dossiers de la défense doivent être soumis au contrôle du juge avant d'être transmis à la prévenue. Ceux-ci sont refusés au cas où la personne chargée d'effectuer le contrôle ne transmet les documents en question au juge lui-même, vu les § 148 et 148a StPO.
19. La sécurité extérieure de la chambre d'hôpital est sous la responsabilité du Président de la police de Bochum.
20. Dans tous les cas, le règlement pénitentiaire est appliqué dans l'hôpital.

MOTIF

Suite au mandat d'arrêt rédigé par le juge d'instruction de la Cour de justice fédérale du 21 juillet (I BGs 265/78), complétée par la décision du juge d'instruction de la Cour de justice fédérale du 25 septembre 1978 (II BGs 1250/78) l'accusée se trouve depuis le 25 septembre 1978 en détention préventive.

Il lui est entre autres reproché, le 24 septembre 1978 d'avoir tiré à plusieurs reprises et d'avoir tué l'inspecteur de police Hansen et blessé grièvement l'inspecteur principal Schneider en compagnie de Michael Knoll et d'un autre membre de l'association terroriste "R.A.F.", et d'un troisième qui a échappé à l'accusation.

Décision du 28 septembre 1978 (Suite).

L'accusée a également été blessée par une balle de l'inspecteur principal Schneider qui lui est restée dans la cuisse gauche. Suite à cette blessure, son transfert à l'hôpital "Bergmannsheil" à Bochum a été nécessaire. Les suites des blessures de l'accusée ne sont pas si graves, à tel point qu'une évasion n'est pas à exclure. Vu le comportement de l'accusée pour éviter son arrestation et l'attitude des autres membres de la R.A.F. en liberté qui ont toujours réaffirmé leur volonté de libérer les prisonniers, toutes les mesures de sécurité sont nécessaires.

**quelques exemples significatifs des conditions de détention  
générales des prisonniers de la RAF**

- Siegfried Haag, extrait de lettre sur la vitre de séparation
- Iutz Taufer, 2 extraits et un rapport de visite
- Knut Folkerts, description des conditions de son arrestation  
aux Pays-Bas
- extraits d'expertises médicales

06/52 Extrait d'une lettre de Siegfried Haag  
à propos de la vitre de séparation

---

..."Depuis le 1er juin, les visites ont lieu derrière la vitre de séparation. Parce que par la suite il y eut trop peu de ces engins, les visites d'avocats n'eurent bien souvent pas lieu. En plus, le Ministère de la Justice a ordonné immédiatement que les visites surveillées devaient également avoir lieu dans le local avec la vitre de séparation.

Entretiens, les proches n'y sont plus obligés; les autres visiteurs oui, pour autant qu'ils existent.

Je dis cela aussi froidement : j'avais déjà imaginé auparavant comment se présentait ce truc en verre cuirassé d'un mètre cube. Mais lorsque réellement je me trouvais derrière, que je l'éprouvai de mes sens, je sus que cela dépassait mon pouvoir d'imagination. Il faut le vivre.

Concrètement, on peut le décrire comme suit : une brèche entre deux cellules, retenue par des châssis d'acier massifs, épais, où l'on a foré des milliers de petits trous et qui retiennent le double disque d'environ 5 cm d'épaisseur. La vitre ne transmet pas la voix parce que les mots sont absorbés par les trous. La voix arrive de n'importe où, elle est transformée et pour pouvoir se comprendre, il faut crier. Même quand il fait tout à fait calme, il faut encore parler à voix haute. Une conversation de deux sourds.

On se trouve face à face dans un aquarium sans eau - la dernière impression sensée est faussée, hachée -, on se penche en avant et on essaie de faire passer les phrases au travers des trous. On regarde automatiquement à l'endroit de la fenêtre où on parle et quand l'autre répond, on ne peut plus le regarder correctement pendant qu'on tend l'oreille et que l'autre parle et regarde au travers de la vitre. Mais c'est assez. On ne peut pas décrire comment cela fonctionne réellement.

Quand la conversation est terminée, ce n'est que plus tard qu'on perçoit la dimension que cela a, quand on se lève et qu'on ne peut pas aller vers le visiteur, que la main se heurte contre la vitre au lieu de rencontrer l'autre...

Plus aucun mot à ce sujet parce que cette vitre n'est qu'un élément du dispositif complet, beaucoup plus important, de ce qui fait les conditions de détention - et que tu connais certainement parce qu'elles sont partout plus ou moins identiques.

Le ministre de la justice Palm a clairement propagé ses idées ces derniers temps. C'est sa fonction politique pilote, qui recompose en pratique ses super-prisons avec une perfection souabe."

Stammheim, le 1 juillet

extrait Lutz Tauber '78

"l'arme du combattant est son humanité"

la phrase ne peut être comprise que si on la lit aussi à l'envers - ou mieux, quand on décompose sa dialectique.

un type est ce qu'il fait. comme il s'exteriorise, comme il se réalise dans son produit. il n'y a pas d'alternative ici et à présent avec 24 heures de refroidissement, d'expropriation, de dé-expression en tant qu'homme, quand tu exprimes ton humanité en luttant 24 heures sur 24 et par ce fait tu t'exteriorises.

et la chose fonctionne uniquement contre cela. et cela fonctionne dans le groupe. le groupe est l'action, et ainsi il est la voie: humanité.

il y avait les cellules d'isolation fermées à clef. et il y avait là-dedans comme une pièce, un temps individuel, personnel qui avaient le pouvoir de te faire exprimer, penser, écrire, lire il y a encore à vrai dire des cellules d'isolation, mais elles ne sont plus "fermées", tu n'es plus pour toi. donc: nous savons qu'ils contrôlent, enregistrent, analysent toutes nos expressions de vie. qu'avec eux on est considérablement rejeté sur soi-même. dans le vide social. à présent, le contrôle, la surveillance, l'analyse de tes manifestations vitales sont démontrés intensivement. tu t'aperçois qu'ils sont toujours et partout présents. loth (sous-directeur de la prison de köln-ossendorf) a dit à hanna krabbe: "vous serez observés aussi longtemps que vous direz que les prisonniers de stammheim ont été assassinés. l'observation par l'espion à ossendorf est pratiquée par intervalles allant de quelques secondes jusqu'à 30 minutes. la légitimité de cela est qu'on ne peut pas la constater, et donc qu'on ne peut pas s'y adapter.

et l'espion est seulement une petite partie du tout. la démonstration pendant la visite, la muselière, en est une autre.

2. extrait d'une lettre de lutz tauffer du 16.4.1978:

2. : "le "truc"\* dont tu ne t'es pas souvenu du nom, s'appelle muselière. il est la démonstration de la censure, de la présence de l'état. et il s'applique exactement au nouveau système, qui se dresse contre nous depuis le 18.10 et il est important que vous le (le système) compreniez, parce qu'il n'a plus rien à voir avec la "vieille" isolation; mais il a la qualité de l'aile morte; pour ainsi dire il est son principe chambardé/bouleversé.

...

il y a eu la cellule d'isolation fermée. et il existait là-dedans quelque chose qui ressemblait encore à une liberté d'agir personnelle, individuelle; liberté d'action de temps, de s'exprimer, de penser, d'écrire, de lire. la cellule d'isolation existe en effet ici, mais elle n'est plus "fermée". tu n'es plus pour toi. nous savons qu'ils contrôlent, enregistrent, saisissent / conçoivent toutes nos manifestations vitales. qu'on est - avec eux - désavantagé amplement. en vide sociale. à présent le contrôle, l'observation, l'enregistrement de tes manifestations vitales est démontré intensivement. tu ressens qu'ils sont présents toujours, partout. lolh (sous-directeur de la prison de köln-ossenderf) a dit à hanna krabbe: "vous serez observée aussi longtemps que vous direz que les prisonniers de stammheim ont été assassinés. l'observation par le

judas passe en intervalles qui s'espacent de quelques secondes à 30 minutes. la régularité dans cela est qu'on ne peut pas la constater, c-à-d on ne peut pas s'y préparer. et le judas n'est qu'une petite partie du tout. la démonstration pendant la visite, la muselière, en est une autre."

les prisonniers politiques ont fini cette grève de la faim, sans avoir obtenu un nouvel élargissement, garanti par des organisations internationales. il n'y a eu que des pourparlers individuels dans les différentes prisons, lesquelles n'ont traité que des exigences séparées concrètes. après que les prisonniers de la raf à hambourg aient annoncé la résistance active contre l'alimentation forcée et une grève de la soif, les représentants du senator für justiz, meyer, ont promis d'accorder les revendications concrètes des prisonniers, c-à-d: les prisonniers reçoivent la possibilité de se voir quotidiennement, ils reçoivent leurs matériaux de travail, que les flics ont retenu depuis leur transferts de stammheim à hambourg le 8.8.77.

\*le truc -

cela s'adresse à un masque blanc (comme ils utilisent dans les hôpitaux). quand deux camarades ont visité lutz tauffer - prisonnier de la raf - pendant la grève de la faim, ils étaient forcés de la mettre devant la bouche.

## A propos de la "terreur de la visite"

d'après la loi et le règlement pénitenciaire, il m'est octroyé mensuellement deux visites d'une heure; il existe ici des bons de visite unitaire de 60 min., représentant une unité de visite.

aujourd'hui à 14 heure, j'ai reçu une de ces visites, autorisée pour birgit h. - 60 min. selon le bon de visite. le gardien ströhler vint vers 13 h. 30 pour me conduire à la salle où je dois me changer avant chaque visite. je suis arrivé vers 13 h.40 dans la salle des visites où déjà un civil attendait.

il se présenta comme étant "szisckka" (phonétiquement) du lka. il m'interdit d'embrasser birgit, je pouvais seulement lui donner "une poignée de main", et il me prévint qu'il interromperait la visite si nous parlions de la "scène terroriste".

après que j'aie serré la main de birgit, "szisckka" dit sur un ton de commandement agressif "vous, asseyez vous ici!". je m'assieds donc à cette table où est déjà assis un autre civil qui reste tout le temps muet.

birgit me dit que "szisckka" a limité, sans hésiter, le temps de la visite à 40 min. et il est impossible d'obtenir une justification. "szisckka" marmone seulement "le temps dépendra de vous" - ce qui veut dire clairement : "après avoir réduit le temps de la visite d'un tiers, vous êtes pressés par le temps".

lorsque birgit a dit "d'abord vous voulez prendre mes empreintes digitales et ensuite vous raccourcissez le temps de la visite", il est devenu encore plus énervé et agressif. il en vint progressivement à essayer de nous intimider, nous menacer, et nous provoquer.

l'arbitraire de ce raccourcissement du temps de visite, sans motif, ressort clairement de cette manière de faire. c'est ainsi que, du début à la fin, il fut impossible qu'une communication ou une conversation ait lieu dans cette atmosphère tendue, agressive et menaçante.

consentir à accepter ces courtes 40 min., cela aurait voulu dire s'exposer sans défense à 40 min. de terreur psychologique. j'ai interrompu tout de suite, en accord avec birgit, la visite lorsqu'il fût clair que "szisckka" s'en tiendrait à ses 40 min. je lui dis que j'aurais les soixante min. autorisées, et dans d'autres conditions, ou pas de visite.

je me lève et donne la main à birgit, sur quoi "szisckka" se jette sur nous et en vient aux mains. il est évident qu'il cherche à provoquer une bagarre afin d'avoir un motif pour durcir les conditions de détention.

comme je ne répondais pas à sa provocation, il ouvrit la porte de la salle de visite. le gardien ströhler, qui m'avait conduit là n'était pas reparti comme d'habitude mais avait tout le temps attendu devant la porte, une serviette sous le bras. il est évident qu'il s'avait que la visite n'allait pas durer longtemps.

je demandai à ströhler (en ce qui le concerne : il y a deux semaines il fût attaqué par quelques types - probablement d'anciens prisonniers - et jeté dans une fosse à purin) de pouvoir parler tout de suite au directeur de la prison, afin d'obtenir les 60 min. de visite.

une telle discussion me fût refusée par l'administrateur général (oberwalter) bambei avec la précision qu'ici c'était comme pour la location d'une voiture : une heure ne dure souvent que 40 min.. il téléphona alors à schneider, à coté duquel "szisckka" était visiblement assis; en tout cas schneider approuva tout de suite la décision de bambei. on refusait, sans s'informer plus haut, d'autoriser les soixante min. : "vous pouvez vous plaindre auprès du directeur!".

toute l'affaire, en faits, avait été organisée à l'avance, la provocation, le raccourcissement du temps de visite par le lka, la tentative de provoquer une bagarre et l'approbation par schneider.

cette terreur pendant la visite est systématique. c'est une partie de la stratégie présentée par le bka, la baw, et la conférence des ministres de la justice : "la destruction de chaque communication cohérente qui nous sont parvenues jusqu'à ce jour, afin de nous briser".

on peut rattacher à cela le fait que je n'ai jusqu'à ce jour, à part les courtes communications que sont les lettres de mes soeurs, jamais reçu mon courrier complet.

le changement dans la "surveillance" des visites pour les membres du groupe aujourd'hui à cologne est exagérée. cette provocation permanente, cette démonstration de force et cette tentative d'humiliation ne se sont jamais produites quand nous étions ensemble à cologne. maintenant, ici, elle est permanente.

- birgit me rendit visite avec w le 4 avril dans la salle des visites - un gardien et un flic du lka étaient présents. le flic du lka s'appelle "helbing". il sortit de sa serviette, avant le début de la visite, quatre masques pour le visage et exigea que nous, le gardien et lui-même mettions un tel masque sans quoi il interrompait immédiatement la visite.

les masques n'étaient rien d'autre qu'une démonstration ouverte de la censure : une muselière. la même censure qu' helbing exerça pendant toute la visite en interrompant chaque phrase, aussi banale soit-elle, empêchant ainsi toute conversation.

dans ce sens, il menaça d'interrompre la visite si birgit répondait à ma question sur la publicité et les observateurs du procès contre croissant. il fût impossible d'obtenir une explication concernant les masques et l'excessive censure.

- le 11 avril j'apprends par conradis que mes parents sont tous deux gravement malades. j'essaie d'obtenir une autorisation de visite pour ma soeur, ici à bochum. elle me fût refusée durant plus de 2 semaines avec pour prétexte que j'allais bientôt être transféré.

après le transfert à schwalmstadt, je propose alors une visite prolongée pour ma soeur d'après le § 24.2. stvollzg. la visite prolongée sera d'abord accordée, puis refusée par la suite.

- toutes les demandes ultérieures pour le mois de mai seront repoussées car "on n'en voit plus maintenant la nécessité".

- la demande pour siegfried haag, emprisonné à heidelberg, a été refusée pour "raisons de sécurité!", sans autre explication.

- le 29 mai, j'ai introduit une demande de visite pour p a et a h sur l'entête de la demande, au "noms des visiteurs", l'adresse manquait - le demande revint, pourtant cela n'avait jamais encore été exigé. elle revint une deuxième fois : les dates de naissances manquaient : cela n'avait non plus jamais été exigé et de toutes façons j'ignorais ces détails qu'ils pouvaient connaître tout de suite, ces deux personnes m'ayant déjà rendu visite une bonne douzaine de fois durant ces trois dernières années - et qu'à chaque fois, tout ce qui se trouve sur leur carte d'identité a été recopié de la première à la dernière ligne!

en fait, ce qu'ils cherchent, ce n'est pas une adresse mais une "raison" pour refuser la visite. la demande revint une troisième fois : la demande pour p a était d'office refusée car je ne pouvais pas donner son adresse, et la demande pour a h s serait contrôlée!

jusqu'à aujourd'hui, pas de nouvelle! il serait inutile de demander d'autres visites tant qu'il n'est pas établi que cette terreur existe effectivement.

certains de mes visiteurs doivent se déplacer depuis l'autre bout de la rfa, d'autres doivent d'abord demander un jour de congé car l'habituel samedi réservé aux visites m'a été retiré. il ne faut quand même pas croire que ces gens viennent ici simplement pour s'entendre dire par un de ces porcs du lka qu'il raccourcit la visite d'un tiers!

il n'est pas dans mon intention non plus d'offrir à la sécurité de l'état cette dernière possibilité de communication avec l'extérieur comme champ de manoeuvre pour exercer sa terreur psychologique et pour criminaliser les visiteurs (prise des empreintes digitales).

dès lors, je ne ferai plus durant ces visites qui n'en sont plus de communications, discussions ou informations.

il faut encore mentionner le directeur du service de surveillance steinbrecher. alors que mes lettres ont été censurées, et mes visites interdites, il m'est parvenu une lettre de elfgen, et steinbrecher voulait que elfgen me rende visite.

ce dernier était membre de la mission allemande à stocholm, et là bas, il travaillait de manière illégale pour le bka : il espionnait la gauche suédoise, et quand ce fait fut connu un décret d'expulsion lui fût notifié par les autorités suédoises.

quelques jours plus tard, elfgen se trouvait en temps qu'otage dans les mains du commando Holger Meins.

elfgen écrit le 27 mars, c.à.d. deux semaines après que le groupe de prisonniers de cologne ait été séparé et que l'isolation individuelle et terroriste soit à nouveau instaurée :

"le manque de communication libre avec d'autres personnes que les membres de la justice sera pour eux un accroissement des difficultés particulièrement pénible. dans leur intérêt j'aimerais avoir une discussion avec eux."

le calcul de la sûreté de l'état est évident: le prochain "allégement des conditions de détention" qui me sera proposé, sera de m'offrir une activité en groupe. "télévision" avec les trois gueules d'auschwitz, klehr, kaduk, et erber qui sont la vérité la plus simple du capital : le meurtre du peuple, le plus systématique et le plus bestial.

après que, il y a quelques jours ces trois prisonniers politiques furent transférés de berlin vers la nordrhein-westfalen, il est clair

que ce n'est pas pour les raisons d'une "répartition égalitaire" que j'ai été transféré à Schwalmstadt, mais plutôt pour pouvoir m'écraser dans cette guerre psychologique menée contre 50.000 détenus de la RFA.

"Le combat armé et anti-impérialiste est semblable au nazisme": une phrase de Brandt après l'exécution des quatre prisonniers.

Le calcul sadique de cet arrangement: comme ils savent que jamais je n'accepterai ces "activités de groupe", ils vont pouvoir m'isoler en en rejetant la responsabilité sur mon dos.

---

Lutz Taufer, Schwalmstadt le 6 juin 1978

Knut Folkerts en Hollande

---

A propos des conditions de détention

Témoignage de Knut Folkerts sur le traitement et les conditions de détention.

---

Transport au quartier général des flics, des menottes aux mains et aux pieds jusqu'à n'en plus pouvoir.

Ils me jettent sur le plancher d'une voiture de tourisme, me tordent les bras, l'un d'eux me frappe entre les jambes avec un regard dément. Ils me gueulent dessus et foncent à travers la ville, et tout le temps, des pistolets armés braqués contre ma tête.

Au pas de course dans la cave des flics, sur le sol ils me déshabillent. Jeté au sol dans un trou, avec seulement un slip et un pull. Au bout d'un moment, quelqu'un rentre après m'avoir observé par le judas, un porc du B.K.A. (police criminelle fédérale), il me reconnaît immédiatement, il ricane grassement et attaque tout de suite sur Schleyer.

Il me menace, me tourne en dérision et disparaît après une demi-heure. Après cela, brutalités durant la prise d'empreintes avec quelques 30 flics.

La nuit, ils me traînent par terre sur le ventre, pieds et mains enchaînés, dans la cour, "protégé" par une colonie de flics armés de mitraillettes.

Ils me jettent à nouveau sur le plancher d'une voiture, devant le siège arrière. L'un d'eux s'accroupit sur moi après m'avoir recouvert d'un imperméable. Un autre se cache derrière le dossier arrière, avec une arme. Je n'ai pas d'air, quand je bouge un peu, il me frappe sur la tête, de son pistolet.

Arrivée à la caserne de Mariénaussée (à peu près comme le BCS - Bundesgrenzschutz, police para-militaire).

Après les photos, une cellule sans fenêtre, dans un coin, sur un matelas dégueulasse.

Je suis allongé sur le ventre, mes pieds et mes mains sont complètement engourdis.

Alors, à chaque fois, 4 à 6 flics rentrent, et m'obligent à m'asseoir bien droit, et à ouvrir les yeux.

Ils me menacent et "me cuisinent".

Cent fois la même chose.

Ils se relayent toutes les heures, et une nouvelle équipe arrive.

J'exige un avocat.

Ils disent qu'ils décideront cela peut-être la semaine prochaine. Ou même pas du tout.

"Qui veux-tu donc comme avocat?" Et ça continue ainsi sans cesse pendant 24 heures.

"Je pourrais recevoir de l'eau, à condition que je parle"...

Au début, ce sont des flics hollandais. Plus tard se joignent ceux du B.K.A. Soi-disant des "interprètes", qui prennent les choses en main. L'un d'eux a des cheveux longs, jusqu'aux épaules, il est cool ("le bon"), et l'autre, sans doute le chef, fait des menaces significatives sur la pendaison ...

Les flics hollandais se barrent en ricanant.

Ensuite, un long discours rééducatif qui s'achève finalement en bons termes, si bien que le chef flippe et crie pendant dix minutes. Et puis la même chose qu'au début. Tout tournait autour de Schleyer naturellement.

Ils parlent sur un ton tout à fait familier, avec les prénoms des camarades, et font comme s'ils savaient tout. Je n'aurais pas vraiment besoin de trahir, il me suffirait de hocher la tête quand ils le demanderaient!

Ils me menacent dans le cas où il arriverait quelque chose à Schleyer. Ils se jettent sur moi, ils vont aussi loin que possible. - C'est évident depuis le moment de l'arrestation, et ils laissent traîner l'affaire, conformément à leur tactique. -

Oui, je m'attends à tout; plus tard, ils ont déclaré ouvertement dans certains papiers, qu'ils avaient examiné la possibilité d'employer la torture par drogues. Si cela n'a pas eu lieu, c'est uniquement par souci de "publicité" à l'étranger.

Le jour suivant, le chef du B.K.A. jette tout le monde dehors et commence: un million de DM, de nouveaux papiers et la liberté immédiate contre Schleyer.

Le soir, l'avocat arrive; il vient de lui-même, après qu'il en ait entendu parler.

Le jour suivant, il fait une déclaration de presse, qui aura pour conséquence de faire disparaître les allemands. Les jours suivants, les flics hollandais continuent.

Quand parfois je dors pendant la pause, les porcs de la caserne de Maréchaussée cognent contre la porte ou tirent continuellement la chasse d'eau, allument et éteignent la lumière. Puis, la lumière restera allumée jour et nuit.

Ce marche "comme un canard" avec les menottes aux pieds jusqu'au lavabo.

Au milieu de la semaine suivante, ils m'emmènent en convoi à la caserne de Stutterberg (l'aéroport de l'otan où se trouvent surtout des yankees).

Après la déclaration de presse de l'avocat, il y eut des questions au parlement à propos de mon traitement. Là-dessus, la justice néerlandaise déclare qu'à présent je serais un prisonnier normal.

Voici à quoi cela ressemble: un mini-camp de concentration, des rouleaux de barbelés, des chevaux de frise, des projecteurs, des postes de veille, des jeunes fascistes en tenue de combat ...

La cellule se trouve dans une aile morte du bâtiment, sans fenêtre (quelques briques de verre!) et avec une lumière sombre. Des planches de bois servent de table et de siège.

A part cela, rien que des murs blancs.

On n'entend que le ventilateur.

Je suis assis là du matin 7 heures au soir 10 heures. Sauf pendant la demie heure de promenade dans la cour de quelques mètres carrés, avec des murs élevés et entourée de barbelés.

Quand j<sub>2</sub> sors, ils chargent leur mitraillette; quand je tourne dans les 5 m<sup>2</sup>, ils me suivent dans le viseur. Quelques uns sur le toit restent en contact radio avec les autres postes.

Je porte une combinaison et des chaussettes de filé. Ils m'attachent les mains dans le dos.

La nuit, un trou de 3 m<sup>2</sup> avec une pailleasse; parfois je demande pour aller pisser, seulement pour aller prendre un peu d'air. Pour cela, je dois sonner, alors une troupe de 4 à 6 pores de la Maréchaussée arrivent; ils restent toujours à 2 m d'intervalle autour de moi. Ils se font une joie quand je vais à la toilette: ils me visent avec une mitraillette et jouent avec la gachette.

Un type sans arme m'apporte la bouffe. Ils attendent que j'ai fini, ils se poussent et rigolent bêtement.

Après chaque visite de l'avocat: déshabillage. Alors, nu, je dois me mettre le visage contre le mur et me baisser, ce que je ne fais pas; alors quelques uns m'assaillent, me tordent les bras et me donnent des coups dans le ventre avec le tranchant de la main, un autre, avec des tics déments, me tire par les cheveux. L'officier me déchire les parois du cul. Ce faisant, il ne voit rien, mais le principal pour lui est d'exploiter la situation. Je suppose qu'il tirerait en cas de résistance plus vive.

Quand parfois un flic du KRIFO (police criminelle) vient, puis s'en va désillusionné, il leur conseille de m'examiner encore une fois, ce qu'ils font avec joie.

Deux fois par semaine, douche au second étage: le bâtiment tout entier est placé dans l'obscurité, des sacs de sable sont placés devant chaque fenêtre. Pendant la douche, l'un d'eux se tient les bras tendus en me visant de son revolver.

La nuit, ils frappent contre la porte en fer, ce qui fait un bruit d'enfer dans tout ce silence. Juste au-dessus de la cellule dortoir, pendant des heures, ils font un "white noise": tack-tack, avec une persistance horrible; plus vite, puis une pause, puis ils recommencent ...; ça sonne assez métallique, mais ce sont des bâtons de bois avec lesquels ils frappent sur le sol. Lorsque je sonne, l'officier demande que j'entends, "lui, n'entend vraiment rien".

Je laisse tomber, pour ne pas les accréditer et les stimuler. Cela dure jusqu'au matin, au changement d'équipe.

Tout cela est très ouvert et très direct: un contexte exceptionnel et des provocations en permanence. Ils m'observent continuellement par le judas.

Ils y vont le plus fort dans la nuit du 18 octobre (assassinat des prisonniers dans leur cellule à Stammheim). Cela ne sonne plus mécaniquement, ils braillent, ils trépigment pendant des heures (dans la journée, 2 flics néerlandais étaient là et disaient que les gens de Stammheim devaient certainement être libres maintenant).

Face à l'avocat, le chef de la caserne ne proteste pas et affirme que tout ce qui se passe autour de moi ne se reproduirait plus. La nuit bien-sûr, il n'est plus là, et tout recommence naturellement.

Le tribunal a infirmé toutes les restrictions de même que l'isolation totale. Le gouvernement fédéral demande à la justice néerlandaise de renforcer les conditions de détention / "surveillance" à cause des risques de "suicide". Mais ici, il ne reste plus rien à renforcer et ainsi apparaît dans la presse: "Folkert est placé en absolue sécurité".

L'avocat m'apporte quand même quelques livres. Lecture et gymnastique ...

Les avocats introduisent une requête.

Le représentant du ministère de la justice rapporte à l'extérieur que, en fait, je serais bien traité ici, avec des privilèges comme deux cellules ...

Pas un mot sur l'isolation.

J'aurais des visites d'avocats et, pour cela, même un magnétophone à cassettes.

Le tribunal vient en grande pompe à la caserne qui a été maquillée au préalable. Il trouve tout évidemment bien en ordre, mais ce qui les embarrassait, c'était que l'histoire du magnéto ne soit pas vraie. Le lendemain, quelqu'un vient m'en apporter un avec trois cassettes de James Last.

Le représentant du ministère de la justice menace le juge de lui faire porter l'entière responsabilité s'il dénonce l'internement.

Par trois fois, des confrontations ont lieu. Le B.K.A. et le B.A.W. (Bundesanwaltschaft: accusation fédérale) réquisitionnent pour cela 20 à 30 personnes dont quelques unes sous la menace et les acheminent en wagons spéciaux et bus à la caserne. Elles m'observent à travers une vitre, parmi elles, Madame Ponto, débarquant de son exil américain.

Au bout de 6 semaines, ils me transférèrent à Maastricht dans un hélicoptère de la marine: l'aéroport est contrôlé par l'armée. Il y a des tanks de la "Rijkspolitie" (police nationale) et, en plus, la gendarmerie, la police criminelle, le C.R.I. (services secrets, département T (terroriste), sans compter les conseillers militaires allemands et américains qui y sont engagés depuis la Haye. Pendant le vol, un schizo me vise avec son pistolet à travers la poche de son manteau.

Atterissage dans la cour de la prison.  
C'est le camp le plus nouveau et le plus moderne dans le genre, qui ressemble à Stammheim. Des tanks à l'entrée.  
Dedans, pas d'armes de protection, mais l'architecture, des caméras, l'électronique, des moniteurs, la stérilité d'un hôpital.

La cellule, pour mieux dire la consigne, se trouve tout en haut. Elle a une grande fenêtre sans grillage (comme chez les bijoutiers). Au début, je pouvais encore voir les prisonniers dans la cour, pour la plupart des freaks, des Moluquois, des marginaux qui font parfois signe.

Je change de cellule chaque semaine.  
Par les haut-parleurs, on entend les appels et on sait aussi capter la radio. Tu ne peux néanmoins pas écouter la propagande américaine, tu dois donc couper la radio.

La promenade se passe dans une sorte de cage à tigre de 8 m<sup>2</sup> sur le toit.

Lors de la visite de l'avocat, les gardiens sont suspendus à la fenêtre de la porte. Le directeur se justifie en disant qu'on observe beaucoup la télévision allemande ici ... Un autre dit, à propos de l'isolation et des mesures exceptionnelles, qu'ils veulent être toujours sûrs à 200 %, et ils pensent qu'en R.F.A. ce n'est pas sûr à 100 %.

En fin de compte, ça marche ici à la perfection pour que la machine tourne: la liste des mesures exceptionnelles en plus de l'isolation, de l'interdiction des visites, de la surveillance à travers le judas au moins toutes les 1/2 heures, et aussi aux chiottes; pas de couvert, fouille journalière, et, en plus de cela, changement de vêtements après la visite de l'avocat; pendant la promenade (soi-disant), contrôle de la cellule dans laquelle tout est fouillé - même le courrier de l'avocat; au maximum 10 livres, ...

Avant le procès, toutes les restrictions étaient levées. Cela est réinstauré par le ministère de la justice à l'exception de pouvoir recevoir des journaux, écouter la radio et porter ses propres vêtements. Je peux regarder la télévision s'ils le veulent bien, toutes les semaines avec 4 flics; deux heures après, retour à la cellule, qui est doublement scellée par la centrale électronique.

Les ascenseurs sont surveillés par des caméras et contrôlés centralement. L'éclairage de nuit est presque aussi clair que de jour.

Les visites de mes parents se passent dans une cellule munie d'une vitre de séparation: on parle avec des haut-parleurs. Deux gardiens sont assis à côté et prennent notes pour le rapport. Celui-ci est envoyé, de même que des photocopies du courrier que je reçois, au ministère de la justice, de là, naturellement au B.K.A. ...

La preuve que l'isolement fonctionne parfaitement est que Christoph est là depuis un certain temps, sans que je le sache pendant tout un temps. Il est détenu probablement au même étage, de l'autre côté. Son avocat a dû attendre un jour pendant plus d'une heure, car je recevais justement une visite du mien.

La direction du ministère de la justice a répondu à une plainte d'une commission au sujet des conditions de détention, que nous devions être isolés en raison du danger extrême que nous représentions et parce que nous n'abandonnions pas notre lutte. La décision suite à cette plainte n'a pas encore été prise.

Pour le procès, à Utrecht, de nouveau l'hélicoptère/tank (une sorte de cercueil).

Pendant les délibérations de la cour, ils me traînent tout de suite dans la cave, de manière à ce que je ne puisse pas discuter avec les avocats. Un avocat descend pour 5 minutes.

Ensuite, arrivent 10 flics: déshabillage. Celui avec une blouse blanche me regarde dans la bouche, puis me force à me tourner le visage contre le mur. Tout à coup, ils me battent en me poussant sur une banquette. Ils me tordent les bras et me frappent au visage; pendant ce temps, celui à la blouse blanche m'enfonce un bâton dans l'anus, comme un long et grand cigare, et le pousse toujours plus à l'intérieur jusqu'à ce qu'il soit complètement dedans. Puis ils le retirent et sautent tous d'un seul coup à 2 mètres, en demi-cercle autour de moi, aux aguets; je l'ai senti pendant deux semaines.

Pour la prononciation du verdict, ils m'y traînent de nouveau, bien que j'ai expliqué que je n'y prendrais pas part. Juridiquement aussi, on a le choix, mais ils veulent donner une apparence légitime à ce verdict fantôme, et justifier ce déploiement militaire. En fait, je suis enfermé dans la cave du tribunal pendant le verdict.

Le dernier jour, à la caserne de la Maréchaussée, un coup part de la mitrailleuse d'un gardien, devant la cellule au moment où ils claquent la porte.

Malheureusement il n'atteint personne.

KNUT FOLKERTS,  
février 1978

## EXTRAITS DES EXPERTISES MEDICALES

NAEVE (directeur du service de médecine légale à l'office de la santé de Hambourg)

L'isolement entre les prévenus et les autres prisonniers, qu'il soit de longue durée ou pratiquement complet pendant une période limitée, ainsi que l'application de l'interruption de force du contact avec d'autres personnes, ont sans aucun doute conduit à une entrave essentielle des fonctions psychiques et de la capacité fonctionnelle. Cela, sans qu'on puisse déterminer exactement l'étendue de ces troubles au niveau des secteurs spécifiques. Du point de vue de la médecine légale la suppression totale de la détention dans l'isolation est nécessaire pour éviter des troubles psychiques encore plus marqués - vu le maintien de l'isolement dans son sens précité - auxquels il faudrait alors attaché une valeur de maladie.

Le contrôle et le traitement médical des accusés ainsi que la suppression de la détention dans l'isolement (c-à-d séparation importante des autres détenus) qui dure maintenant de puis plus de 3 ans, sont à revendiquer tant sur le plan légal que médical car autrement il existerait un danger important et irréparable pour la santé des accusés.  
(expertise du 16/9/75 P. 18/19)

★

### STOWSAND

Sommairement on peut dire que les symptômes classiques dus à la détention dans l'isolement - au sens de la privation sensorielle et de l'isolement social - apparaissent chez la patiente (Irmgard Möller). Ces symptômes ne sont d'ailleurs pas influencés par un temps de réunion avec d'autres détenus.

Davis a constaté expérimentalement en 1961 que le contact entre sujets d'expérience auxquels on avait permis des discussions ne pouvaient pas supprimer les effets de la privation sensorielle. De même une prolongation du temps de réunion ne peut pas - pour cette raison - apporter des changements essentiels.

En conclusion, le bien-fondé de l'affirmation selon laquelle la détention dans l'isolement est désignée comme méthode de torture doit être souligné.

(expertise du 16/9/75, P. 16, 18)

★

RASCH (expert médical de l'institut de psychiatrie judiciaire de Berlin)

Du point de vue psychiatrique-psychologique, il faut préciser que les conditions de détention imposées aux accusés s'opposent au commencement d'un traitement adéquat et peut-être conduisent à une aggravation ultérieure de leur état de santé.

Les conditions de détention existantes jusqu'à présent et qui sont tout à fait inhabituelles pour le système pénitenciaire moderne n'ont pas été changées fondamentalement par les "privilèges" accordés aux accusés ainsi que par les possibilités de contact. En ce moment, cette situation spéciale est comparable à de petits groupes dans des conditions d'isolement extrême.

(expertise du 10/9/75, P. 7)

... une suppression de l'isolement social devrait succéder; nous avons exprimé qu'elle serait désirable du point de vue médical.

(expertise du 17/9/75, P.13)

★

RASCH ("L'Organisation des conditions de détention pour auteurs de délits avec mobile politique en RFA; mensuel " criminologie et réforme du droit pénal")

... les "faveurs" (tennis de table, télévision, tourne-disques ect.) conçues comme compensation pour les conditions de détention, se présentent comme étant fortuites et n'ayant en réalité rien à faire avec la situation proprement dite.

Ces conditions fondamentales ne s'annulent pas par le droit aux contacts mutuels entre quelques détenus pendant une heure lors de la sortie ou par le temps de réunion.

En réunissant un groupe de 15 à 20 détenus, un champ social serait proposé, permettant un degré réalisable d'interactions.

Après qu'on ait découvert et reconnu que les conditions de détention d'isolement sévère peuvent causer des préjudices qui dépassent le degré "normal" ou estimé inévitable; tous les efforts devraient être entrepris pour changer fondamentalement les conditions de détention des prisonniers politiques.

★★★

- EXTRAITS DES NOUVELLES PRISES DE POSITION DES MEDECINS EN 1977

RASCH le 6/4/77

Objectivement, c-à-d du point de vue médical - une nouvelle aggravation de l'état de santé par rapport au diagnostic de août 75 est survenue.

D'après l'évolution considérée, il faut partir du fait que le constat de l'aggravation de l'état de santé des patients est une conséquence directe des conditions de détention spéciales auxquelles ils sont soumis.

En maintenant les conditions de détention actuelles qui ne garantissent pas le degré indispensable d'interaction sociale, il faut s'attendre à une nouvelle progression des préjudices contre la santé qui mène finalement à l'inaptitude à la détention.

Dans le cas des trois patients, il faut partir chez tous de la présence d'une formation libre de la volonté. Pour ce qui concerne le jugement à porter sur leur décision d'entamer une nouvelle grève de la faim, ce qui mérite l'attention, ce sont les changements psychiques décrits selon lesquels les patients examinés sont arrivés à la limite de leur possibilités de compensation (récupération).

★

SCHRODLER / MULLER le 8/4/77

Au point de vue psychosomatique, le statut d'un prévenu qui n'a toujours pas été condamné subsistant pendant une période aussi longue dans des conditions spéciales, est à évaluer médicalement en tant que facteur négatif. Nous avons essayé de mettre en évidence les facteurs spécifiques avec des effets négatifs dans nos anciennes prises de positions.

**rapports sur la nutrition forcée :**

- Holger Meins 1974
- Hanna Krabbe 1978
- les femmes à Hambourg, 1977

## Holger Meins : compte rendu sur la nutrition forcée

Cinq à six flics, trois infirmiers, un médecin.  
Les flics me poussent, me trainent sur une chaise d'opération, c'est une table d'opération avec toutes les chicanes, en fait inclinable, pouvant être tournée dans tous les sens, etc. Repliable en position de fauteuil accoudoirs, accessoires pour les pieds, la tête. Ligoté: deux paires de menottes aux pieds, une courroie de 30 cm de large autour de la taille, au bras gauche deux morceaux de cuir avec quatre courroies allant du poignet au coude, au bras droit deux lanières au niveau du poignet et du coude, Une lanière autour de la poitrine. Derrière moi un flic ou un infirmier qui maintient ma tête des deux mains au niveau du front et la pressent violemment contre la table. En cas de résistance active au niveau de la tête, deux autres flics, l'un du côté gauche, l'autre du côté droit, tiennent les cheveux, la barbe et le cou. De cette façon tout le corps est maintenu fixe, si cela est nécessaire un autre maintiendra les genoux ou les épaules. Le seul mouvement possible n'est que musculaire et se situe à l'intérieur du corps. Cette semaine ils ont serré les lanières très fortement, le sang s'accumulait dans les mains qui devenaient bleuâtres.

### La nutrition forcée.

C'est un tuyau rouge, pas une sonde, qui est utilisé, pour être introduit dans l'estomac. De la grosseur d'un doigt; dans mon cas, au niveau des articulations il est graissé. Cela ne va pas sans convulsions étouffantes du tube digestif car le tuyau ne fait qu'un ou deux millimètres de moins que le tube digestif. Pour éviter cela il faut faire le mouvement d'avaler et rester tout à fait tranquille. La moindre irritation provoque au moment de l'introduction du tuyau un réflexe de vomissement puis des crispations musculaires de la poitrine et de l'estomac, ces convulsions se prolongent en réaction en chaîne et se propagent violemment et intensément à l'ensemble du corps. Celui-ci se cabre contre ce tuyau. Cela est d'autant plus pénible que cela dure et est violent. Le tout n'est que torture : des vomissements qu'accompagnent des vagues de crispations.

octobre 1974

Hanna Krabbe, 6.12.78

Aujourd'hui, Bechtel m'a presque liquidée. Parce que cela fait déjà longtemps que ça se passe avec beaucoup de sang - il me semble toujours qu'il prend un marteau pour m'enfoncer le tuyau dans la narine - et la blouse blanche en reçoit d'ailleurs toujours quelques éclaboussures ainsi que du dégueulis. Ce n'est que la conséquence de ce qu'il me serre l'estomac avec une lanière de cuir, la conséquence du tuyau.

Comme je dégueule, ils m'ont mis un " masque aseptisé " sur la bouche, ce qui m'empêche de respirer par celle-ci. Si je veux attraper l'air, le " masque " ( comme celui que les médecins emploient dans les hopitaux ) se resserre en plein sur la figure et alors je ne peux plus recracher le dégueulis - c'est un véritable baillon. Bechtel a déjà injecté les 3/4 de la piqure bien que le tuyau ne se trouve pas encore dans l'estomac mais seulement dans l'oesophage.

Dans cette précipitation, il ne le remarque même plus et à cela on voit que pour lui, c'est une question de routine - si le tuyau se trouve dans l'estomac ça lui est bien égal. Il diagnostique comme une machine automatique la situation et pousse alors la panade à l'intérieur.

En tout cas, je n'ai pas reçu d'air et j'ai halotée comme une folle. Bechtel continua à injecter et quand j'essayai de recracher par le chiffon, un homme du service sanitaire ( ils sont toujours quatre ) a tout repoussé contre mes dents en appuyant sur le masque. En plus, un autre poussa du papier toilette ( ce qu'ils employent d'habitude pour nettoyer ) dans ma bouche. Bien que tout le monde a remarqué que cette crasse m'étouffait, la sanitaire me tira la tête en arrière pour garantir qu'il y avait totalement libre accès à l'oesophage.

Ainsi, ils purent laisser couler leur panade à pleins tubes.

Cela a marché de longues minutes, et lorsqu'ils en eurent marre de ce jeu, ils recommencèrent avec l'autre narine. Ensuite, ils m'ont attachée sur une civière - je ne sais plus comment.

Cette nutrition de force n'est rien qu'une autre méthode de lier sur la chaise de torture, par les jambes, pieds, mains, bras et par tout le corps, les prisonniers en grève de la soif afin de les étrangler - maintenant avec baillon et tuyau.

Après les derniers jours, il est clair que les médecins ici - Bechtel et Seifen - sont ouvertement décidés à me tuer par la nutrition de force. Ce n'est plus une question de semaine, mais bien de jours.

ha, 6.12.78

Brigitte Asdonk, Annerose Reiche, Margit Schiller, Christa Eekes,  
Inga Hochstein et Ilse Stachiowiak

20.4.1977

Pesée, forcée, prise de sang obligatoire

Des heures avant l'incarcération, on ferme la prison, pas d'avocats, pas de visite, plus de sortie.

Un commando de flics se rue dans la cellule - ils ont directement arraché ses lunettes à Brigitte - dans le couloir beaucoup de civils: vraisemblablement la direction de la prison et les inspecteurs de la sûreté.

On nous tord les membres de telle façon qu'on est paralysé de douleur. Chacun est traîné à la cave par les bras, les jambes et les cheveux. Jeté sur le ventre sur une civière et écrasé violemment, si on lève la tête on nous la presse avec un coussin de telle sorte qu'on n'a plus d'air. En vitesse - les flics courent-on traverse la prison jusqu'au laboratoire. Le commando est sans cesse près de la civière, dès qu'on fait un mouvement on nous appuie encore plus fort sur le corps. Au labo une salle pleine de médecins et d'infirmiers (médecins: Friedland et Hummelhoff), au milieu une table spéciale, sur laquelle on est jeté par le commando puis ligoté par les infirmiers avec des tas de lanières de telle sorte qu'on ne puisse plus faire aucun mouvement. La table est aussi de balance; Hummelhoff essaie de faire une prise de sang de Anne et Margit et les pique longtemps aux deux bras; elles ont des hématomes. A la porte on voit de nouveau beaucoup de civils qui nous regardent. Ensuite le commando les reprend en main, les jette sur la civière et les ramène à la cellule.

21.4.

Première alimentation de force

A partir de 10.45 interdiction de sortir. Au début de l'alimentation forcée, 11.30 elles sont toutes isolées sauf Christa et Inga, qui ne se quittent pas, ils commencent par Brigitte, puis l'une après l'autre dans l'ordre des cellules Anne, Ilse, Margit, Inga, Christa.

Chacune entend les cris des autres.

Un commando de 10 flics se rue dans cellule, on se jette sur l'une et la traîne dans l'escalier, la tête en avant dans la cave, les bras tordus, pressés, déboîtés.

La salle est une cellule de cave dégagée où se trouve une couchette d'examen où l'on nous jette. On ne prend aucune mesure préalable médicale en cas de blessures ou de crises d'étouffement.

Pendant l'alimentation forcée on laisse la porte constamment ouverte, dans

le couloir il y a des civils ainsi que des personnes de la direction de la prison et des inspecteurs de la sûreté.

Dans la salle:

infirmiers, médecins: Friedland qui procède à l'alimentation forcée, Bauer à côté de lui. Sur la civière pour toutes:

On écarte, force et presse jambes et bras. La tête pressés en bras. On essaie d'enfoncer un tuyau nasal et de coincer en même temps en coin entre les dents. Des deux côtés on enfonce dans le cou les pouces dans une artère déterminée sous la mâchoire, si on respire, ils peuvent desserrer les mâchoires. On appuie et presse sur le corps à chaque sursaut; on essaie d'ouvrir la bouche en tordant en même temps les bras, les jambes et en faisant expirer.

Brigitte: immédiatement un coin dans la bouche, un tuyau enfoncé jusqu'à l'estomac, alimentation liquide. Tout de suite après on la relève si violemment qu'une partie de liquide ressort. Le commando la ramène à la cellule en la traînant par les mains et les pieds. Sa bouche est enflée.

Friedland lui dit: "N'opposez pas de résistance, sinon on vous blesse les organes." Après elle crache du sang.

Ilse: en même temps tuyau nasal et stomacal, coins en caoutchouc et en bois dans la bouche. Friedland dit: "N'opposez pas de résistance."

Margit: on essaie le tuyau nasal. Le couloir nasal est trop étroit ou déformé; comme ils n'arrivent pas à lui ouvrir la bouche, ils performent une aile du nez. Lorsque elle hurle de douleur, ils lui enfoncent le tuyau dans l'estomac. Friedland: "Vous avez de toutes les 6 des taux de sang particulièrement mauvais."

Christa: sonde dans le nez et essai d'ouvrir la bouche avec des coins. Friedland: "N'opposez pas de résistance, c'est un danger de mort." Après elle crache du sang.

Inga: tandis qu'ils tirent Christa de la cellule, Inga est tenue pressée à la terre jusqu'à ce qu'ils aient fini avec Christa. A chaque essai d'inspirer plus d'air, à chaque mouvement suit une pression redoublée. Sonde nasale, en même temps coins dans la bouche. Lorsque le coin est enfoncé de quelques cm entre les dents, un infirmier dit: "résistance brisée". Comme rien n'arrive dans l'estomac, on déchire le pull, on appuie sur l'estomac. Friedland: "Vous avez les plus mauvais taux sangins de toutes les 6" Plus tard toutes les 6 ont des problèmes pour boire ou avaler.

Ca a duré en tout 45 minutes.

#### 22.4. Deuxième et troisième alimentation forcée

A partir de 9 h interdiction de sortir, pas de promenade, pas d'alimentation forcée.

De 9 h à 11.45 situation peu claire (manipulation de la tension et droit de sortie, une promenade dans la cour).

Calme pendant 3/4 d'heure, on enferme toutes les prisonnières, on vide les couloirs, le commando arrive.

Brigitte: on lui arrache immédiatement ses lunettes. On lui ouvre la bouche avec coins et levier. Tuyau dans l'estomac. Après le sang lui coule de la bouche et de l'estomac.

Anne: on lui tord des bras sous la civière, pendant qu'elle crie on lui enfonce un coin, un tuyau dans l'estomac, Des bouts de peau pendant la bouche et autour des lèvres. On lui met une pince en métal dans la cloison nasale. Friedland: "Seulement un demi litre aujourd'hui." (nous ne savons pas, nous ne pouvons pas voir ce qui est pompé à l'intérieur et en quelle quantité.) Ensuite le premier flic: "Formidable, 3 minutes pour chacune."

Ilse: un médecin étranger procède à l'alimentation forcée (un yougoslave, dont nous ne connaissons pas le nom).

Margit: tuyau dans le nez déjà cassé. Ils n'arrivent pas à lui ouvrir la bouche avec des coins. C'est le yougoslave qui procède à l'alimentation forcée, Friedland est à côté de lui. Friedland: "Je ne comprends pas pourquoi les femmes ruent toujours. Les hommes n'opposent pas de résistance, sauf Werner Hoppe.

Inga: tuyau nasal. Sang et alimentation liquide sortent par le nez et la bouche, on enfonce un tuyau dans l'estomac, les coins déchirent la bouche. On appuie sur l'estomac. "Restez calme, on y arrive de toute façon". Ensuite visage déformé, c. à d. difficulté d'articuler pour parler.

Christa: comme jeudi, cette fois aussi bouche déchirée. L'après-midi ils reviennent. A partir de 15 h pas de sortie, bien que le commando ne vienne qu'après 15.30, donc pratiquement pas de sortie le vendredi.

Nous avons toutes des bleus, des ligaments distendus aux bras, jambes etc.

L'après-midi ca va plus vite parce que le corps n'a presque plus de force de résister.

Ilse s'évanouit dans l'escalier et est traînée au trou par les flics.

#### 13.4. Quatrième alimentation forcée

A partir de 9 h interdiction de sortir. Ils commencent à 10 h : commando, médecin inconnu.

A toutes pressions sur les yeux.

Quand on tambourine à la porte, (on frappe contre la porte quand ils emmènent l'une d'entre nous.) les flics menacent Brigitte de la ligoter. Christa: deux tuyaux enfoncés en même temps dans le nez, le deuxième se déroule dans la bouche. Le liquide pénètre dans les poumons et sort de la bouche. Lorsqu'elle n'a plus d'air et qu'elle râle, les flics la relèvent et retirent brutalement les tuyaux. Le médecin regarde rapidement et s'en va. L'infirmier " doit se laver après."

Plus tard tremblement et pression dans les poumons.

Chez toutes accès d'étouffement.

En outre on emploie des prises spéciales: pression sur points douloureux qui ne laissent pas de traces.

Samedi après-midi une gardienne dit en passant (parce qu'on demande après Badeh) qu'aujourd'hui il n'y a plus d'alimentation forcée, mais "qu'il y a de la soupe au lait."

10.24 du matin on nous dit au sujet de l'alimentation forcée qu'une décision a été prise samedi à midi selon laquelle on ne procéderait plus à l'alimentation forcée contre la résistance mais seulement si on l'accepte.

#### 26.4. Nouvelle pesée obligatoire - Prise de sang du laboratoire -

Une demie-heure avant, interdiction de visite pour les avocats.

A midi arrive Heilmann (directrice du service des femmes par interim). Elle veut savoir d'Inga et M. si elles étaient prêtes à parler avec Friedland.

Réponse: Pourquoi? et si oui, seulement à 6.

Au bout de 5 minutes - Heilmann revient: Friedland ne veut pas à 6. Il voulait, nous dire, qu'Ilse a les plus mauvais sanguins et que nous devrions amener Ilse à ce qu'elle se laisse nourrir sans résistance.

Réponse: C'est à Ilse de décider elle-même. Ensuite elle va trouver Ilse, lui dit qu'elle va vraiment mal, et lui demande si elle ne voudrait pas parler à Friedland. - Non - Si elle se laisserait alimenter sans résistance - Non.

Plus tard, lorsque Inga va téléphoner, Heilmann revient encore avec ce: elles, les plus âgées, devraient quand même lui donner le conseil..... et puis: "Je ne suis pas sûr que madame Stachowiak ne se sente pas très

seule. Le tout est assez ouvertement une guerre psychologique. Friedland était déjà venu la semaine précédente voir Inga et M. "Avec les taux sanguins les plus mauvais."

Et ce qu'ils viennent de faire, c'est assez clair d'en voir le but: nous déléguer en flic leur conception de la responsabilité, et s'en dégager. Et que nous nous terrorisons là comme des apôtres.

Ca ne marche pas et les "plus mauvais taux sanguins" d'Ilse ne semblent pas correspondre aux faits.

Nous ne recevons pas de papier officiel d'après lequel l'alimentation forcée serait supprimée.

Il y aurait eu samedi dernier lors d'une discussion sur <sup>la</sup> prison une décision selon laquelle d'après l'article § 101 de la 10<sup>e</sup> i pénitenciaire lors d'une résistance aussi des mesures ne seraient plus applicables....liées au danger de mort".

C'est la raison de la suppression de l'alimentation forcée - Aussi longtemps qu'il y a danger de mort aigu et résistance passive, (§ 173).

L'alimentation liquide qu'ils nous avaient pompées: "vivasorb" - un aliment fabriqué industriellement avec des vitamines, des éléments naturels, de la nourriture "pour les astronautes".

Ensuite ils ont dit qu'ils devraient prendre du sel de cuisine.

Le 20.4. (premier exament forcé)

La situation à la prison était la suivante: même les autres prisonnières n'avaient pas le droit pendant tout ce temps de parler à leur avocats.

La prison était complètement fermée.

Ensuite Ilse a fait venir Heilmann encore une fois et dit qu'elle oppose une résistance, que la prison laisse tomber la terreur des "taux sanguins les plus mauvais" et que nous ne croyons rien d'un médecin qui torture.

De mettre fin à la torture psychique et physique de l'alimentation forcée qui n'a pour but que briser la grève de la faim.

Nous, femmes de Hambourg, avons essayé comme ca c'est passé ici pour empêcher que ca continue et pour faire cesser ce genre de choses partout.

22.5.77

actions et déclarations des familles des prisonniers de la RAF  
depuis 1974

- déclaration de presse et déclaration de la grève de la faim des parents en 1974
- déclaration de presse du 22 sept. 1974
- appel, Genève, avril 1977 (en anglais)
- lettre ouverte du 6 août 1977
- lettre ouverte des parents au Tribunal Russell III, 25 sept. 1978
- télex, communiqué de presse, et photo sur l'occupation du CICR à Bruxelles, le 6 juin 1979
- lettre ouverte aux parents de Mohammed Youssouf etc, oct./nov. 1979
- déclaration du 20 mai 1980
- lettre des parents juin 1980
- article du Bulletin du FPLP, octobre 1980

MEETING DE PROTESTATION contre la torture des prisonniers politiques en RFA

---

Depuis 3 semaines maintenant a lieu une action de protestation non limitée des Comités contre la torture des prisonniers politiques en RFA devant le ministère de la Justice à Düsseldorf. Elle durera jusqu'à ce que la torture sur les prisonniers politiques, Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof, dans l'aile de la mort à la prison de Cologne-Ossendorf, prenne fin c.à.d. jusqu'à ce que toutes les deux soient transférées.

Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin continuent à être exposées à l'isolement destructif dans l'aile de la mort aux plans optique, accoustique et social. Le fait qu'aucune personne n'est capable de rester dans un isolement permanent a déjà été prouvé scientifiquement et cela s'est déjà passé contre quelques prisonniers. Astrid Proll par exemple, qui est restée plus de 3 ans en isolement (dont 6 mois dans l'aile de la mort), a dû être relachée à cause de collapsus circulatoires très dangereux. Le procès mené contre elle et Monika Berberich, qui se trouve elle aussi en isolement depuis 3 ans, a dû être interrompu à cause de leur incapacité à le suivre.

Pourtant la justice aggrave cet isolement des prisonniers politiques non seulement en refusant toute possibilité de contact avec d'autres prisonniers mais aussi par le fait que chaque bruit qui indique la vie humaine est effacé par l'aile de la mort. A ce silence de mort permanent vient s'ajouter la monotonie optique : les murs et tout ce que contient la cellule sont peints en blanc, les néons blancs et artificiels sont allumés même pendant la journée ; devant les fenêtres on a mis une toile métallique à mailles serrées. Les deux heures que les prisonniers peuvent passer ensemble dans une cellule servent à la Justice pour cacher la torture dans l'aile de la mort. Ces deux heures passées ensemble ne changent rien aux conséquences destructrices de la torture, l'extermination en est à la rigueur ralentie.

Les méthodes de l'isolement ne s'expliquent pas comme mesures contre les évasions, mais seulement par l'intérêt de la Justice d'exterminer ces prisonniers lentement, sans bruit et de manière cachée si possible. Cela d'autant plus que la Justice ignore simplement la pression publique contre la torture dans l'aile de la mort et le ministre de la Justice, Posser essaye de mentir dans une déclaration de presse où il dit que l'aile de la mort est une méthode humaine sans entrer dans les détails des protestations élevées.

Contre la montée des protestations dans le public : une manifestation de médecins et psychologues devant Cologne-Ossendorf, les sit-in non limités des Comités à Düsseldorf, les lettres de protestation de la congrégation religieuse de la Rhénanie entre autres, s'oppose l'intérêt de la Justice de liquider les prisonniers parce qu'ils ne peuvent briser autrement leur résistance politique. Apparemment la Justice est prête à renoncer à l'apparence de sa légalité pour imposer son intérêt : l'extermination. La Justice ouest-allemande s'aligne ainsi sur les méthodes criminelles des régimes fascistes contre les combattants politiques.

Mardi, le 9.4.74 un meeting de protestation aura lieu contre la torture des prisonniers politiques en RFA, surtout contre l'aile de la mort. Ce meeting fait partie d'une action de protestation d'auteurs, professeurs, rédacteurs, médecins etc. qui demandent dans une lettre ouverte qu'Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin soient transférées immédiatement de l'aile de la mort, que l'aile de la mort soit abolie, et que les prisonniers politiques aient les mêmes conditions de détention que les autres prisonniers. Cette lettre ouverte sera remise mardi matin au ministre de la Justice responsable, Posser, par quelques-uns des signataires.

MEETING DE PROTESTATION, mardi, le 9.4.74 à 20.00H à Düsseldorf, Bierkeller, Duisburgerstr. 18.

avec Dr. Klaus Croissant, Avocat, Stuttgart  
Prof. Dr. Thomas Leithäuser, Psychologue, Hannovre  
Christian Geissler, Auteur, Hambourg

Düsseldorf, le 5.4.74

Les Comités contre la Torture  
des prisonniers politiques en  
RFA qui se trouvent devant le  
ministère de la Justice à  
Düsseldorf.

Déclaration de Presse des Parents et des Familles des  
Prisonniers politiques en RFA

Le 7.4.74 cette déclaration a été lue à une conférence de presse des familles des prisonniers politiques, et elle a été remise le 8.4.74 au ministre de la Justice, Posser, lui-même.

Nous les parents et les familles des prisonniers politiques actuels en RFA, nous étions rassemblés devant le ministère de la Justice à Düsseldorf pour protester contre la torture pratiquée sur les prisonniers politiques en RFA. Quelques-uns des prisonniers politiques sont depuis déjà 3 ans et demi en isolement total. Nous refusons le rapport du ministre de la Justice, Posser, publié dans la presse, sur "des assouplissements de détention" d'Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin, parce qu'il est faux et destiné à tromper le public.

Ce rapport garde le silence sur le fait que les méthodes de détention prises par le ministre Posser et pratiquées sur Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin dans la prison de Cologne-Ossendorf ont auparavant ruiné la santé de trois des prisonniers politiques avant que leur procès ait eu lieu.

Il garde le silence sur le fait qu'avec la possibilité de se rencontrer 2 heures par jour et donc le déplacement dans l'aile de la mort acoustique, la détention est aggravée au pis aller. Selon des expertises médicales, connues aussi par le ministre Posser, la désorientation, la privation sensorielle et les troubles circulatoires provoquent rapidement un processus irrésistible de destruction.

Nous protestons contre la torture comme tentative de briser la vitalité des prisonniers.

Le ministre de la Justice, Posser énumère les visites des parents et des avocats - ce qui ne change rien aux conséquences de l'isolement : la destruction de la vie - pour cacher la torture dans l'aile de la mort.

La déclaration de Posser tente d'utiliser les visites des parents comme alibi envers le public pour cacher le blocus réel des visites et du courrier.

On a demandé à quelques-uns d'entre nous d'influencer les prisonniers dans l'esprit des agents d'investigation.

Avant chaque visite, on nous palpe de haut en bas. Les fruits et les cigarettes qu'on apporte ne sont permis que de temps en temps. La visite est surveillée par des agents de la sécurité jusqu'au nombre de 4. On fait des compte-rendus des conversations. Une partie des conversations et des extraits des lettres sont utilisés comme instruments de l'accusation.

Jusqu'à présent, la justice n'a pas réussi à briser la résistance des prisonniers politiques. La torture par l'isolement devrait les mener à faire des dépositions. Comme on ne peut extorquer aucune déposition des prisonniers, la torture par l'isolement n'a pour l'intérêt que l'extermination.

Nous, les parents, avons reçu, de citoyens qu'on ne peut qualifier que de facistes, des lettres et des appels téléphoniques dans lesquels l'exécution des prisonniers est demandée dans des termes qu'on peut rarement reproduire. Jusqu'à présent nous avons fait une différence entre ces idées et les mesures prises par ceux qui sont responsables, dans notre Etat, de la détention préventive et de l'exécution des peines. Nous sommes bouleversés par le fait que, plus ça va, plus ces deux groupes, tous les deux qualifiés différemment, se rapprochent.

Nous protestons contre l'hystérie provoquée dans la population en vue des procès en attente. Nous savons par les nombreuses lettres que nous recevons chacun que nous trouvons de la compréhension dans une partie vigilante de la population envers nos demandes, qu'on ne peut utiliser l'isolement aussi contre les prisonniers politiques, torture qui a pour but la destruction physique et psychique.

Nous demandons au ministre de la Justice responsable, Posser, l'abolition immédiate de la torture par isolement, destinée à détruire les êtres humains, sur Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin et leur transfert de l'aile de la mort.

Nous demandons le même traitement pour les prisonniers politiques que pour tous les autres prisonniers.

Cette déclaration a été signée par 48 parents et familles des prisonniers politiques en RFA.

DECLARATION DE LA GREVE DE LA FAIM DES  
FAMILLES DES PRISONNIERS POLITIQUES EN  
RFA

---

Nous commençons aujourd'hui une grève de la faim limitée parce que nos demandes, rendues publiques à la conférence de presse du 7.4.74, n'ont pas été satisfaites :

- le transfert immédiat de Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof de l'aile de la mort
- la fermeture de l'aile de la mort
- les mêmes conditions de détention pour les prisonniers politiques que pour les autres prisonniers

2 membres des familles ont remis à Monsieur Posser lui-même notre déclaration de presse du 8.4.1974. Il n'a pas laissé entrer les autres parents et la télévision.

Monsieur le ministre de la Justice, Posser, le procureur fédéral, Buback et le juge d'instruction, Maul, ont essayé de provoquer dans le public l'impression qu'ils avaient déjà accordé des privilèges.

Nous sommes désolés de lire dans la presse depuis des semaines que les conditions de détention des prisonniers politiques se sont assouplies. Est-ce que Messieurs Posser, Buback et Maul croient sérieusement que nous nous faisons des illusions sur leurs promesses vagues concernant ces assouplissements, les transferts et d'autres choses semblables ? En raison de notre expérience acquise pendant les visites, nous demandons :

- le transfert immédiat de Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof de l'aile de la mort dans une maison de détention occupée par d'autres prisonniers.
- la fermeture de l'aile de la mort
- les mêmes conditions de détention pour les prisonniers politiques que pour les autres prisonniers
- l'abolition de la torture qu'est l'isolement

A nos demandes il est répondu par de soi-disants assouplissements de la détention qui reviennent de droit à chaque détenu en préventive. Par là même il est donc admis que les prisonniers ont été et sont exposés à un isolement particulier. Messieurs Posser, Buback et Maul font des déclarations contradictoires :

7.2.74 - Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof arrivent toutes les deux dans l'aile de la mort. Le bureau du Procureur Fédéral parle des assouplissements de la détention.

- L'aile de la mort est en réalité une aggravation de la détention.

9.3.74 - Des médecins et des psychologues manifestent devant la prison de Cologne-Ossendorf contre l'aile de la mort, cela veut dire la torture scientifiquement perfectionnée par l'isolement.

- Les responsables gardent le silence.

14.3.74 - Le début des manifestations qui continuent toujours, menées par les Comités contre la torture contre les prisonniers politiques en RFA devant le ministère de la Justice à Düsseldorf.

- Le ministre de la Justice, Posser, se voit forcé de prendre position : A l'intérieur de la prison de Cologne-Ossendorf est construite "une maison de détention qui est ainsi faite que les prisonniers qui s'y trouvent ne dérangent pas les autres prisonniers et réciproquement....Les autres cellules de détention sont restées vides du 5.2.74 jusqu'à aujourd'hui". (Frankfurter Rundschau du 15.3.74).

- Posser confirme ainsi la torture par l'isolement.

8.4.74 - Posser prétendit aux parents : "Je ne suis pas responsable de l'aile de la mort". Le soir à la télévision (Panorama) il affirma "Dans la soi-disante aile de la mort se trouvent encore 3 prisonnières".

- Depuis quand et pourquoi ?

Le ministre Posser continue : "Avant tout il est important qu'il soit clair que tous les reproches sur la torture par l'isolement ou sur les ailes de la mort en RFA sont infondés".

- Qu'est-ce que ca veut dire "les maisons de détention qui se trouvent à l'écart" Monsieur Posser ?

Le ministre Posser : "Nous avons des médecins qui s'occupent en permanence de la santé (des prisonniers)".

- Alors pourquoi Monsieur Maul veut-il faire appel à des spécialistes ?

9.4.74 - Le procureur fédéral Buback dans HEUTE/ZDF à 21.00H : Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof seront transférées.

- Monsieur Buback trouve alors qu'un transfert est nécessaire contrairement à Monsieur Posser !

10.4.74 - Le juge d'instruction Maul dans Le Journal/ARD de 20.00H : Il entrevoit un transfert à Stuttgart-Stammheim.

- Il ne dit pas quand mais il essaye visiblement de se justifier devant la pression publique.

Il demande que des expertises soient faites par des spécialistes.

- Il a déjà l'expertise de Monsieur le Professeur Schmidt-Voigt pour Astrid Proll. De combien d'expertises a-t-il besoin avant de faire quelque chose ?

Les nombreuses déclarations trompeuses de Messieurs Posser, Buback et Maul à la télévision, à la radio et dans la presse n'ont apporté aucun changement pour les prisonniers politiques.

Nous demandons des actes et non des mots !

Le transfert de Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof de l'aile de la mort dans une maison de détention occupée par d'autres prisonniers

La fermeture de l'aile de la mort

Les mêmes conditions de détention pour les prisonniers politiques que pour les autres prisonniers

L'abolition de la torture par l'isolement

Les responsables : les parents et les familles des prisonniers politiques qui sont en grève de la faim du 12.4.74 au 15.4.74 devant le ministère de la Justice à Düsseldorf.

## Déclaration de presse des familles des Prisonniers politiques en RFA

Hannovre, le 22.9.74

Depuis le 13.9.74, les prisonniers de la RAF font une grève de la faim non limitée à laquelle d'autres prisonniers se sont joints.

Nous, les parents sommes rassemblés ici pour soutenir cette grève de la faim.

En avril nous avons protesté par une déclaration de presse et une grève de la faim de 3 jours devant le ministère de la justice à Düsseldorf, contre l'aile de la mort à Cologne-Ossendorf et pour que les prisonniers politiques aient les mêmes conditions de détention que les autres prisonniers. Après notre protestation et beaucoup d'autres, Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof ont été transférées de l'aile de la mort - quelques jours plus tard Ronald Augustin a été transféré dans l'aile de la mort à Hannovre. Ronald Augustin y est torturé, ici à Hannovre depuis le 2.5.74. Le ministère de la Justice ici, ainsi que le ministère de la Justice à Düsseldorf, ont prétendu qu'il ne s'agissait pas d'une aile de la mort. Le procureur fédéral Martin a admis au printemps 1974 qu'Ulrike Meinhof se trouvait dans une aile de la mort.

Entretemps la presse a reçu nombre d'informations diverses. Nos protestations ont eu pour conséquence qu'à l'étranger, il est connu que les ailes de la mort existent et que la torture par isolement est pratiquée en RFA. Pourtant nos protestations n'ont apporté que des succès apparents ; en effet seuls des noms et des endroits ont changé.

La torture contre les prisonniers politiques continue systématiquement; le sénateur de la Justice, Klug, a menacé de retirer l'eau aux prisonniers après une semaine de grève de la faim. En même temps, l'eau servant à leur toilette et à la lessive est polluée ; des produits chimiques y sont ajoutés pour forcer les prisonniers à arrêter leur grève ou à mourir de soif.

Cela est une menace de mort ouverte! Nous devons partir du fait que le sénateur de la Justice à Hambourg peut déjà réaliser sa menace pendant le week-end parce qu'à ce moment aucun avocat ni aucun parent ne reçoit d'informations de la prison. Dans sa déclaration devant la cour à Berlin, Ulrike Meinhof annonçait que si le retrait de l'eau était réalisé contre un prisonnier "tous les prisonniers de la RAF en grève répondraient par le refus de prendre tout liquide". Avec leur grève de la faim (le refus de prendre tout liquide s'il y a lieu) les prisonniers luttent avec la seule résistance possible contre le traitement spécial et la détention d'extermination.

Nous, les parents, demandons encore une fois :

Le transfert de Ronald Augustin de l'aile de la mort !

L'abolition de l'aile de la mort !

L'abolition de la torture par isolement et de la détention d'extermination !

Les mêmes conditions de détention pour les prisonniers politiques que pour des autres prisonniers !

(4/77)

The relatives of approximately 120 political prisoners in the German Federal Republic address the following urgent appeal to the delegates taking part in the Geneva Martial Law Conference now in session :

Do not let the Conference come to an end without extending the Convention of Human Rights for Prisoners of War also upon international fighters struggling against imperialistic oppression, exploitation and the terror imposed on persons with certain convictions.

We know that this decision demands a high measure of judgement and political courage from the delegates.

We are of the firm opinion that the delegates cannot evade the responsibility for the ten thousand criminalised, arrested, psychiatrised, tortured and murdered men and women in prisons who have fought for the freedom of their people. The same applies for the prisoners from the Guerilla in West Europe who are fighting in connection with the Liberationmovements in the 3rd world.

We know at the moment that no state is prepared to admit that political prisoners are in their prisons. We also know that the German Federal Republic are foremost in this context.

To be imprisoned means 'to be in the special care of the state'. Under this special care of the state, Ulrike Meinhof, Holger Meins, Katharina Hammerschmidt and Siegfried Hausner have died.

In the German Federal Republic, the State Security determine the prisonconditions and the destruction through political calculation. The deaths of political prisoners are a part of this strategy.

At the moment approximately 80 political prisoners in the German Federal Republic, Austria and Holland are in hungerstrike against the destructive isolation. We know that the 4 deaths would not have been possible, if the prisoners had been treated under the minimum guarantees of the Geneva Convention. We know that they shall be murdered when the minimum guarantees are not brought into effect for them.

Prisoners from the palestinian resistance and the IRA are also in hungerstrike for prisoner-of-war status.

We, the relatives of the murdered prisoners and the prisoners in hungerstrike, address this appeal to the delegates of the Conference.

We demand :

- Treatment in accordance with the minimum guarantees of the Geneva Convention of 1949 for the prisoners from the Guerilla in West Europe !
- Abolition of Isolation !
- Concentration into groups of at least 15 prisoners !
- Control of the prisonconditions by an international inquirycommission !

LETTRE OUVERTE AU MINISTRE FEDERAL DE LA JUSTICE, AUX MINISTRES  
DE LA JUSTICE REGIONAUX, AUX SENATEURS DE LA JUSTICE DE HAMBOURG  
ET DE BERLIN AINSI QU'AU MINISTRE DE LA JUSTICE AUTRICHIEN

---

Depuis plusieurs semaines, et pour certains depuis plusieurs jours, les prisonniers politiques Ronald Augustin, Heinrich Jansen, Waltraud Boock, Johannes Thimme, Ilse Jandt, Monika Berberich, Waltraud Siepert, Wolfgang Wesslau, et Uwe Folkerts mènent une grève de la faim.

Les conséquences destructrices de l'isolement sont connues depuis au moins décembre 1975 par les expertises médicales faites pendant les procès de Stammheim, Kaiserslautern et Hambourg.

Les prisonniers demandent des conditions de détention sous forme d'un groupe de 15-20 prisonniers politiques capable d'interaction, ce qui correspond en fait à la quasi normalité des autres conditions de détention.

(Professeur Wilfried Rasch dans sa publication scientifique de juin 1976)

Nous ne comprenons pas du tout que dans notre pays il y ait des détenus qui doivent lutter au péril de leur vie pour avoir des conditions de détention quasi normales par lesquelles une survie psychique et physique devient alors possible.

Désigner cela comme "chantage" démontre la tentative des autorités étatiques de déclinier toute responsabilité, ou plutôt de vouloir s'esquiver devant celle qu'ils ont quant à l'égalité du traitement et à l'intégrité psychique et physique des prisonniers qui leur sont confiés.

En octobre 1976 à Paris pendant un Congrès mondial des Psychologues, la RFA a été placée au même rang que d'autres Etats comme le Chili, l'Uruguay et l'Argentine pour ses conditions de détention destructrices.

Le comité exécutif d'Amnesty International à Londres - après 5 ans et 4 prisonniers morts - a mis en place une commission pour examiner les conditions de détention et des procès des prisonniers politiques en RFA.

De même dans des télégrammes identiques du 28.4.77 envoyés au gouvernement fédéral, au ministre fédéral de la Justice et au ministre de la Justice de la région de Baden-Württemberg, on a demandé que soient respectés pour la réalisation d'autres conditions de détention, les règlements de l'ONU sur la torture et les traitements inhumains, ainsi que les recommandations des experts médicaux pour l'abolition de l'isolement qui dure de longues années.

La demande de regroupement des prisonniers a été soutenue par une lettre ouverte de 80 théologues, une protestation internationale de 128 avocats américains, 100 avocats et juges français et belges, 23 membres du barreau anglais, les appels d'urgence des parents jusqu'à présent, ainsi que par la déclaration de 140 personnalités de l'Allemagne de l'Ouest et de l'étranger, déclarations et protestations dans lesquelles on demande l'abolition du traitement spécial par la privation sensorielle et l'isolement social pratiqué contre les prisonniers politiques en RFA.

Les prisonniers politiques à Hambourg - Inga Hochstein, Margrit Schiller, Christa Eckes, Ilse Stachowiak, Anne-Rose Reiche, Brigitte Asdonk et Bernd Geburtig - ont expliqué qu'ils commenceront aussi une grève de la faim dans les plus brefs délais s'il n'y a toujours rien en réponse à leurs nouvelles demandes écrites pour le regroupement. Ils se trouvent tout comme avant en isolement à deux.

La revendication des grévistes de la faim est connue par tous les responsables. Elle est totalement claire et elle peut être accordée. Les parents soutiennent cette revendication. Nous renvoyons aux lettres ouvertes du 20.7. et 30.7.1977.

Nous, les parents des prisonniers politiques, exigeont de vous encore une fois de veiller à ce que les prisonniers soient transférés au 7<sup>e</sup> étage de Stuttgart-Stammheim ou bien que soient établis, dans d'autres régions fédérales, des groupes de 15-20 prisonniers politiques capables d'interactions ce qui correspond aux demandes formulées depuis 1975 par les experts médicaux.

**L'ABOLITION IMMEDIATE DE L'ISOLEMENT POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !**

---

# 06/51 Lettre ouverte des parents des prisonniers au Tribunal Russel III.

---

Le 31.3.78, le Tribunal International Russell III fit savoir lors d'une conférence de presse, que "tout prisonnier, y compris ceux qui sont accusés d'avoir participé à des actions violentes contre l'état, ont droit, d'après eux, aux Droits de l'Homme en ce qui concerne leur traitement et les conditions d'emprisonnement, et qu'ils ont droit dans un pays démocratique, à cette non-violation".  
"Le Tribunal demande la présentation immédiate de cas documentés de violation possible de droits de prisonniers".

A la conférence de presse finale de la première session du Tribunal Russell III, on fit communiquer que le problème de violation des droits de l'Homme contre les prisonniers politiques en R.F.A. devait être examiné par une commission du Tribunal composée de 5 membres du jury. Dans cette cohésion, les membres de ce comité devraient en particulier visiter les prisonniers politiques pour s'informer des conditions de détention.

Avec désillusion et étonnement, nous avons appris, nous parents des prisonniers, la propre limitation du Tribunal à ce propos; elle est le résultat d'une discussion menée à Berlin le 2 et 3 août lors d'une rencontre du Jury, du Conseil et du Secrétariat.

Nous savons que lors d'une réunion précédente à Francfort, les délégués des groupes d'initiative Russell (1), se sont prononcés en grande majorité pour l'examen des conditions de détention par ce tribunal. Le contenu essentiel de ces décisions fut ignoré à Berlin.

La formulation du point 3 de cette nouvelle communication du Tribunal indique à ce propos l'intention de réduire décisivement le thème sur : "violations probables des droits de l'homme de personnes impliquées dans une procédure pénale".

Les déclarations suivantes du jury au sujet de ce point 3 ne confirment que davantage cette crainte :

..."De plus, le Tribunal a décidé qu'un examen de la procédure pénale comprend nécessairement un examen du traitement des personnes en préventive. Le Tribunal considère maintenant qu'un examen complet prendra beaucoup plus de temps qu'il n'en a à sa disposition pour l'examen du sujet."

Nous sommes convaincus - et cela ne peut être que dans le sens des propres intentions de Bertrand Russell - que le danger de ne pas dénoncer certains cas croissants de violations de droits de l'homme est beaucoup plus grave que la crainte de devoir consacrer trop de temps à leur découverte.!

Le résultat de la discussion de Berlin a provoqué chez nous un étonnement incrédule ! Nous en expliquerons plus précisément les raisons par la suite. Nous nous basons sur la note de protocole publiée à propos de cette discussion qui eut lieu sur ordre du Président du jury et signée par le Conseil et le Secrétariat allemands.

1. "Pour pouvoir mettre à l'ordre du jour les conditions de détention au cours de la 2ème session, des informations plus claires concernant l'état de ces conditions de détention seraient nécessaires. De telles informations ne peuvent être obtenues à court terme, si du moins elles existent. Les instances du Tribunal Russell III ne

peuvent fonctionner comme une propre commission d'enquête qui aurait besoin d'au moins un an pour obtenir les informations nécessaires."

L'on prétend ici que des informations claires au sujet de "l'état de ces conditions de détention" ne sont pas disponibles.

C'est le contraire ! Les prisonniers politiques, leurs parents et connaissances travaillent déjà depuis des années au rassemblement le plus complet de documents sur les conditions de détention. Ce matériel est disponible depuis un an déjà. A la fin de la dernière session du Tribunal à Harheim, ce matériel au contenu important fut transmis à un membre du jury qui le transmet lui-même à Sebastian Cobler, alors membre du secrétariat. C'est un exposé des conditions de détention depuis les premières arrestations de prisonniers politiques jusqu'à mi-77. Les documents plus récents des conditions de détention ont déjà été rassemblés et sont naturellement disponibles avant la prochaine session du tribunal.

2. "Sans préjudice aux considérations qui doivent être exprimées en ce qui concerne les informations ponctuelles et individuelles au sujet des conditions de détention, il est estimé que les conditions de détention en RFA ne semblent pas être plus mauvaises que celles des autres pays de constitution semblable. Au contraire : elles semblent meilleures. Mais de mauvaises conditions de détention dans d'autres pays ne peuvent pas excuser de mauvaises conditions de détention en RFA, si elles existent. Mais elles mettent en doute un traitement mis en évidence dans le cadre de ce Tribunal Russell."

Il est prétendu ici que les informations au sujet des conditions de détention sont "disséminées" et seulement "ponctuelles et individuelles". C'est le contraire ! Cette affirmation ne peut être avancée que par quelqu'un qui depuis 8 ans n'a pas pris la peine et l'intérêt de s'occuper précisément du matériel d'information constamment publié au fil des ans. Il y a depuis 1973 le "Kursbuch 32", il y a depuis 1975 le livre "La Lutte contre l'Extermination", il y a d'innombrables conférences de presse des parents et amis au sujet des conditions de détention dans le pays et à l'étranger. Il y a les prisonniers eux-mêmes que l'on peut visiter : ils sont "compréhensibles individuellement".

On peut lire ensuite dans le protocole que les conditions de détention en RFA "ne semblent pas être plus mauvaises que dans les autres pays ... au contraire !". On compare donc - en se basant sur une non-information avouée indirectement au sujet des conditions de détention réelles - des situations d'ici, qui n'ont jamais été étudiées jusqu'à présent, avec celles d'autres pays. Le fait est passé sous silence que pratiquement nulle part en RFA, un prisonnier politique n'est intégré dans la procédure normale, mais que des mesures d'exception sont prises contre lui, tout comme le fait que dans les prisons ouest-allemandes, de nombreux prisonniers sont morts dans des circonstances encore non élucidées.

Il y a en outre un aspect politique qui n'a pas été pris en considération de manière satisfaisante : la détérioration des conditions de détention (particulièrement à propos de l'isolation) dans d'autres pays "comparables", au cours de ces dernières années, correspond notamment à l'extension prévue du "modèle allemand" sur toute l'Europe Occidentale.

3. "Si l'on veut traiter les conditions de détention de manière telle qu'il existe une chance de contrer la propagande libérale au sujet de cette situation et d'agir, alors on a besoin d'une information assez vaste et sûre. Si l'on ne peut présenter "que" des cas individuels, sans pouvoir justifier leur symptomatique au sujet des présomptions, on peut s'attendre à une action négative. A ce sujet, en particulier pour ce thème, la plus grande précision est désirée, si l'on ne veut pas se livrer à des charlataneries politiques irresponsables en matière de droits de l'homme; le danger est particulièrement grand que ceci se fasse d'une manière partielle au détriment du Tribunal et de la défense des droits de l'homme des groupes intéressés.

Le jury, le conseil et le secrétariat ne craignent pas ce déroulement, vu qu'en considération de la procédure du Tribunal, il n'y en reste pas de suite. De toute façon, eu égard à l'information certaine insuffisante, il est insensé de risquer le non-fonctionnement qui pourrait réussir vis-à-vis d'un public non informé. D'ailleurs, des déclarations correspondantes sont également formulées là où des conditions de détention se sont clairement détériorées en rapport avec des changements légaux et où des détériorations sont également démontrables."

Il est à nouveau suggéré qu'il n'y a pas véritablement d'"information parfaitement sûre et assez importante". Le danger possible aussi évoqué serait qu'on ne puisse présenter "que" des cas individuels, "sans pouvoir justifier leur symptomatique au sujet des présomptions". D'où vient cette crainte ? Les conditions de détention des prisonniers politiques montrent depuis des années la même "symptomatique" communicative et étendue; c'est immédiatement perceptible par les faits. (Un exemple : les décisions judiciaires au sujet de l'isolation se ressemblent - même les termes sont semblables). Les buts du traitement d'exception sont l'endommagement et l'extermination physique et psychique, par la cassure de l'identité et de la personnalité du prisonnier. Nous constatons ceci depuis des années chez nos prisonniers.

Ensuite, la crainte est exprimée que ce thème de "groupes intéressés" puisse devenir non-fonctionnel d'une manière partielle... Ce risque ne serait pas justifié eu égard à l'information certainement insuffisante (!) et à un public non informé.

Cette argumentation se contredit elle-même. Si le public perd sa non-information par le travail du Tribunal Russell, le danger d'un "non-fonctionnement" n'existe plus non plus, que l'on comprenne ce que l'on veut de cela. Où se situe la mission du Tribunal Russell et pour qui travaille-t-il si ce n'est pour une information du public ? Ses enquêtes sont pour cela extrêmement nécessaires parce que ce public ouest-allemand a été défonctionné et désinformé - de toute façon par l'autre côté que celui qui est craint ici !

En conclusion de la notice, il est signifié que "d'ailleurs de déclarations correspondantes sont également faites là où des conditions de détention se sont clairement détériorées en rapport avec des changements légaux et là où des détériorations sont également démontrables".

La limitation du domaine d'enquête sur les formes légalisées des atteintes aux droits de l'homme en RFA exclut d'autre part toutes les mesures d'extermination - qui contredisent clairement la constitution en RFA ainsi que le droit des peuples international - pratiquées par l'état contre les prisonniers politiques.

Eu égard aux idéaux élevés qui ont motivé et déterminé le travail du Tribunal Russell jusqu'à présent, il est tout à fait inexplicable pour nous que, sur base de tels arguments, des engagements pris initialement soient retirés et qu'au lieu de cela une sorte de compromis minimal soit créé.

Nous voyons qu'une contradiction centrale existe entre d'une part la revendication fondamentale de Bertrand Russell, pour mettre au pilori et combattre sans compromis tout type d'atteinte aux droits de l'homme et d'autre part le comportement du Tribunal vis-à-vis de la pratique d'extermination de l'état contre les prisonniers politiques en RFA.

En considération de la menace permanente à laquelle sont exposés nos proches dans les prisons, il y a un silence vis-à-vis de cette pratique de l'état qui utilise des "moyens extrêmes" pour maintenir exclusivement sous son propre contrôle la question de l'existence des prisonniers politiques. Ce silence ressemble à une adaptation au climat politique de domination en RFA.

Le retrait conscient de cette thématique du domaine des enquêtes adéquates et importantes, par le Tribunal Russell, prouve à notre avis un renforcement de la pratique de la censure des médias et autorités ouest-allemandes. Ce retrait révélerait une contradiction insupportable alors que le Tribunal Russell traite explicitement et précisément de cette pratique de la censure.

Dans un tel conflit, la crédibilité et la sincérité d'une institution comme celle du Tribunal Russell sont mises en jeu. Et précisément au point central d'un tel conflit, se pose pour tous ceux qui y participent la décision personnelle et le contrôle radical du point de vue personnel. Nous exigeons ce contrôle sincère de tous les membres du jury, de tous les gens dont la prétention est de défendre les droits de l'homme par leur collaboration au Tribunal Russell. Au cas où cependant il apparaîtrait que cette prétention n'est pas / ne peut pas être / ne veut pas être réalisée sans compromis dans cette institution, nous appelons chacun et surtout les membres du jury à en tirer les conséquences.

Le jury du Tribunal Russell doit comprendre clairement que notamment par leur décision courageuse et conséquente, le sort de nos proches en sera influencé.

C'est pourquoi nous vous demandons encore une fois d'urgence de vous orienter uniquement sur le critère de l'atteinte aux droits de l'homme lors de l'examen des conditions de détention et de ne tenir compte en aucune façon de faux critères formalistes !

Dans ce sens, nous vous invitons à réfléchir et à réviser encore une fois les décisions de la conférence de Berlin des 2 et 3 août 1978 !

Soutenez de toutes vos forces notre lutte contre les atteintes aux droits de l'homme contre nos proches dans les prisons ouest-allemandes !

Le 25 septembre 1978

Les parents des prisonniers politiques



-135-

85 21108+  
11.19  
21108 europe b  
bpx3cent bru b

communiqué de presse

Les parents des prisonniers politiques en Allemagne fédérale occupent actuellement le siège de la Croix-Rouge internationale à Bruxelles, chaussée de Vleurgat afin d'informer la presse et de soutenir la grève de la faim collective entamée par les prisonniers depuis le 20 avril 1979. Une conférence de presse a lieu à 11 heures en ce lieu ce 6 juin 1979.

Les nous appelons les journalistes à se rendre sur place.

La conférence de presse annoncée par le Comité de défense des prisonniers politiques en RFA qui devait se tenir à 11 heures à 11pc est annulée. Le Comité invite les journalistes à se rendre au CICR.

Le Comité de défense des prisonniers politiques en RFA.

21108 europe b  
bpx3cent bru b

62 045+  
2198 +7 22269+  
15.52  
22269 cigr  
24266 belcro - juin 1979

À l'occasion d'une conférence de presse improvisée au cours d'une occupation pacifique du siège de la Croix-Rouge de Belgique par un groupe de parents de détenus en R.F.A. Les organisateurs ont invité notre société à communiquer au C.I.C.R. les revendications suivantes:

1. L'application des garanties minimales de la convention de Genève et des autres conventions internationales pour le traitement des prisonniers,
2. L'abolition de la détention d'isolement et de l'isolement en petits groupes,
3. L'abolition des "trakts de la mort" et des "bunker d'isolement",
4. Le rassemblement des prisonniers politiques en groupes d'au moins 15 comme l'ont exigé les experts médicaux depuis plusieurs années,
5. L'examen et le contrôle des conditions de détention par des organisations humanitaires internationales,
6. La libération immédiate de Gunter Sonnenberg qui est inapte à la détention en raison de son état de santé.

En outre, ils exigent :

- que le C.I.C.R. rende immédiatement visite aux prisonniers en grève de la faim et intervienne pour que cessent de telles conditions de détention,
- la création d'une commission permanente du C.I.C.R. pour assurer le contrôle des conditions de détention de tous les prisonniers politiques,
- que des discussions portant sur les conditions de détention des prisonniers politiques soient mises à l'ordre du jour lors de la prochaine réunion internationale du C.I.C.R. à Genève et qu'on y invite une délégation de parents des détenus politiques à venir en témoigner.

Ils demandent au C.I.C.R. de prendre directement position face à ces revendications dans une conférence de presse.

x x x

En acceptant d'assurer la transmission au C.I.C.R. de ces revendications, la Croix-Rouge de Belgique a précisé qu'elle n'impliquait dans son chef ni approbation ni prise de position quelconque au sujet d'une situation qui ne relève pas de sa compétence.

22269 cigr ch  
24266 belcro b  
0079

NOUS DEMANDONS  
L'ABOLITION DE LA TORTURE PAR  
L'ISOLEMENT  
RASSEMBLEMENT en groupes de 15  
CONTRÔLE des Conditions de  
détention par le CIER

Occupation de la Croix-Rouge  
par les parents des prisonniers  
politiques ouest-allemands  
en grève de la faim

NOUS DEMANDONS  
L'ABOLITION DE LA TORTURE PAR  
L'ISOLEMENT  
RASSEMBLEMENT en groupes de 15  
CONTRÔLE des Conditions de  
détention par le CIER

LETTRE OUVERTE

Aux parents  
de MOHAMMED JUSSUF  
en Palestine

Au bureau  
de la Ligue Arabe  
5300 Bonn

Au Comité Exécutive  
de l' OLP  
Beirut, Liban

Nous, les parents des prisonniers politiques en R.F.A., écrivons cette lettre à l'occasion de la mort de MOHAMMED JUSSUF à Beirut le 18.10. 77, qui nous a douloureusement affligé et provoqué notre solidarité.

Nous avons appris que c'était par la torture physique et psychologique appliquée par de membres des services secrets que MOHAMMED JUSSUF a été forcé de comettre suicide.

En appliquant des drogues et en lui menaçant de représailles contre sa famille en Palestine occupée on avait l'intention de le forcer de lutter contre son propre peuple et d'exécuter un attentat contre Abu Ijad.

La torture et l'assassinat aux prisons de la R.F.A. ont déjà leur histoire:

Le 9. 5. 76 ULRIKE MEINHOF a été trouvé morte dans sa cellule.

Le 18. 10. 77 nos parents ANDREAS BAADER, GUDRUN ENSSLIN et JAN CARL RASPE moururent dans la prison de Stuttgart - Stammheim; et le 12. 11. 77 INGRID SCHUBERT mourut dans la prison de Stadelheim - par pendaison et par des coups dans la tête.

Nous sommes sûrs qu'ils ont été assassinés.

Une enquête sur les morts a été empêchée systématiquement.

En même temps le spectacle d'une enquête officielle a été mise en scene par l'Etat. La thèse des autorités de l'Etat ("suicide") a été réfutée par le témoignage d'Iragard Möller, qui survivait la nuit du 18.10. 77, ainsi que par de nombreuses contradictions et dissimulations des autorités de l'Etat. En mars 1977 le public apprend par les autorités, que de membres des services secrets avaient intercepté des entretiens entre les prisonniers et ses avocats.

Les événements aux prisons de Straubing, Amberg, Landsberg, Stadelheim et Berlin qui ont actuellement été rendus publiques confirment encore notre supposition que des services secrets aient participé aussi à l'assassinat de nos parents il y a 2 années.

Déjà depuis quelques années la CIA, MOSSAD, BRD et d'autres services secrets - en coopération avec la police allemande (BKA, LKA) ont accès aux prisonniers politiques en RFA. Tous cela se passe sous les yeux et la responsabilité du gouvernement qui essaye de légitimer cette procédure publiquement.

Les condition de détention et le traitement de MOHAMMED JUSSUF dans une prison ouest-allemande montre de nouveau que le gouvernement de la RFA et ses services secrets alliés n'ont aucun scrupule de se servir de tous moyens pour leur lutte contre leurs adversaires politiques.

Cette situation d'illégalité totale et le status d'otages, dans lequel se trouvent les prisonniers politiques en RFA demande le contrôle permanent de leur situation par une "Commission Internationale Pour La Protection Des Prisonniers Politiques Et Contre La Detention D'isolement". Jusqu'ici le travail de cette commission a été gêné par les autorités de l'Etat.

Nous demandons qu'une commission d'enquête indépendante éclaire totalement les pratiques des services secrets nationaux et étrangers dans les prisons en RFA, ainsi que les circonstances des assassinats du 18.10. 77 dans la prison de Stammheim et du 12.11.77 dans la prison de Stadelheim. Nous demandons de même l'éclairissement total de la responsabilité du gouvernement ouest-allemande concernant l'attentat planifié contre Abu Ijad!

Les parents des prisonniers politiques en RFA

adresse de contact: Helmut Ensslin, Traubenstr. 61, 7000 Stuttgart

DECLARATION DES FAMILLES DES PRISONNIERS POLITIQUES EN RFA

Nous, les familles des prisonniers politiques, protestons contre les mesures ordonnées ces derniers mois avant le début du procès contre Knut Folkerts, destinées à empêcher au maximum sa défense :

- Contre la volonté explicite de Knut Folkerts, 2 avocats ont été commis d'office, alors que la cour a refusé d'engager son avocat de confiance. A cause de cela la sécurité financière de l'avocat de confiance est supprimée, sans laquelle aucun défenseur ne peut réellement assurer la défense dans un tel grand procès.
- La censure du courrier a été encore plus aggravée, les livres et les journaux sont censurés ou retenus.
- L'isolement total a pour but de détruire sa capacité de concentration et de travail nécessaire à son procès, de même les mesures de stress incessantes dirigées contre lui ont été aggravées, comme par exemple la décision du déshabillage et la fouille corporelle tous les soirs. Lorsque Knut a refusé de participer volontairement à cette mesure dégradante, il a été tabassé par un commando de choc.
- Depuis son transfert à Stammheim, la promenade lui a été interdite et ainsi il doit passer 24 heures sur 24 en cellule.
- Les visiteurs qui menaient une discussion avec lui sur son procès sont maintenant refusés. Cette interdiction des visites culmine dans le fait que même le frère de Knut devrait être interdit de visite pour toujours!

Nous considérons cette interdiction des visites contre un parent comme une attaque exemplaire contre chaque parent pour nous couper pas à pas tout contact avec les prisonniers. Même dans les dictatures militaires en Amérique Latine le droit de visite pour les parents reste relativement intact, sans entraves ; à cet égard, la RFA apparaît ainsi donner la direction.

Ce programme scientifique de lavage de cerveau et de conditionnement contre les prisonniers politiques prend aussi en considération les parents pour ainsi rendre de plus en plus étanches les cellules. Les obstacles comme la nécessité de faire de longs voyages, la vitre de séparation utilisée à leur gré, l'interdiction de tout contact corporel (l'accolade etc.), les restrictions sur les thèmes des discussions, les chicanes par les agents avant et après chaque visite, le traitement humiliant de la fouille corporelle, ainsi que les nombreuses tentatives d'intimidation, la menace de la criminalisation, la surveillance policière et les vérifications incessantes même aux frontières européennes par l'intervention d'Interpol n'ont pu et ne pourront nous empêcher de continuer les rapports solidaires entre nous et nos parents emprisonnés et de continuer de lutter pour assurer les contacts avec eux !!!

L'abolition de la torture par l'isolement !

Le regroupement des prisonniers politiques en groupes de 15 !

Les visites sans obstacles pour les parents !

L'engagement de l'avocat de confiance de Knut Folkerts !

Adresse de contact : M. Barabass  
Rottstr. 20  
463 BOCHUM 1

"des gens comme Herold<sup>(1)</sup> et moi trouvent toujours une solution ..." Butack (2)

Cette "solution", les prisonniers politiques en RFA doivent la suivre depuis de nombreuses années:

- la torture par isolement durant des mois et des années pour les prisonniers de la guérilla,
- 8 prisonniers assassinés (3),
- la légalisation du statut d'otage pour les prisonniers politiques par la "loi d'interdiction des contacts" ("kontaktsperregesetz") (4),
- les contraintes telles que les interdictions de bénéficier d'une défense politique et juridique lors des procès politiques,
- les recherches aux seules fins de liquidation,
- l'offre de collaboration à la gauche légale.

Après l'automne 77, à l'époque où l'opinion publique internationale était particulièrement attentive aux événements en RFA, les autorités annoncèrent la suppression de la torture par isolement et prétendirent que l'"intégration progressive" des prisonniers politiques dans le "régime pénitenciaire normal" était entamée.

En même temps, en grande hâte et dans le plus grand secret, une série de quartiers et de cellules de haute sécurité étaient construites; ce qui démontre bien que la "normalisation" pour les prisonniers politiques n'avait jamais été envisagée.

Le but que les autorités chargées de la protection de l'Etat cherchaient à atteindre, en mentant au sujet de cette normalisation, apparaît maintenant très clairement à travers les mesures prises contre Günter Sonnenberg, inapte au maintien en détention à la suite de ses blessures à la tête (5):

La torture par isolement qu'il subit depuis trois ans - à l'encontre de tous les avis médicaux indépendants -, a été réinstaurée après son transfert à Bruchsal le 19 mars. Apart une heure pendant laquelle il est dans le couloir avec des prisonniers "sélectionnés" et auxquels il est interdit de lui adresser la parole, et à part le droit d'aller à la messe une fois par semaine, Günter Sonnenberg est complètement coupé du monde extérieur. Sa cellule fait 3 mètres sur 2, et n'a qu'une seule petite fenêtre à 2,5 m du sol.

Du 21/4 au 16/5, Günter a fait une grève de la faim pour revendiquer le droit d'être avec ses camarades, car pour lui, la communication et les discussions politiques si intenses sont un besoin vital. Si le 9/6 au plus tard, il n'est pas transféré dans un plus grand groupe (un groupe plus large) de prisonniers politiques, il reprendra la grève de la faim.

Pour Günter, ce combat est "la seule possibilité, la seule alternative pour lutter contre une mort, une asphyxie silencieuse"; c'est pour qu'échoue cette intention d'utiliser la blessure de Günter pour pouvoir le plus tôt possible le faire passer pour un prisonnier complètement détruit.

Les prisonniers pour lesquels cette ~~XXXXXXXXXX~~ situation de soi-disant normalité est insupportable, la rejettent tout à fait. Ils refusent de prendre part à cette comédie: de se rendre dans ce couloir qui ne supprime pas la torture par isolement, et qui ne sert qu'à légitimer la propagande de l'Etat au sujet de soi-disant "normalisation". Entretemps l'accès à ce couloir leur a été totalement interdit ainsi pour Lutz Tauffer, totalement isolé depuis décembre 79, et Knut Folkerts depuis deux mois, et Günter Sonnenberg depuis le début de sa grève.

Pour les prisonniers politiques, une seule chose compte: obtenir le rassemblement en groupes d'au moins quinze d'entre eux. Telle est la revendication de leur combat.

Après la dernière grève de la faim des prisonnières de Kubeck, le transfert de Irmgard Möller (isolée depuis 1972) dans leur groupe avait été accordé, mais jusqu'à présent les autorités judiciaires l'ont empêché.

C'est l'autre aspect de la politique de "libéralisation" menée à grands fracas par le ministre de l'intérieur Baum.  
L'escalade de ces derniers mois contre les prisonniers politiques, parce que leur identité politique et leur volonté de lutte est indestructible.

Aux méthodes perfectionnées pour détruire l'équilibre mental des prisonniers politiques, qui sont appliquées dans les quartiers de haute sécurité, s'ajoute maintenant ce que les psychologues appellent un programme de stress: brimades continuelles, imprévisibles et en apparence non fondées (sans aucun sens) abus et sévices en vue de créer une atmosphère de trahison, dans laquelle il ne serait plus possible de projeter et d'établir librement le programme de la journée et ses propres activités.

D'après des méthodes de conditionnement établies par les américains, spécialistes en lavages de cerveau, le prisonnier serait amené à se trouver dans un état d'abandon complet, qui devrait l'amener peu à peu à penser et agir individuellement.

A cela s'ajoutent encore les sévices corporels et les humiliations contre une série de prisonniers: à Schwalmsstadt le 12/12/79, Lutz Tauber fut battu par un commando jusqu'à ce qu'il perde connaissance. En janvier et en février 80, les femmes emprisonnées à Lübeck et à Berlin, furent complètement déshabillées et battues par une section de gardiens masculins, ce qui n'est pas sans rappeler les sévices subis par les femmes dans les camps de concentration du 3ème Reich, dans les prisons du Tiers-Monde et chez nous, les savons dans les prisons espagnoles. Il y a quelques semaines, Knut Folkerts, contre lequel se déroule actuellement un procès à Stammheim, fut battu par un commando parce qu'il se refusait à se prêter tous les soirs à un rituel de déshabillage et de fouille complète.

Nombreux sont ceux qui ont vécu l'annihilation de la résistance au fascisme et, par le combat que mènent les prisonniers, nombreux sont ceux dont la volonté s'est accrue de ne plus taire maintenant les méthodes fascistes de l'Etat-SPD.

Autrefois l'on assassinait "lors d'une cavale"; maintenant on assassine "par légitime défense" comme ce fut le cas pour Petra Schelm, Thomas Weisbecker, Georg Von Rauch, Werner Sauber, Michaël Knoll, Willi Peter Stoll, Elizabeth von Dijk. L'an passé, lors d'une perquisition chez Adelheid Schulz, un flic du BKA a dit à sa mère: "nous aurons votre fille avant la Noël, mais pas vivante ...".

La recherche aux seules fins de liquidation fait partie de cet "Etat libéral situé sur le sol allemand", de ce "modèle pour l'Europe". Elle traduit le caractère réel de ce système qui ne recule devant rien pour préserver son pouvoir.

Nous faisons appel à l'opinion publique internationale pour s'opposer à la situation actuelle des prisonniers politiques, et pour appuyer leurs revendications:

- suppression de la détention en isolement,
- rassemblement des prisonniers politiques en groupes de quinze,
- transfert de Anna Krabbe, Angelika Speitel, Irmgard Möller et Verena Becker à Lübeck,
- transfert de Günter Sonnenberg dans un groupe de prisonniers politiques plus large,
- libre accès de médecins dignes de confiance,
- contrôle des conditions de détention par des organismes internationaux et indépendants.

- 
- 1 Herold: chef du BKA (Bundeskriminalamt)/office fédéral de police criminelle
  - 2 Buback: procureur général fédéral, exécuté par le commando Ulrike Meinhof de la fraction armée rouge, le avril 1977.
  - 3 Holger Meins ( /11/74), Katharina Hammer Schmidt ( / /75), Siegfried Hausner ( / /75), Ulrike Meinhof (9/5/76), Gudrun Ensslin 5/18/10/77), Andreas Baader (18/10/77); Jan-Carl Raspe (18/10/77), Ingrid Schubert (12/11/77).
  - 4 Kontaktsperregesetz: loi sur l'interdiction des contacts, votée en toute hâte dès le début de l'enlèvement de Hans-Martin Schleyer par le commando Siegfried Hausner de la fraction armée rouge, et qui légalise la mise au secret totale (même vis-à-vis des avocats) des prisonniers pour une période de 40 jours renouvelable. C'est durant une telle période qu'ont été assassinés Gudrun Ensslin, Andreas Baader et Jan-Carl Raspe le 18/10/77 à Stammheim.

5 Günter Sonnenberg fut visé et blessé à la tête lors de son arrestation le 5/5/77 par une balle "down-down" tirée par la police. Atteint par des éclats de balle au cerveau, Günter souffre depuis lors de troubles amnésiques et de la concentration. Alors que tous les experts médicaux qui ont pu se prononcer, ont exigé sinon sa libération, au minimum qu'il puisse bénéficier de relations sociales intenses et positives -ce qui signifie: avec des gens qui ont sa confiance-, il est placé depuis son arrestation dans des conditions d'isolement les plus extrêmes. Déclaré d'autre part inapte à suivre un procès en pleine possession de toutes ses facultés, le tribunal de Stammheim l'a néanmoins condamné l'année dernière à une peine de détention à perpétuité pour ... "tentative de meurtre sur un policier lors de son arrestation".



## SOLIDARITY WITH NAFHA

On August 7th, we - a group of 30 relatives and friends of the anti-imperialist political prisoners in West Germany - demonstrated in front of the Zionist embassy in Bonn. Our demonstration was to express our mourning and rage over the murders of Ali Mohammed Shahada Al Ja'afari and Rassim Halawi, and to express our solidarity with the fight of the prisoners of the Palestinian Resistance against conditions in Zionist jails. We declare our solidarity with the struggle of these prisoners and that of their relatives, friends and comrades, who are fighting like us for humane conditions of detention. We declare our solidarity with the struggle of the 9 mothers on a hunger strike in Jerusalem, with those who occupied the international Red Cross building and with all other manifestations of protest that exist against the oppression and arrests by the Zionist regime.

Since July 11th, 48 prisoners in Nafha have been on a hunger strike to protest the conditions of their detention, which are destroying their lives. Eight to 10 people must spend 23 hours a day in cells without beds, without enough light or fresh air at 38°C desert heat. Instead of having their demands fulfilled, the prisoners were beaten after beginning the strike, and concentrated salt water was pushed into their legs and stomachs by a tube. This torture was presented to the public as 'forced feeding'. Since the murders of Ali Mohammed Shahada Al Ja'afari and Rassim Halawi, more than 500 prisoners in all Zionist jails have joined the strike.

As in 'Israel', forced feeding is cynically

portrayed in West Germany as a humane measure, but in reality it is a method of torture and a covert way of killing prisoners. As in 'Israel', political prisoners in West Germany are exposed to conditions which are torture, even if the methods are partially different. Like in 'Israel', the conditions are portrayed to the public as 'privileged conditions'. Political prisoners also get killed in jails in West Germany.

We made this demonstration because, as relatives and friends of prisoners, we know through our own experience that we are confronted with the same system of oppression as the resisting people in Palestine, even if this system has a different facade. Zionist police and torture specialists work together with those of West Germany and the USA. Members of the Zionist and West German Secret Service planned in the Netherlands to drug a German political prisoner, in order to extort information. German authorities made it possible for Mossad, together with the West German Secret Service BND, to interrogate and torture Palestinian prisoners, as was revealed to the public in the autumn of 1979. With the knowledge and support of the West German government, 2 German comrades were tortured in Zionist prisons and were finally judged by a military court. German weapons were among those that destroyed the Palestinian refugee camp Tel Al Za'atar.

Today the German Social Democratic government, along with the Socialist International, tries to play the role of protector of the rights of the Palestinian people. We know that this is only an attempt to control the Palestinian Resistance by another method, because the West German government has never worried about the misery of the expelled, oppressed and tortured, but

only about the resistance against this. West Germany, along with the USA, is responsible for the war against the Palestinian people, making possible and by defending the existence and violent expansion of the state of 'Israel' through arms supplies, as well as financial and political aid. Like West Germany in Europe, 'Israel' has the task in the Middle East of guaranteeing the interests of US imperialism.

We demonstrated because the struggle for the Palestine Resistance for independence, liberation and self-determination against imperialism and Zionism is also part of the struggle for liberation. It must be part of the struggle of all people who no longer accept the oppression and the danger of destruction posed by the imperialist system and its war.

We support the demands of the Palestinian prisoners

- Improvement of the conditions!
- Abolition of the detention camps in Nafha, in the Negev desert!
- Recognition as Prisoners of War!

Moreover, we demand an inquiry into the murders of Ali Mohammed Shahada Al Ja'afari and Rassim Halawi, to be made by an independent party!

After demonstrating just a short time, we were arrested, taken to police headquarters and imprisoned for 6 hours. We discovered that the Federal Prosecutor investigated the possibilities for using paragraph 129 (support of a terrorist organization) against us. The reaction of the political police here corresponds to the reaction of the Zionist military police against the demonstration and protests of the relatives and friends of the Palestinian prisoners. Both are caused by imperialist and Zionist fear of a common anti-imperialist resistance here in Europe and in the third world.

**la lutte des prisonniers**

- lettres des prisonniers
- déclarations des grèves de la faim 1973 et 1974/75
- déclaration du mars 1977 et déclaration de Gudrun Ensslin du 30 avril 1977
- déclaration d'Irmgard Müller août 1977 et déclaration de Gudrun Ensslin août 1977
- déclaration de Hanna Krabbe, 28 novembre 1978
- déclaration des femmes à Berlin, 20 avril 1979
- déclaration et extrait de lettre de Ron Augustin, mai 1979
- déclaration d'Irmgard Müller, 11 juin 1979

I

*Dernière lettre d'Holger, cinq jours avant son assassinat, à un prisonnier qui avait interrompu la grève de la faim*

L'unique chose qui compte, c'est le *combat* — maintenant, aujourd'hui, demain, que tu bouffes ou pas. Ce qui compte, c'est ce que tu en fais : un bond en avant. Faire mieux. Apprendre par l'expérience. C'est cela qu'il faut en faire. Tout le reste, c'est de la merde. LE COMBAT CONTINUE. Chaque nouvelle lutte, chaque action, chaque *bataille* apportent des expériences nouvelles et inconnues, et c'est comme ça que se développe le combat. Ne se développe de toute façon que comme ça. Le côté subjectif de la dialectique de la révolution et de la contre-révolution : « Ce qui est décisif, c'est de devenir capable d'apprendre. »

*Par le combat, pour le combat.* A partir des victoires, mais plus encore à partir des erreurs, des flips, des défaites. C'est là une loi du marxisme.

Combattre, avoir le dessous, encore combattre, avoir encore le dessous, combattre à nouveau et ainsi de suite jusqu'à la victoire finale. Voilà la logique du peuple. Dit le Vieux.

Cependant : « matière » : L'homme n'est rien que matière comme *tout*. L'homme *entier*. Le corps et la conscience sont matière « matérielle », et ce qui fait l'homme, ce qu'il est, sa li-

1. Le prisonnier noir George Jackson fut tué par des gardiens, le 21 août 1971, dans la prison de San Quentin (Californie). Jackson était dirigeant du Black Panther Party, et il avait publié un livre sur ses expériences en prison : *Devant mes yeux, la mort*, Gallimard.

berté — c'est que la conscience *domine* la matière — *soi-même*, et la nature extérieure *et* avant tout : l'être propre. Un des côtés d'Engels : tout à fait clair. Mais le *guérillero se matérialise* dans le *combat* — dans l'*action révolutionnaire*, ce qui veut dire : *sans fin* — justement : *le combat jusqu'à la mort*, et bien sûr, collectivement.

Ce n'est pas un fait de matière, mais de *politique*. De PRATIQUE. Comme tu dis. Un fait, avant comme après. Aujourd'hui, demain, et ainsi de suite. Hier, c'est passé. Critère également, mais *avant tout FAIT*. Ce qui est — *maintenant* — dépend en *premier lieu de toi*. La grève de la faim est loin d'être terminée.

Et le combat ne s'arrête jamais.

Mais

Evidemment, il y a un point : *Quand tu sais* qu'avec chaque VICTOIRE DES PORCS l'intention concrète de meurtre devient plus concrète — et que tu ne participes plus, te mets à l'abri et offres *par là* une victoire aux PORCS, c'est-à-dire que tu nous livres, alors tu es *toi-même* le porc qui divise et encercle pour survivre lui-même, et alors ferme ta gueule avec ton : « C'est ce que je dis : la pratique. Vive la R.A.F. ! Mort au système des porcs. » Parce que *là* — c'est-à-dire si tu ne continues pas la grève de la faim avec nous — il vaut mieux que tu dises, et ce serait plus honnête (si tant est que tu saches encore ce que c'est : l'honneur) : « C'est ce que je dis : je suis vivant. A bas la R.A.F. Victoire au SYSTEME DES PORCS —.

Où bien homme, ou bien porc

Où bien survivre à n'importe quel

Prix ou bien le combat jusqu'à la mort

Où bien problème ou bien solution

Entre les deux, il n'y a rien.

Victoire ou mort — disent les types partout, et c'est le langage de la guérilla — même dans la minuscule dimension ici : car il en va de la vie exactement comme de la mort : « Les hommes (donc : nous) qui refusent d'arrêter le combat, gagnent ou bien meurent, au lieu de perdre et de mourir. »

Assez triste d'être obligé de t'écrire encore des choses pareilles. Bien sûr, je ne sais pas non plus comment ça fait quand on meurt ou quand on te tue. D'où le saurais-je ? Dans un instant de vérité, l'autre matin, ça m'a d'abord traversé la tête : C'est donc comme ça (évidemment, je ne le savais pas encore), puis

à mettre plus loin, dans la dernière lettre d'Ulrike 1

(devant le canon de fusil braqué juste entre les yeux) : Bon, égal. C'était ça. En tout cas, du bon côté.

Tu devrais en savoir quelque chose, toi aussi. Enfin. De toute façon, chacun meurt. La question est seulement de savoir comment, et comment tu as vécu, et la chose est bien claire : EN COMBATTANT CONTRE LES PORCS, en tant qu'HOMME POUR LA LIBÉRATION DE L'HOMME : en tant que révolutionnaire au combat — tout en aimant la vie, méprisant la mort. Voilà ce que j'entends par : servir le peuple — R.A.F.

2

*Lettre d'Ulrike à Hanna Krabbe*

(prisonnière, membre du commando Holger Meins)

Ce que disent les hommes politiques, ce n'est pas ce que les gens pensent, mais ce qu'ils doivent penser —

Et quand ils disent « nous » ils essaient de baratiner de façon à ce que les gens reconnaissent ce qu'ils pensent et leur façon de penser, et le retrouvent bien formulé —

Mais l'Etat n'aurait pas besoin de sondages d'opinion, même pas de la Protection de la Constitution, si l'endoctrinement par la conduite psychologique de la guerre était si simple —

Le pays légal n'est pas le pays réel, dit Gramsci, ou tout simplement : l'opinion dominante n'est pas l'opinion de ceux qui sont dominés —

C'est de la merde, ce que tu dis là. Ta manière de penser est imaginaire. Comme si l'ennemi était l'idéologie qu'il crache, les radotages, les platitudes qui sortent de cette boîte accrochée au mur en te cassant les oreilles, avec le ton du consensus des hommes politiques, comme si les médias et les gens à qui l'on verse toute cette merde étaient la même chose —

Pas réelle, *matérielle* la machine de counterinsurgency constituée par le Bureau fédéral de la Police criminelle, l'Accusation fédérale, la Protection de la Constitution, le gouvernement, les médias, les services secrets etc.

Comme si l'ennemi n'était pas matériel, mais idéal.

Ainsi tu ne te demandes pas quel est véritablement cet état dont Brandt dit qu'il est « normal » —

le  
h-  
le Office

2

Et à propos de la phrase de Buback (cf. Index) tu ne remarques pas que *lui* a pigé le caractère de l'affrontement : guerre, et sa dimension : internationale, et qu'il parle en tant que fonction du capital U.S. ; tu trouves simplement le mot « absurde » — et au lieu d'une analyse tu trouves un mot — « C.I.A. », qui constate de façon métaphorique la décadence morale de la politique de Buback — mais c'est gratuit — tu te dénonces toi-même en faisant cela, parce que tu te plains pratiquement du fait qu'il y a guerre, *après* t'être clairement mise de notre côté dans cette guerre et après avoir commencé à lutter.

Ton texte s'adresse à un public de mouvements de droits civiques américains —

Et l'on peut alors se demander : Si c'est ce que tu veux, pourquoi es-tu ici, au lieu d'être là-bas ?

Mais tu es ici.

L'internationalisme dans lequel tu as combattu, et par lequel tu es dans le contexte de la R.A.F., n'est pas non plus celui des organisations internationales interétatiques, telles que l'O.N.U. ou Genève, mais c'est l'internationale des mouvements de libération menant la guerre contre l'impérialisme dans le tiers monde et dans les métropoles —

*Guerre* — voilà tout. Tu ne trouveras pas d'orientation si tu te réfères à des ragots, mais *uniquement* par l'étude des faits et de leur contexte dans la lutte des classes.

Si dans l'isolement tu ne peux fournir l'effort de piger continuellement et toujours la *réalité* en la saisissant dans un *concept*, son concept matérialiste dans le contexte de la lutte — lutte des classes conçue comme guerre — alors tu deviens « blanche », tu décroches, tu deviens malade, c'est-à-dire tu finis par avoir une relation malade envers la réalité — voilà la trahison par la capitulation devant la réalité de la torture et de l'effort que demande la résistance — sinon elle n'est qu'un mot.

Ça ne va pas — tu ne peux pas te permettre dans l'isolement de te torturer en plus toi-même. Ce qui ne veut pas dire que — comme l'a dit Andreas là-bas — certaines expériences ne doivent pas être souffertes dans le processus de la libération de l'aliénation — mais de se crever pour comprendre la politique, les faits et leur interaction, ainsi que le groupe, est une chose ; et c'en est une autre de se crever parce que l'isolement t'as pris toute illusion sur toi-même ; cela peut être assez amer.

Et si sous ta structure de rendement il y a, à cause de ta so-

cialisation, l'angoisse et le désespoir, en bien te lève à partir de cela —

Tu dois peut-être piger — je ne sais pas — qu'on ne peut obtenir quelque chose avec des mots que s'ils traduisent la conception de la situation concrète, celle dans laquelle chacun se trouve dans l'impérialisme ; qu'il est absurde de vouloir faire de l'agitation par des mots, alors que *seules* l'explication et la vérité peuvent agiter —

que dans le milieu dans lequel nous combattons — Etat postfasciste, civilisation de consommation, chauvinisme des métropoles, manipulation des masses par les média, conduite psychologique de la guerre, social-démocratie —

que contre la répression à laquelle nous sommes confrontés ici, l'indignation n'est pas une arme. Elle est émoussée, et elle est si creuse. Celui qui est vraiment indigné, donc concerné et mobilisé, ne crie pas, mais réfléchit à ce qu'il peut faire.

C'est le S.P.K. (~~Sozialistisches Patienten-Kollektiv~~) — que de remplacer la lutte par de grands cris. Ce n'est pas seulement écœurant, mais cela te brise dans l'isolement, parce que cela n'oppose à la répression matérielle, dure, que de l'idéologie, au lieu de lui opposer un effort mental, qui est donc physique.

Armer les masses — c'est encore avant tout le capital qui le fait : les flics et l'armée et l'extrême droite. Donc avant de t'en prendre aux masses en R.F.A. ou aux « masses » tout court, réfléchis à la question de savoir comment la situation est ici. Ho Chi Minh écrivait en 1922 dans *L'Humanité* :

« La masse est fondamentalement prête à la rébellion, mais complètement ignorante. Elle veut se libérer, mais elle ne sait par où commencer. »

Cela n'est pas notre situation.

Ce à quoi nous réfléchissons le plus actuellement ici, c'est la question de savoir comment les expériences en partie horribles que nous avons faites dans l'isolement et pour lesquelles les concepts sont : trahison, capitulation, autodestruction, dépolitisation, peuvent être transmises, de façon que vous n'ayez pas à les refaire. Donc s'il est vrai que dans la guérilla chacun peut apprendre de chacun, il doit être possible de transmettre les expériences — à condition seulement de comprendre collectivement comme un processus — les histoires d'autorité dans lesquelles on institutionnalise des personnes, sont un antagonisme à cela.

Collectivité en tant que processus signifie combattre *ensem-*

ble — contre l'appareil qui, justement, est réel et non pas imaginaire.

19 mars U.

C'est de la merde : cour de « psychiatrie ».

La ligne Ossendorf (la prison de Cologne-Ossendorf) est comme partout extermination, et des psychiatres y participent, de même que les méthodes qu'applique la Sûreté de l'Etat sont conçues par des psychiatres — la psychiatrie, comme la science impérialiste en général, est moyen, et non pas fin.

La psychiatisation est une ligne de la conduite psychologique de la guerre, pour établir dans le combattant brisé l'absurdité de la politique révolutionnaire, pour prendre aux combattants leur crédibilité, mais c'est aussi une ligne de la tactique policière — pour les priver, par la destruction de ce que Buback appelle la « libération par la force », de leur intérêt militaire : le recrutement.

Ce que fait Bucker (directeur de la prison d'Ossendorf) n'est pas de la psychiatisation — c'est de la terreur. Il veut vous user jusqu'au bout. Avec tes concepts comme thérapie, essai de lavage de cerveau, tu n'y es pas, tu mets un intermédiaire là où l'attaque est frontale.

La méthode Ossendorf — comme en général la méthode taule — seulement Ossendorf représente la perfection de la construction et de la conception de l'application des peines, incarnées par Bucker et Lodt — est aseptique, totale — couper l'air au prisonnier de telle façon qu'il perd finalement sa dignité, sa conception de lui-même et son sens de la terreur. Le concept est extermination. La psychiatisation là-dedans n'est qu'un moment, n'est qu'un intermédiaire à côté d'autres. Si tu la regardes fixement comme le lapin, le serpent, tu ne piges pas ce qui marche à côté.

« Pas de fenêtres » — bien sûr. Mais là-dedans, il y a plus : le fait d'être décontenancée devant l'isolement, le sadisme avec lequel il est calculé, la perfection de son application, la totalité de la volonté d'extermination de la section « Sécurité » du Bureau fédéral de la Police criminelle, le fait d'être décontenancée devant la rigueur de l'antagonisme dans lequel nous sommes entrés en tant que combattants, décontenancée devant le fait que le fascisme existe effectivement ici, que ce n'est donc, effec-

tivement, pas seulement une affirmation de notre part, mais le concept exact pour le caractère de la répression qui te frappe, quant tu commences à faire dans cet Etat de la politique révolutionnaire.

Ils ne peuvent psychiatriser personne qui ne le permette/veuille pas. Tes grands cris sur la psychiatrie mythifient l'isolement. Et là il a son effet — alors qu'il faut le combattre, et évidemment vous devez mener la guerre contre les chicanes de Bucker —

Donc exiger : pas de contrôle acoustique, *uniquement* visuel quand vous êtes ensemble, comme à Stammheim. Mais ici aussi, c'était évidemment une lutte, jusqu'au moment où le flic qui nous *écoutait* n'y était plus, que nous pouvions nous asseoir par terre, etc. Sans rien faire, il n'y a *que* la répression qui marche. C'est clair.

Tu *déconnes* aussi. Quand tu sors de ton tiroir l'exigence de concentration et la ligne prisonniers de guerre, comme si c'était une menace — contre Müller (président de la cour au procès contre les prisonniers du commando Holger Meins ayant occupé l'ambassade de Stockholm). C'est des conneries. Nous devons viser la concentration et l'application de la Convention de Genève — mais qu'attends-tu de Müller ?

Nous les combattons, et la lutte ne s'arrête jamais, et ils ne nous faciliteront pas les conditions de lutte. Evidemment, si ton argumentation se passe au niveau de la morale bourgeoise, tu n'auras bientôt plus de munition, c'est débile. Donc fais bien attention à toi — parce que personne ne peut le faire à ta place dans l'isolement — pas même Bernd (prisonnier, membre du commando Holger Meins).

*Dernière lettre d'Ulrike, aux prisonniers de Hambourg, trois semaines avant son assassinat*

Nous finissons par la trouver vraiment intolérable — cette position de classe avec laquelle tu te gonfles ici.

Ce n'est pas non plus une question de définition — Puisque la *lutte* en est éliminée, donc l'essentiel.

Elle n'existe pas. C'est un piédestal qui a peu à voir avec ce que nous voulons. Ce que nous voulons, c'est la révolution. C'est-à-dire : il y a le but — et par rapport au but, il n'y a pas

1 éloques

de position, mais *seulement* le mouvement, la lutte, le rapport à l'être — comme tu dis — cela signifie donc : combattre.

Il y a la situation de classe : prolétariat, prolétarisation, déclassement, abaissement, humiliation, expropriation, absence de liberté, misère.

Dans la pénétration totale, dans le système impérialiste, de toutes les relations par le marché et dans le processus d'étatisation de la société par les appareils idéologiques et répressifs d'Etat, il n'y a pas de lieu ou de temps dont tu puisses dire : je pars de là. Il y a l'illégalité et des territoires libérés, mais l'illégalité comme position offensive pour l'intervention révolutionnaire, tu ne la trouves pas non plus toute donnée, elle est elle-même un moment de l'attaque, c'est-à-dire n'existe pas sans elle.

La position de classe, c'est la politique extérieure soviétique dont on a prétendu qu'elle part de la position du prolétariat mondial, et le modèle d'accumulation prétendument socialiste de l'U.R.S.S. —

C'est la position — l'apologie — du socialisme dans un pays et cela signifie : une idéologie de renforcement de la domination d'une dictature qui ne s'est justement pas déterminée d'une manière offensive à partir de la contradiction avec l'impérialisme, mais d'une manière *offensive* à partir des contraintes d'encerclement —

Tu peux dire que la politique soviétique intérieure et extérieure a été nécessaire historiquement —

Mais tu ne peux reprendre son extrapolation comme position de classe.

La position de classe, et donc l'intérêt, le besoin, la mission de la classe, lutter pour le communisme afin de pouvoir vivre, est contenue dans sa politique. Je dirais : dépassée en elle. Mais c'est contradictoire. Position et mouvement s'excluent l'un l'autre. C'est une construction de remplacement et de justification — une prétention.

Elle prétend la dérivation de la politique de la classe à partir de l'économie — et c'est faux. La politique de la classe est un résultat de l'affrontement avec la politique du capital — ; la politique du capital est une fonction de son économie, et je crois que Poulantzas comprend cela justement quand il dit que les fonctions économiques de l'Etat font partie de ses fonctions répressives et idéologiques — lutte de classes.

La politique de la classe, c'est son combat contre la politi-

que du capital et non pas contre l'économie qui les prolétarise directement ou par l'intermédiaire de l'Etat.

La position de classe du prolétariat, c'est la guerre — c'est une contradiction in adjecto — une connerie.

L'Union soviétique fait des discours sur la position de classe, parce qu'elle veut faire passer sa politique étatique pour une lutte de classes —

Je dirais : c'est là la capitalisation de la politique extérieure soviétique. Ce qui veut dire justement : ils peuvent être des alliés dans le processus de libération, mais pas un protagoniste.

Le protagoniste n'a pas de position — il a un but. Mais la « position de classe » a toujours été un matraquage — la prétention d'affirmer et d'octroyer au moyen de l'appareil d'un parti, un concept de la réalité qui ne coïncide pas avec la réalité perçue et perceptible — car il prétend l'existence d'une position de lutte sans lutte de classes —

Comme tu le dis : « à partir de laquelle » il faudra agir et non pas : on agit déjà —

En 69, c'étaient *des* groupes m-l/ksv, so qui, par la « position de classe », ont dépolitisé le mouvement politique dans les universités, en prétendant juste une politique qu'aucun étudiant ne pouvait plus suivre émotionnellement —

C'était une position de liquidateurs contre le mouvement de protestation anti-impérialiste.

Et je pense que c'est cela l'horreur de ce concept et de son contenu, à savoir qu'il supprime l'identification émotionnelle avec une politique prolétarienne comme possibilité —

Elle est un catéchisme.

Nous ne partons justement *pas* d'une position de classe quelle qu'elle soit, mais de la *lutte* de classes comme principe de toute histoire, et de la *guerre* de classes, comme la réalité dans laquelle la politique du prolétariat se réalise — comme nous l'avons compris — *seulement* dans et par la guerre —

La position de classe ne peut être que le *mouvement* de la classe, dans la guerre de classes, le prolétariat mondial luttant par les armes, et dans la *réalité* son avant-garde, les mouvements de libération — comme dit Jackson : « connections, connections, connections » — et donc mouvement, interaction, communication, coordination, lutter ensemble — stratégie.

Tout ceci est paralysé dans ce concept de « position de classe » — et d'ailleurs tu l'utilises de cette façon-là : tu essaies d'en convaincre Inge — ceci — tu devrais le savoir depuis long-

Note<sup>1</sup> ici

temps qu'il n'y a rien de plus écœurant que le bourrage de crâne.

*/ encore*  
Ou bien : la position de classe est une position triomphaliste.

C'est certain — elle a vraiment quelque chose d'héroïque. Seulement nous ne visons pas ça, mais l'effet.

Mais assez. J'ai l'impression de parler à un mur, ce qui n'est pas le sens de la chose. Le sens est de te faire descendre de ton piédestal —

'Alors descends, tu fanfaronnes.

13 avril Ulrike

3

Déclaration de Jan-Carl Raspe au procès de Stuttgart-Stammheim

Je ne parlerai pas longtemps.

Nous croyons qu'Ulrike a été exécutée. Nous ne savons pas comment, mais nous savons par qui, et nous pouvons définir le calcul de la méthode. Je rappelle la phrase de Herold (cf. Index) : « Les actions contre la R.A.F. doivent se dérouler de façon à refouler les positions de sympathisants. » */rom*

Et Buback : « La Sûreté de l'Etat existe du fait que des gens s'engagent pour elle. Des gens comme Herold et moi trouvent toujours un moyen. »

C'était une exécution froidement conçue, comme Holger a été exécuté, comme Siegfried Hausner (cf. Index « Commando Holger Meins ») a été exécuté. */rom*

Si Ulrike avait décidé de mourir, parce qu'elle y voyait la dernière possibilité de se (son identité révolutionnaire) maintenir contre la lente destruction de la volonté dans l'agonie de l'isolement — elle nous l'aurait dit — en tout cas à Andreas :

*Telle était leur relation.*

Je crois que l'exécution d'Ulrike maintenant — en ce moment — a sa raison dans une culmination — une première percée politique de l'affrontement international guérilla-Etat impérialiste R.F.A. C'est ce que disent des informations dont je ne veux pas parler maintenant. *F*

L'assassinat se situe dans une ligne stratégique de tous les essais de mainmise de l'Etat depuis six ans : l'extermination

6

physique et morale de la R.A.F. Et il vise tous les groupes de guérilla en Allemagne fédérale, pour lesquels Ulrike a une fonction idéologique essentielle.

Ce qui reste à dire —

Depuis le temps que je connais la relation entre Ulrike et Andreas — et je la connais depuis sept ans —, sa caractéristique était intensité et tendresse, sensibilité et précision.

Et je crois que c'était justement le caractère de cette relation qui a permis à Ulrike de supporter les huit mois de section silencieuse.

C'était une relation comme il peut s'en développer chez des frères et sœurs — orientée par un but identique, comme fonction de cette politique.

Et ainsi elle était libre — parce que la liberté n'est possible — que dans le combat pour la libération.

Il n'y a eu, pendant ces années, aucune rupture dans leur relation. Cela n'aurait pas été possible, parce qu'elle était déterminée par la politique de la R.A.F. Et dans la mesure où il a pu y avoir, dans le groupe, des contradictions profondes, elles ont été explicitées par une pratique concrète. Dans le processus de travail théorique, qui seul est possible en prison, elles ne peuvent trouver aucune base du fait d'une situation de lutte identique — et compte tenu de l'historique du groupe.

Que cela ait été exactement ainsi, c'est ce que prouvent les discussions, les lettres et manuscrits d'Ulrike jusqu'à vendredi soir. Ils expriment le véritable caractère de cette relation.

De prétendre maintenant qu'il y aurait eu des « tensions », un « froid » entre Ulrike et Andreas, entre Ulrike et nous, rendre, par cette infamie primitive et sinistre, le projet de l'exécution d'Ulrike utilisable pour la conduite psychologique de la guerre :

C'est Buback. Et c'est l'imbécilité de Buback :

Aucune de ces tentatives n'a jusqu'à présent mené à autre chose qu'à un concept de plus en plus clair des forces réactionnaires en Allemagne fédérale comme fascisme.

11 mai 1976

4

*Ceci est un fragment sur la structure. Ulrike voulait absolument le dire à Stammheim — afin de détruire la théorie des meneurs que l'Accusation fédérale utilise pour mener ce procès à son point. Andreas y était opposé et nous voulions le bâtir différemment.*

*Ce n'est pas très important, mais maintenant je l'ai sorti quand même parce qu'il réfute les affirmations infâmes de Buback — « contradictions » — et parce que c'est ce à quoi Ulrike a travaillé en dernier.*

*Il ne peut être publié qu'intégralement et ensemble avec la lettre à Hanna Krabbe et celle aux prisonniers de Hambourg.*

11 mai 1976 Jan

Fragment sur la structure

A ce que développe Habermas ici, il y a une condition dont nous disons qu'elle est la forme de la prolétarianisation de la classe dans les métropoles : l'isolement, résultant de la totalité de l'aliénation dans la production complètement étatisée.

L'isolement est la condition pour la manipulation.

Liberté contre cet appareil n'est possible que dans sa négation totale, c'est-à-dire dans l'attaque contre l'appareil dans un collectif combattant que la guérilla devient, doit devenir, si elle veut devenir stratégie, et donc vaincre.

La collectivité est un moment de la structure de la guérilla et — en pré-supposant la subjectivité comme condition de chacun

dans sa décision de combattre — son moment le plus important. Le collectif est le groupe qui pense, sent et agit en tant que groupe.

La direction dans la guérilla, c'est celui ou ceux qui tiennent ouvert le processus collectif du groupe et qui l'organisent dans le processus de leur pratique : la lutte anti-impérialiste à partir de leur autodétermination et de la décision de chacun d'être un moment de l'intervention, donc à partir de la conscience de chacun de ne pouvoir ce qu'il veut que collectivement, et cela vise le groupe dans lequel tout ce qu'il est : armée, politique, stratégie, embryon de la société nouvelle, dans son processus en tant que groupe engagé complètement dans le combat anti-impérialiste, est alors pratiquement, réellement dépassé.

La ligne, c'est-à-dire tirer, à partir de la stratégie, la logique et la rationalité des pas tactiques : des actions — est élaborée par tous — elle résulte du processus de discussion à partir des expériences et des connaissances de chacun, et elle est donc fixée collectivement et devient par là impérative.

Formulé autrement : la ligne est développée à partir du processus de la pratique et de l'analyse de ses conditions, des expériences et de l'anticipation — ce qui est possible en tant que processus homogène, parce que l'unanimité existe concernant le but et la volonté de l'atteindre.

Le processus de coordination de la pratique des groupes se développe, quand la ligne a été travaillée et comprise, militairement comme un ordre — son application exige une discipline absolue, en même temps qu'une autonomie absolue, une orientation et une force de décision autonomes, dans chaque situation et dans des conditions différentes.

Ce qui unit la guérilla à chaque moment, c'est la volonté de chaque membre de mener le combat.

Ainsi direction est une fonction dont elle a besoin pour son processus. Elle ne peut être usurpée. Elle est le contraire absolu de ce que la conduite psychologique de la guerre prétend de la direction de la R.A.F. : Andreas. Si Andreas était tel que le présente l'Accusation fédérale, il n'y aurait pas de R.A.F., il n'y aurait pas le processus de la politique de ces cinq dernières années, pour le dire tout simplement, nous n'existerions pas. Il est celui qui assure la direction dans la R.A.F. parce qu'il a été depuis le début ce dont la guérilla a le plus besoin : volonté,

conscience du but à atteindre, détermination, pratique collective —

Lorsque nous disons : la ligne est développée à partir du processus de la pratique et de l'analyse de ses conditions, celui de l'expérience et de l'anticipation, cela signifie que la direction est celui qui a la vue la plus large, la plus grande sensibilité et le plus de force pour coordonner le processus collectif, celui dont le but est l'indépendance et l'autonomie de chacun — sur le plan militaire : de former le combattant autonome —

Ce processus ne peut être organisé d'une manière autoritaire, aucune bande n'en est capable et sa direction par un chef de bande est exclue —

Le but de la campagne diffamatoire de l'Accusation fédérale contre Andreas est clair : elle prépare par là la démobilisation de l'opinion publique contre son assassinat — elle présente les choses de telle façon qu'on a l'impression qu'il suffirait d'éteindre ce seul type : Andreas, et qu'on aurait résolu ainsi le problème de la guérilla urbaine, ce qu'elle représente pour l'Etat — Maihofer (ministre fédéral de l'Intérieur (F.D.P.) dit qu'elle est le seul problème que l'Etat ne contrôle pas —

Nous en doutons. Dans le processus des cinq dernières années nous avons appris d'Andreas — parce qu'il est ce que nous appelons l'exemple, c'est-à-dire quelqu'un de qui on peut apprendre — à combattre, encore combattre, toujours combattre.

Parce que dans ce qu'il fait et donc dans ce que nous faisons il n'y a rien d'irrationnel, rien de contraint, rien de tourmenté —

Une des raisons pour lesquelles l'Accusation fédérale hait Andreas le plus, c'est le fait qu'il combat vraiment en utilisant toutes les armes — le fait que nous avons appris de lui, qu'il n'y a pas d'arme de la bourgeoisie que l'on ne puisse retourner contre elle : le principe tactique qui se fonde sur le concept du processus, au cours duquel le capital développe lui-même sa contradiction révolutionnaire. Et ainsi Andreas est le guérillero dont le Che dit qu'il est le groupe.

Il est celui parmi nous qui a fait sienne depuis longtemps la fonction d'absence de propriété — la fonction du guérillero qui anticipe le groupe et qui donc peut conduire son processus parce qu'il a compris sa nécessité, et qu'il a développé à partir du fait de l'expropriation totale, la prolétarianisation sous forme qu'elle a dans les métropoles : l'isolement, la guérilla sous la forme qu'elle a dans les métropoles, la force de la subjectivité,

de la volonté comme moteur dans le processus de construction d'une organisation de guérilla en RFA.

Il faut ici rappeler encore une fois qu'au début de toute initiative révolutionnaire - et nous pensons aux mouvements de grèves massifs qu'a connus la Russie en 1905, à la révolution d'octobre - , on en passe par la détermination et la volonté d'individus. C'est par leur médiation qu'un processus objectif, organique, trouve une orientation, une durée, une cohérence, une stratégie, une continuité et donc devient une force politique. Pour Gramsci, la volonté forte constitue le moteur du processus révolutionnaire au cours duquel la subjectivité se fait pratique.

154-

GRÈVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS POLITIQUES EN GRÈVE  
DE LA FAIM PENDANT LE MOIS DE MAI 1973

Notre grève de la faim de janvier-février a échoué. Les promesses faites par la « Bundesanwaltschaft » pour supprimer notre isolement étaient de la merde. Nous sommes à nouveau en grève de la faim.

Nous exigeons :

LE MÊME TRAITEMENT POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES QUE POUR LES AUTRES PRISONNIERS !

LIBRE INFORMATION POLITIQUE POUR LES PRISONNIERS, Y COMPRIS LA GAUCHE D'EXTRÊME GAUCHE

Plus ni moins. Immédiatement. Nous ne nous attendons pas avoir par des manœuvres du genre « calme, le temps travaille pour toi. »

Abolition de l'état d'urgence

-155-

Avale ta merde ou crève ! C'est la loi du système, celle du profit, celle qui intimide, menace, paralyse, transforme en chien chaque enfant, chaque femme et chaque homme. L'alternative, dans ce système, se résume à cette saloperie : ou s'écraser sous le diktat du capital (la chaîne dévore des hommes et recrache le profit ; le bureau dévore des hommes et recrache la domination ; l'école dévore des hommes et recrache la marchandise force de travail ; l'université dévore des hommes et recrache des programmeurs) ou alors crever de faim, se clochardiser, « se » flinguer.

Celui qui refuse cette alternative, qui après dix, quinze ou vingt ans de socialisation-dressage au profit du procès de production capitaliste est toujours une « forte tête », « gueule » encore, sait encore utiliser ses poings pour résister ;

Celui qui ne supporte pas les cadences infernales devient dingue, tombe malade ;

Celui qui au lieu de cogner son chef cogne sa vieille et ses mômes plutôt que de se laisser étouffer par la loi des bandits et des assassins (Springer fait 100 millions de marks de bénéfice net par an — mais « honnêtement ») ;

Celui qui développe même des idées de pouvoir ouvrier et de contre-violence, qui organise et fait de la politique révolutionnaire, est traité comme un criminel ou un fou.

Depuis l'époque de nos arrière-grands-pères, depuis les débuts de la société capitaliste, celui-là se fait choper par l'asile, l'hospice, la prison, la maison de correction, les juges, les flics, les psychiatres et les curés.

Celui qui ne se laisse pas imposer comme un fait naturel la guerre inavouée menée par la bourgeoisie contre le peuple, se retrouve pris dans les meules de la violence déclarée, les camps de prisonniers du système.

Là aussi, le tri recommence : l'un est « resocialisable », ce qui signifie que, privé de sa colonne

vertébrale, il est encore récupérable pour le processus d'exploitation capitaliste, tandis que l'autre, qui ne l'est pas, on l'écrabouille.

Au milieu de tout cela quelques prisonniers-alibis du système, hommes d'affaires condamnés pour fraude et les quelques porcs S.S.

La rationalité du système a toujours été de terroriser et d'anéantir ouvertement une partie du prolétariat dans les cas extrêmes (Treblinka, Maidanek et Sobidor) pour briser la résistance de la grande majorité du peuple contre l'exploitation (la prison et les camps d'extermination étant l'avant-dernière et la dernière mesure à l'encontre de toute forme de résistance), cela on le sait, c'est organisé et toujours voulu. Les prisons deviennent d'autant plus importantes pour ce système que la révolte du peuple est plus forte, que la morale du système, son idée de la propriété sont fichus, et que l'armement du peuple n'est plus une simple utopie — mais une contre-violence effective.

Les salauds ont les prisons bien en main, plus il y a de réformes plus les mailles du filet du système pénitentiaire se resserrent. Ils ont tous les moyens : violence, isolement, transfert, corruption, privilèges, semi-liberté et « prison ouverte », réduction de peine, mouchards, tortures, grâce, etc... Ils ont la chaîne justice/police/incarcération/psychiatrie ; ils ont les *media* (journaux, télévision, radio) ; contre les tensions provoquées par l'incarcération (meurtre-suicide) : passage à tabac, mise au pain sec et à l'eau, chaînes et cellules capitonnées ; pour les lavages de cerveau : la psychiatrie/ les flics thérapeutes/ le valium et la violence visqueuse et sournoise.

L'humanisme des porcs se résume en un mot : *hygiène*. Le programme de réforme des sociaux-démocrates en une phrase : étouffer les révoltes dans l'œuf par une *différenciation* de mesures disciplinaires.

Le prisonnier politique qui saisit politiquement

son histoire, qui agit et est traité en conséquence, qui décèle dans l'inhumanité de sa situation l'inhumanité du système, qui sent la haine et la révolte, qui agit solidairement et exige une conduite solidaire, celui-là on l'isole, c'est-à-dire qu'on le démolit socialement.

En face de lui tout l'appareil judiciaire se fout depuis toujours des Droits de l'Homme et de la Constitution — parce que l'on ne peut pas le manipuler et que si on ne l'abat pas froidement on n'arrivera pas à s'en défaire.

Resocialisation = manipulation plus dressage.

On contraint ceux qui ont été sélectionnés pour cela à vivre entre des murs, des matons, des règlements, des promesses, des menaces, des espérances, des craintes, des privations aussi longtemps qu'il faudra pour qu'ils acceptent la merde et qu'ils ne puissent plus agir autrement que de derrière les grilles : ça c'est le dressage.

La collaboration du prisonnier est évidemment souhaitée et fait partie du processus qu'elle abrège et rend irréversible. Car il y a une chose que le prisonnier perd complètement dans l'affaire et qu'il doit perdre : le respect de soi ; c'est ça la manipulation.

Plus il manie la saloperie de manière libérale — discrète - légère - gentille - sournoise - visqueuse - dégueulasse bref plus *psychologique* — plus complète est la destruction de la personnalité du prisonnier.

L'ennemi mortel des psycho-flics, c'est le prisonnier politique — car pour que les psychos-salauds puissent agir il ne faut pas que les prisonniers percent leurs masques de médecin, de travailleur social derrière lesquels se cachent le pantin, le goret, le criminel : or le prisonnier politique perce ces masques.

Aujourd'hui on nous isole : demain ce sera le camp de concentration, la « solution finale ». Reform-Treblinka. Reform-Buchenwald. Nous exigeons une *libre information politique pour tous les*

*prisonniers*, parce que c'est la condition de leur politisation, de leur prise de conscience. Tout de ce qui est d'actualité dans les prisons : paie au tarif normal, culture/formation, protection des familles, autogestion, etc... — parce que, sans auto-organisation des prisonniers, c'est la poudre aux yeux réformiste, parce que, intégrée dans des promesses de réformes, la dimension politique mobilisatrice serait fichue et intégrée à la dictature des salauds et des gardes-chiourme.

Ce dont nous avons besoin c'est de la solidarité des camarades, pas seulement en parole mais en fait. Notre grève de la faim est notre seule possibilité de résister solidairement dans l'isolement. Mais sans la force, sans la violence de la rue, sans la mobilisation des citoyens antifascistes (citoyens dont la docilité est encore nécessaire aux salauds), sans leur mobilisation pour défendre les Droits de l'Homme et lutter contre la torture, notre grève de la faim seule ne suffira pas et nous resterons impuissants.

#### NOUS NOUS TOURNONS VERS VOUS CAMARADES, AVEC NOS REVENDICATIONS.

Ce que nous vous demandons c'est de soutenir, d'imposer nos revendications — maintenant — à l'heure où vous le pouvez encore, avant d'être vous-mêmes prisonniers.

Et se borner à parler de la torture, camarades, au lieu de la combattre, ce n'est pas notre intérêt, ce serait confirmer la fonction dissuasion de la terreur.

Vos actions de janvier et de février : manifestation à Karlshure, cassage de gueule de Jessel (1) ; *go-in* à la Nord Deutsche Rundfunk et chez quelques salauds de magistrats, quelques pierres dans la sphère

1. Médecin particulièrement sadique d'une prison de Hambourg.

-157-

privée, c'est excellent. Pas de *teach-in* pas de *go-in* au Pen Club, rien sur le syndicat des écrivains, rien à l'adresse des églises, qui entre-temps réagissent à la torture et à propos des Droits de l'Homme, pas de manifestation à Hamburg, Munich, Berlin, Francfort ou Heidelberg, sans parler d'actions plus militantes — ça va pas.

Confrontons les salauds à leur propre loi. Mettons-leur sous le nez la contradiction entre ce qu'ils prônent : la protection de l'homme, et ce qu'ils font : sa destruction.

Le 22 février 1973, le Generalbundesschwein Martin a avoué qu'ils ne peuvent pas résoudre cette contradiction : « *Les conditions de détention sont chaque fois adaptées à la situation physique et psychique des prisonniers !* » C'est vrai. On règle automatiquement l'arrivée d'oxygène, on nous donne à bouffer trois fois par jour — et pour ce qui est du nombre de visites de parents, on peut évidemment jeter de la poudre aux yeux quand on part du zéro absolu. La plus haute instance juridique au service de la clique des exploiters parle d'extermination ; cela explique tout ; le programme est en marche. Faisons pression sur les salauds, vous de l'extérieur, nous de l'intérieur.

### **TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE !**

Unissons toutes les forces du peuple contre le système de : profit/pouvoir/violence/famille/école/fabrique/bureau/taule/maison de correction/asile.

**QUATRE - VINGTS PRISONNIERS POLITIQUES EN GREVE DE LA FAIM.**

8 mai 1973.

-158-

LA GREVE DE LA FAIM  
DU 13 SEPTEMBRE 1974  
AU 2 FEVRIER 1975

DECLARATION DE GREVE DE LA FAIM

DES PRISONNIERS DE LA R.A.F.,  
FRACTION ARMÉE ROUGE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Celui qui a reconnu sa situation, comment pourrait-il être empêcher d'agir ?

Ceci est notre troisième grève de la faim, contre les traitements spéciaux, contre la détention-liquidation des prisonniers politiques détenus en République Fédérale d'Allemagne et à Berlin-Ouest. L'isolement est le vieux truc de l'impérialisme, naguère la « solution finale », par un traitement spécial contre des minorités décrétées « indignes de vivre ». Aujourd'hui « traitement spécial » des prisonniers politiques décrétés « hors la loi » par les flics.

Résister à la détention-destruction, aux traitements spéciaux suivants :

- déshumanisation par l'isolement social, des années durant ;
- lavages de cerveaux par la privation sensorielle dans des sections silencieuses : depuis début mai Ronald Augustin est détenu à la section silencieuse de la prison de Hanovre ;
- nouvelles cellules d'isolement, à température

-159-

constamment trop élevée, insonorisées, et surveillées par la T.V., selon le modèle expérimenté au secteur de recherche de la « Deutsche Fotschungsgemeinschaft » de Hambourg, à : Berlin-Tegel, Berlin Lehrterstrabe, Bruchsal, Essen, Cologne, Straubing ;

— transferts après chaque tentative de rompre l'isolement en appelant d'autres prisonniers :

- au mitard de Berlin-Moabit,
- au mitard de Bruchsal,
- au mitard de Essen,
- au mitard de Straubing,
- au mitard de Preungesheim,
- au mitard de Fuhlbüttel ;

— dans la cellule d'isolement (la cloche) surveillée par la T.V., acoustiquement neutre, et attaché des journées entières, à la prison de Hambourg ;

— tentative de meurtre par la privation d'eau au cours de la grève de la faim à Schwalmstadt, Munich, Hambourg, Cologne ;

— sections de concentration pour les prisonniers politiques à la prison de Lübeck ;

— promenade quotidienne, les mains enchaînées à Hambourg et Lübeck ;

— depuis deux ans et demi, détention dans des cellules spéciales à Cologne Ossendorf, voisinant directement les portes de passages principales de la prison d'où impossibilité de repos, la même chose à la prison de Berlin-Moabit ;

— tentative de psychiatisation, menaces et prescription d'anesthésie forcée dans des buts servant l'enquête ;

— cellule parloir avec vitre de séparation pour les visites d'avocats, rendant impossible la communication humaine, c'est-à-dire politique à Hanovre, Stuttgart, Straubing ;

— confiscation régulière de tout le matériel de préparation à la défense : notes personnelles par le Sicherungsgruppe Bonn Abteilung Staatschutz ;

— diffamation et criminalisation des avocats des prisonniers politiques ;

— manipulation et refus de communiquer les dossiers par la B.K.A. Bundeskriminalamt ;

— assouplissement ponctuel des mesures d'isolement afin de se servir de prisonniers contrôlés par la police, comme témoins et espions pour les procès, c'est ainsi qu'à Cologne-Ossendorf ou Jan Carl Raspe refuse de faire la promenade quotidienne, du fait que la cour où il fait sa promenade est utilisée par des prisonniers en transit d'une prison à l'autre, c'est-à-dire tous les jours d'autres codétenus, c'est une fluctuation dans laquelle il n'est possible ni de communiquer, ni de s'orienter. Jusqu'à ce jour il s'est avéré que tous les contacts autorisés exceptionnellement étaient organisés et contrôlés par les flics (Sicherungsgruppe) ;

— terreur envers les parents par perquisition, observations, injures et filatures avant et après les visites afin de faire pression sur eux pour qu'ils agissent sur les prisonniers comme les flics l'entendent.

La grève de la faim est notre seul moyen de résistance collective au système de détention des cochons, contre la « contre-stratégie » de l'impérialisme qui veut détruire psychiquement et physiquement, c'est-à-dire politiquement des révolutionnaires emprisonnés ou des prisonniers qui en détention ont commencé à résister de manière organisée. C'est notre unique possibilité, étant désarmés, emprisonnés, isolés, d'utiliser notre force travail, nos forces physiques et intellectuelles, notre identité en tant qu'êtres humains, afin de faire tomber la pierre que l'Etat de la classe dominante a dressé contre nous sur ses propres pieds. La lutte, c'est transformer la faiblesse en force.

L'isolement est l'arme du système de détention contre tous les prisonniers, qui sont décidés à ne pas se laisser détruire en prison, et qui sont décidés à combattre l'expérimentation sur des êtres humains,

-160-

le lavage de cerveau, le programme du système de détention impérialiste. Ils sont isolés afin de liquider toute politisation et résistance en prison de façon à rouler, à tromper tous les autres prisonniers de droit commun qui n'ont pas encore compris, bien qu'ils souffrent et ne possèdent rien, comme nous, et n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes. Nous appelons tous les prisonniers isolés à lutter avec nous contre l'isolement.

La suppression de l'isolement est la condition de base à réaliser par notre lutte afin que l'organisation autonome des prisonniers, la politique révolutionnaire, la lutte de libération en prison puisse devenir une possibilité réelle de contre-violence prolétarienne dans le cadre de la lutte des classes ici même, dans le cadre des luttes de libération des peuples des Tiers et Quart Mondes, dans le cadre de l'internationalisme prolétarien, dans le cadre d'un front unique de libération anti-impérialiste dans les prisons et camps de prisonniers des parties du monde dominées par l'impérialisme.

**TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE PAR LA  
CONQUETE DE LA VIOLENCE !**

**LIBERTE PAR LA LUTTE ARMEE ANTI-  
IMPERIALISTE !**

Les prisonniers de la R.A.F., le 15 septembre 1974.

## AUX PRISONNIERS DE LA R.A.F.

Nous vous prions de mettre fin à la grève maintenant, bien que les revendications ne sont pas satisfaites : la suppression de l'isolement. Les luttes des classes ne sont pas assez développées, du fait de la corruption des organisations de classe du prolétariat et d'une gauche révolutionnaire faible. Comprenez, ceci est un ordre. En réalité, les possibilités de la gauche légale pour organiser la solidarité comme arme de manière à sortir de la défensive et du désarroi face au nouveau fascisme en liaison avec la constitution de la guérilla — la politique de la R.A.F. — n'ont pas été assez développées.

La grève a souligné leur réalité : l'impuissance de stratégies politiques, repoussant les problèmes de l'action et de l'initiative depuis l'illégalité de même manière que ces organisations repoussent la nécessité d'une politique armée en tant que pratique concrète de l'internationalisme prolétarien. Du développement de notre grande mobilisation de 68 à sa défaite — les sectes, la corruption, l'éparpillement — se laisser coincer dans la défensive. Nous déclarons que la grève a atteint tout ce qui était possible de faire ici pour expliquer, mobiliser et organiser la

politique anti-impérialiste, son escalation n'a pas été perçue comme une lutte d'une nouvelle qualité.

Permettre que vous la prolongiez contre le calcul de la propagande étatique et l'exécution exemplaire de guerilleros emprisonnés, *parce qu'ils luttent, luttent toujours et malgré tout* continuent à lutter, signifierait donner à cette lutte l'apparence d'un acte désespéré et vous sacrifier.

Parce que la lutte pour les camarades emprisonnés est maintenant notre cause du fait du rapport de forces ne peut être que notre cause et celle de nos armes qui en décideront.

Nous vaincrons.

R.A.F. (S).

2 février 1975.

" CELUI QUI A RECONNU SA SITUATION  
COMMENT POURRAIT-IL ETRE EMPECHE D'AGIR "

---

CONSIDERANT LE FAIT QUE L'ETAT MENE LA CONFRONTATION DANS LA ZONE OU LE DROIT N'EXISTE PAS, DE L'ETAT D'EXCEPTION PERMANENT ET QUE 6 ANNEES DE JUSTICE DE SURETE DE L'ETAT ONT REVELE QUE DANS LES POURSUITES, LES PROCES FAITS CONTRE NOUS ET DANS LES PRISONS LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS FONDAMENTAUX SONT UN TORCHON DE PAPIER.

NOUS REVENDIQUONS :

POUR LES PRISONNIERS APPARTENANT A DES GROUPES DE RESISTANCE ANTI-IMPERIALISTE, QUI LUTTENT EN REPUBLIQUE FEDERALE, UN TRAITEMENT CORRESPONDANT AUX GARANTIES MINIMALES DE LA CONVENTION DE GENEVE DE 1949, EN PARTICULIER L'ARTICLE 3, L'ART.13, L'ART.17 et L'ART.13o .

CE QUI POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES A HAMBOURG , ZWEIBRÜCKEN, COLOGNE, ESSEN, BERLIN, STRAUBING ET STAMMHEIM VOUDRAIT DIRE AU MOINS QUE SELON LES DEMANDES DE TOUS LES EXPERTS COMMIS PAR LES TRIBUNAUX DANS LES PROCES CONTRE LA RAF, ETRE REGROUPES EN GROUPES PERMETTANT L'INTERACTION D'AU MOINS 15 PRISONNIERS.

NOUS REVENDIQUONS CONCRETEMENT :

- 1) LA SUPPRESSION DE L'ISOLEMENT, ET DE L'ISOLEMENT EN GROUPE DANS LES PRISONS DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE, ET LA DISSOLUTION DES QUARTIERS SPECIAUX DANS LESQUELS LES PRISONNIERS SONT PLACES ENSEMBLE, AFIN DE SURVEILLER ELECTRONIQUEMENT LEURS COMMUNICATIONS ET DE LES EXPLOITER,
- 2) UNE ENQUETE SUR LA MORT DE HOLGER MEINS, SIEGFRIED HAUSNER, ET ULRIKE MEINHOF PAR UNE COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE, LE SOUTIEN AUX TRAVAUX DE CETTE COMMISSION ET LA PUBLICATION DE CES CONCLUSIONS EN REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE,
- 3) QUE LE GOUVERNEMENT PRECISE PUBLIQUEMENT QUE LES INFORMATIONS SELONS LESQUELLES

- LA R.A.F. AURAIT PREVU DE FAIRE EXPLOSER TROIS BOMBES AU CENTRE DE LA VILLE DE STUTTGART (JUN 72)
- LA R.A.F. AURAIT PROJETE DES ATTAQUES DE ROQUETTES, PENDANT LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL CONTRE DES STADES OCCUPES (ETE 74)
- LA R.A.F. AURAIT PROJETE D'EMPOISONNER L'EAU POTABLE D'UNE GRANDE VILLE (ETE 74)
- LA R.A.F. AURAIT VOLE DU GAZ SUFFOCANT ET PROJETE DE L'UTILISER (ETE 75)
- LE COMMANDO HOLGER MEINS AURAIT LUI-MEME FAIT EXPLOSER LE BATIMENT DE L'AMBASSADE A STOCKHOLM (AVRIL 75)
- LA R.A.F. AURAIT PROJETE DE POLLUER LE LAC DE CONSTANCE A L'AIDE DE D'ECHETS NUCLEAIRES (SEPTEMBRE 75)
- LA R.A.F. AURAIT PROJETE DES ATTAQUES CONTRE DES CENTRALES NUCLEAIRES ET L'UTILISATION D'ARMES NUCLEAIRES, CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES (DEPUIS JANVIER 76 )
- LA R.A.F. AURAIT PROJETE L'ATTAQUE D'UN TERRAIN DE JEUX POUR ENFANTS ET DE PRENDRE DES ENFANTS EN OTAGES (MARS 77)

SONT DES PRODUITS DE LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET QU'ILS ONT ETE LANCES AFIN DE LEGITIMER LA PROLIFERATION DE L'APPAREIL DE LA POLICE ET DE LA SURTE D'ETAT, D'EMPECHER LA SOLIDARITE AVEC DES GROUPES DE RESISTANCE AFIN DE LES ISOLER ET DE LES EXTERMINER; QUE TOUTES CES INFORMATIONS

SONT FAUSSES ET QUE TOUTES LES EXPLICATIONS POLICIERES, DES SERVICES SECRETS ET DE LA JUSTICE N'ONT RIEN APORTE QUI PUISSE LES FONDER.

LA GREVE DE LA FAIM EST L'EXPRESSION DE NOTRE SOLIDARITE

— AVEC LA GREVE DE FAIM DES PRISONNIERS DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE POUR L'OBTENTION DU STATUT DE PRISONNIER DE GUERRE,

— AVEC LA GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS DE L' I.R.A. DANS LES PRISONS ANGLAISES ET IRLANDAISES POUR LE STATUT POLITIQUE DONT ILS ONT ETE PRIVES DU FAIT DES LOIS ANTI-TERRORISTES, QUE LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE A INITIE ET IMPOSE A UN NIVEAU EUROPEEN,

— AVEC LES REVENDICATIONS DES PRISONNIERS DE L'E.T.A. ET D'AUTRES GROUPES ANTIFASCISTES POUR UNE AMNISTIE EN ESPAGNE,

— AVEC TOUS CEUX QUI ONT ETE FAITS PRISONNIERS DANS LA LUTTE POUR LA REVOLUTION SOCIALE ET POUR L'AUTODETERMINATION NATIONALE,

— ET AVEC TOUS CEUX QUI ONT COMMENCE A SE DEFENDRE CONTRE LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME, LA MISERE ET L'EXPLOITATION BRUTALE DANS LES PRISONS DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE.

ARMER LA RESISTANCE.

ORGANISER L'ILLEGALITE.

MENER, DE MANIERE OFFENSIVE,

LA LUTTE ANTIIMPERIALISTE.

STAMMHEIM, LE 29 MARS 1977.  
POUR LES PRISONNIERS DE LA R.A.F.

We are informing you of the following statement from the prisoners of the RAF dated 30.4.1977 :

in the last days, all attempts to break the hungerstrike of at it's end 100 prisoners through forced feeding - in hamburg-holstenglacis with extreme brutality - have failed. after the prisondoctors in stammheim and the consulted anaesthetists refused yesterday to use psycho-drugs respectively compulsory narcosis against the prisoners, today, 30 april, 77 at 12.00 o'clock, the prisondirector informed us of the 'binding statement from the ministry of justice' that 'in consideration of the demands of the medical experts immediately a concentration of political - that is prisoners under §§ 129 and 129a - also from other federal states in stammheim and an enlargement of the detentionroom will be initiated.'

the decision is due to a cabinet resolution.

thereby is the central demand of the hungerstrike fulfilled. the prisoners of the raf have ended their strike.

' he who is not afraid of being slain into four parts, pulls the kaiser from his horse: '

gudrun ensslin  
for the prisoners of the raf

à la 2ème chambre du tribunal de stuttgart  
président foth

votre décision ne change en rien la nôtre, puisqu'elle ne rétablit même pas les conditions de vendredi - ce matin, trois des détenus ont été déportés de stammheim à hambourg.

là n'est pas le problème - ce qui importe c'est que, après cinq ans de conditions de détention humiliantes et pathogènes, la promesse ferme du ministère de la justice du 30 avril 77 soit respectée et qu'un groupe de 15 prisonniers capable d'interactions soit constitué à stammheim.

en ce qui concerne les portes : pendant un an et demi vous n'avez pas empêché l'infâme rituel d'un contrôle optique total.

vous savez parfaitement que ce qui s'est passé vendredi était une provocation, pour ne pas avoir à respecter la promesse ferme du ministère de la justice, ou si l'on veut, pour provoquer ici une escalade qui aboutira à notre mort.

vous vous trompez, si vous croyez que séparer les hommes des femmes est maintenant encore une menace pour nous.

vous prendrez conscience du fait que vous ne pouvez pas enfermer pendant six ans des êtres humains comme des animaux dans des caisses, et vous changerez les conditions de détention selon les demandes des médecins, et cela conformément

- à la déclaration des droits de l'homme de 1948 : art. 5, 6, 7, 8, 10, 11 et 30;
- à la convention de Genève de 1949 en ce qui concerne le traitement des prisonniers de guerre : art. 3, 4, 7, 13 et 17; et
- aux conclusions de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, ou alors vous n'aurez plus de prisonniers.

c'est une décision irrévocable de notre part, que des "mesures médicales" ne pourront retarder un jour de plus.

12 août 77

gudrun ensslin

## DECLARATION D'IRMGARD MÖLLER PENDANT LA GREVE DE LA FAIM ET DE LA SOIF - AOÛT 77.

le fait que dans toutes les prisons où des prisonniers sont en grève de la faim et de la soif, on pratique ou planifie la nutrition forcée - sauf à stammheim - confirme que ce qui a été amorcé ici vendredi est le meurtre sélectif planifié. c'est pour cette raison que werner hoppe, helmut pohl et wolfgang beer ont été transférés à hambourg - c'est la raison de l'infamie du procureur fédéral et du gouvernement du land de bade-würtemberg parlant de "chantage" et de "nouvelles revendications" - alors qu'il ne s'agit que de la promesse ferme que Rebmann lui-même, en tant que secrétaire d'état, a formulée au nom du ministère de la justice du land de bade-würtemberg.

c'est nous qui pourrions parler de chantage, car le ministère de la justice et l'accusation fédérale ont rétabli ici, lundi, des conditions de détention qui, d'après les constatations des experts médicaux au nombre de huit appelés par les tribunaux pendant les procès contre la r.a.f. à stammheim, hambourg, kaiserslautern et düsseldorf, sont pathogènes et qui, selon la définition d'amnesty international relèvent de la torture, ce qui veut dire qu'elles mènent tôt ou tard à la mort.

avec la grève de la faim et de la soif, nous posons toujours la revendication que ces médecins et neurologues ont posé depuis un an et demi : le regroupement d'au moins quinze d'entre nous dans des groupes capables d'interaction.

le 30 avril 77, le ministère de la justice du land de bade-würtemberg, en s'engageant formellement, a déclaré qu'en considération des demandes des experts médicaux, "une concentration des prisonniers politiques, c'est-à-dire des prisonniers relevant des articles 129 et 129a du code pénal, y compris ceux des autres länder fédéraux, sera acheminée à Stammheim, de même qu'il sera procédé à un agrandissement des locaux à leur disposition à l'intérieur de cette prison".

or, au cours des trois mois qui ont suivi, trois prisonniers seulement ont été transférés à stammheim, et ce transfert a été annulé le vendredi 12 août. le groupe qui se trouve à stammheim, comparé à celui de janvier/février 77, n'est pas devenu plus grand, mais plus petit.

après six ans de détention préventive, trois ans et demi d'isolement total, 10 mois de section silencieuse pour certains d'entre nous : ingrid schubert dans la "tour" à berlin-moabit, gudrun à cologne-ossendorf, moi à lübeck, après des années d'isolement en petits groupes - nous sommes de nouveau complètement isolés depuis lundi 8 août, c'est-à-dire que nous ne pouvons ni nous voir ni nous parler.

l'isolement de l'extérieur est également parfait, maintenant que les défenseurs, les derniers qui venaient à stammheim - heldmann, schily, weidenhammer - se sont défilés sous le poids de la répression qui prévaut depuis la fin du procès. cela veut dire que ingrid, andreas et jan sont sans avocat, c'est-à-dire isolés l'un de l'autre et privés de tout contact avec l'extérieur. leurs cellules sont, comme le demande herold, bouclées. ici, les visites, à part celles des parents, sont généralement refusées.

les avocats müller et newerla, qui visitent encore gudrun et moi, peuvent être criminalisés à tout moment : depuis trois semaines, mise en scène par l'accusation fédérale, une campagne de diffamation se développe contre eux - par des plaintes pénales, des procédures disciplinaires, une surveillance permanente, des rafles, ainsi que des informations falsifiées et planifiées comme par exemple celle selon laquelle on aurait trouvé dans leur bureau l'original de la déclaration du commando ulrike meinhof concernant buback.

le 15 août à stammheim

irmgard möller

COMMUNIQUE DE FIN DE LA GREVE DE LA FAIM ET DE LA SOIF.

le 2-9-77, les prisonniers décident d'arrêter leur grève de la faim :

"dans le courant de la semaine, un membre d'amnesty international nous a communiqué que la tentative de conciliation que le comité exécutif international a entreprise pour obtenir une humanisation, c'est à dire des conditions de détention qui correspondent à la demande des médecins et pour mettre un terme à la grève de la faim, était interrompue parce que "la situation est totalement durcie" et que "les autorités de haut en bas, se sont tracés pour ligne, après les attaques contre l'administration du procureur général et contre ponto, de faire un exemple avec les prisonniers". cela correspond aux déclarations de rebman.

là-dessus, pour ne pas faciliter ce calcul d'assassinats, les prisonniers ont arrêté leur grève qui en était au 26 ème jour.

ils s'y sont décidés, du fait que par là, ils ont été enfin reconnus ouvertement comme otages de la sûreté de l'état.

- en considération des tentatives entreprises par le gouvernement d'empêcher à la frontière les preuves étayant la plainte contre les atteintes aux droits de l'homme en rfa, déposée auprès de la commission des droits de l'homme à strasbourg, et ceci par des emprisonnements, des rafles et des confiscations. "

i.v.k. 2-9-77.

17  
" depuis le 5 novembre je suis en grève de la faim et de la soif et je ne recommencerai à boire et à manger que si les tortures psychologiques dégueulasses par lesquelles à ossendorf, on nous pousse les nerfs à bout ont cessé, et si je retrouve dans la cellule l'air et l'espace dont un homme a besoin pour survivre. ( cela signifie la fin du contrôle/espionnage de 24h/24h et du "strip" quotidien ) et si au-delà de toute théologie les conditions telles que promises sont réellement établies, permettant une réunion continuelle avec d'autres prisonniers ( intégration dans la section de l'exécutif normal ou rassemblement des prisonniers de la raf à ossendorf ). il n'est question de rien d'autre que cela à ossendorf.

ici, en mars, notre groupe de 4 prisonniers fut séparé après que, en espionnant nos communications ( les fonctionnaires de l'exécutif furent équipés avec un minox pour photographier nos papiers ) on en était arrivé, à ce que même les 60 minutes quotidiennes de promenade commune étaient de trop -trop pour ou contre cet état-  
après l'exécution des prisonniers de stammheim, la sécurité de l'état était évidemment résolue à obtenir les discussions des groupes à ce sujet. mais elle avait un intérêt encore beaucoup plus net à couper toute possibilité de discussion entre nous.

"celui qui emploie la violence finira en auto-destruction"-  
c'est ce que disait la ligne gouvernementale propagée ouvertement par schmidt contre nous; mais parce que cela ne pouvait être démontré avec nous, il fallait donc transférer chacun dans une autre prison de la rfa et nous faire disparaître sous une cloche qui avale chaque nouvelle de nous, et à propos de nous.

en outre, en réaction à la grève d'avril, dans le cadre des soi-disant "contrôles des détenus" des interdic-tions de visite, des interdictions de parler et d'écrire furent édictées par l'administration du procureur fédéral en liaison avec le lka; ce, le 5 avril.  
depuis lors, des lettres sont confisquées et les visites interrompues, si il est question de:

- "activités terroristes"
- "scène de sympathisants"
- "mesures de sécurités pénitenciaires" (ce qui vaut à dire dans la pratique: que l'interdiction de parler des conditions de détention fut quand même mise en doute auparavant par un tribunal)
- à propos de la procédure (également au sujet d'autres prisonniers)
- procédure courante (?) - grève de la faim et de la soif

depuis lors il est normal:  
que les visites soient interrompues et cassées parce que l'on parle trop des conditions de détention, ou parce que personne n'a le droit de rappeler les promesses d'intégration non tenues: la mention est maintenant "présentation grossièrement falsifiée", ou avec un avocat étranger, aucune discussion à propos d'une plainte à strasbourg n'est possible -bien que celui-ci se soit légitimé en tant qu'avocat pour cette visite et qu'il avait sollicité cet entretien expressément pour cette plainte. on lui fit savoir seulement à la porte que la visite cesserait si l'on en venait à parler d'autre chose que des choses privées. ensuite des lettres entières disparaissent, et des permissions de visite, pour des semaines entières: afin que je n'apprenne rien de la grève de karl-heinz et des tortures par lesquelles ils pensaient pouvoir le briser.

des gens que je ne connais pas et qui m'écrivent, que je voudrais bien sûr aussi voir reçoivent une interdiction d'écrire et de visiter avant que je ne puisse faire une demande de visite. leurs lettres -qui ne me sont pas parvenues- étaient "offensantes", "dangereuses" pour l'établissement, etc.  
d'autres que je connais depuis longtemps, n'ont plus d'autorisation d'entrer; en bref: chaque liaison existante et nouvelle avec des amis de l'extérieur

est, sinon totalement coupée, hachée et cassée.

le contre-sens est: des nouvelles personnes écrivent toujours; des lettres -les premières- arrivent, mais nulle part on a la possibilité de nouer une discussion: le sens est clair. c'est une forme sublime de l'interdiction de contact, une forme qui plaît au gouvernement; celui-ci est dispensé des difficultés de devoir l'afficher et la défendre au niveau international.

c'est pourquoi nous ne sommes plus là comme en 72: en isolation totale, les structures de communication décimées, les avocats emprisonnés; en plus, l'exécutif mène totalement la terreur.

en avril, c'était comme dans une ancienne lettre:

"depuis maintenant six mois -avec des interruptions de quelques jours au début du mois de novembre et au début de l'année-, un surveillant assis est posté devant ma cellule sur ordre de bücker, dont la seule mission est de m'espionner jour et nuit.

au début, c'était la mission d'une fonctionnaire de l'établissement (hasske) particulièrement choisie et qui devait se charger de nous -entretemps ils ont progressés, et les gardes se relayent toutes les heures, en trois équipes.

chaque bruit et chaque mouvement est entendu au travers de la porte de cellule. les contrôles des espions se déroulent en intervalles d'une minute.

ce vide dans lequel nous sommes maintenus, dans lequel il n'y a ni communication sociale ni sphère intime, est similaire à la situation d'expérimentation du trakt de la mort, dans lequel goette -lié au projet de recherche de eppendorf par caméra silens ("recherche sur l'agressivité")- a fait "surveiller" et torturer ulrike pendant 3 puis 9 mois. ce qui se passe actuellement n'est pas le stress "tranquille", invisible, mais le stress à voix haute, direct, ouvert.

au sujet de ces mesures, il me fut déclaré:

1. qu'elles n'étaient ni nécessaires médicalement, ni ordonnées par le médecin de la prison (d'après les déclarations du médecin de la prison seifen)
2. qu'elles seront exécutées tant que je dirai que les prisonniers de stammheim et de stadelheim ne se sont pas suicidés mais qu'ils ont été assassinés.

bücker m'a dit le 8/3 qu'il n'y aura pas de suppression des contrôles ni des gardiens assis "aussi longtemps que vous prétendrez que les prisonniers de stammheim auraient été tués".

diepolder, le représentant sur place de bücker a confirmé cela une fois de plus lors d'une conversation avec moi le 22/3: "aussi longtemps que vous prétendrez que les prisonniers ne se sont pas suicidés, vous êtes en danger de suicide et les gardiens assis sont donc nécessaires".

c'est le langage ouvert du bourreau qui pratique des lavages de cerveau, et qui peut aussi le dire parce qu'il est sûr de la protection politique.

kühn, le ministre-président du nordrheinwestfalie nous a définis comme otages aux mains du gouvernement après l'enlèvement de schleyer, et il nous a menacé que: "l'assassinat de schleyer aurait de graves conséquences sur le sort des prisonniers qui devraient être libérés" (13/9/77).

les conditions dans lesquelles cela se passe ici -la surveillance 24 h sur 24, les rapports qui sont préparés à ce sujet disant que l'établissement de psychiatrie est très lié dans ce projet, il faut les nier après que le trakt de la mort ait été connu internationalement comme torture."

trois semaines plus tard, par un avertissement, je pouvais commencer immédiatement une grève de la soif si le gardien assis ne disparaissait pas (nous venions de terminer une grève de la faim de 4 semaines) et pour obtenir que la garde devant la porte soit supprimée, et que la lampe reste éteinte durant la nuit -mais jusqu'ici la "surveillance" se poursuit jour et nuit -depuis 13 mois.

"pour voir si vous ne vous pendez pas aux barreaux de la fenêtre", c'est ce que j'ai reçu comme réponse en avril du directeur de la prison.

à ce jour, je suis maintenue éveillée par des contrôles/espionnages se déroulant toutes les heures ou toutes les heures et demi, qui devraient m'empêcher de m'"évader".

mais ici aussi toute la détermination de la machinerie se trouve dans les détails: il y a quelques semaines, il n'y avait plus d'oeil au trou de la porte (ici, c'est comme dans toutes les portes, un verre normal de 3 cm de diamètre).

ils ont démonté ce trou et en ont mis un nouveau -à angle large (de cette façon, on ne voit plus de l'intérieur qui espionne de l'extérieur).

mais cela non plus, ils ne l'ont pas réussi: ils démontèrent à nouveau le nouvel espion et ils remirent l'ancien, et alors ils placèrent le nouvel angle large en-dessous.

actuellement, il y a deux trous de sorte que les contrôles peuvent être effectués de manière "non remarquée" -comme si un prisonnier qui est isolé 24 h sur 24 en cellule pouvait être surveillé de manière "non remarquée".

si, malgré cela, cela se passe, ils tourment et claquent le loquet d'espionnage si fort, jusqu'à ce qu'on l'ait remarqué.

je ne serai pas intégrée ici non plus.

il y a plus de 7 mois, le délégué à la sécurité m'a dit (j'étais en grève -quand ils s'adonnaient à faire leurs promesses) que je pourrais "participer à la rencontre commune et à la promenade immédiatement après la rupture de la grève, comme tous les autres prisonniers de l'établissement, et que je pourrais aussi travailler avec d'autres prisonniers si je le désirais" (loth, le 6/4/78).

jusqu'à présent, l'établissement n'a rien observé de cela.

au contraire, ma tentative d'entrer dans la section de l'exécutif normal, fut empêchée par tous les moyens.

je sortais en promenade avec les autres femmes -quoique à l'exception de la promenade, on me refusait tout: codétention et travail en groupe.

pour cela, je devais me laisser fouiller au préalable dans une cellule vide -tous les autres prisonniers étaient encore en codétention ou déjà à l'extérieur-, et après la promenade, je devais me déshabiller complètement devant deux employées et revêtir d'autres vêtements.

je continuai à sortir quand ces contrôles furent renforcés et qu'en outre, je dus me déshabiller complètement avant la promenade, 2 fois par semaine. tout cela se passa pendant 2 mois et l'on me répétait toujours que ces procédures auraient une fin, que des rapports allaient à l'office d'exécution des peines, que l'intégration serait bientôt approuvée, etc., etc.

ils sont alors venus avec une mini offre d'intégration: un petit groupe de prisonniers choisis, qui ne restaient que deux après 4 semaines et aucun un mois plus tard, parce qu'ils furent transférés ou libérés.

j'ai alors commencé la grève de la soif, que j'ai interrompue après 8 jours (le 2 juin) afin de permettre une intervention du ministre de la justice par l'entremise des avocats pour une incorporation réelle dans la section de l'exécutif normal.

en même temps, je refusai les strips quotidiens, pour obtenir finalement leur suppression. la réaction: on me traînait tous les jours dans la cave, dans la cellule b pour m'y déshabiller de force, et après quelques heures, on me retirait: pour la razzia de cellule.

ainsi, une razzia est effectuée chaque jour depuis le 18 octobre à ossendorf, et chaque fois, on doit se déshabiller et se rhabiller complètement.

en fait, pendant cette semaine, j'ai à peine été dans la cellule, mais je n'ai été que dans la cellule b, pour le strip forcé, à nouveau dans la cave pour la razzia, à nouveau dans la cellule.

comment interpréterait-on cela autrement que comme le prisonnier idéal -qui est une poule sans cervelle qui se fait humilier sans résistance 24 h sur 24 et qui paie chaque pas dehors par un double strip.

évidemment, on ne peut précisément que très peu faire cela avec nous, comme jamais un seul prisonnier n'a été libéré resocialisé de cet exécutif.

depuis lors, je ne vais plus à la promenade -depuis juin, je n'ai plus eu d'air frais. deux fois par semaine, ils me font faire quelques pas hors de la cellule -pour la douche. dans les camps de concentration, des prisonniers isolés étaient placés dans des brouettes pour être transportés et recouverts d'une planche afin que personne ne puisse les voir. si je reçois des visites, je suis conduite par des couloirs souterrains, jusque dans la

cage des visites où une vitre blindée empêche que ceux avec lesquels je peux parler au travers de minuscules trous, respirent le même air que moi.

la vitre de séparation fut appliquée chez nous -lors des visites de défense et privées-, alors que nous n'avions pas encore de procédures selon les § 129 et 129a; donc, le courrier de défense n'était pas soumis à un contrôle légal. simultanément, comme j'étais forcée d'aller dans la caisse pour la visite de défense, toute ma correspondance avec l'avocat fut retenue secrètement et illégalement par l'exécutif, fut envoyée à L'office fédéral criminel du bad godesberg, ouverte, photocopiée, à nouveau collée là par la section t11 et transmise à la prison ou donnée à l'avocat -des copies allaient régulièrement à l'administration du procureur fédéral pendant 2 mois. ce qui est particulier n'est pas que notre courrier soit fouillé par des moyens des services de renseignements; des lettres de défense étaient déjà arrivées auparavant déchirées ou disparues "en cours de route".

ce qui est particulier c'est: trois juges d'instruction de la cour du tribunal fédéral avaient prévu (?) cette pratique avant et après -bonjong, maier et kuhn-, et c'est ainsi que la nouvelle loi sur le courrier de défense (par un juge de l'administration dans toutes les procédures selon le 129) fut cassée un mois après son entrée en vigueur.

et ce n'est<sup>que</sup> le dilemme de tout fascisme, que la machinerie des lois ne peut pas être maintenue avec la militarisation des institutions.

examinons maintenant maihofer, qui est arrivé par son affaire à la science de la législation -une création du temps pour la classe des politiciens auxquels il ne manque rien militairement.

la raison du comportement conspiratif du juge fédéral était: "nous nous serions joints à le raf, à l'époque de la détention commune dans l'établissement d'accomplissement des peines.

(traduction non terminée, reste moins d'une page)

hanna krabbe - ossendorf, 28 novembre 78

## DECLARATION DE GREVE DE LA FAIM

Notre grève de la faim se dirige contre l'isolation permanente et parfaite, qui est une partie intégrante de la stratégie de destruction de l'Etat à l'encontre des prisonniers des groupes de combattants armés anti-impérialistes. L'expression la plus claire aujourd'hui de cette stratégie est constituée par le projet du Parquet Fédéral, de l'Office Fédéral Criminel, de la Sûreté de l'Etat et des autorités judiciaires des Lands, de nous isoler dans des cellules spéciales, pour la construction desquelles 8 années d'expérience de détention/isolation ont été rassemblées et exploitées:

- bunkers de bétons totalement isolés du bruit
- fenêtres fixes avec vitres blindées
- portes étanches et complètement hermétiques
- climatisation qui permet aux gardiens de faire varier arbitrairement la pression atmosphérique
- toute la journée, éclairage cru au néon
- lavabo, WC, miroir en métal
- meubles de sécurité (fixés au sol ou aux murs).

Plusieurs de ces unités d'isolation sont installées dans des quartiers spéciaux complètement surveillés électroniquement et hermétiquement isolés du reste de la prison. Les prisonniers dans leur cellule individuelle, n'ont aucune possibilité d'contacts entre eux. La "promenade à l'air libre" s'effectue dans une cage en béton qui ne présente plus aucune différence essentielle avec les cellules.

A Celle, Straubing et Stammheim, les prisonniers sont déjà enfermés dans de tels bunkers d'isolation, bunkers qui sont soit testés soit en construction à Berlin, Lübeck, Ossendorf et plusieurs autres prisons.

La mise en oeuvre de ces machines d'extermination est la conséquence que l'Etat a tirée de son expérience, à savoir:

- qu'avec les méthodes d'isolation utilisées jusqu'alors, les prisonniers n'ont pas été brisés,
- et que les assassinats déguisés en suicides d'Ulrike, Andreas, Gudrun, Jan, Ingrid et la tentative de meurtre sur Irmgard étaient et sont contre-productifs pour les buts du gouvernement fédéral, comme cela est apparu par exemple dans l'émission publique de télévision à laquelle Kohl a participé récemment en Hollande.

Ces buts politiques sont la réussite du "modèle allemand" de la social-démocratie dans l'Europe de l'Ouest toute entière et, au-delà, pour la sécurité de la "paix intérieure", une politique qui doit être maintenant légitimée par le vote direct des populations de l'Europe de l'Ouest pour le Parlement européen. (cela n'exclut pas évidemment que le gouvernement fédéral puisse à nouveau exécuter des prisonniers à l'occasion d'une situation tendue par des actions de la guérilla).

Les prisonniers qui se refusent à cesser le combat et qui n'acceptent pas le marché immonde de la "resocialisation" en abjurant ou bien en collaborant, doivent être achevés physiquement et psychologiquement dans les nouveaux bunkers d'isolation; achevés de telle manière que, s'ils en sortent, ils ne soient plus capables d'aucune résistance, que "leur état ne leur permette plus, dans un avenir proche, de jouer un rôle dans le combat anti-impérialiste", tel que le sénateur de la justice Dahrendorf a cyniquement formulé le rôle de la stratégie contre-révolutionnaire.

.../...

Nous exigeons :

- la suppression des bunkers d'isolation,
- un statut de détention qui comprend les garanties minimales de la Convention de Genève et de la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme, pour les prisonniers des groupes anti-impérialistes,
- un rassemblement de ces prisonniers en groupes permettant une interaction sociale, selon les exigences des avis médicaux,
- la libération de Günter Sonnenberg, inapte à la détention, des suites de ses blessures à la tête
- la surveillance des conditions de détention par des organisations humanitaires internationales.

En Irlande, en Espagne, en Italie, en Autriche, en Suisse, en France, en Israël, des prisonniers combattent contre les conditions de détention par lesquelles leur identité politique doit être brisée et eux-mêmes physiquement détruits, conditions de détention dont l'importation est réalisée dans la plupart des cas par la RFA.

Notre grève de la faim est une partie de ce combat et l'expression de notre solidarité avec tous les prisonniers qui commencent à résister en prison.

les membres de la RAF emprisonnés à Berlin,  
le 20.4.79

(Monika Berberich, Gabi Röllnik, Angelika Goder, Gudrun Sturmer)

Le 3.5, Irmgard Möller a annoncé dans la conclusion d'une déclaration, que les membres de la RAF emprisonnés à Stammheim (Irmgard Möller, Siegfried Haag, Roland Mayer) se mettaient en grève de la faim avec les exigences suivantes (non textuelles):

- application des conditions minimales de la Convention de Genève et de la Déclaration des Droits de l'Homme de l'ONU,
- la suppression de l'isolation totale et des petits groupes d'isolation,
- la suppression des quartiers et des bunkers d'isolation,
- le rassemblement des prisonniers en groupes permettant une interaction sociale d'au moins 15 personnes, suivant les avis médicaux,
- le contrôle et la surveillance des conditions de détention par des organisations humanitaires internationales,
- la libération immédiate de Günter Sonnenberg et de Herbert Soffel (entretemps, Herbert Soffel a été libéré).

A la direction de la prison, etc.

DECLARATION DE GREVE DE LA FAIM  
=====

Nous avons à nouveau repris une grève de la faim contre le "but de l'exécutif" de la Sûreté de l'Etat de laisser "dépérir" et "casser" notre identité politique. Notre grève ne se terminera pas tant que notre situation n'aura pas fondamentalement changé :

nous luttons essentiellement pour l'abolition de l'isolement, et nous exigeons, pour les prisonniers de la R.A.F. et les autres combattants emprisonnés, un traitement contrôlable par les organisations internationales correspondantes, qui soit conforme aux prescriptions minimales de la Convention de Genève et aux exigences des experts médicaux, d'Amnesty et d'autres organisations internationales :

la formation de groupes de prisonniers politiques socialement capables d'interactions --c'est-à-dire au moins la reconstruction et l'agrandissement des groupes précédents en groupes de 15 prisonniers au moins.

Pour nous, il ne peut s'agir d'"intégration" isolée dans l'exécutif "normal", car pour nous, pour les prisonniers qui s'opposent à la destruction de leur identité politique et qui refusent --eux-mêmes-- de renoncer à leurs convictions, elle n'est qu'une autre forme de l'isolement.

En supposant que l'exigence d'assimilation aux autres prisonniers soit satisfaite, elle ressemble toujours (d'après les dernières expériences, par exemple ici et celles des femmes à Berlin et à Vienne), avec des variations possibles, à ce qui suit :

- les "mesures de sécurité", la surveillance, la censure, les fouilles, etc, sont étendues aux autres prisonniers ;
- des livres de contrôle sont tenus sur tous les contacts des prisonniers politiques les uns avec les autres ;
- des prisonniers sont questionnés, encouragés aux dénonciations, aux mensonges et aux provocations, utilisés par des rumeurs par la guerre psychologique de la Sûreté de l'Etat, et une pression est exercée sur eux au sujet de la distribution ou du refus du travail, des congés, des abonnements, du courrier, etc ;
- notre communication écrite et parlée continue à être surveillée et décryptée par la Sûreté de l'Etat et est utilisée pour les surveillances individuelles de ses commandos de poursuite (un commando pour chaque prisonnier) ; des lettres disparaissent ;
- dans la mesure où les visiteurs ne sont pas refusés d'avance, les conversations avec eux doivent avoir lieu à distance, avec la vitre de séparation qui existe déjà pour plusieurs prisonniers, et les conversations peuvent être interrompues à chaque mot par la formule imprécise "événements du milieu terroriste". De ce simple fait, toute la correspondance avec le visiteur peut être coupée ;
- les contacts par lettre sont limités et censurés, ainsi que les journaux, livres, et l'utilisation de la radio ;

- dans la communication avec les défenseurs, on retrouve également la vitre de séparation et la surveillance, c'est-à-dire : empêchement, limitation et retard du courrier ;
- à ce sujet, l'"intégration" consiste la plupart du temps à avoir des contacts avec des prisonniers sélectionnés ou qui changent constamment, dans des sections différentes ou dans des sections qui ont une grande fréquence de transferts ;
- tout ce qui ne peut pas être séparé non plus du conflit politique et militaire, où se situe depuis huit années l'"intégration" pour les prisonniers politiques : isolement total, individuel ou en petits groupes, huit prisonniers morts, manipulation du stress par des grilles-moustiquaires, transfert dans des prisons éloignées, mauvais traitements lors de confrontations, lors de tentatives de photographies et d'interrogatoires comme il y eut lieu dernièrement vis-à-vis des prisonniers palestiniens, etc, terrorisme policier contre des avocats, parents et amis, lois d'exception, procédures d'exception, tribunaux d'exception, guerre psychologique et interdiction de contacts qui ont déjà eu lieu avant la loi sur l'interdiction des contacts, et doivent avoir lieu lors de chaque action de la guérilla contre cet Etat (et également dans d'autres situations).

Avec les prisonniers de droit commun et non-organisés, nous ne pouvons pas "nous réunir" sans les conditions de la résistance et de la lutte que nous menons de manière permanente pour notre conscience.

Ainsi, il n'y aura un "mouvement" dans les prisons que si les prisonniers politiques s'activent eux-mêmes.

"Nous ne pouvons être opprimés que si nous cessons de penser et de lutter. Ceux qui refusent d'abandonner le combat ne peuvent être opprimés --ils gagnent ou ils meurent-- ce qui est plus intéressant que de perdre et de mourir". (George Jackson).

Celui/celle qui a reconnu sa situation, comment peut-il être empêché d'agir ?

Ronald Augustin,  
 prison de Hanovre,  
 le 14.5.79

naturellement, nous exigeons l'abolition de l'isolation - aussi bien vers l'extérieur que l'intérieur. mais nous sommes arrivés, après tout le développement, à refuser ce camouflage d'"intégration" - qui n'a jamais existé pour nous, si ce n'est un moment à Berlin dans des conditions tout à fait déterminées, non répétables - et à exiger notre concentration/rassemblement dans une ou quelques prisons et comme les prisonniers palestiniens, irlandais, italiens, un traitement contrôlable par les organisations internationales correspondantes (conformément à la convention de Genève, particulièrement l'art. 3, 4, 13, 17, 130 et le protocole additionnel art. 75 et 90). le fait que l'exigence ne l'obtient pas est clair - nous ne luttons pas non plus pour la "reconnaissance" ou un statut.

non seulement l'"intégration" n'est plus simplement notre affaire, irréaliste, mais est aussi fautive entretemps comme exigence - d'après tout le développement des 3, 4 dernières années. elle est déjà certainement issue de la détermination défensive - les lois de contre-insurrection, la procédure d'exception, les mesures d'exception, la guerre psychologique, etc - absurde.

si on doit voir le caractère exemplaire de la réalisation de l'"intégration modifiée" - concrètement isolation - ici à l'hôpital militaire et avant cela dans le bâtiment de transition ( et qui devait se généraliser suivant un concept de la conférence du ministre de la justice de novembre 77), il s'agit encore d'une farce, le traitement d'exception continuera : surveillance et terrorisme plus ou moins subtils de tous les contacts avec l'intérieur et l'extérieur, interdiction de visite, interdictions d'écrire, censure du courrier, des journaux, de la radio, des livres, vitre de séparation, représailles + par là plus facilement des indicateurs/provocateurs, et lors de chaque action de guérilla à l'extérieur + certainement, dans la mesure où le conflit escalade, lors d'autres "occasions", l'interdiction de contact (qui a déjà été pratiquée lors de chaque action avant même que la loi soit passée) et l'isolation totale.

actuellement, encore exiger l'intégration dans le système pénitentiaire normal serait l'illusion que l'état ne mènerait plus de guerre contre nous et cela supposerait aussi en tant qu'appel que nous arrêtons de lutter. cette exigence révèle encore plus l'ignorance si on voit qu'il y a 8 prisonniers morts.

.../...

notre concentration ou bien une des recommandations de la convention de Genève correspondant au statut de prisonnier est une question de survie. donc, à ce niveau, et, ce qui nous intéresse plus bien sûr est après tout : la lutte qui engendre la lutte, qui s'applique toujours (donc aussi parmi les prisonniers) d'abord : à la lutte pour la conscience. en conséquence de quoi elle n'est donc pas une contradiction, mais une condition.

mais défendre la conception de "prisonnier politique" avec son postulat bourgeois est une - fausse - querelle à ce niveau est une cause pour laquelle la conception de groupes comme secours rouge etc fait dégueuler et ils la laissent à la bourgeoisie au lieu de la lui arracher et de la diriger vers elle comme arme de la politique prolétarienne.

les prisonniers politiques sont prolétaires comme le sont simplement tous les prisonniers qui comprennent politiquement leur situation + qui agissent conformément à cela + qui sont traités en correspondance à cela.

tout le bavardage qui opère avec des argumentations bourgeoises et qui ne les attaque pas est seulement repoussant, le contraire de la mobilisation et donc identique à l'opportunisme de ces groupes : dans la mesure où il le renforce.

le sens d'une définition prolétarienne - le "morceau de terrain" en-dessous de nos pieds - est de rendre transparente et attaquer la stratégie particulière contre ces prisonniers - qui ne sont pas des opprimés : des victimes mais qui luttent, qui sont l'antagonisme, sujet et c'est pourquoi ils sont combattus activement par la guerre psychologique, les procès-spectacles, la torture et l'assassinat. la médiation de cette situation dans le public ainsi que ses conséquences, ne peut fonctionner que là-dessus. par contre, il y a entretemps réellement la situation déterminante de la gauche qui s'est développée dans le processus de polarisation de la lutte anti-impérialiste internationale du côté négatif de toute la dialectique + sur laquelle ici nous nous sommes basés : l'opportunisme.

le retournement total des faits, comme cette blague déterminée par mille peurs : "préjudice porté à la défense par les conditions de détention" que le tribunal russell - non contredit - s'est offerte et au sujet de laquelle il m' est apparu avec haine que nous avons en effet semé des dragons mais seulement récolté des puces.

RAPPORT DE IRMGARD MOELLER SUR LA PREMIERE TENTATIVE DE NUTRITION FORCEE, le 11 juin 1979

Je suis en grève de la soif depuis cet après-midi.

Aujourd'hui vers 14 H --sans qu'il y ait eu quelque chose de spécial de mon côté-- une troupe de flics en uniforme, avec Hawk (1) à leur tête qui a brandi d'épaisses menottes, quelques infirmiers, tous les surveillants de la sécurité et Hermann (2), entrent dans ma cellule.

Derrière les flics en uniforme, la tête de Becker (3) apparût brièvement. Selon lui un examen médical était devenu nécessaire car j'ai trop maigri, puis il disparut à nouveau. J'ai répondu qu'il n'en était pas question et de toutes manières pas par lui, etc. Après une nouvelle et brève incitation de Hawk afin que j'y aille volontairement, lequel en même temps se pencha en bas et ouvrit les menottes, les autres se mirent à l'oeuvre - Je résistai de toute ma force, (ce matin j'ai pris un bain, et hier je suis allé à la promenade), lorsqu'ils tombèrent sur moi. Ils ligotèrent mes mains dans le dos, ils me tournèrent avec force et me traînèrent tout au fond d'une cellule vide. Ils me ligotèrent, sous des tiraillements sauvages, à une grande chaise, par chaque membre/~~jointure~~. En plus les flics en uniforme, les infirmiers etc. se laissaient tomber sur mon ventre, mon cou, mes pieds, mes genoux, mes poignets. Il s'asseyèrent sur mon genou tordu, surtout Hawk et le gros surveillant de la sécurité qui me saisirent la tête et les épaules, me tirèrent la mâchoire, etc. Je n'ai pas du tout bien compris, avec pleine conscience, tout ce qui se passait. J'ai seulement vu comment le chef représentant d'Asperg (j'ai oublié son nom) a commencé à tisonner dans mon nez avec une sonde relativement épaisse. Il y a différentes sondes. Celle-ci ne passait pas. L'autre narine. Ça ne passait pas non plus. Pendant ce temps, ils continuaient à me tirailler. Ils me ligotèrent le plus fermement possible, etc, jusqu'à ce qu'ils réussirent à me percer la narine gauche. Je fis des efforts pour avaler. J'ai gobé l'air après, j'ai crié, etc. Je ne reçus presque pas d'air. Ils réussirent donc à me percer la narine gauche, et à y descendre le tuyau puis à le remplir. Je ne sais pas avec combien de nourriture liquide. En tous cas je me sentais terriblement mal, j'étais pris de vertige à la tête, des coups d'épingle, des noeuds au ventre, dans les tubes digestifs, aux poumons, etc.

Aucun examen médical n'eut lieu, à l'exception que peut-être pendant tout cela prirent-ils mon pouls, mais c'est très improbable pendant les tiraillements. Quelqu'un brandit un masque pour le visage, et j'ai vu plus tard que, dans la cellule même, il y avait un appareil avec quelques aiguilles de boussole et des aiguilles de mesure. Je n'y étais pas branchée, en tout cas pas consciemment. Après qu'ils m'eurent empiffrée, je ne fus pas détachée mais au contraire ligotée encore plus fermement. Il y avait de nouveaux liens et j'étais attachée à la civière et devais rester là pour une heure. J'ai vraiment essayé de me barrer pour rentrer dans

.../...

.../...

ma cellule. Ils répondirent à cela avec des paroles ironiques. Non, elle mange encore demain. Elle manifeste seulement sa bonne santé, etc. Hauk s'élança avec ses deux jambes sur ma jambe droite et s'assaya sur mon genou. Ils me ligotèrent les mains et les pieds qui s'enkylosaient, et en plus une lanière me tenait très fermement à la gorge.

J'étais d'une certaine manière dans les vaps, et un peu après quand je devenais plus claire, j'ai demandé à être détachée immédiatement, et la réponse fut : non, le médecin a ordonné encore 5 minutes.

Alors, Marcewicz ou quelqu'un d'autre (aussi d'Asperg) est venu pour dire : encore 15 minutes. Il y eut une brève altercation par rapport à qui --du personnel ou de lui-- déterminerait cela. Ils devaient transmettre cela aux infirmiers, mais non jusqu'à 4 H et demi je devais rester ainsi attachée à la civière. Puis je fus traînée à nouveau dans ma cellule.

Après j'ai refusé d'accepter l'eau et de boire. Chaque filaments me fait mal, j'ai terriblement mal à la tête, des difficultés à avaler, mal à la gorge, eu nez, etc. Puis j'ai dormi au moins 13 heures d'un sommeil de plomb.

Ce matin (12.6) je me suis réveillée avec une tête totalement enflée, mal à la tête, au ventre et aux membres.

IRMGARD MOELLER

(1) HAUK : flic

(2) HERMANN : procureur

(3) BECKER : médecin de la prison de Stuttgart-Stammheim

**annexes :**

- communiqués de la RAF 1972 (en anglais)
- communiqué du Commando Ulrike Meinhof, avril 1977
- communiqué de la RAF du 3 septembre 1977
- communiqué du Commando Andreas Baader, juin 1979 (en espagnol)
- communiqué de dissolution du Mouvement du 2 Juin, 2 juin 1980
- lettre de la RAF sur la mort accidentelle de Wolfgang Beer et Juliane Plambeck, 26 juillet 1980
- exposé de l'IVK (comité international de défense) du 18 mai 1977, sur la guerre psychologique contre les prisonnières de la RAF
- témoignage de la prison de Marion (USA) - texte sur le programme-US de destruction des prisonniers politiques
- extrait du rapport spécial de l'ISC (Institute for the Study of Conflict, l'institution principale de contre-insurrection de la CIA en Europe) sur les méthodes contre-révolutionnaires, mai 1975 (en anglais)
- texte de base de la Commission Internationale pour la Protection des Prisonniers Politiques et contre la Détention en Isolation, octobre 1980

# RAF communiques

---

On Thursday 11th May 1972, the day that the US mine blockade of North Vietnam began, the Petra Schelm Commando detonated three bombs, containing 80 kilograms of TNT, in the headquarters of the 5th Army of the US forces in West Germany. West Germany and West Berlin will no longer be a safe base for those who practice extermination techniques in Vietnam. They should know that their crimes against the Vietnamese people have brought them a new, embittered enemy, and there will no longer be any place for them in the world; they can be certain that they will be attacked by the revolutionary guerrilla movement.

We demand the immediate end of the mine blockade of North Vietnam.

We demand the immediate end of the bomb attacks on North Vietnam.

We demand the complete withdrawal of American troops from Indo-China.

Victory to the Viet-Cong.

Build the revolutionary guerrilla movement.

Dare to fight - dare to win.

Create two, three, many Vietnams!

RAF 14th May 1972

---

On Friday 12th May 1972, the Thomas Weisbecker Commando detonated three bombs in the police headquarters in Augsburg, and the headquarters of the Bavarian police. Thomas Weisbecker was murdered in a well-planned ambush carried out by an execution commando from Munich CID and the Augsburg police, without warning and without any chance of defending himself. The police made no attempt to take him prisoner, they just shot him dead.

The investigation authorities should now learn that they can't kill any of us without reckoning that we will hit back. The Schutzpolizei (uniformed police), the Bereitschaftspolizei (specials), the Kripo (CID), the Bundesgrenzschutz (border police) and their official and political employers should learn that their attempts to 'solve' the social problems of this country by fascist methods - the re-arming of the police, the militarization of the class war, the ruthless and vicious use of guns - will provoke resistance. This is also true for the police operations over the Munich and Cologne bank robberies, the killing of the Tübingen apprentice Epple, and police harassment of foreign workers.

The tactics and the methods that we employ are the tactics and methods of guerrilla warfare. The Minister of Internal Affairs and the Director of Public Prosecutions assess the situation wrongly if they think they can rule with their execution commandos. It's the nature of guerrilla warfare - as it is carried out in the interests of the people - that it cannot be destroyed by military actions, because its freedom of action can be perpetuated as often as it receives temporary setbacks. Against the brutal authoritarianism of the investigation authorities, the short cuts of the fascists, we set the steady development of the revolutionary guerrilla movement, the long and protracted process of the struggle for liberation from fascism, capitalism, capitalist exploitation and suppression of the people.

Fight the execution commandos of the police!

Fight the SS-praxis of the police!

Fight all exploiters and enemies of the people!

---

On Monday 16th May 1972 the Manfred Grashof Commando carried out a bomb attack against the Karlsruhe High Court Judge Buddenberg. Buddenberg is the High Court Judge who deals with arrests, enquiries and political proceedings under Paragraph 129.

The pig Buddenberg allowed Grashof to be moved from hospital to a cell at a time when such a transfer, together with the dangers of infection in the prison, might have killed him. The pigs had failed to kill the defenceless Grashof, so Buddenberg tried again.

The pig Buddenberg is responsible for drugging Carmen Roll in order to make her talk. The predictable consequences of this drug treatment show that it was clearly an attempt to kill her.

The pig Buddenberg doesn't give a shit about laws and conventions. The strict isolation in which the prisoners are kept, to destroy them mentally: solitary confinement, exercise in isolation, forbidden to talk with fellow prisoners, constant transferring, observation in their cells, censorship of letters, seizure of letters, books and newspapers - all methods by which they are psychologically destroyed: glaring lights in their cells at night, frequent waking and searching, chained during exercise, daily assaults, these are not the vexations of insignificant, frustrated prison warders, these are Buddenberg's orders - aimed at extracting statements from the prisoners. This is fascism already institutionalised in justice. This is the beginning of torture.

We demand the immediate application of the conditions for remand prisoners laid down by the Human Rights Convention, the Charter of the UN; the release of political prisoners on remand. We demand from the administration of justice that the lives and health of prisoners no longer be systematically attacked and destroyed.

We will carry out bomb attacks against judges and public prosecutors until they have stopped abusing the rights of political prisoners. This is not an impossible demand for the administration of justice. We have no other way of forcing them to accept.

Freedom for political prisoners!  
Fight class justice!  
Fight fascism!

RAF 20th May 1972

Yesterday, Friday May 19th, at 3.55, two bombs exploded in the Springer skyscraper in Hamburg. Since, in spite of prompt and urgent warnings, the building wasn't cleared, 17 people were injured. The first warning was phoned through at 3.29 with the request that the building be cleared within 15 minutes because of a bomb. The reply was: stop this nonsense. The call was cut off.

The second call was made at 3.31. It said: if you don't clear the building immediately something terrible will happen. But the telephonists clearly had instructions to ignore such calls. The third call, at 3.36, went to the pigs: look out, for Christ's sake make sure that the building is cleared.

Because the Springer concern cannot suppress the fact that warnings were given, they distort the message: they say there was only one warning and that came too late. Two telephonists and the pigs can confirm that the Springer press is lying once again.

Springer would rather take the risk of his workers and employees being injured by bombs than the risk of losing a couple of hours working time. He would have lost profit through a false alarm. For capitalists profit is everything and the people who produce it for them are no better than shit. We are deeply shocked that workers and employees have been wounded.

We demand of Springer that his papers stop their hysterical attacks on the New Left, on working-class solidarity actions such as strikes, on Communists here and in other countries, on liberation movements in the third world, particularly the Arab people who are fighting for the liberation of Palestine;

that he stop his propaganda in support of Zionism, the imperialist politics of the Israeli ruling class;

that he stop printing lying racist reports about foreign workers here.

We demand that the Springer press print these communiques.

We demand nothing impossible. We will only stop our actions against the enemy of the people when our demands are met.

Expropriate Springer!

Expropriate the enemy of the people!

In the Headquarters of the American Armed Forces in Europe at Heidelberg yesterday evening, Wednesday May 24th, two bombs with an explosive capacity of 200 kilos of TNT were detonated. The attack was carried out after General Daniel James, Departmental Head in the Pentagon, had declared on Wednesday in Washington that in future the US armed forces would confine their bomb attacks to the areas north and south of the 17th parallel.

On Monday, the Foreign Minister in Hanoi again accused the USA of bombarding densely populated areas in North Vietnam. In the last seven weeks the US Air Force has dropped more bombs over Vietnam than were dropped over Germany and Japan together in the whole of the second world war. The Pentagon is trying to stop the North Vietnamese offensive with more than a million bombs. This is genocide, murder of the people, amihilation, Auschwitz.

The people in West Germany do not support the security forces in their search for the bombers, because they want nothing to do with the crimes of the American imperialists, nor with the support they get from the ruling class here; because they have not forgotten Auschwitz, Dresden and Hamburg, because they know that the bomb attacks against the mass murderers in Vietnam are just, and because they know from experience that words and demonstrations against the crimes of imperialism are no use.

We demand an end to the bomb attacks on North Vietnam.

We demand an end to the mine blockade of North Vietnam.

We demand the withdrawal of American troops from Indochina.

We will continue our attacks against the mass-murderers in Vietnam until the Viet Cong are victorious.

We call upon militants in West Germany to make American installations the targets of their attacks in their political war against US imperialism.

Solidarity with the Vietnamese people!

Break up and smash the forces of American imperialism!

Victory in people's war!

RAF 15 July Commandos

---

# COMMUNIQUE DU COMMANDO "ULRIKE MEINHOF" R.A.F.

---

pour des "acteurs" du système lui-même, comme buback, l'histoire trouve toujours une solution.

le 7 avril 77, le commando ulrike meinhof a exécuté le procureur général de la république, siegfried buback.

buback était directement responsable d'holger meins, de siegfried hausner et d'ulrike meinhof.

dans sa fonction de procureur général - comme point central de décision et de coordination entre la justice et les services secrets ouest-allemands, en coopération étroite avec la t.i.a. et le comité de sécurité de l'o.t.a.n. - il a mis en scène et mené à bien leur assassinat.

sous l'administration de buback :

siegfried, qui avait dirigé le commando holger meins et qui avait pu prouver que l'explosion de l'ambassade allemande à stockholm était l'oeuvre des unités du m.e.k. (troupes anti-terroristes spéciales), fut assassiné le 4-5-75. alors qu'il se trouvait à la disposition exclusive de l'administration du procureur général et du b.k.a. (administration criminelle centrale), son extradition en rfa et le transfert dangereux pour sa vie à la prison de stuttgart-stammheim, furent effectués, ce qui entraîna sa mort.

sous l'administration de buback :

ulrike fut exécutée le 9-5-76 lors d'une action de la sûreté de l'état. sa mort fut camouflée en suicide, pour démontrer le non-sens de la politique pour laquelle ulrike avait lutté. le meurtre était escalade, après la tentative de l'administration du procureur général de "crétiniser" ulrike par une intervention neurochirurgicale forcée et de l'exposer - détruite - au procès de stammheim et de pouvoir dénoncer la résistance armée comme de la folie. la réalisation de ce projet fut empêchée grâce aux protestations internationales. le déroulement de son assassinat fut calculé de façon précise :

- avant l'initiative de décider au procès, aux demandes de la défense, que les attaques de la r.a.f. contre les quartiers généraux us à francfort et heidelberg en 72 soient interprétés comme une attaque à la collaboration de la rfa à l'agression des usa aux droits de l'homme au vietnam;
- avant l'audition d'ulrike comme témoin au procès de dusseldorf contre le commando holger meins où elle a pu faire des déclarations authentiques sur les formes extrêmes de torture qui lui avaient été infligées pendant 8 mois dans les cellules silencieuses;
- avant son jugement, comme l'opinion publique internationale, qui s'était développée de manière critique face à la parodie de procès de stammheim et sa cynique exhibition de violence impérialiste, avait été comprise par le gouvernement fédéral, comme une pierre prête à lui tomber sur les pieds.

20 =

l'histoire d'ulrike est plus claire que les nombreux combats de l'histoire de la continuité de la résistance. elle personnifie pour le mouvement révolutionnaire une fonction d'avant-garde idéologique, et c'est cette figure que visait la mise en scène de buback pour le soi-disant suicide : sa mort - récupérée pour la propagande par l'administration du procureur général comme "la compréhension de l'échec" de la politique armée - devait anéantir moralement son groupe, son combat et la trace de son image.

la conception de l'administration du procureur général, qui a centralisé depuis 1971 les poursuites et les procédures contre la r.a.f., suit la ligne de la stratégie contre la subversion conçue par le comité de sécurité de l'o.t.a.n. : la "criminalisation" de la résistance révolutionnaire - et pour cela les étapes tactiques sont l'infiltration, la désolidarisation et l'isolement de la guérilla et l'assassinat de ses leaders. dans le cadre de la contre-stratégie de la rfa impérialiste contre la guérilla, la justice est l'instrument qui mène la guerre - dans la poursuite de la guérilla opérant dans l'illégalité et dans le processus d'anéantissement des prisonniers de guerre.

buback - comme dit schmidt : "un combattant énergique" pour cet état - a compris et mené cette "explication" avec nous comme une guerre : "j'ai fait la guerre. ceci est une guerre avec d'autres moyens".

ce qui est une guerre révolutionnaire - et ceci les flics comme buback ne le comprendront jamais - c'est la continuité, la solidarité, l'amour, qui est l'action de la guérilla.

nous empêcherons que nos combattants soient assassinés dans les prisons ouest-allemandes, parce que l'administration ne peut résoudre le problème du refus des prisonniers d'arrêter le combat, autrement que par leur élimination. nous empêcherons que l'administration du procureur général et les organes de la sûreté de l'état se vengent sur les combattants prisonniers des actions de guérilla à l'extérieur. nous empêcherons que l'administration du procureur général utilise la grève de la faim collective des prisonniers pour les droits de l'homme minimaux, pour assassiner andreas, gudrun et jan, pour propager ouvertement la guerre psychologique depuis la mort d'ulrike.

commando ulrike meinhof.  
rote armee fraktion.

la résistance armée et le front anti-impérialiste en europe de l'ouest organisent la guerre dans les métropoles dans le cadre de la lutte pour la libération internationale.

toutes les interprétations de la machine, avec laquelle nous voulions empêcher les procureurs fédéraux de continuer à ruminer, dans le confort de leurs bureaux, comment arranger le prochain meurtre d'un prisonnier politique ou planifier la chasse à l'homme, les procès-spectacles, les raffles chez les civils et les avocats qui sympathisent avec nous, les mensonges et les provocations de "l'information offensive" - sont fausses.

il ne s'agissait pas d'un quelconque bain de sang - dans ce nid de violence réactionnaire qui est déjà entré en scène pour la continuité fasciste, lors des procès de communistes des années cinquante - ni d'un "nouveau stratagème", ni d'une manifestation de la "course aux armements entre guérillas rivales" comme nous avons dû lire.

il ne s'agissait pas non plus d'une attaque contre rebmann, bien que cela en eût l'air, comme il est encore plus dénué de scrupules, encore plus brutal et un démagogue encore plus infâme que buback.

il s'agissait tout simplement d'un avertissement par rapport à la situation dans laquelle se trouvaient plus de quarante détenus politiques en grève de la faim, parce que rebmann, une fois procureur général de la république, avait brisé et contrecarré la promesse qu'il avait faite en tant que dirigeant ministériel du ministère de la justice au bade-württemberg, de les concentrer en groupes de 15.

le groupe qui se trouvait déjà à stammheim, est plus petit au lieu d'être plus grand, et les prisonniers sont maintenant - après cinq ans d'isolation - à nouveau totalement séparés les uns des autres, malgré que des médecins, amnesty international, le conseil oecuménique des églises, la ligue des droits de l'homme et l'association des juristes démocrates aient exigé leur rassemblement, parce que l'isolation rend malade et à la longue mène à la mort - c-à-d qu'en tant que forme de détention, elle est de la torture et par là contraire aux droits de l'homme.

nous en déduisons que l'isolation totale des prisonniers devait provoquer la grève de la faim, que rebmann - qui en avait besoin pour se profiler après la destitution de buback due à la mort de holger, ulrike et siegfried - voulait utiliser pour exécuter maintenant andreas, gudrun et jan.

la décision des prisonniers d'interrompre à présent leur grève de la faim et de la soif, nous l'estimons juste et nous les prions de ne pas la reprendre aussi longtemps que nous savons que le cartel d'assassins composé de ministres de la justice, de juges, de procureurs d'état et de salauds peut rester si arrogant tant face aux moyens que nous avons et que nous pouvons mettre en oeuvre, que face aux armes des prisonniers.

l'appel moral d'une grève de la faim n'est d'aucune aide parce que la violence politique dans cet état ne menace ni de "fascistoïde", ni de "tendances fascistes" mais se trouve en plein dans la transformation vers un nouveau fascisme, qui se différencie du national-socialisme uniquement par le fait qu'il représente les monopoles américains et allemands, et par là qu'il peut entrer en scène plus agressivement, plus puissamment et plus subtilement que le capitalisme en Allemagne durant sa barbare histoire nationale.

ses élites engraisées, qu'elles siègent dans la justice, l'exécutif, les partis, les trusts ou les médias, ne comprennent qu'un langage - la violence.

la misère et l'humiliation dans les cachots de la sûreté de l'état et la bestialité de l'alimentation forcée ne représentent pour eux qu'une signature et une sale plaisanterie dans la cantine.

ils utiliseront la grève - quand vous la reprendrez - exactement comme maintenant, pour vous tuer parce que nous avons besoin de vous, et ils enterreront la trace du moral et de la solidarité, les sacrifices de votre lutte, sous une montagne de merde, de colportage et de propagande cyniques et brutaux.

ce dont ils ne riront pas longtemps, c'est de nous, de ceux qui ont compris le signal de la lutte dans les cachots d'isolation ( les bunkers, les tables de torture de l'alimentation forcée ) - selon la volonté des prisonniers, qu'il est possible d'être libre. nous n'exigeons encore rien pour le moment, et la continuité et la solidarité de la r.a.f. ne seront pas non plus l'objet de déclarations.

nous disons cependant encore une fois : un seul des prisonniers devrait-il être assassiné - et la mort dans la cellule d'isolation n'est rien d'autre qu'un meurtre - nous répondrons immédiatement dans le pays et à l'étranger.

andreas, gudrun et jan devraient-ils être tués, les apologues de la ligne dure s'apercevront que ce qu'ils ont dans leurs arsenaux ne leur suffiront pas, que nous sommes nombreux et que nous avons assez d'amour - et aussi de haine et d'imagination - pour employer nos armes et les leurs contre eux, que leur douleur égalera la nôtre.

" la solidarité des hommes se fonde sur la révolte "

r.a.f.

le 3.9.1977

el 25.6.79, el comando ANDREAS BAADER ha hecho un atentado con explosivos contra el general haig, el comandante en jefe de la OTAN.

nos explicamos el hecho por el cual no hemos logrado el objetivo concreto de la acción, atacar a haig el mismo, de la manera siguiente :

cavamos un túnel de 1 m 80 de largo bajo del revestimiento de la ruta de un puente que se encuentra en el trayecto entre la residencia de haig y el cuartel general de la OTAN, y colocamos la carga (20 kg de plástico) alrededor de 40 cm debajo del suelo. el desencadenamiento se hizo por un hilo eléctrico de 200 m de largo, en el momento donde la puerta delantera de la mercedes de haig se encontraba a la altura de la carga.

habiamos calculado de antemano que el auto avanzaba de dos metros en un décimo de segundo. nuestro error fue pensar poder todavía desencadenar bastante precisamente la explosión por mano, incluso a una velocidad tan elevada.

hemos realizado esta acción porque haig representa y ejecuta con una precisión particular el "nuevo cabo" o el "modified style" de la estrategia americana.

lo que ha cambiado después de la derrota política y militar de los estados unidos en vietnam, es su agresividad que ha aumentado en lugar de haber disminuido, que los pueblos del mundo se encuentran confrontados a una nueva ofensiva norte-americana que marca al mismo tiempo un salto cualitativo en el desarrollo de las relaciones de fuerzas entre la revolución y la contra-revolución --o como lo hemos dicho : en el proceso revolucionario mundial del cerco de las ciudades por los pueblos.

por las victorias de liberación del sud-este asiático y de África, el frente se acercó al centro, a las metrópolis ellas mismas y hizo el retroceso del imperialismo us-- lo que se llama el desplazamiento del centro de gravedad estratégica hacia la europa occidental-- lo hizo táctica y estratégicamente inevitable.

lo que haig llama el estilo modificado exige de los estados de la europa occidental integrados desde ya en el proyecto de una europa dirigida por la rfa, nada mas que la funcionalización definitiva por la estrategia global us : "europa no puede mas pagarse el lujo de quedarse como espectador fuera del terreno de juego."

lo que el quiere decir por esto, es el shaba, el tchad, es la proxima expedición al golfo, es la agresión militar directa de los estados sometidos o comprados por los estados unidos contra las "zonas de crisis" para los intereses vitales del occidente.

los pasos concretos de la política de fortalecimiento que haig, en su función de jefe de la OTAN, puso en ejecución con la ayuda de la rfa con el fin de estar preparado a esta "semi-guerra" (lo que significa : en el mismo tiempo, y contrariamente a 73, tener solidamente en manos todos los estados europeos), fortifican la rfa como base us la mas agresiva --erizada de armas nucleares, dotada de una "presencia de las tropas americanas en constante aumento y que evoluciona en escalamiento", el pais parece

solamente un cuartel-- funcional para "situaciones ambivalentes y no claras sobre los flancos y la periferia de la OTAN, como por ejemplo en el próximo-oriente y en África", y como tenaza de fierro para los países limitrofes.

para el gobierno socio-liberal bajo la dirección de schmidt, eso significa por una parte la bancarrota del proyecto social-democrata de la conducta de la guerra camuflada, ya puesto al día por sus medidas contra la RAF, y por otra parte que esta comprendido en el plano internacional como un partido conduciendo la guerra abiertamente.

este baile en la cuerda floja entre la venta del modelo alemán y la realidad de alemania del oeste, habiendo ya provocado la caída de brandt en 73, es el problema fundamental de schmidt. esa dificultad en la cual se encuentra comprometido después de la publicación del pentagono en 77 donde se dice abiertamente lo que significa por la rfa la estrategia de la "flexible response" : 5 millones de muertos en alemania del oeste para proteger el territorio crucial norte-americano --el precio pagado por el spd para quedarse al poder-- es solamente un sintoma de la total dependencia de la rfa, contra la cual combatimos.

contra la resistencia armada de la RAF, la OTAN desarrolla sus programas desde que existimos. según sus líneas de conducta los cuadros detenidos están ejecutados en las prisiones alemanas, de la misma manera existe ahora contra los que combaten fuera el orden de disparar preventivamente derecho a la cabeza.

la exterminación de cualquier grupo o movimiento revolucionario "cuyas actividades están dirigidas contra los intereses de la alianza" --y son todos los que comprenden su lucha y combaten en un contexto anti-imperialista internacionalista-- es la condición del funcionamiento de la ofensiva imperialista --esto está claro.

se trata solamente de lo que hacemos, la manera con la cual nosotros --las fuerzas del lado de la revolución-- afrontamos en esta fase el hecho de que el imperialismo us no ha dejado de ser el enemigo mortal de la humanidad.

el combate no se detiene nunca.

COMANDO ANDREAS BAADER

R.A.F.

-- DESMANTELAD EL IMPERIALISMO US Y SUS BASES EN TODAS PARTES EN EL MUNDO

-- ORGANISAD LA RESISTENCIA ARMADA EN EUROPA OCCIDENTAL

-- CONSTRUID EL FRENTE ANTI-IMPERIALISTA EN LAS METROPOLIS

-- SOLIDARIDAD CON EL COMBATE DE LA RESISTENCIA PALESTINA CONTRA LA SOLUCION FINAL IMPERIALISTA

-- SOLIDARIDAD CON LA RESISTENCIA ANTI-IMPERIALISTA EN TURQUIA

après 10 ans de lutte armée, nous voulons réfléchir de manière critique à notre histoire, et expliquer pourquoi nous disons aujourd'hui:

nous dissolvons le mouvement du 2 juin en tant qu'organisation et nous poursuivons la lutte anti-impérialiste dans la RAF - en tant que RAF.

Le mouvement du 2 juin s'est créé à l'encontre de la RAF, avec l'intention confuse de mener une "politique prolétarienne spontanée". nous avons considéré que la théorie révolutionnaire, l'analyse des conditions - seules à partir desquelles la stratégie et la tactique, la continuité et la perspective du combat, peuvent être développées - n'étaient pas importantes, et nous avons "combattu à tort et à travers" avec l'intention d'"enthousiasmer" la jeunesse. et c'est ainsi que nous avons déterminé notre pratique en nous posant la question: "qu'est-ce qui enthousiasme", et non pas en nous posant la question de savoir où sont les véritables contradictions, les frictions dans la stratégie impérialiste que nous devons attaquer.

Le mouvement était une soi-disant alternative à la RAF, en tant qu'une possibilité pour ces camarades qui pensaient que le combat sans compromis était allé trop loin.

pendant 10 ans, cela a produit division, concurrence et désorientation dans la gauche et aussi parmi la guérilla, et cela a également ralenti notre propre processus révolutionnaire.

c'est ainsi que nous avons opéré avec nos actions selon une ligne populiste, sans donner l'orientation politique et sans amener une mobilisation contre la stratégie des pores.

ce ne sera jamais la tâche de la guérilla de se montrer complaisante envers la population pour recevoir son soutien, mais - dans un pays où le fascisme-nazi et la social-démocratie inféodée à l'impérialisme-us ont soustrait à la classe ouvrière toute organisation prolétarienne - d'être le front le plus avancé, d'aiguiser les contradictions politiques centrales par la lutte armée afin de plonger l'état dans la crise politique.

ce que la guérilla dans les métropoles ne peut qu'être:

le détonateur politique à l'intérieur de la structure impérialiste, l'attaque qui développe la cassure entre la société et l'état jusqu'à la rupture - c-à-d politique révolutionnaire - à travers laquelle mobilisation devient organisation prolétarienne et anti-impérialiste et dans laquelle le rapport de force politique bascule en notre faveur.

l'attaque politique, matérialisée par les armes, reste toujours une victoire, même là où l'opération est vaincue militairement car elle anticipe et engage ce processus.

la continuité de la guérilla se trouve dans sa stratégie, malgré des défaites militaires lourdes.

et là aussi se situe la différence entre schleyer et Lorenz. nous pouvons aujourd'hui critiquer posément notre principale action. en elle se trouvent toutes les erreurs que nous avons commises pendant 10 ans et dont nous avons appris. l'action de libération à Berlin en 75 s'est déroulée dans une situation politique aiguë. la lutte des camarades de stammheim avait amené une mobilisation nationale et internationale qui a trouvé son point culminant dans la grande grève de la faim, et qui n'était encore que difficilement maîtrisable par Schmidt. nous n'avons pas fait qu'ignorer totalement cette situation, nous l'avons même retournée politiquement dans le choix des prisonniers.

en cela et avec ce type (Lorenz) - d'un parti qui n'a qu'une signification secondaire pour la stratégie impérialiste maintenant - au lieu d'une stratégie n'existait que le calcul. dans notre travail de propagande à propos et après Lorenz une victoire acquise à court terme - le rituel consommable - était plus importante que d'atteindre le niveau politico-militaire qui est capable de rompre la stratégie impérialiste, là-dedans se trouve aussi l'origine de la perversion d'une guérilla-pour-la-dérision de Reinders, Teufel, etc.. finalement, nous aussi, l'offensive de la RAF en 77 et la réaction de l'état nous ont confronté à la question de la stratégie politique.

1977 est une scission aussi bien dans le développement de la stratégie impérialiste que dans la détermination de la guérilla métropolitaine.

depuis le massacre de Mogadiscio et de Stammheim, Schmidt a imposé à l'Europe occidentale - sous la conduite de la RFA - la ligne politique:

projet et modèle de l'impérialisme dans la crise contre les mouvements de libération du tiers-monde et dans la métropole ouest-européenne.

l'intégration inconditionnelle de l'Europe de l'ouest dans la stratégie militaire américaine et la militarisation intérieure des états métropolitains par un appareil tendentiellement unifié, est la réaction des impérialistes face à la simultanéité croissante des luttes révolutionnaires dans le monde.

la stratégie révolutionnaire s'internationalise dans le fait que les groupes anti-impérialistes reconnaissent comme ennemi principal les états-unis et le projet de l'Europe de l'ouest.

Les états-unis et leurs complices savent que leur prochaine défaite stratégique dans n'importe quelle région du monde les conduira sur la voie de la défaite définitive.

de l'Angola au Kampuchea, l'"époque de l'après-Vietnam" - où la tentative de revenir de la défensive après la défaite politico-militaire de l'impérialisme-us au Vietnam (politico-économique) d'une stratégie - s'est effondrée en Iran. la politique impérialiste cherche maintenant à traverser militairement la solution qu'elle ne peut atteindre, et en arrive ainsi - dans la préparation de l'extermination totale - à la notion précise de son propre contenu.

la prochaine et probablement dernière défaite militaire et stratégique dans le tiers-monde devrait être évitée par l'éclatement de la guerre en Europe qui de prime abord est conçue comme atomique. dans cette perversion, le théorème de la "guerre limitée" en arrive à une nouvelle variante.

les préparatifs de guerre ne visent pas à la répartition du monde en différents adversaires impérialistes. leur contenu est révolution ou contre-révolution - et donc le point de la confrontation où la décision aura lieu.

cette décision dans la confrontation internationale aura finalement lieu dans les métropoles, parce que les mouvements de libération du tiers-monde vainqueurs et érigés en états doivent obligatoirement se consolider dans la contradiction est/ouest aussi longtemps que les centres impérialistes peuvent les faire chanter militairement et par la dépendance du marché mondial.

ce qui se matérialise maintenant - ou pas du tout - c'est le contenu de tout le processus révolutionnaire mondial

- destruction de l'état, auto-détermination, identité -

lequel, durant les dernières années dans la lutte pour le communisme, a atteint son degré particulier de maturité et de force dans la métropole.

cela est la question posée à toute la gauche de l'Europe de l'ouest, si dans cette situation d'escalade, dans laquelle - dans un sens ou dans un autre - une décision tombera de toute façon, elle assume ou trahit sa tâche historique.

UNITE DANS LA LUTTE ARMEE  
ANTI-IMPERIALISTE

2.6.1980

pour la dernière fois: mouvement du  
2 juin

sur le plan

sur le plan militaire

L'Etat

Wolfgang et Juliane - Leur mort est difficile à supporter pour nous, ~~notamment~~ dans cet accident absurde. Ils s'étaient fait à l'idée d'une autre mort. Pas dans cette ferveur brutale et quotidienne de la métropole.

Deblayer la merde que la presse rapporte maintenant, serait de trop. Ceux qui avaient à faire avec Wolfgang savent bien qui il était. Le plus important pour lui était d'apprendre dans et par l'attaque - dans l'illégalité, dans la légalité, en toile - et ceci il l'a aussi transmis. Durant 8 années, sa clarté dans sa manière d'être, son initiative, son travail militant et sa pensée politique ont été pour nous - RAF - importantes.

Juliane voulait que la guérilla en RFA se rassemble, et c'est ainsi que nous nous sommes rassemblés avec elle. C'est son ouverture et son radicalisme politique par lesquelles la merde, qui freinait le développement, a pu être dépassée. L'esprit de décision et son envie d'entamer la nouvelle phase ont été déterminants pour nous.

A propos de toute cette orasse pour laquelle le procureur fédéral et le BKA utilisent leur mort, nous voulons dire: Rebmam ne nous intéresse pas maintenant - il se vante déjà de nouveau d'attentats contre lui - et encore moins (le ministre-président du Land baden-württemberg) Späth. Nous n'avons pas non plus l'intention d'envoyer Schmidt en l'air. Naturellement nous sommes ici et ça ils le savent mieux qu'ils l'affirment dans leur propagande. "Prouver la capacité d'action" et "attaque désespérée", cela n'est pas notre

affaire. L'offensive de '77 a ouvert la perspective pour une nouvelle phase, concrètement pour nous la nécessité d'une restructuration et le développement des prochains pas de la stratégie, qui amène la structure armée illégale et la structure légale à l'unité politico-militaire de la résistance anti-impérialiste. C'est sur cela que nous déterminons notre action.

RAF - 26.7.80

- 1 -

INTERNATIONALES KOMITEE ZUR VERTEIDIGUNG  
POLITISCHER GEFANGENER IN WEST-EUROPA

setione italiana  
c/o avvocato  
sergio spazzali  
via moscova 13  
I-20122 milano  
telef. 63 95 52

sektion schweiz  
c/o rechtsanwalt rambert  
CH 8026 zürich  
badener strasse 89  
telefon 232433

sektion nederland  
rechtsanwalt  
pieter h. bakker schut  
koningslaan 10,  
utrecht  
telefon 51 22 41

section francais  
c/o comité (rfa)  
c/o tempos modernes  
26, rue de condé  
F-75006 paris

sektion BRD  
c/o rechtsanwalt cronau  
laterstrasse 3  
D 7000 stuttgart  
telefon 7678

18 mai 1977

"la continuité signifie pour nous une réalité désagréable, le schéma de paiement et de dettes, de briser la psychologie de la puissance aussi souvent et aussi longtemps, jusqu'à ce que nous humains soyons plus forte qu'elle."  
(Gudrun Ensslin)

"anéantir"

(Helmut Schmidt, le 13.3.76,  
au parlement)

Le mai 77 dans la Hamburger Morgenpost et le 10 dans la Frankfurter Rundschau - tous deux, quotidiens suprarégionaux, dépendant directement de la SPD - est relancé le vieux cheval de bataille de la sûreté de l'état: tension au sein du groupe des prisonniers de Stammheim, et dans la FR avec le soutien complet de la rédaction.

On tente réellement d'essayer d'usurper Ulrike au profit de la SPD, le parti qu'elle a compris dans son analyse en tant qu'instrument central de la stratégie américaine contre le sud, l'est et les travailleurs de l'Europe de l'Ouest et qu'elle a combattu jusqu'à ce qu'elle en meure.

La rédaction désigne en tant qu'auteur Röhl: cela signifie qu'il dispose comme héritier universel des documents jusqu'ici inconnus, avec lesquels l'article opère.

Or Röhl n'est ni héritier universel et encore moins héritier de Ulrike et les fragments étaient connus: la FR par ex. les imprime dans son édition du 12 juin 1976 et elle savait en outre dès le 10 septembre 1976 que Röhl n'héritait pas.

Röhl n'a légalement aucun document de la succession d'Ulrike. Tous les manuscrits et originaux des lettres qui se trouvaient dans sa cellule d'Ulrike furent, c'est du moins l'affirmation du parquet - remis à son avocat et à son exécuteur testamentaire qu'elle a toujours.

Les fragments qu'Röhl utilise sont falsifiés par des coupures et des montages et portent de fausses dates. Ilya un an nous avons envoyé à la presse la copie de la version authentique après la première publication et avons en même temps constaté que 3 des lettres ne proviennent pas de sa succession mais bien de razzia faites dans sa cellule sur ordre du parquet de 1973 à 75 et qui furent confisquées.

Elles furent certainement préparées, pour faire passer la mort d'Ulrike en suicide selon la version du parquet. Kaul, un avocat fédéral qui n'a rien à voir avec la procédure contre le groupe, parle deux heures après que sa mort d'Ulrike soit connue, devant la presse de tension au sein du groupe. Les lettres sont passées le 9 mai après midi à un journaliste de la conférence de presse de la justice de Karlsruhe et on les communiqua après la grève des imprimeurs dans le cadre d'une campagne au sein des quotidiens suprarégionaux de la FR, SZ, Welt, Hamburger Morgenpost, le journal de Röhl "das da" en juin 76 et plus tard dans le Stern.

Buback appelait cela "L'information offensive ça dépend de comment, quand et quelles informations doivent être diffusées." (FAZ, 22.2.1975).

Ici il lance les informations à l'aide des multiplicateurs formant l'opinion de

l'intelligentsia prolétarisée, les bas-fonds de la sympathie qui ne font assécher la guerre psychologique.

Les cinq fragments proviennent de 4 années de discussion entre Ulrike et Gudrun c.a.d. environ 1200 lettres, protocolls de discussion, de notes provenant de la succession d'Ulrike - filtrés à l'extérieur, documents, qui par ailleurs prouvent que le calcul qui est à la base d'années d'isolation de deux prisonniers a été tenu en échec par l'amitié et la discipline de deux prisonniers. Elle est exemplaire pour ceux qui connaissent la situation de prisonniers isolés, parceque le combat pour leur conscience et pour un domaine libre dans leurs relations, à l'intérieur duquel ils peuvent subsister, est mené contre un programme de lavage de cerveaux.

Le programme atteint son maximum par un projet de recherches parallèles dans "la caméra silens" de l'université Hamburg Eppendorf, alors que les deux prisonniers étaient au cachot.

Il s'agit dans ce programme - projet A8: interaction sociale dans une situation de groupe exemplaire incompatible considérant particulièrement l'agressivité - de mesurer l'agressivité de deux personnes servant à l'expérience isolés dans un espace et de les manipuler jusqu'à effondrement psychique.

La coopération entre Götte le psychiatre qui assumait pour la sûreté de l'état la supervision du cachot et Gross, celui-là même qui dirigeait à Hamburg-Eppendorf le projet, est prouvée à travers les dossiers du procès. La camera silens est financé en tant que partie constituante de la recherche sur la torture de l'OTAN par la société allemande de recherche et l'armée livre les "cobayes". Tandis qu'Ulrike et Gudrun étaient au cachot, le projet était présenté dans le cadre du programme de formation de l'armée.

Dans la FR dont les services d'informations sur Stammheim, dès le début sont structurés - est le dernier résidu d'une critique bourgeoise publique, qui déjà depuis 1971 s'est laissé infiltrer jusqu'au niveau les plus hauts de la direction - les lettres sont utilisés parceque les lettres dans leur version authentique, c.a.d. intégrales et situées dans leur contexte, qu'ell a, prouvent le contraire de ce que la sûreté de l'état veut suggérer. Les moments de stress et de mystification qui existent naturellement au cours d'années d'isolation, sont compris à un niveau et se dissipent ce qui disqualifie chaque interprétation criminologique et psychologique.

Les lettres ne dénoncent pas les prisonniers mais le gouvernement et le SPD, qui portent atteinte à la toute dernière intimité, qui enferment les prisonniers dans un cachot, qui les isolent de tout bruit et de tout métabolisme social, qui ont besoin d'épier la vie quotidienne des prisonniers, électriquement des ses moindres manifestations vitales.- Ils ont besoin de leur correspondance, d'y chercher des querelles, de la falsifier et de la passer au laminoir des masse-media pour cacher la mise en scène de l'exécution.

Ulrike écrit 6 semaines avant sa mort:

et à ha,

combattre ensemble -

c'est aussi le problème de la possibilité de se réunir pendant la journée par un temps limité et l'isolement de groupe, comme l'appelle amnesty international, qu'ils nous font subir.

la torture est une arme de guerre que l'appareil de la counter-insurgency constituée par la chambre criminelle, le barreau, la justice, l'exécutif, le gouvernement dirige contre nous.

les méthodes de torture élaborées à fond sur le plan psychiatrique, c'est bien là la méthode de la social-démocratie. le raffinement scientifique des armes, la méthode d l'impérialisme dans la défensive.

faute de ne plus pouvoir se justifier, le système est obligé s'utiliser des méthodes furtivesm celles de la manipulation. vis-à-vis du public cette manipulation consiste à nous détruire en sous-main, élaboré à l'avance, c'est ainsi que c'était prévu - pour nous faire comparaître crétinisés, de manière à ce que les gens - qui ne savent pas ce qui c'est passé entre-temps, à savoir la torture - pensent que nous sommes ainsi: des crétins.

ce qui est perfide, c'est que si nous ne sommes pas conscients de ce qu'ils font de nous, ça marche. c'était ainsi dans la 'tour' à berlin, où les méthodes de la counter-insurgency ont été mises à l'épreuve puis perfectionnées en rfa - c'était ainsi pour gudrun et moi.

dans cette situation, il est impossible de considérer l'autre pour ce qui nous détermine et nous fait souffrir:

c'est l'appareil et l'on ne peut tenir l'autre pour tel que parce qu'on en a fait un objet ou parce qu'on est devenu son objet; ce qui ne peut arriver que lorsqu'on ne combat pas à un certain point. pour cela, il faut se comprendre, comprendre l'autre, la situation et tout ce qui se passe, toutes les informations, les gens et les événements de l'extérieur.

cela veut dire que dans la situation de l'entière légalisation, du contrôle absolu de l'état et de la contrainte totale, on se comporte librement comme un "individu illégal", sinon on devient ce qu'ils <sup>vouloient</sup> faire de toi - un crétin - un ancien combatt<sup>ant</sup>eur qui deviendra aussi légal.

j'entends par individu illégal:

celui qui dispose librement de lui-même 24 heures sur 24, c'est de cette manière qu'on se rapproche des autres - or, il n'ya rien à consommer dans les facilités de détention comme la possibilité de se réunir pendant la journée pour un temps limité sans exploiter l'autre.

c'est entièrement logique. dans la légalité, on l'avait compris à un certain moment - qu'on ne peut vivre dans l'impérialisme, sans lui faire la guerre; comment saurait-il en être autrement dans la légalité forcée de la tôle; ou bien on n'a compris qu'une partie de toute cette merde.-

c'est alors qu'on comprend la t o t a l i t é ; la guerre; dans la prison et sous la torture; c'est alors qu'on lutte pour comprendre, et comprend pour lutter ou va à sa perte.

pour ce qui est de la lutte, pour comprendre, il ne s'agit pas d'avoir raison! jamais! mais de vouloir faire, devoir faire et bien faire ce qu'on doit faire -

c'est-à-dire produire du mouvement et non du chaos, de l'inaction, de la propriété, du pouvoir.

le but, c'est la lutte; la lutte qui produit la lutte pour produire la lutte.

ça ne va jamais l'un contre l'autre - ça va seulement ensemble, c'est plus que la négation d'un rapport répressif de couple; ensemble, c'est la suppression de la concurrence et de toutes les containtes et revendications qui en découlent.

ensemble, d'près mai, c'est le germe du communisme, de la communication directe des producteurs, dans laquelle l'argent est nié; il n'existe plus et d'autres formes de communication le remplacent; celles-ci ne peuvent être uniquement dans la lutte, la guerre contre l'impérialisme.

et sans aucune doute, la torture fait partie de cette guerre qui nous importe; et ainsi l'isolation est aussi une chance; -

parce-qu'elle est une partie de la guerre

parce-que dans l'isolation nous ne sommes pas isolés de ce qui nous importe -

la guerre. c'est ainsi que - parce que c'est une partie de la guerre - la lutte dans la prison a aussi son importance.

contester cela, comme le fait le "2.juni" ainsi que v.,

revient à fétichiser le militaire et à ne pas comprendre la totalité de cette guerre -

que l'action est la politique.

Après de l'avoir enquêté pendant 3 semaines les juges laissent à Ulrike - 4 jours avant sa mort - le bouquin "Die genossen" (La camarade). C'est avec ce bouquin que Röhl s'est fait lancer sur le marché par le CIA et en même temps dans le parti socialiste (SPD). On apprend par l'organisation provinciale du SPD que ce bouquin a été une des conditions pour son entrée dans le parti.

Elle dit de ce parti et de cet héritier unique:

"maintenant parlons aussi un peu de Röhl après que la fraction du comité de rédaction intégrée dans le parti socialiste (qui travaille directement avec les services secrets) a publié ce texte en prétendant que c'était un roman clé.

le bouquin ne dit rien de nouveau sur nous mais quelque chose sur la coopération entre le parti socialiste et la CIA et sur la corruption du DKP (PC Allemand)

cette publication fait la liaison entre deux faits.

un: l'entrée de Röhl dans le SPD

deux: la publication de ce bouquin porno dans la maison d'édition Molden. Molden est le beau frère de l'ancien chef du CIA, Allen Dulles, qui lui était le frère de John Forster Dulles.

ces structures familiales jouent un rôle important dans les affaires des services secrets comme on a pu voir au Sud Vietnam avec le clan de la famille Diem.

Molden a publié en 1965 le livre "Green Beret" qui a été écrit par la section psychologique du Pentagone et était traduit en plusieurs langues et vendu à plus de 4,5 millions d'exemplaires.

ce bouquin était produit par le Pentagone pour préparer le public psychologiquement aux escalades de la guerre <sup>ou</sup> vietnam et à l'habituer aux brutalités de la guerre.

avec "Green Beret" le Pentagone essaie de conditionner les gens aux violences, déjà dans les années 60 ils ne prétendent plus de défendre la liberté et la démocratie mais se prononcent pour l'extermination du peuple vietnamien. (c'est dans la même stratégie qu'a été publié le livre de Röhl).

Röhl lui-même dit que son favori c'est Simmel. ça veut dire le colporteur anticommuniste.

mais le cible de cette stratégie ce n'est pas moi, c'est Andreas, c'est lui qui de nous atteint la plus grande unité entre la théorie révolutionnaire et l'action. ils visent en lui sa fonction de coordination et d'orientation dans la guérilla urbaine.

le bouquin veut donner une légitimation à la liquidation planifiée par les

services secrets, c'est pour ce même but qu'a été publié la biographie d'andreas dans le 'stern' et les articles dans le frankfurter rundschaue (quotidien de gauche en r.f.a.)

vues les publications dans ce contexte, toute critique littéraire est ridicule. même si cette critique trouve le bouquin mauvais et dégoûtant. mais ces publications ne sont pas les réalisations des ambitions littéraires mais des produits du cia. elles sont un élément dans la counter-insurgency. cette chose nous montre une fois de plus la politique du spd depuis 1945, sa prostitution et la dépendance du cia.

je dirais que le comité de rédaction de "konkret" (unique magazine de gauche en allemagne dans les années 60 et très influent au début du mouvement antiimpérialiste) n'avait qu'une possibilité de rupture, coopérer avec le KPD illégalisé par adenauer.

mais après la rupture en 68 et la grande innovation dans l'opposition politique par la mobilisation contre la guerre, au vietnam il n'y avait que deux alternatives possibles.

l'alternative classique était: prendre position dans le conflit USSR - USA, chemin que mène directement dans la coopération avec le cia, et l'autre, qui était prendre position pour la guerre du peuple dans le tiers monde. röhl est toujours encore le salop corrompu et moi j'ai pu me libérer de la corruption du journalisme bourgeois.

Tout ça a une logique bien déterminée. entre l'intégration/corruption et l'instrumentalisation du CIA et la lutte armée menée dans l'illégalité: il n'y a pas de place pour l'opposition politique. car l'opposition politique et l'illégalité sont devenues identiques.

On pourrait éviter de parler de Röhl, si le gouvernement SPD ne cherchait pas avec une obsession désolante à développer une action psychologique ayant pour but de le libérer du reproche de meurtre commis sur Ulrike, de justifier l'échec du procès spectaculaire et de préparer l'opinion publique à l'exécution des détenus survivants.

Le travail de Röhl est une réaction directe aux deux conférences de presse de la Commission Internationale d'Enquête, au cours desquelles elle communique à la presse internationale les résultats de ses recherches - expertises scientifiques, recherche et audition de témoins-, qui certifient que Ulrike a été victime d'un meurtre.. Ses deux déclarations ont été absolument passées sous silence dans la presse allemande.

Conférence de presse de la Commission Internationale d'Enquête pour la clarification des circonstances de la mort de Ulrike Meinhof.

Secrétariat: SJAELLANDSGADE 127 - Arhus C

Tel.: 06-13 97 34 - Giro 1 30 4 0 03

Séance de travail du 7.5.77 , Amsterdam - Niederlande.

A l'occasion du premier anniversaire de la mort de Ulrike Meinhof (8 /9 Mai 1976) , la Commission Internationale d'Enquête rend publics les résultats de son travail. Les doutes apparus au cours de l'enquête de la Commission Internationale en ce qui concerne l'éventualité d'un suicide se sont ravivés après l'analyse faite par le groupe de travail "médecine" des rapports officiels de l'autopsie. Les rapports officiels de l'autopsie montrent clairement qu'il a été mis à la disposition des médecins ayant fait l'autopsie un instrument de pendaison falsifié. A la première inspection du cadavre , celui-ci pendait à un noeud coulant d'à peu près 80 cm de long et 26 cm d'épaisseur. Pourtant on a remis aux médecins de l'autopsie une corde de 51 cm de long. Dans un noeud coulant de cette longueur, un processus de pendaison est possible. Le noeud se serre étroitement autour du cou, la tête ne peut pas en ressortir.

Mais en réalité - les photos mises à disposition et les mesures prises lors de la première inspection le prouvent - le noeud coulant était si grand qu'à peine la perte de la connaissance étant apparue la tête aurait dû ressortir du noeud, entraînée par le poids du corps. Ce problème ne pouvait pas être pris en considération par l'expert à cause du raccourcissement de l'instrument de pendaison mis à disposition. C'est pourquoi il a été fait une description totalement arbitraire des détails sur le présumé suicide. Une documentation détaillée, visant à montrer la fausseté des interprétations sera publiée ces jours prochains.

Le travail de la Commission Internationale d'Enquête est rendu très difficile par les autorités allemandes et boycotté par tous les moyens:

- 1) Au cours de perquisitions à domicile sans mandat de perquisition a été systématiquement saisi du matériel qui avait été rassemblé à l'intention de la Commission d'Enquête .
- 2) On arrête pour des motifs qui n'en sont pas des personnes qui rassemblent ces documents: le nom de Chrítan Müller apparaît dans l'éditorial du livret documentaire: " Ulrike Meinhof - un suicide?". Le même sort fut réservé à l'avocat Dr. Croissant exécuteur testamentaire de Ulrike Meinhof, pendant l'été 76.
- 3) Par un écrit du ministère de la Justice de Baden-Württemberg et du ministère Public de Stuttgart du 22.4.77 , il a été fait part à la Commission Internationale d'Enquête qu'elle ne bénéficierait d'aucune autorisation, ni de consultation des dossiers ni de visite des lieux, n'y ayant aucun droit.

Il résulte des recherches faites par la Commission Internationale d'Enquête sur les conditions d'internement des détenus en République Fédérale Allemande, qu'il s'agit ici d'une forme spécifique de torture des détenus. La pratique de cette torture, la privation sociale et sensorielle pendant plusieurs années, c'est à dire l'isolation d'autres personnes et l'empêchement de la perception par les sens, ne peut avoir pour but que de briser l'identité politique des détenus. C'est pourquoi nous soutenons la grève de la faim commencée par les prisonniers politiques revendiquant le rassemblement par groupes de détenus d'au moins 15 personnes, ainsi que le demandent depuis 1975 les experts nommés par le tribunal.

Pour la Commission Internationale d'Enquête

Henrik Kaufholz, Secrétariat, Aarhus

Membres de la commission d'enquête:

Professeur Lelio Basso, Rome; Michèle Beauvillard, avocate, Paris; Simone de Beauvoir, Paris; Georges Casalis, Professeur, Antoni; Robert Cavezies, prêtre, Paris; Jaqueline Décumont, avocate, Bruxelles; John Mc Guffin, écrivain, Belfast; Joachim Israel, professeur, Copenhague; Panayotis Kanaklakis, avocat, Athènes; Hentik Kaufholz, journaliste, Aarhus; Johann von Minnen, Brenkelen; professeur Lolle Nauta, Groningen; Denis Payot, avocat, Genève; Margarethe von Trotta, actrice, Munich.

Compte en banque en BRD : W. Zitzlaff, PschA Essen 1358 24-439 IUK

Nous constatons ceci: D'après tout ce que nous savons, c'est cette constellation qui a été décisive pour la mise en scène de l'assassinat, à savoir:

- de fausses estimations comme celle de Horchem:

"Je suis de l'avis que le manque d'idéologues nouveaux dans le genre de Meinhof fait avancer le moment qui marque ce que nous vivons actuellement dans le domaine de la terreur; et que les petits groupes qui existent encore apprennent au cours de leur activité qu'ils sont au fond des purs criminels. Je veux dire....qu'il leur manque la base idéologique".

- la grève des imprimeurs

- L'intervention concernant les preuves: elle avait pour thème, juste au moment de la préparation du bicentenaire des USA, la dépendance du gouvernement fédéral et les histoires de Brandt avec la CIA à travers l'exemple de l'instrumentalisation de celui-ci pour le génocide au Vietnam et pour la stratégie américaine en général.

- la nouvelle des services d'informations, selon laquelle le gouvernement - ce que Maihofer a avoué au cours des débats sur l'affaire des écoutes - avait du fait qu'une "grande action" pour la libération des prisonniers était imminente et selon laquelle celui-ci devait partir du fait que les états socialistes, après la tentative de la DDR d'échanger des prisonniers de Stammheim, accueillir aient ceux-ci.

la décision "d'entreprendre l'extrême" (Maihofer 27.4.75), "d'empêcher par tous les moyens (Schmidt 25.4.75) our "par les moyens extrêmes des services d'informations" (Maihofer 16.3.1977). La libération des prisonniers fut prise après une discussion dont l'orientation était déjà visible si l'on se réfère aux justifications pour le plasticage du consulat allemand à Stockholm par un commando du MEK.

Schmidt dans son communiqué gouvernemental du 25.4.1975: la mise en liberté aurait signifié "une épreuve de force insoutenable pour notre sécurité à tous et pour l'état."

Les critères, d'après lesquels on a choisi Ulrike sont expliqués par Herold de la façon suivante:

"Il faut siloer les contacts de l'ennemi, s'y attaquer avec des mesures allant droit au but, les paralyser, les neutraliser."

et la méthode:

"les actions contre la RAF doivent être exécutées de façon à empêcher des positions de sympathisants."

Dans le cas de prisonniers, ce ne pouvait être que le suicide simulé.

Bissel, chef du département des services secrets de la CIA et chef de l'opération- l'action dissimulée - a expliqué devant la comité Church:

"Si l'on dit qu'aucun moyen n'est exclu, cela a une signification très claire. C'est à dire qu'un meurtre est permis, lorsqu'il s'avère nécessaire ..."

Ce que l'on qualifie de meurtre, d'après Bissel:

"le dernier recours" ce qui va au delà du dernier moyen "ne jamais utiliser le mot meurtre!"

Après la première tentatives en été 73 "d'enrayer des positions de sympathisants" - intervention de l'élément psychiatrique dans le cas d'Ulrike - ait non seulement échoué mais encore soit devenue visible aux yeux du public lors de l'audience principale vu la clarté de l'argumentation. La version du suicide avait pour but de provoquer une "désolidarisation" du groupe; cette version était présentée comme "l'aveu d'un échec existentiel" par conséquent comme le résultat de tensions à l'intérieur du groupe.

'Résignation', 'échec existentiel', 'maladie mentale', et enfin 'suicide' et l'affirmation de 'tensions dans le groupe' : ce sont les deux lignes que la contre-propagande a développées depuis à côté du plétisme roué du gouvernement de l'état fédérale souabe, 1970, et qui ont déterminé l'accueil de Ulrike par les masses-média.

Ces modèles ne sont que "familisme" démagogique et projection.

Depuis qu'il existe des groupes résistants en R.F.A. les masses-média projettent la misère et l'ambivalence de la famille détruite ainsi que l'apocalypse de la carrière bourgeoise sur leur structure illégale: parce que chacun déteste cela et que ses protagonistes ne connaissent rien d'autre, il faut absolument que règne pour la bande menant la guerre psychologique le rituel de la soumission et de la concurrence d'une production aliénante.

Dans le rapport de la ISC de mai 1975 dans lequel sont exposées pour le domaine de la NATO les directives des mesures à prendre dans la guerre antisubversive, on peut lire sous la rubrique "Élimination des meneurs" :

"Isoler les meneurs. Sans chef les petits groupes ont tendance à disparaître ou à se décomposer à la suite de disputes internes au profit des organes de sécurité...

Dans ce domaine il faut que les autorisés soient plus ingénieuses; par ex. elles doivent rendre publiques les rivalités et la corruption existant à l'intérieur du corps dirigeant des terroristes."

C'est un fait certain que la discussion politique du groupe est connue depuis des années et qu'elle démontre un processus collectif de décision des détenus de Stammheim, dans lequel il n'existait pas de contradictions politiques essentielles.

Dans la correspondance de cinq années de détention d'Ulrike, dans le fragment de texte sur Röhl, qu'elle a écrit directement avant sa mort, dans la déclaration de Capelli et dans son rapport sur sa visite le 7 mai 76, ne se trouve pas une seule phrase qui pourrait faire croire à la résignation.

L'affirmation que le groupe aurait poussé Ulrike à la mort, arrive juste après que

-Boeden le 8.5.77 dans le BamS

-Vogel le 8.5.77 dans le BamS

-Schmidt le 25.4.77 dans le F.A.Z

-Herold le 15.4.77 dans les Stuttgarter Nachrichten et

aient dit que la Défense de l'État et les services d'informations ont des renseignements sur une libération imminente des détenus. Herold le répète devant le comité interne (BamS, du 15.5.77). Après le rôle que de telles déclarations ont joué en relation avec le meurtre de Ulrike, il est certain qu'elles expriment la décision de faire agir à nouveau 'des moyens exceptionnels d'information' contre les détenus, et cela signifie : les exécuter.

Il faut avoir présent à l'esprit que l'arrière-plan devant lequel une "flaque d'intelligence" réapparaît dans le FR est une situation dans laquelle la stratégie institutionnelle du nouveau fascisme allemand se heurte à une mobilisation internationale de résistants contre l'impérialisme américano-allemand, mobilisation qui s'est en grande partie développée à la suite du combat mené depuis 7 ans par la RAF dans les rues et dans les prisons allemandes.

C'est ainsi que le scandale international des procès et jugement de Stammheim a empêché la réélection de la R.F.A dans la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, pour laquelle elle avait posé sa candidature la semaine dernière, et il a par ex. amené l'Amnesty International à inviter le gouvernement SPD à respecter le minimum de garanties assurées par la Convention des Droits de l'Homme de l'ONU dans ses procédés de Défense de l'Etat.

L'article <sup>appartient</sup> à un des réflexes malpropres à l'intérieur de la dialectique de la résistance qui montrent que la guerre dissimulée que les dirigeants SPD mènent depuis 7 ans aux 'limites de l'état constitutionnel et bien au-delà', dans l'immensité d'un état d'urgence dépassant la légalité avec l'ensemble du potentiel de violence et de propagande contre la guérilla en République Fédérale, ce qui n'isole non pas "l'association criminelle" mais plutôt les politiciens et ceci moralement.

Dans la déclaration gouvernementale du 20.4.77, Schmidt réagit à la disproportion des réactions de dégoût et d'indignation

du gouvernement d'une part, et les réactions de satisfaction d'autre part ayant suivi la mort de Buback, par le décret d'une 'isolation morale' du mouvement de résistance. c'est le counter-insurgency comme politique gouvernementale.

counterinsurgency n'est plus légitime que l'approbation morale apportée au massacre d'un peuple. ses préceptes de politique intérieure sont apparus en Allemagne fédérale pour liquider l'opposition vietnamienne. elle signifie, parce qu'elle couvre et opère finalement au nom d'une situation permanente d'exception de l'état bourgeois, fascisme, guerre contre le peuple. c'est une guerre totale, parce que l'état dans ce "battle for minds" fait des sentiments et des espoirs du peuple l'objet d'une stratégie militaire scientifiée, pour les saisir, les pénétrer, et enfin les empoisonner par certaines manipulations. "empoisonner l'eau pour tuer les poissons", c'est ainsi que Kitson appelle cette stratégie.

le counter-insurgency emploie toutes les sciences naturelles et sociales, tous les moyens de violence et de manipulation, de la guerre et du marché. son terrain, c'est l'appauvrissement psychologique dans l'impérialisme, son ferment la chauvinisme, et son antagonisme naturel est bien sûr le combat militant des femmes.

"il s'agit pour eux de rénover l'image et le rôle de la femme pour le capital - un être sans volonté, sans défense, faible, une victime - que la femme combattante brise en ceci que sa décision de combattre pour la guérilla, sa rupture avec la violence et mystification de la vieille classe, est considérée comme accidentelle, pathologique, comme un produit du hasard, d'une maladie, ou bien comme provoquée par une menace ou un chantage du groupe.

c'est ainsi que sont montrés la situation de la femme dans la guérilla comme un rapport de possession, celle des hommes comme une vieille détresse et le combat pour la libération comme absolument dénué de sens."

(Gudrun Ensslin)

depuis que la RAF existe, c'est sur les femmes que se concentre l'action psychologique des masses-média. ce furent d'abord les femmes qui ont dû être brisées de façon particulièrement brutale dans les prisons, pour pouvoir "retourner et employer" dans les procès-spectacles. l'orientation que représente leur combat pour les groupes illégaux, les prisonniers et la résistance légale.

On a ordonné depuis 1970 dans des tribunaux contre les femmes de la RAF:

- des tortures psychologiques: elles ont été isolées jusqu'à 8 mois au cachot de la prison de Osendorf et de Lübeck, puis jusqu'à 4 ans seules et plus tard en petits groupes;
- l'anesthésie de force pour les interrogatoires, pour le passage au service anthropométrique et pour l'auscultation de force par les médecins carcéraux;
- la psychiatrisation de force;
- la fouille corporelle jusqu'à l'auscultation gynécologique;
- l'auscultation médicale de force jusqu'à l'introduction de cathéters;
- que les mains leur soient liées pour tout mouvement hors de la cellule jusqu'à une durée de 1 an, même dans la cour.

Nombreuses d'entre elles ont été torturées physiquement par des fonctionnaires de la police politique après leur arrestation, au cours de confrontations, de transports ou de charges de police dans les prisons mêmes, ainsi que maltraitées et blessées.

Ulrike Meinhof et Katharina Hammerschmidt sont mortes, Carmen Roll et Astrid ~~Roll~~, qui ont dû après 5 mois de cachot être remises en liberté comme inaptes à la détention, sont malades encore aujourd'hui, 2 et 4 ans après leur libération.

Après la mort de Ulrike il nous était clair que les intérêts d'anéantissement de la Sûreté intérieure de l'Etat allait se concentrer sur Gudrun. Sur une fiche personnelle d'un rapport du service judiciaire fédéral on peut lire à son sujet: " Fonction de meneur... intellect dialectique fin et entraîné... dons spécifiques d'organisation et de conspiration... pas de fonction" de leader connue jusqu'à maintenant... initiative infatigable..." main dirigeante aussi bien due habileté stratégique..."

Comme les médecins de la prison ni le personnel de l'hôpital à Hamburg n'avaient pas réussi, même en employant la plus grande brutalité pendant la grève de la faim à briser la résistance des détenus ni par des coins en bois ni par des tubes de caoutchouc enfoncés dans l'estomac, comme ils n'avaient réussi qu'à les blesser jusqu'à les mettre en danger de mort, le ministère de la justice eut l'idée de résoudre le problème de la grève de la faim de plus de 100 détenus par la psychiatrisation de force de Gudrun, c'est à dire en la rendant inoffensive par des narcotiques.

Ce projet ne fut pas mené à bien seulement parce que, après la mort de Holger Meins, de Katharina Hammerschmidt, de Siegfried Hausner, tués par des traitements médicaux en prison, pas un seul médecin ne s'est trouvé prêt à prendre sur soi la responsabilité de la mort de Gudrun, qui était prévue d'avance.

À la fin de la grève, les attaques psychologiques contre Gudrun reprirent de plus belle:

- elle a été mise en cause dans les derniers débats du Bundestag sur la sécurité intérieure.
- le 2 mai le tribunal démet Schily de ses fonctions - et ainsi elle perd le dernier des avocats de Stammheim.
- le 4 mai paraît dans le FAZ la fausse nouvelle que Gudrun aurait ordonné l'arrêt de la grève de la faim par un mot codé;
- Le jour où Buback a été exécuté, les détenus, à ce moment-là en grève de la faim, sont isolés totalement, les avocats tenus à distance, et le personnel carcéral du 7<sup>ème</sup> étage est échangé contre des fonctionnaires que les détenus n'ont encore jamais vus et qui ne sont apparemment pas de Stammheim; le 2<sup>ème</sup> jour les cellules des détenus en grève de la soif ne sont plus ouvertes pendant 24 heures;
- le 10. 5. l'article de Röhl paraît dans le FR et le Hamburger Morgenpost.

Après l'analyse de 5 années de guerre psychologique contre la RAF et après l'utilisation publicitaire et la préparation des meurtres de Holger Meins et de Ulrike Meinhof il nous faut supposer que la sûreté de l'État et les services d'information préparent avec cette campagne la 4<sup>ème</sup> exécution d'un cadre de la RAF.

L'essai de faire croire à un conflit entre Ulrike et Andreas, pour rendre plausible l'hypothèse d'un suicide, a été abandonné après que nous ayons publié ses dernières lettres. Nous avons décidé face à la constatation que la Sûreté de l'Etat répond aux protestations internationales contre sa sentence par une action psychologique, au bout de laquelle on ne peut attendre par expérience, que de nouveaux meurtres de détenus, nous avons décidé donc de publier en partie la correspondance authentique entre Gudrun et Ulrike, à l'heure actuelle en possession de la Commission Internationale d'Enquête. Ce qui nous intéresse n'est pas de démentir d'éventuelles tensions - il existe des centaines de lettres prouvant l'amitié des deux détenues-, mais de documenter le combat contre l'isolement et les contenus grâce auxquels les détenus l'ont mené. Le choix en est morcelé et inattendu, mais c'est parce que nous ne disposons en ce moment que d'une partie des documents.

Un livre contenant des analyses, des déclarations et les lettres de détenus va paraître les semaines à venir en France, en Suède, au Danemark, en Norvège, en Hollande, en Italie. La publication en République fédérale a échoué jusqu'à maintenant à cause du paragraphe 88 a, c'est à dire à cause des difficultés à trouver une maison d'édition qui accepte de courir le risque d'une saisie, pour entraver la soumission totale des textes de la RAF en Allemagne, même s'ils ont été rendus publics au cours des procès. (Il est caractéristique de voir qu'en 7 ans pendant lesquels la politique du groupe a polarisé l'opinion, un seul texte authentique du groupe est paru légalement : L'interview du "Spiegel" en janvier 1975 après la mort de Holger Meins.)

En ce qui concerne toutes les autres parutions, dernièrement la parution de l'interview pour "le Monde Diplomatique" dans "Konkret", elles ont toujours émuté ou simplement omis des déclarations politiques importantes, voire les plus importantes.)

Nous vous invitons à protéger la vie des prisonniers politiques, à empêcher le meurtre camouflé dans les prisons allemandes et à combattre pour un traitement des prisonniers politiques qui corresponde au moins aux garanties primaires de la Convention de Genève pour la défense des prisonniers de guerre, puisque la Convention des droits de l'homme n'a aucune chance dans un état d'exception déclaré par la procédure de la Sûreté de l'Etat, et ceci en rendant publiques les techniques de la guerre psychologique en Allemagne Fédérale.

ivk - section rfa

pour les prisonniers de la raf

UN PROJET PARFAIT AUX ETATS-UNIS: la prison modèle de Marion.

Ce texte est la traduction d'un texte publié par le National Committee to support the Marion Brothers. Y ont été insérés de longs extraits de

"Breaking Men's Mind" de Eddie Griffin, un des prisonniers de Marion.

D'Alcatraz à Marion:

En juin 1962, le "bureau fédéral américain des prisons" se décide à fermer Alcatraz, la prison la plus dégueulasse qui ait jamais existé en Amérique du Nord. Entourée par la mer, la prison d'Alcatraz, bâtie sur une île, représentait l'archétype de la prison du XIXème siècle par l'isolement total imposé aux détenus.

Dès avant la fermeture d'Alcatraz, le "bureau fédéral des prisons" a mis au point le projet d'une prison encore plus isolée et encore plus perfectionnée, à Marion; Marion est un lieu-dit situé à env. 300 miles au sud de Chicago.

Cette nouvelle taule, présentée comme un nouvel Alcatraz, comprend un nombre impressionnant de cellules d'isolement. Elle est située à environ 100 miles de l'agglomération la plus proche.

James V. Bennett, directeur du "bureau fédéral des prisons" a convoqué une conférence de tous les directeurs d'établissements pénitentiaires (ils sont 24 000) pour les mettre au courant des nouvelles méthodes destinées à lutter contre l'augmentation des protestations et le mécontentement des détenus, les anciens moyens se révélant insuffisants.

Les "nouveaux détenus" sont des noirs, des chicanos ou des portoricains; ils ont plus de conscience politique et arrivent mieux à se faire entendre. Ils élèvent régulièrement des protestations revendicatives à propos de leurs conditions de détention.

Dans une série de séminaires sur les tendances "progressistes" dans la conclusion, quelques psychologues ont offert des "alternatives" à la brutalité physique contre les détenus "difficiles". Ils décrivent des méthodes de lavages de cerveau qui, semble-t-il, étaient utilisées par les carcéraux et proposent d'utiliser ces techniques dans les prisons.

Le Dr. Edgar Schein (professeur de psychologie du mouvement industriel et auteur du livre : "Homme contre Homme, lavage de cerveau") a élaboré un programme en 24 points, appelé plus tard par un détenu "le programme de déshumanisation". Concernant ce programme, le directeur Bennett dit: "une chose que nous devons faire, c'est l'étudier plus profondément. Nous sommes une grande organisation de quelques 24 000 hommes et nous avons de très grandes facilités d'expérimentation... Nous pouvons influencer le milieu et la culture... Entrez vos propres recherches. Essayez de faire de nouvelles expériences pour montrer ce que l'on peut faire d'un masulman. Au-dessus, on a besoin de beaucoup de recherches. Travaillez individuellement ou en groupes et faites-nous parvenir vos résultats".

Entre 1962 et 1971, un grand nombre d'expériences sont faites avec ces programmes "psychologiques" pour la production de "bons détenus" et particulièrement à Marion où le "bureau fédéral des prisons" (BFP) a le pouvoir de transférer n'importe quel détenu loin de son avocat et surtout loin de l'opinion publique qui pourrait s'énouvoir de telles pratiques.

L'Histoire de Marion:

En 1968, le psychiatre Martin Croder a commencé un programme thérapeutique pour la destruction complète de l'identité et originalité personnelles. Un jour, le détenu "chicano" Jesse refuse de collaborer. Le 16.7.72, il se fait attaquer et tabasser par un maton. Il est mis à l'isolement. Le lendemain 534 des 600 détenus entrent en grève et exigent la sortie de Jesse de l'isolement.

La direction est tellement choquée qu'elle met en place immédiatement l'exécution du "Manifeste de la déshumanisation" du Dr. Schein. Six jours plus tard, 102 détenus sont arbitrairement et sans explication isolés. Ils sont transférés dans 2 unités transformées pour la circonstance en unités d'isolement. Durant un mois, ils restent isolés avec quelques repas épisodiques et continuellement en cellule.

Entretemps Lopez a été libéré. Le 17 août 1972, il y a un incendie dans le nouveau bâtiment d'isolement. La fumée noire s'étale rapidement dans toutes les cellules, mais les matons ferment l'arrivée d'eau et arrêtent le système de ventilation, ce qui provoque pour bon nombre de détenus des lésions pulmonaires. Il n'y avait naturellement pas de service médical. Après la dissolution de la fumée, 40 matons équipés et armés de batons donnent l'assaut au bâtiment. Ils fouillent les 140 détenus en volant et cassent la plupart de leurs effets personnels.

Le lendemain, 18 août 1972, des matons armés de battes de baseball, et suivis par une vingtaine de fonctionnaires avec des masques à gaz et des batons, entrent dans l'unité. Ils déshabillent les détenus et les enchaînent ensuite aux portes de leur cellule. Ensuite ils font jaillir du gaz lacrymogène et tabassent les hommes toujours enchaînés. Et cela continue jusqu'au lendemain matin à 6 heures. Et toujours pas de service médical. Ce n'est que 5 jours plus tard que les détenus auront droit de se laver du lacrymogène.

Victor Bruno, plaignant dans le procès pour la fermeture de l'unité d'isolement appelée "Unité de contrôle à long terme", déclare :  
"Durant les 2 ans que j'ai passés dans cette forteresse, ce laboratoire d'essai pour la destruction, j'ai été témoin d'atrocités dignes des camps de concentration de Pinochet ou de Hitler à Auschwitz".

A ce jour, l'unité d'isolement est devenue une partie "normale" et importante dans laquelle vivent 72 des 525 détenus de Marion.

#### Accomode-toi ou meurs !

#### Le programme de lavage de cerveau à Marion :

"Je crois que le jour est arrivé où nous pouvons lier la privation sensorielle avec les drogues, l'hypnose et la manipulation par le moyen de la récompense-peine, afin d'avoir le plus grand contrôle sur le comportement d'un individu." (Dr. James Mc Connell, psychiatre à l'Université de Michigan).

"Je trouverais souhaitable que vos réflexions sur le lavage de cerveau ne se fassent pas d'un point de vue politique, éthique ou marxiste, mais dans le sens d'un changement conscient du comportement humain provoqué par un groupe d'hommes conscients exerçant un contrôle total sur la plèbe enfermée." (Dr. Edgar Schein, lors d'une rencontre des directeurs, 1962).

La construction de la table a une grande importance psychologique. Elle est divisée en un grand nombre de petites unités isolées les unes des autres par des portes de fer, permettant en cas de révolte une évacuation immédiate des détenus. Le détenu est donc confronté tous les 4 mètres à une porte, et ceci pas seulement pour des raisons de sécurité. Il doit chaque fois attendre qu'on lui donne la permission de poursuivre son chemin. Ajoutons à cela le bruit lancinant des portes très rapidement insupportable.

"Chaque soir le "mouvement de contrôle" a lieu. Les haut-parleurs, dissimulés un peu partout, résonnent : "Le mouvement commence. Vous avez 10 minutes pour bouger." Les grillages internes s'ouvrent automatiquement, mais l'espace et les limites de la mobilité du détenu sont étroitement définies et restreintes. Son mouvement, le rythme de sa vie, est comprimé par des serrures du Temps. Il existe un sentiment d'urgence de faire -- ce qu'un prisonnier fait d'habitude -- rien. Ce n'est qu'une question de temps avant que les restes d'illusions du prisonnier soient oblitérés.

"A la fin des 10 minutes, les haut-parleurs résonnent à nouveau : "Le mouvement est fini. Dégagez les couloirs." Tout s'arrête. 30 minutes plus tard cela recommence, jusqu'à ce que le psychisme soit conditionné au rythme mouvement-repos, mouvement-repos, et jusqu'à ce que les nerfs se tordent sous l'orchestration rythmique de l'acier frappant l'acier. Les détenus disent que cela fait "partie du programme", c'est-à-dire qu'ils n'ont plus le contrôle sur la régulation et l'orientation de leur propre être. Dans la psychologie behavioriste, ce processus s'appelle "l'apprentissage de la dépendance".

"Essentiellement, on fait apprendre au prisonnier d'être sous défense, totalement dépendant de son surveillant. Il est conditionné à accepter sans s'interroger l'autorité de son surveillant ainsi que le contrôle que celui-ci exerce sur lui.

"Quelques détenus ont essayé de se défendre ou au moins d'échapper au conditionnement. Mais, comment faire devant tous les "yeux" de Marion. Ce n'est pas possible. Chaque mouvement est épié par les caméras T.V., par les mouchards et collaborateurs, et par les matons. Des matons dits de "première ligne", formés dans l'art froid et calculé de l'observation, notent dans une sorte de journal de bord, après une étude méticuleuse et décortiquée, les gestes et les schémas de comportement des prisonniers. Ces données apportent aux autorités les clefs de la manipulation du comportement d'un individu. Il est ainsi possible de calculer à partir de cette information le seuil de sensibilité d'un détenu. Sa vulnérabilité peut être testée avec précision. Les experts de la Modification du Comportement appellent ces tests "Evaluation de Stress" ; les prisonniers appellent ça "le harcèlement".

"En plus des "yeux" il y a les "oreilles" de Marion. En plus des matons et des détenus-mouchards (espérant ainsi profiter d'une libération conditionnelle), tous les haut-parleurs servent également de récepteurs permettant de capter les conversations dans les couloirs, les cellules et les salles à manger. Il y a également des mini-récepteurs dans les cellules qui permettent l'observation auditive de tout mouvement, même le plus intime. Parfois on présente à un prisonnier des informations ainsi récoltées afin de le rendre méfiant envers ceux avec qui il s'entretient. Dans d'autres cas, ces informations sont utilisées par les autorités pour monter des pièges.

"Mais le prisonnier est incapable de se représenter tout ce système compliqué, ni de le comprendre. Il n'arrive pas à comprendre son étrange sentiment d'être observé partout. Il craint que sa santé mentale soit menacée, il croit devenir paranoïaque. Cela se manifeste dans son visage crispé, dans ses yeux grand-ouverts et éperonnés, et dans les mouvements spasmodiques de son corps. Cet état induit de paranoïa est la cause principale de la violence qui a marqué l'histoire de Marion."

(Extrait de "Breaking Men's Minds", cf début du texte).

32.  
Quatre fois par jour, il y a la chimiothérapie. Le haut-parleur : "Distribution des médicaments... en rangs." (Toll-Line). Valium, Librium, Thorazine et autres médicaments chimiques sont distribués comme du chewing-gum. Quelques fois, des drogues à titre de test sont insérées dans la bouffe ce qui peut avoir pour conséquence des bagarres entre détenus ou des hallucinations collectives. Des sédatifs sont fréquemment donnés pour des maladies mineures, et sont habituellement offerts aux prisonniers comme panacée aux mauvais effets psychologiques de la détention. Certaines drogues telle la Prolixine (neuroleptique-retard) donnent aux prisonniers l'envie de se suicider. Certains le tentent, d'autres réussissent.

Le lavage de cerveau est composé d'une combinaison de plusieurs thérapies, lesquelles attaquent et détruisent la personnalité du détenu avec pour but final de le réduire à un état de dépendance et d'abandon. Il est amené par la peur permanente à un état fébrile confinant au mal physique.

"Celui qui n'est pas prêt à devenir un robot n'en sort pas vivant".  
(un détenu de Marion).

La thérapie se compose de 4 techniques :

- 1) Skinners, conditionnement opérant (récompense-peine),
- 2) La construction des unités de contrôle d'après les recherches du Dr. Lerinsons sur la privation sensorielle,
- 3) Les méthodes de lavage de cerveau du Dr. Schein,
- 4) La chimiothérapie par les drogues.

Les hommes acceptant ce programme deviennent des "détenus modèles". Pour récompense de leur humiliation volontaire, ils sont transférés dans une unité séparée un peu plus confortable où ils jouiront de certains privilèges.

#### Marathon Sensitivity Sessions:

Les autres détenus appellent les détenus modèles : "les Gorilles à Groder" ; le Dr. Groder était l'auteur du programme appliqué à Marion.

Après que ces détenus (les "Groders") aient subi la thérapie de l'analyse transactionnelle, les matons deviennent pour eux des parents-modèles auxquels, eux, les "enfants", vont vouloir ressembler en "mieux". A travers les détenus libérés, ces techniques vont être propagées dans le milieu naturel de ces ambassadeurs malgré eux. La finalité du "Master Plan" du Dr. Groder consiste à faire de ces gens des individus capables d'influer sur le fonctionnement de la société.

"D'autres techniques psychologiques sont utilisées à Marion dont "celles de l'"invalidation du caractère" du Docteur Schein. Ces "techniques-là sont incorporées dans les "Séances de Jeux" (la thérapie d'attaque de Synanon) et les "Marathons" (séances de sensibilité, groupes de rencontre).

"Dans les "Séances de Jeux", les membres du groupe accusent une personne d'être coupable de jouer un jeu, de ne pas être sincère et de mentir. Ou bien elle est accusée d'un méfait ou d'une déficience de caractère. Avant même de pouvoir s'expliquer, (ce qui est considéré encore comme mensonge), elle est noyée dans un flot d'injures jusqu'à ce qu'elle confesse ou admette ses déficiences. La personne est par la suite accusée d'avoir dérangé le groupe qui a dû faire tant d'efforts pour lui sortir la vérité. Pour ce nouveau crime elle doit s'excuser.

"Le Marathon est la version nocturne de la même chose à la différence que des gens de la région y participent afin de se former dans ces techniques. Après avoir été agressé verbalement pendant des heures et privé de sommeil, une personne avouerait n'importe quoi et accepte ce qu'on lui dit. Après avoir été ainsi humilié, il est encouragé à pleurer. Le groupe lui montre alors sa compassion en la serrant dans les bras en lui assurant qu'on l'aime !

"Ces techniques exploitent des faiblesses fondamentales de la nature humaine, particulièrement celles produites par une société aliénante. Les besoins d'être aimé, entouré, accepté, d'être libre sont manipulés et produisent soumission et servilité, comportements qui correspondent aux buts de contrôle et de manipulation fixés par les autorités pénitentiaires. Mais les "groders" ne résistent pas ni ne se plaignent. N'importe qui peut reconnaître un "groder", car la lueur a disparu de ses yeux. Il porte littéralement l'humiliation dans son regard.

"Celui qui ne se soumet pas, est puni. La ségrégation est l'aspect punitif du programme de modification du comportement. Cet aspect est appelé par euphémisme "conditionnement par aversion".

"Les prisonniers sont conditionnés à éviter le mitard et pour l'éviter il faut se conformer et être coopératif. Le mitard est réservé par les autorités pénitentiaires à ceux que le Dr Schein appelle les "leaders naturels".

"Si les autorités pénitentiaires pensent que les techniques de modification du comportement peuvent éventuellement marcher avec un prisonnier, celui-ci est envoyé en "ségrégation à court terme". Sinon ils utilisent la dernière arme légale dans le système fédéral des prisons: l'unité de contrôle à long terme.

"L'unité de contrôle à long terme est le fond du trou, le bout de la course dans le système fédéral des prisons. C'est l'échelon le plus bas du système pénitentiaire, donc de la société aussi. Exactement comme la menace d'emprisonnement contrôle la société, la menace de Marion contrôle le système pénitentiaire, et finalement la menace de l'unité de contrôle à long terme contrôle Marion. Les prisonniers dans cette unité savent bien combien cela pèse, ils savent que c'est "un long chemin à remonter."

(extrait du "Breaking Men's Mind" - note début)

Les cellules n'ont que 2,5 à 3 mètres de largeur et les détenus y sont confinés 23 h 30 sur 24, et ceci pour une durée indéterminée. Il n'y a du travail que pour 18 des 72 détenus scandaleusement et consciemment exploités. Mais malgré cela, le travail reste un privilège. Il n'y a pratiquement aucune possibilité de formation scolaire et les activités religieuses sont interdites, particulièrement aux musulmans. En plus, pour éviter que la solidarité ne se développe entre détenus, les promenades sont limitées à deux détenus ensemble excluant la possibilité de tous jeux sportifs d'équipe.

Les détenus qui même dans cette unité résistent ou ont simplement de "mauvaises habitudes" sont relégués dans les "Box-car", cellules de privation sensorielle (2m sur 2,5m). Elles sont munies de portes blindées ne laissant passer aucun bruit. Deux minuscules fenêtres ne laissent passer qu'une partie de la lumière du jour. A l'intérieur de la cellule il y a encore une grille destinée à protéger la lampe qui brille, elle, 24 h sur 24 entre deux portes. Un bât-plano en acier, recouvert de 2,5 cm de caoutchouc mousse, émerge du mur. Après quelques jours sur ce lit le corps devient raide. Ce raidissement se transmet progressivement à tout le système nerveux.

"Les sentiments deviennent flous, les émotions deviennent imprévisibles. La monotonie rend les pensées difficiles à séparer et maîtriser. L'oeil se fatigue de la vue, et des ombres apparaissent sur

"la périphérie, et provoquent subitement des réflexes oculaires. "  
(voir note début du texte).

En hiver, il y fait extrêmement froid, et en été il n'y a pas de ventilation. L'eau chaude et froide des douches est manipulée de l'extérieur par les matons. En plus des coups de matraques et drogues, les détenus sont souvent entravés sur leurs lits, ce qui provoque des troubles circulatoires, car bien sûr l'on serre les liens au maximum. Selon la cour d'appel de Chicago: "Si les pratiques dans les "Box-car" sont telles que les décrit Koch (détenu), cela reviendrait à la torture pratiquée pendant des siècles pour obtenir des aveux forcés: table de torture, avec écutèlement, vis dans les doigts etc..."

Après une semaine dans les "Box-car", tous les effets personnels du détenu lui sont retirés. Nombre de détenus ayant séjourné trop longtemps dans ces cellules sont devenus aliénés, refusant de se nourrir ou de parler. Durant les cinq dernières années, dix détenus sont morts dans les Box-car ou dans la semaine suivant leur réintégration dans une unité normale: trois se sont suicidés en 1977. Le taux de suicide est cinq fois plus élevé que dans le reste de la prison de Marion.

Du fait de l'isolement géographique de Marion, des communications défectueuses et de la répression interne, les visites sont extrêmement rares et se déroulent derrière une vitre blindée à l'aide d'un téléphone, brisant ainsi le contact émotionnel. A St-Quentin on va plus loin, les visites d'avocat sont surveillées à l'aide de moniteurs TV, et l'on écoute naturellement les conversations. Durant les visites, les détenus sont enchaînés. On les fouille avant et après le parloir.

"L'administration pénitentiaire mène une campagne à double face afin de séparer les prisonniers de leurs amis et du soutien à l'extérieur. D'une part, on dit aux prisonniers qu'ils ont été totalement rejetés par la société et que même ceux qui "prétendent" s'intéresser aux prisonniers ne font que se "servir des prisonniers pour leur propre profit". Le prisonnier doit croire qu'il n'a jamais fait partie d'une communauté ou de la société en général, que ses liens avec les gens sont faux. Mais d'autre part, une image du prisonnier brutal et bestial, du prisonnier sociopathe est présentée au public. L'image d'horreur du détenu aliène davantage le peuple, et parfois cela pousse une famille à avoir peur d'un des siens. Tout cela isole davantage le détenu et le rend encore plus dépendant des autorités pénitentiaires." (voir note début de texte)

En mai 77, la direction de Marion mettait en pratique la fouille corporelle des détenus. Les détenus en plus des fouilles habituelles étaient soumis à l'examen rectal, sous le prétexte inconcevable qu'ils pourraient dissimuler dans leur intimité des flingues, couteaux, munitions ou drogues. Il est significatif de noter qu'ils ont commencé à pratiquer ces fouilles en novembre 77 alors que l'on avait soi-disant trouvé des explosifs et des armes dans les cellules de Stammheim. Devant les protestations des détenus, les autorités ont répondu comme toujours par les matraquages et les lacrymogènes.

#### Un nouveau programme:

En juillet 78, la direction de Marion accentuait encore la répression sous la forme d'un nouveau règlement. Dès cette date, pour sortir de l'unité de contrôle à long terme, le détenu doit obtenir l'accord d'un comité composé par le personnel de la table qui juge de la récompense-peine. Par exemple, les loisirs constituent un privilège, et le temps passé hors de la cellule peut être réduit à 10 - 213 -

minutes. Dans ce nouveau programme, il y a une liste de 63 "délits" punis d'une prolongation de la détention dans l'unité de contrôle à long terme.

Entre autres:

- 1- soutien ou participation à une manifestation
- 2- insultes aux matons
- 3- manque d'ordre et d'hygiène
- 4- participation à une rencontre ou réunion non autorisée
- 5- contact non autorisé avec l'extérieur
- 6- refus d'exécution d'ordre dans le cadre du programme ou refus du travail
- 7- agitation destinée à provoquer une grève
- 8- mauvaise ou fausse exécution d'un point du programme
- 9- refus d'obéir à un maton
- 10- mutilation volontaire ou tatouages
- 11- la tentative, la préparation ou le soutien à l'un de ces délits sont passibles de la même punition que leur exécution.

"Pour obtenir un comportement qui est en contradiction avec la personne il faut d'abord détruire le groupe qui soutient la personne. Ensuite détruire les appuis émotionnels, puis amener la personne dans une nouvelle situation ambiguë avec des normes peu claires de façon à pouvoir faire pression." (Dr. Edgar Schein)

#### La Résistance:

À Marion l'on trouve des détenus de tous les Etats, mais également des colonies comme Porto-Rico ou les Iles Vierges. L'unité de contrôle à long terme fut utilisée pour la première fois en 1972 pour mater la grève provoquée par Jesse Lopez. Mais maintenant elle est surtout destinée à casser les détenus les plus actifs: révolutionnaires, écrivains, et les membres de Nations of Islam.

"Le but de l'unité de contrôle est l'écrasement de la conduite révolutionnaire qui s'accroît outre mesure dans les prisons et dans la société" (Ralph Aron, ex-directeur de Marion)

80% des détenus sont noirs, Chicanos, portoricains ou asiatiques. Certains d'entre eux y sont depuis des années car, les conditions de détention des femmes, indiens, pauvres blancs ou détenus du Tiers-Monde n'arrivent que rarement à attirer l'attention du public.

Depuis toujours les détenus luttent au moyen de grèves de la faim, grèves du travail et des plaintes contre l'administration parfois avec succès. Le premier procès des détenus isolés contre Marion et le bureau fédéral des prisons a eu lieu à propos des événements de Juillet/août 72. Après une longue bataille devant le tribunal, 36 détenus furent réintégrés en détention normale. Victoire partielle seulement, leur séjour dans l'unité de contrôle étant déclaré illégal, mais l'existence de l'unité et des cellules de privation sensorielle, etc., n'étant pas mise en cause. Ils furent donc rapidement remplacés par d'autres détenus. Aujourd'hui, un groupe de détenus, les "Marion-Brothers", exigent la fermeture de l'unité de contrôle. Leur plainte fut déposée en 1975. Le procès n'a débuté qu'en juillet 77.

Dans un autre procès "Bono" (détenu) contre "Saxbe" (maton), il a été prouvé qu'entre janvier et juillet 1976 à 12 reprises des détenus se sont fait attaquer par des matons avec des suites médicales graves. Sur certains d'entre eux, les matons ont projeté des seaux d'urine avant de les tabasser parce qu'ils punaient. Pour la moitié au moins de ces

cas, il s'agit de membres de "Nations of Islam".  
 Après enquête du bureau fédéral, il s'est avéré que l'urine destinée à ce genre de sport était stockée dans des containers.  
 Les matons coupables ont tous été acquittés.  
 Le Directeur du bureau fédéral déclarait devant le tribunal que l'unité de contrôle était la base du système carcéral américain.  
 Durant le procès, le "National Comittee to support the Marion Brothers" se créait. Avec l'aide des familles, il essaie de fournir aux détenus une aide venue de l'extérieur. La direction fait naturellement tout ce qu'elle peut pour casser cette solidarité, par exemple en bloquant les lettres. Le comité a organisé plusieurs manifestations devant Marion. 2/3 des détenus ont répondu en déclenchant une grève de la faim. L'une de ces manifestations eut lieu le 14 août 77, une semaine après la mort de Hiller "Red" Hayes. Le comité explique dans une déclaration:

"Nous savons que pendant les 15 ans qu'il a passés en prison, Hiller "Red" Hayes a été 13 ans en unité d'isolement. (dont 6 à Marion.) Il "en est mort." Dans un autre tract, "le programme de Marion est un "danger pour l'humanité. Les hommes produits par une unité de contrôle "ne peuvent mener une vie normale, ni en prison ni en liberté (..) Mais "plus grave encore le programme représente l'essai de contrôler l'opinion, la conscience et la conduite des gens.  
 "La prison une fois de plus est un Etat dans l'Etat."

ANNEXE

Voici les 24 points que, lors d'une conférence donnée à des psychologues, des sociologues et des directeurs de prison, en 1962 à Washington D.C., le Docteur Schein a proposés afin de rompre les liens émotionnels et autres qui renforcent les attitudes ou schémas de comportement à casser. Dans les techniques mises en place à Marion et dans les prisons modèles européennes, nous pouvons retrouver les 24 règles du machiavélique docteur Schein.

- 1- Transférer les prisonniers dans des régions suffisamment isolées pour rompre ou affaiblir sérieusement les liens émotionnels intimes (famille, amis, milieu, etc..)
- 2- Isoler tous les "leaders naturels"
- 3- Utiliser des prisonniers collaborant en tant que leaders.
- 4- Interdire les activités de groupe qui ne correspondent pas aux objectifs de lavage de cerveau.
- 5- Espionner les prisonniers pour ensuite les confronter avec des données intimes.
- 6- Amener des prisonniers par la ruse à rédiger des déclarations qui sont ensuite montrées à d'autres.
- 7- Exploiter les opportunistes et les informateurs.
- 8- Convaincre les prisonniers qu'ils ne peuvent faire confiance à personne.
- 9- Traiter les prisonniers collaborant de manière beaucoup moins stricte que les autres.
- 10- Punir ceux qui affichent des attitudes non-collaboratrices.

- 11- Retenir systématiquement le courrier.
- 12- Empêcher tout contact avec toute personne qui ne sympathise pas avec la méthode et le régime auxquels est soumise la population captive.
- 13- Désorganiser toute norme collective.
- 14- Construire la conviction collective parmi les prisonniers qu'ils ont été abandonnés et totalement isolés de leur milieu social.
- 15- Saboter tout soutien affectif.
- 16- Empêcher les prisonniers d'écrire chez eux ou aux amis dans la région à propos de leurs conditions de détention et d'isolement.
- 17- Donner accès seulement aux publications et aux livres dont le contenu est neutre ou soutient les nouvelles attitudes souhaitées.
- 18- Mettre un individu dans des situations nouvelles où les normes sont délibérément maintenues floues. Le pousser ensuite à se conformer, à se conduire de la manière souhaitée afin de gagner l'approbation et de se soustraire à la pression.
- 19- Mettre un individu, dont la volonté a déjà été sévèrement affaiblie ou érodée, dans une situation dans laquelle il vivra avec d'autres dont la réforme de pensée est plus avancée. Le travail de combat sera de saboter davantage les supports affectifs de l'individu.
- 20- Utiliser des techniques d'invalidation du caractère, par exemple, les humiliations, les injures, les cris afin d'induire des sentiments de culpabilité, de peur et de suggestibilité. Tout cela doit être accompagné de privation de sommeil, d'un régime carcéral exigeant et d'interrogatoires périodiques.
- 21- Répondre par de nouvelles agressions à toute tentative hypocrite de se conformer aux exigences faites par les détenus collaborateurs.
- 22- Le mis en évidence répétée, par d'autres détenus, de situations passées et présentes dans lesquelles le prisonnier a failli à ses propres normes et valeurs.
- 23- Récompenser toute soumission et servilité envers les attitudes comprises dans l'objectif de lavage de cerveau. La pression est assouplie et le détenu est accepté en tant qu'être humain.
- 24- Mettre à disposition des supports émotionnels et sociaux afin de renforcer les attitudes nouvelles.

(fin de l'annexe)

### A. Internal Action

While the pressures exerted by a subversive movement can be seen in operation and to some extent anticipated, terrorist attacks are usually made without prior warning, and on targets chosen at will and sometimes at random. It is impossible to protect *every* bank from a terrorist raid, or *every* prominent personality from assassination or kidnapping, and no one can save the lives of innocent citizens when a bomb explodes in a crowded shopping centre. Only the terrorists themselves know when and where the next attack will be made (unless and until their organisation has been penetrated by agents of the security forces). The aims of counter-action must therefore be:

- To penetrate the terrorist organisation or in other ways secure intelligence about its plans.
- To prevent terrorism by discovering and isolating the centres of terrorist action, denying essential aids (e.g. food, shelter, money and medical treatment) and forcing the terrorists into the open.
- To eliminate the leaders, by capture and detention. Lesser operatives, when identified, may be left in circulation if they can provide leads to those at the top. Without leaders, small organisations tend to wither or lapse into internal squabbles, to the benefit of the security forces.

(i) *Coordinated planning.* The brunt of counter-action will be borne by the national police force and by the internal (security) and external intelligence services (where the latter exists). But many other government agencies will be involved. These include provincial police forces and gendarmerie, immigration control, frontier and coastal guards and the official information services. The problem is that these bodies are responsible to different ministers. In some countries—Spain and Italy, for example—the internal or counter-espionage services, as well as those operating abroad, work under the control of the Defence Ministries and not, as in some other countries, under the Interior or Home Ministries.

In any anti-terrorist campaign, it is highly desirable that there should be a single authority, responsible to one minister, or to the Prime Minister or Head of State, which has the power to impose an agreed strategy on all the agencies concerned. If this is politically or constitutionally impossible, at least there should be a common agreed strategy.

(ii) *Intelligence.* Most European countries have several intelligence-gathering services: foreign intelligence, internal security, police (special branch), armed services. Intelligence gathered by these separate organisations should be pooled and centrally assessed.

Three separate processes are involved in intelligence-gathering: (i) establishing detailed background dossiers on active and potential terrorists and those who might lend them support and compiling organisation charts to show the command structures of underground organisation; (ii) creating an efficient retrieval system so that this information can be passed on swiftly to the men in the field as they need it; and (iii) developing "strategic intelligence" into "operational intelligence" through local contacts that will make it possible to lay hands on the right man at the right time. The development of computer science has opened up almost limitless possibilities for the accumulation and rapid retrieval of file material on the greater part of the population; the problem for the authorities in a liberal democracy is to determine at what point the computerisation of information represents an intolerable intrusion on personal liberties. But there is no doubt that the centralisation of relevant information—and the facilities

for "plugging in" the men in the field—will vastly simplify the work of the security forces in confronting an urban terrorist campaign.

(iii) *The police.* The police (with the intelligence services) will inevitably find themselves thrust into the front-line. The number of police available in a given country is nearly always less significant than their preparedness to deal with political violence, which is bound to involve special training—in an intellectual as well as a technical sense. In Britain, for example, the ratio of police to the total population is higher than in the United States and some Western European countries, and yet until recently the police had received almost no conditioning for counter-terrorist operations. This was partly the legacy of their founder, Sir Robert Peel, who had promised that no "officer class" would be allowed to emerge in the British police; even today, there is a total of less than 500 graduates in a total police force of just under 100,000 in England and Wales. The British police response has also been constricted by the decentralised organisation that still prevails; it seems quite extraordinary to many outsiders that there is still no Special Branch for the country as a whole, let alone a central executive for all the regional police forces.

(iv) *Task forces.* In any anti-terrorist campaign, it is desirable (and ought to be possible) to set up a *national task force*, drawn from the agencies involved (see above) and dedicated to research, investigation and the coordination of counter-measures, for which the existing forces can be used in their respective capacities. It is vital that there should be no delay or confusion in the coordinating body's access to records of all kinds or in its demands for executive action. In addition, the task force should be able to co-opt specialists, such as psychologists, linguists, locksmiths, clergymen, political analysts, media people, etc.

Indeed, most Western European countries have already opted for the formation of task forces—that is, "fire brigade" police para-military units equipped to intervene both in serious riots and in urban guerrilla confrontations. The usefulness of a specialised counter-terrorist unit was amply demonstrated by the events in the Netherlands on 31 October 1974. The 15 hostages being held by armed criminals in Scheveningen jail were released as a result of a commando assault by a Dutch counter-terrorist squad. The Dutch force employed a variety of talents: diversionary action (involving tremendous noise, flares, smoke bombs and sirens), the use of a thermal lance to slice through a steel door in six seconds, rapid movement, skilled marksmanship, and well-processed background intelligence on the Arab terrorist who had organised the kidnap and the criminals inside the jail.

Britain has been one of the few European countries traditionally opposed to the idea of a "third force". The argument in Britain has usually revolved around the claim that an armed counter-terrorist squad would undermine the pattern of cordial relations between the neighbourhood "bobby" and the public, based (allegedly) on the long-standing tradition of an unarmed police. But it now seems clear that more than an *ad hoc* police unit (like the national anti-IRA unit set up in Britain in November 1974) is required to muster the specialist skills needed to defeat terrorism.

Under the present system, Britain is in a position where the Army would need to be brought in at the first sign of serious trouble. Of course, there is a strong argument in favour of perpetuating this system: the army combines the range of skills and the practical experience of Northern Ireland and is clearly the most competent force available to deal with terrorism inside Britain itself. For this reason, the British solution may be to second army experts to form the backbone of a new joint police/army "fire brigade" squad. Counter-terrorists units should also have on call an advisory team of psychologists who have studied the problems of negotiating with political extremists. This is already the pattern in the Netherlands and West Germany, and in many urban police departments in the United States.

(v) *Information and publicity.* Public unease in a democratic State must be allayed by proper publicity on the need for counter-measures, so that the psychological means and tactics employed by the terrorists, and their aim of sapping the government's civilian support, can be thoroughly understood. This is especially important when and if it becomes necessary to call in military aid,

which may be essential in view of the advanced weaponry (see below) available to contemporary terrorists.

The terrorist side has often used the media to great advantage. Television interviewers have been known to present terrorists in a sympathetic light and one-sided presentation of the news may damage the official case. Nothing serves the cause of the terrorists better than a glamourised "clandestine" interview with hooded men, filmed expressly for television. It is the duty of those seeking to protect the public against the gunman and the bomb-thrower to seek to enlist the cooperation of media personnel with a view to a fair presentation of the need for counter-measures in the common interest. West German and British television services provide programmes on criminal events, in which the public are invited to cooperate with the police. This has proved a successful concept, and it could be extended to include cooperation against terrorism. Terrorists should not be allowed to get away with the pretence that they are spokesmen for legitimate pressure groups.

(vi) *Psychological warfare.* The battle against terrorism (like the attempt to counter subversion) is primarily a battle for minds. There is a considerable literature providing a theoretical justification for political terrorism, shading over into direct incitement to violence in the case of the "underground" press. Far more effective, however, are the propaganda efforts to discredit the security forces in a situation like Northern Ireland, through allegations of "torture", brutality in the conduct of searches and the killing of innocent civilians.

The most effective response to this kind of propaganda attack is (i) to educate the public in the constant risks and stresses of a soldier's (or a policeman's) life in a situation of endemic violence; and (ii) to provide similar education in the techniques employed by the terrorists themselves. British newspaper exposés of the misappropriation of "commandeered" property by IRA chiefs in Northern Ireland, for example, were highly effective. So are any authenticated news items about coercive terrorism—such as the IRA's "kneecapping" of those who disobey the organisation's orders. Psychological warfare techniques always have to be chosen for the intended audience. Arguments about the immorality of violence that will be readily accepted by the bulk of (say) the British or West German public may have no effect on the recruitment pool for terrorists operating in a Catholic ghetto like the Ardoyne in Belfast or a community of migrant Arab workers in Frankfurt. At this level, the authorities will have to be more resourceful: they will need, for instance, to expose rivalries and corruption in the terrorist leadership.

(vii) *Control of explosives.* A good deal more can be done to prevent terrorists gaining access to the routine sources of explosives: supplies of nitric acid, sodium chlorate and ammonium nitrate that are simply sold over the counter or available as ingredients in common fertilisers; thefts of detonators, detonator wiring and other explosive materials from construction firms, quarries, etc. Companies entitled to stockpile explosive materials should clearly be required to guard their supplies properly. Detonators should be properly identified—perhaps through the use of radioactive isotopes in labelling—to enable the police to determine the source if they are used in a terrorist incident.

(viii) *Legal powers.* The question of how far the government is entitled to go in lifting normal legal safeguards in response to a terrorist campaign is probably the thorniest problem of all. The short answer is that terrorists should be tried in a normal way on criminal charges wherever possible. The situation may arise, however, where an entrenched terrorist movement is able to intimidate witnesses, juries and even magistrates, making a normal trial impossible. In this situation, the security forces must have the power to take known gunmen off the streets for a limited period. If emergency powers are sought, however, it should be made clear that they are temporary and will be dropped as soon as conditions permit.

There is also the question of when it is justifiable, and expedient, to ban a particular organisation. It astonished many outsiders that the IRA was not pronounced an illegal organisation in Britain until November 1974—several years after the campaign in Northern Ireland commenced. During that period, it was perfectly legal to display IRA banners and propaganda

(though not to parade in paramilitary uniform) and to raise finance for a movement at war with the British government.

There was always a very simple and compelling reason for banning the IRA in Britain: that its appearance as a legal political group on the other side of the water placed the army in Ulster in an extraordinary moral dilemma and could only help to undermine morale. But in other situations, the strong case for banning an extremist group that openly espouses armed revolution and engages in (or supports) a terrorist campaign will have to be weighed against the practical advantage of having such a group out in the open where it is easy for the security forces to keep it under surveillance. It is the old choice between punishing the crime or the conspiracy, and the choice will have to be based on what is likely to prove most effective in a particular situation.

(ix) *Penalties* for political violence are another source of unending debate. Current discussion tends to revolve around the question of capital punishment. Members of the Study Group were divided on this question. The main argument against the use of the death penalty for terrorists appear to be: (a) the judicial problems, especially in a situation where emergency legislation is in force; (b) the possibility of erroneous conviction (which also applies to ordinary criminals); (c) the prospect of terrorist retaliation and the creation of false martyrs; and (d) the risk of losing a useful future source of information—assuming that the captive can be “turned”. The two most powerful arguments in favour of the death penalty are: (a) its possible deterrent effect on younger terrorists and accessories if not on the hard-core leadership, and (b) its moral impact, as evidence that society under attack is ready to react strongly in its own defence.

Wherever possible (i.e., when they have been charged under normal criminal laws) terrorists should be treated as normal criminals in captivity. Particular care must be taken to avoid the establishment of “school for terrorism” inside jails as the number of prisoners grows.

(x) *Weaponry and technical aids*. Advanced weapons now available to terrorise include hand-held rocket-launchers, bombs equipped with anti-detection devices and similar weapons. Such weaponry cannot normally be countered by conventional police forces. That is why military assistance is sometimes needed, and is in itself a strong reason for creating a special task force. Such task forces need to match terrorist technology with devices of their own, such as radio monitoring, “bugging” devices, advanced audio and visual aids to detection; trace elements for detecting the misuse of materials; helicopters and other aircraft for spotting, surveillance and the rapid transporting of personnel to target areas; and not least, dogs trained for tracking and the discovery of explosives.

(xi) *Rehabilitation*. The work of the authorities does not end with the defeat of the terrorists. Many of them will be in jail or under detention. As far as possible, and with deliberate speed, an effort should be made to rehabilitate and reconcile them with society, especially the young. In this essential task, the social services have a major role to play.

# INTERNATIONALE KOMMISSION ZUM SCHUTZ DER GEFANGENEN UND GEGEN

## ISOLATIONSHAFT

Members: from Italy, Netherlands, Great Britain and the Federal Republic of Germany.

Secretariat: W.J.M. de Haan, Krammerstraat 32, 1078 KJ Amsterdam.

---

The International Commission for the Protection of Prisoners and Against conditions of Isolation calls for the abolition of conditions of isolation for political prisoners in the Federal Republic of Germany. The inhuman and degrading treatment of prisoners in strict isolation as a means of trying to crush their political identity must come to an end. The prisoners must be able to proceed with their political development through exchange and collective activity in groups of at least 15 political prisoners under conditions corresponding to those laid down in the Geneva Convention concerning prisoners from liberation movements and prisoners of war. A further essential is the existence of an international body which can monitor the prison conditions and can intervene as a protector against any attempts made by the state to liquidate them.

It is not sufficient to say that isolation leads to death. It is more correct to say that in such conditions of severe isolation, and in instances like the implementation of the 'Kontaktsperre', which severs all connections between the prisoners and the outside world, it is possible to liquidate them. We therefore call for the immediate provision of conditions which preserve the health, life and political identity of prisoners in the Federal Republic of Germany.

The International Commission for the Protection of Prisoners and Against Conditions of Isolation was formed in June 1979 following the hunger strike of a great number of prisoners in the Federal Republic of Germany against isolation torture and new isolation wings, and in response to one of their demands that an international body be set up to monitor their prison conditions. Members of the Commission have repeatedly tried to visit prisoners in order to inform themselves directly about their prison conditions. In most cases, however, permission was denied by the authorities. Even so, the Commission is determined to continue its work on behalf of prisoners who are part of the anti-imperialist resistance in Western Europe.

There have been political prisoners in the Federal Republic since 1970. Prisoners convicted of being members of revolutionary groups such as the Red Army Fraction, the 2nd of June Movement, the Revolutionary Cells or as members of other 'terroristic gangs', as the authorities call them, have been held for several years in isolation or 'small group isolation'. Even those suspected of membership are held in isolation for periods of up to three years before trial.

The Red Army Fraction manifested itself as an anti-imperialist guerilla movement in May 1972 with bomb-outrages on the headquarters of the U.S. Army in the Federal Republic at Frankfurt and Heidelberg. In that month the U.S. Air Force had intensified the bombings of Hanoi, Haiphong and Thanh Hoa province. Since that time the Red Army Fraction undertook various actions, among others to free imprisoned comrades. Their latest action took place on June 25th 1979, when a bomb attack was committed at the Chief of Staff of NATO in Europe, Haig, who was considered to be responsible for the 'modified-interventionist reinforcement policy' against liberation movements in third world countries.

From 1970 onwards the state's policy has been to crush the political identity of prisoners through isolation torture and the use of sensory deprivation techniques. Isolation torture was applied most brutally against Ulrike Meinhof, Gudrun Ensslin and Astrid Proll, prisoners of the RAF, in a silent wing in Cologne prison. As soon as conditions of sensory deprivation were identified as such, reports were brought to the attention of relevant authorities and the media, and organisations such as Amnesty International, who were repeatedly urged to intervene by lawyers and relatives.

Political prisoners have consistently fought against these conditions. In 1974-5 they went on a hunger strike which lasted for five months. They demanded their full integration into normal prison conditions. Rather than concede these demands the authorities took responsibility for the death of one prisoner, Holger Meins, while force-feeding him, though in a manifestly insufficient way. On other occasions, similar demands for integration on these terms resulted in political prisoners being put with informers or fascists. Other prisoners repeatedly reported that they were pressed not to mix with political prisoners. Because of this, integration on these terms was regarded as unacceptable by the prisoners who now developed their demand for viable groups of not less than 15 political prisoners. This was seen by medical experts as the minimum in order to at least survive.

In July 1977 a group of 8 political prisoners was formed by the authorities and installed in the Stammheim prison, by way of accepting one of the demands. Only one month later, the group was broken up by force. The prisoners were isolated again, and some were replaced in other prisons.

Soon after, in September 1977, when the Schleyer kidnapping took place, some 100 political prisoners all over Germany were completely shut off from all contacts with each other or the outside world. Politicians stated that the fate of the prisoners should depend on the results of the guerilla actions. For instance the social democratic prime minister of North Rhine Westphalia Kuhn said:

"These terrorists must know that killing Hans-Martin Schleyer should have severe repercussions for the fate of detained violent criminals, whom they wanted to free with their disgraceful actions".

Only a few days later the hostage-taking by the state of these political prisoners against outside guerilla action was legalised by the contact ban law (Kontaktsperregesetz) that forbade even lawyers to see their clients.

Immediately after the commando action in Mogadishu three prisoners, Andreas Baader, Gudrun Ennslyn and Jan-Carl Raspe, were found dead in their cells. Another prisoner Ingrid Schubert died soon after. The deaths of these prisoners have not been investigated by any independent commission, and have only been explained by the authorities as a case of 'collective suicide'. Evidence for very serious doubts have again and again been ignored, suppressed or denied by the authorities and by the media alike.

In order to demand conditions which at least preserve their health and life the prisoners again went on hunger strike in the summer of 1979, and demanded the application of the Geneva Convention. This would guarantee for the prisoners some minimum of protection as prisoners of liberation movements under the Convention. They also demanded that an independent international body should be established and recognised for the monitoring and control of prison conditions and for the protection of prisoners against future attempts to liquidate them as hostages.

#### The Amnesty International Report

Amnesty International has now, in May 1980, released their dossier on prison conditions and conditions of isolation practised on political prisoners in the F.R.G. This important document should be studied carefully. Amnesty has finally concluded that the conditions of these prisoners are of concern to it under its commitment to oppose 'torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment' of prisoners. Their research reveals that prisoners are kept in conditions that can, and do, inflict serious physical and psychological damage. Therefore Amnesty is asking for 'humane treatment' and 'normal prison conditions'.

The International Commission wishes to comment that these demands are in fact denying the real situation in which these prisoners are fighting for their justified demands. The conditions under which the authorities will allow prisoners to be moved into the 'normal conditions' which Amnesty is asking for, were made clear in a letter from the Senator of the Justice Department in Berlin to Amnesty on 6th November 1979:

"I shall be prepared to make exceptions, when any one of the prisoners has shown by his conduct that he has dissociated himself from terrorism and when he is not expected to commit such crimes again".

By asking for 'humane treatment' and 'normal prison conditions' Amnesty International is in fact taking a political stand. It neglects the demands of the prisoners and denies the situation from which these demands were developed. In this way Amnesty is running the risk of tacitly sanctioning state policy to crush the political identity of these prisoners by all possible means.

Amnesty underlined the seriousness of its conclusion on the present conditions for political prisoners in the F.R.G. by 'documenting' the suicide-inducing character of these conditions of isolation. Amnesty tries to prove this with the case of Ingrid Schubert, relying on a letter found in her cell after she died, and used by the authorities to 'prove' that she must have committed suicide because she was depressed.

However there are many remarkable facts and contradictions which Amnesty did not take into account. For example:

- Ingrid Schubert was not kept in isolation at the time, until exactly one hour before her death;
- Dr. Lange, in her official report to the director of the prison concludes 'that from a medical point of view no suicidal intentions have been observed';
- there were other letters that she wrote shortly before her death in which a vivid interest in philosophy was demonstrated, lots of books were ordered, and plans for the future revealed.

But Ingrid Schubert was not the only prisoner who died while kept in isolation. Before her, in 1976 Ulrike Meinhof was found dead in her cell. Immediately the authorities declared that she had committed suicide. An independent International Commission, the International Commission of Enquiry into the Death of Ulrike Meinhof, stated in its final report published in January 1979:

"The results of the Enquiry suggest that Ulrike Meinhof was already dead when she was hanged, and that there are disturbing indications of the intervention of a third party in relation to her death".

Amnesty International has not mentioned or considered the conclusion of the report of the Commission.

We have already stated above that in relation to the deaths of Andreas Baader, Gudrun Ennslein and Jan-Carl Raspe, the explanation of suicide has never been satisfactory. Their lawyers were supposed to have passed them the guns. In a long declaration at their trial the lawyers defended themselves against the accusations, and revealed a lot of facts to prove that the authorities deliberately planned to liquidate these prisoners, in a secret service operation which had to make it appear as if they had committed suicide out of desperation.

Amnesty has not reported on the death of these prisoners, nor considered any relevant information. Stating openly one's doubts about the official version given for these deaths, is presently prosecuted as a crime in the F.R.G. By completely neglecting this pinnacle of the repression of these prisoners, Amnesty is tacitly supporting the version presented by the state.

In its critique Amnesty goes no further than what has already been said by the authorities themselves. For instance, the Senator of Justice in Berlin has himself described the isolation wing in Celle prison as 'inhuman'.

## The Situation Today

New systems of detention have already been developed. The new wing in Berlin was put into use in January 1980 when 11 political prisoners were moved there. The wing consists of 27 cells, split up into smaller units of so-called 'living areas', one of 7 cells, 4 units of 4 cells each, and 2 of 2 cells. This combination is variable by a system of movable walls designed to disappear into the floor. The whole wing is electronically supervised, with microphones in each cell and intercepting devices in each 'communication area', where association takes place. Trained personnel keep all the prisoners under constant supervision, in order to put into effect a carefully worked out programme of psychological control. We know from direct reports of prisoners who have been in these conditions for some time, that in the end result conditions have been aggravated:

"The artificiality of the surroundings and the stress of isolation are the prerequisites for creating tensions among prisoners. These tensions are noted by the controllers and increased through manipulation. Programmes of privileges and punishment are devised to fit each prisoner, noting every nuance of the prisoner's behaviour. This is an attempt to gain an influence where they have so far failed - our mind, our political identity, our will to resist, our conscienceness: to destroy it all. Therefore we call it brainwashing."

The authorities are using these new isolation-wings as an alibi to the public, saying that they are not in total isolation, that they have association in groups and therefore quite a lot of freedom. Yet this 'freedom' exists under conditions of total technological control and psychological manipulation, which still pursues the same aim - the total destruction of those inside..

## The International Commission

The International Commission will resist these developments, and will support the demands of the prisoners for viable groups of not less than 15 political prisoners, as independent medical experts have recommended, and for conditions according to those guaranteed by the Geneva Convention.

The perspective of the Commission is that it should be engaged on behalf of all prisoners who are part of the anti-imperialist resistance in Western Europe. It is motivated by the consciousness of its members of imperialist strategies, dominated by the U.S.A., at the present time: that is, the increasing unification of European states, with the Federal Republic of Germany as the model, with the two-fold aim: within Europe to break up and nullify every form of fundamental opposition, and in the Third World to create more effective and concerted forms of intervention.

The Commission calls now for support for the demand of an international Commission of control over the conditions of political prisoners in the Federal Republic of Germany.